



Membre de l'université Paris Lumières  
École doctorale 141 : Droit et science politique  
Centre de Théorie et Analyse du Droit

## Gabrielė Taminskaitė

***LE PRINCIPE DE SOLIDARITÉ ET SON  
FONCTIONNEMENT DANS LES SYSTÈMES  
JURIDIQUES DES ÉTATS-PROVIDENCE  
Exemples de la France et de la Lituanie***

Thèse présentée et soutenue publiquement le 22/06/2022  
en vue de l'obtention du doctorat de Droit public de l'Université Paris Nanterre  
sous la direction de M. Éric Millard (Université Paris Nanterre)  
et de M. Tomas Davulis (Université de Vilnius)

### Jury:

Rapporteur-e :	<b>Mme Pr.Dr. Anne-Sophie Ginon</b>	Professeure à l'Université Nice Côte d'Azur
Rapporteur-e :	<b>Mme Pr.Dr. Toma Birmontienė</b>	Professeure à l'Université de Mykolas Romeris
Membre du jury :	<b>M. Pr. Habil. Dr. Vytautas Nekrošius</b>	Professeur à l'Université de Vilnius
Membre du jury :	<b>Mme Dr. Patricia Rrapi</b>	Maitre de conférences à l'Université Paris Nanterre
Membre du jury :	<b>Mme Pr. Dr. Danutė Jočienė</b>	Présidente de la Cour Constitutionnelle de Lituanie



**LE PRINCIPE DE SOLIDARITÉ ET SON FONCTIONNEMENT DANS LES  
SYSTÈMES JURIDIQUES DES ÉTATS-PROVIDENCE  
Exemples de la France et de la Lituanie**

Résumé de thèse en cotutelle

GABRIELĖ TAMINSKAITĖ

## TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	5
PERTINENCE, INTERET ET NOUVEAUTE DU SUJET.....	9
OBJET DE RECHERCHE (SES LIMITES).....	10
OBJECTIFS ET ENJEX DE LA RECHERCHE.....	11
THESES.....	13
APERÇU DES ETUDES PORTANT SUR LE SUJET DE LA THESE ET SOURCES..	13
METHODOLOGIE DE RECHERCHE.....	16
PLAN DE LA THESE.....	17
CONCLUSIONS.....	19
PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES ET COMMUNICATIONS DE L'AUTEUR SUR LE SUJET DE LA THESE.....	25

## INTRODUCTION

Le développement de la société industrielle, l'essor du positivisme scientifique, l'évolution de la notion de solidarité ainsi que nombre de mutations ayant eu lieu au XIX<sup>ème</sup> siècle ont contribué à l'émergence du concept de l'État-providence moderne, parfois également appelé État social, l'inscrivant dans les normes juridiques nationales de façon directe et/ou indirecte. De ce fait dans les États démocratiques est apparue la nécessité de rétablir et de maintenir la confiance de la société envers l'État, en confiant à ce dernier la garantie du bien-être social inscrit dans les normes juridiques et mis en œuvre par des instruments socio-économiques. Ce phénomène reflète la mutation des éléments constitutifs de l'État-providence à travers l'Histoire. Par conséquent, dans ce travail de thèse nous supposons que la principale tâche qui échoit à l'État-providence moderne consiste à prévoir dans le système juridique national des normes juridiques compatibles avec les besoins réels des citoyens et capable d'y répondre, ainsi que de garantir le bon fonctionnement de l'État par la mise en œuvre des principes constitutionnels (sans que l'un ne compromette l'autre) de solidarité sociale, d'équité, de proportionnalité ainsi que les autres principes relatifs à la politique sociale. Depuis l'émergence de la notion d'État-providence, une gamme d'instruments a été mise en place pour atteindre cet objectif menant à l'essor des services publics et de l'assurance-maladie, ainsi qu'à la mise en œuvre des droits économiques et sociaux des citoyens et leur garantie par des normes juridiques adéquates dans les différents pays européens. D'une part cet ensemble de phénomènes, comme nous allons le voir et/ou le démontrer dans cette thèse, a eu pour conséquence que l'article premier de la Constitution de la République française (1958) désigne la France en tant que République sociale, d'autre part il permet de définir aujourd'hui la Lituanie en tant qu'État-providence.

La notion d'État-providence est souvent synonyme d'État social et dans la majeure partie des cas ce rapprochement est opportun. Le terme *providence* renvoie à l'idée de bien-être qui lui-même est associé à une bonne situation professionnelle et personnelle des individus, cette dernière étant assurée par la famille, la communauté, l'État ou les individus eux-mêmes (le marché). Tandis que, comme nous nous efforcerons de le démontrer dans cette thèse, l'objectif principal de l'État social consiste, par l'entremise de mesures sociales, à assurer le bien-être de la société et de ses membres en garantissant, entre autres, le respect des droits sociaux. L'analyse d'un grand nombre de textes de différentes disciplines scientifiques met en lumière une utilisation plus fréquente d'un des deux termes selon la discipline. Par exemple en économie on retrouve plus souvent le terme d'État-providence. Tandis que l'analyse des travaux de spécialistes du droit lituanien (J. Žilyys, A. Guogis, J.

Aidukaitė) nous permet d'affirmer que la notion d'État social est quant à elle plus usitée dans le domaine du droit. Il peut alors sembler que chacune de ces notions est privilégiée dans une discipline en particulier (économie, politique, droit, etc.). Cependant il est important de noter, comme l'indique également J. Bieliauskaitė, que l'usage de l'un ou de l'autre découle le plus souvent d'un choix personnel de l'auteur. L'essentiel est de noter que les deux notions d'État social et d'État-providence peuvent être comprises au sens large comme au sens plus étroit. Dans leur définition la plus étroite, ces États se définissent essentiellement dans le cadre de la protection sociale. Tandis qu'au sens large, ils sont supposés réglementer non seulement la protection sociale mais également le droit du travail, la politique de l'emploi ainsi que, d'après les chercheurs, le secteur des services publics (Ramaux C.). Ce dernier est considéré inséparable du domaine de la protection sociale (Chevallier), raison pour laquelle dans l'État-providence comme dans l'État social on ne l'identifie pas toujours en tant que pilier séparé. Toutefois, dans de nombreux travaux, la notion d'État-providence, définie exclusivement par le prisme de la protection sociale, en devient trop étroite. C. Ramaux soutient qu'on peut également parler d'État-providence ou de *Welfare state* britannique lorsqu'on évoque l'État social. Il est important de noter que, aussi étrange que cela puisse paraître, ces termes ne sont pas définis de manière univoque à l'échelle internationale. Si certains auteurs reconnaissent qu'historiquement parlant, les termes d'État-providence en français, d'État social ou *Sozialstaat* en allemand et de *Welfare state* en anglais ne sont pas équivalents, ils admettent en revanche que l'acception moderne de l'État-providence relève d'une triple généalogie (Merrien). En d'autres termes, celui-ci condense trois concepts historiquement et nationalement datés : l'idée française d'État-providence<sup>1</sup>, le concept d'État social allemand (en allemand *Sozialstaat*<sup>2</sup>) et le *Welfare state*<sup>3</sup> britannique (Merrien). Par conséquent, et si on s'en tient à ce raisonnement,

---

<sup>1</sup> Le terme français d'État-providence renvoie historiquement à l'idée que dans une société, lorsque les organisations professionnelles ou d'autres entités comme la famille ne parviennent pas à mener à bien leur mission de solidarité, l'État se doit d'intervenir, malgré le fait que cela entraîne un risque de diminution de la « solidarité naturelle ».

<sup>2</sup> Historiquement le *Sozialstaat* allemand renvoie au concept d'État-providence ou autrement dit État social. Formulé en 1850 par le juriste, sociologue et économiste Lorenz von Stein, et encore en vigueur de nos jours, il a inspiré le modèle d'Otto von Bismarck (plus loin Bismarck) fondé sur la Sécurité sociale et ayant pour objectif la paix sociale au sein de l'État. Selon cette conception, l'État possède un devoir social, dont l'application se fait, d'après Bismarck, par la mise en œuvre du système de protection sociale, avec un ensemble de lois qui régissent la sécurité sociale obligatoire. Par conséquent, historiquement, l'État-providence allemand est un État qui assume la responsabilité du sort des actifs en échange d'une loyauté absolue à travers l'expression de la solidarité. La volonté de préserver la paix sociale en Allemagne en trouvant un compromis entre salariés et employeurs a conduit, dès l'émergence de ce concept, à l'adoption d'une loi prévoyant une contribution obligatoire des employeurs au système de sécurité sociale, une gestion conjointe des caisses de sécurité sociale entre les représentants des salariés et les employeurs, ainsi que l'obligation pour ces derniers de coopérer à travers leurs représentants.

<sup>3</sup> Le concept anglo-saxon de *Welfare state*, notion qu'on doit à l'archevêque William Temple, s'est concrétisé seulement pendant la seconde guerre mondiale. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'idée d'une « sécurité sociale pour tous »,

l'utilisation de chacun de ces termes est appropriée. Parallèlement, selon J. Bieliauskaitė, la notion d'État-providence renvoie aux résultats du fonctionnement d'un État, alors que la notion d'État social fondé sur le droit expose les objectifs sociaux d'un État (son orientation sociale) et souligne le fait que les objectifs visés seront atteints à l'aide d'instruments juridiques, conformément à l'obligation d'équité. On peut alors présumer qu'il serait plus approprié d'utiliser le terme d'État social pour définir la Lituanie dans le langage juridique, en se référant à la doctrine de la Cour constitutionnelle de la République de Lituanie (appelée également Cour constitutionnelle), assez fournie sur ce sujet et qui identifie la Lituanie comme un « État ayant une orientation sociale ». Il est par conséquent fort probable qu'en Lituanie le terme d'État-providence renvoie plutôt au domaine politique et/ou économique, et non pas au droit. Cependant, nous pensons que ce terme permet une approche plus large que celui d'État social qui relève essentiellement de la terminologie juridique et ne concerne que la protection sociale. De plus, on peut considérer que face à l'influence de la globalisation il faudrait tenir compte de la correspondance qui existent entre les différents termes utilisés à l'étranger. En France comme en Lituanie, il existe deux termes : *gerovės valstybė* qui correspond à l'État-providence français et *socialinė valstybė* qui fait référence quant à lui à l'État social. Comme mentionné précédemment, d'après les chercheurs français les deux termes sont considérés comme synonymes. C'est la raison pour laquelle le terme d'État-providence, bien qu'il puisse sembler moins spécifique dans le langage juridique que la notion d'État social, est le terme principalement usité dans cette thèse (gardant à l'esprit que l'État social en est son synonyme), en tenant également compte de la triple origine de l'idée contemporaine d'État-providence ainsi que son acception plus large et dans le but de mener une comparaison la plus précise possible des notions d'État-providence (en lituanien *gerovės valstybė*) et d'État social (en lituanien *socialinė valstybė*) et leurs équivalents français.

L'Histoire nous a montré qu'aucun phénomène ne peut se targuer de durer éternellement face aux différents chocs, crises ou autres bouleversements notamment d'ordre social, économique qui se produisent à l'échelle nationale, continentale, mondiale, etc. On observe

---

*instrument de la paix sociale et de la démocratie, avait commencé à se diffuser à l'échelle internationale. En témoigne l'article 5 de la Charte de l'Atlantique signée en 1941 qui stipule que la collaboration internationale est nécessaire afin de garantir les meilleures conditions de travail pour tous, le progrès économique et la sécurité sociale. Après-guerre, le Welfare state est entré dans la langue courante, d'abord pour définir la nouvelle politique sociale universelle des Britanniques comprenant l'éducation gratuite, l'aide au logement, la pension de retraite, etc. D'après les chercheurs, le Welfare state anglais est un modèle d'État-providence démocratique protectionniste, qui garantit des droits sociaux minimaux, et qui se fonde non plus sur des accords entre salariés et employeurs mais sur l'extension des services publics.*

que même l'évolution des phénomènes politiques tels que la démocratie ne se révèle pas toujours constante. Il en va de même pour l'évolution du concept d'État-providence qui est par ailleurs un processus continu. En ce sens, la solidarité<sup>4</sup>, principe fondamental de l'État-providence et de son bon fonctionnement qui assure le respect des droits sociaux, reflète de manière directe ses implications dans les décisions prises à différentes époques par le législateur, ces dernières ayant pour effet de définir un cadre législatif en matière de politique sociale. Le fonctionnement du principe de solidarité et sa dynamique en matière de politique sociale nous intéressent non seulement dans une perspective d'actualité mais également en référence au passé et à l'avenir. Comme l'on s'efforcera de le mettre en évidence et de le démontrer dans cette thèse, l'avenir des droits et des devoirs des citoyens dans une société donnée dépend de la portée actuelle du principe de solidarité et par conséquent de ses implications dans les normes juridiques, qui, elle-même, déterminent le futur degré d'application des droits et des devoirs des citoyens en matière de politique sociale. Si l'on s'en tient à l'idée que le principe de solidarité relatif à la politique sociale est orienté vers l'avenir et plus précisément sert à assurer le bien-être de l'ensemble de la population, il est important de délimiter la portée de ce principe aujourd'hui pour parvenir à des résultats positifs à l'avenir qui viendraient répondre aux besoins de la société dans son ensemble ainsi que de chacun de ses membres. C'est pourquoi, en examinant le principe de solidarité et son fonctionnement dans le cadre de la politique sociale menée par l'État-providence actuel, il convient d'identifier les domaines dans lesquels ce principe est à l'œuvre ou devrait l'être, sa portée et son degré d'application dans les normes juridiques ainsi que sa mise en œuvre, la manière dont ce principe influence le rapport entre les droits et les devoirs des individus, et le sens de l'action du législateur (les domaines dans lesquels le principe de solidarité devrait s'appliquer au degré approprié) en vue d'atteindre les objectifs relatifs à la notion moderne d'État-providence.

On note que les notions d'État-providence et de principe de solidarité peuvent être analysées et étudiées de manière transversale. D'autres disciplines que le droit font d'ailleurs souvent de ce sujet leur objet de recherche. Indubitablement, un certain nombre

---

<sup>4</sup> *Les définitions de la solidarité abondent, selon le contexte et les domaines dans lesquels le terme est utilisé. Dans le domaine juridique, la solidarité peut également être interprétée de différentes façons. Il ne fait aucun doute que la solidarité évoquée dans un discours politique n'est pas la même que celle dont parlent les représentants d'une communauté religieuse, tandis que la solidarité qui s'exprime entre amis ou dans la famille n'a pas grand-chose à voir avec la solidarité politique internationale, etc. Plus important encore, on note que dans un même domaine, notamment en droit, la notion de solidarité peut se référer à des idées différentes selon les objectifs à atteindre. Afin de déterminer quel type de solidarité est en œuvre dans la politique sociale des États-providence et afin d'appréhender ses limites d'application et de le définir en tant que principe, il convient de s'y intéresser par le prisme des normes juridiques qui visent à assurer le respect des différents droits sociaux de l'individu.*

de disciplines scientifiques peuvent contribuer à une connaissance et une compréhension plus complète du concept d'État-providence européen moderne ainsi que de son corollaire, le principe de solidarité, cependant cela ne contredit nullement l'intérêt et la nécessité d'une analyse juridique de ce sujet. Dans cette thèse, nous soutenons l'idée selon laquelle, en tant que facteur de consolidation de la société, l'État-providence vise à garantir le respect des droits sociaux et à favoriser l'épanouissement individuel et le bien-être de chacun. Ces objectifs sont mis en œuvre par le droit, notamment par le biais de la législation nationale. Une analyse juridique a donc toute sa place pour mieux saisir et mieux comprendre les enjeux inhérents au bon fonctionnement du principe de solidarité et, plus largement, de l'État-providence. Par ailleurs, cette analyse montre que le sujet de l'État-providence et du principe de solidarité, par conséquent le sujet de cette thèse, touche tout autant au domaine du droit, qu'à celui de la politique, de l'économie ou de tout autre discipline scientifique.

## **PERTINENCE, INTERET ET NOUVEAUTE DU SUJET**

Plusieurs facteurs justifient l'importance du principe de solidarité en matière de droits sociaux et sa pertinence au vu de la relation qu'il entretient avec le concept moderne d'État-providence.

Premièrement, la solidarité, comme les autres principes juridiques, tient une place prépondérante dans le processus législatif, l'interprétation et l'application du droit, qui à leur tour définissent la politique sociale d'un État visant à élaborer un modèle social approprié. Deuxièmement, une interprétation adéquate du principe de solidarité, associé aux principes de proportionnalité et d'égalité, permet d'assurer une réglementation des rapports sociaux régies par le droit, conforme au principe d'équité.

Les notions d'État-providence et de solidarité sont largement discutées et étudiées par les chercheurs en économie et les politologues notamment ; elles le sont beaucoup moins par la science du droit. Et ceci d'autant plus si l'on considère que l'objet de cette thèse est analysé en le comparant à des exemples d'un autre pays européen – la France, pays à qui l'on doit l'élaboration du concept-même d'État-providence et qui reconnaît le principe de solidarité comme valeur fondamentale et principale ligne directrice de son action au sein de la société.

Étant donné que les normes juridiques façonnent la politique sociale d'un État-providence, il est intéressant d'en approfondir le contenu et les orientations. D'un côté, elles témoignent de la portée et de l'intérêt du principe de solidarité, ainsi que de son degré. D'autre part, ces normes sont limitées et/ou influencées par différents principes de

protection sociale, y compris le principe de solidarité, visant à assurer dans les États-providence le respect des droits sociaux, ces derniers étant constitutionnalisés tant en France qu'en Lituanie. Cela enjoint le législateur à fixer un cadre législatif approprié, notamment en matière de politique sociale, à choisir les instruments adaptés pour assurer le bien-être de la société dans son ensemble ainsi que de chacun de ses membres, en conciliant l'intérêt général et l'intérêt individuel sans que l'un ne compromette l'autre. C'est pourquoi nous pensons que l'étude portée par cette thèse participera à l'identification des caractéristiques principales (essentielles) de la Lituanie en tant qu'exemple d'État-providence moderne, en comparaison avec la politique sociale de la France fondée sur le principe de solidarité, ce qui permettra non seulement de mettre en lumière le principe de solidarité tel qu'il se manifeste dans les différents domaines de la politique sociale de ces États, mais aussi de déterminer sa place et son influence sur normes juridiques qui régissent les rapports juridiques en matière de politique sociale.

### **OBJET DE RECHERCHE (SES LIMITES)**

Le sujet de la thèse étant vaste et pouvant être analysé sous différents angles, il est nécessaire pour des raisons d'abord objectives (nombre de pages limité) de procéder à une définition plus restreinte de l'objet de recherche.

Les acceptions d'État-providence et de solidarité varient selon le contexte. Dans cette thèse, nous avons fait le choix d'étudier l'un des domaines où l'État-providence possède un rôle clé, celui d'assurer à chaque citoyen des conditions de vie dignes. Par conséquent nous examinons l'action de l'État-providence en matière de politique sociale, cette dernière visant à assurer le respect des droits sociaux. C'est dans cette même perspective que nous analysons la solidarité, en tant que principe de la politique sociale menée par l'État, consacré dans la Constitution tant en Lituanie qu'en France et/ou découlant des différentes dispositions de la Constitution, des lois, de la jurisprudence constitutionnelle ainsi que d'autres sources du droit.

Ce travail de recherche est axé sur les mécanismes qui assurent le respect des droits sociaux en France et en Lituanie, raison pour laquelle sont étudiés les volets de la politique sociale effectifs dans les deux pays et/ou reconnus comme tels au niveau de l'Union européenne. Par exemple, la politique de l'emploi et les problématiques qui y sont associées sont présentes non seulement dans la législation nationale des deux pays mais ont également toute leur place dans la politique de l'UE. L'accès à l'emploi est également une des

conditions principales de l'adhésion des citoyens à un système basé sur le principe de solidarité. En ce sens, la proportion entre les contributeurs et les bénéficiaires du système de protection sociale dépend directement du taux d'emploi.

Parallèlement, la politique de la famille ainsi que la nécessité de concilier vie personnelle et travail, sujets également jugés prioritaires par l'Union européenne, influence le taux d'emploi, ce dernier ayant une incidence sur la situation de la famille. Les indicateurs démographiques sont, eux-aussi, directement corrélés à la politique familiale mise en œuvre par l'État et par conséquent la proportion d'actifs et de personnes âgées ainsi que d'autres aspects qui, à mon sens, conditionnent l'efficacité des systèmes de protection et de sécurité sociale, fondés sur le principe de solidarité et ayant pour but d'assurer le respect des droits sociaux.

La santé et l'éducation sont étroitement liées à la question de l'emploi et aux sujets mentionnés précédemment. Le nombre de bénéficiaires de la sécurité sociale et des prestations sociales dépend notamment de l'état de santé général de la population mais aussi de la compétitivité des actifs sur le marché de l'emploi ou encore des possibilités et des besoins de reconversion professionnelle.

Nous considérons qu'il convient d'analyser les particularités du système des pensions de retraite dans cette thèse, ce dernier représentant le mieux le principe de solidarité intergénérationnel dans l'État-providence dans la mesure où la vieillesse, en tant que risque social, intervient habituellement dans la vie de tout un chacun à un moment donné.

Ainsi nous estimons que, pour atteindre les objectifs recherchés, l'analyse des domaines susmentionnés de la sécurité sociale et des aides sociales s'avère pertinente et nécessaire. Il convient également d'examiner le volet de la politique familiale, des retraites, du secteur des services publics qui comprend le droit à l'éducation et le droit à une couverture de santé ainsi que, bien évidemment, le principe de solidarité qui est en œuvre dans ces domaines, en lien avec les autres principes de la politique sociale.

## **OBJECTIFS ET ENJEUX DE LA RECHERCHE**

Cette thèse vise à mettre en lumière l'origine, le sens et la fonction de la notion de solidarité, en tant que principe fondamental de la politique sociale menée par un État-providence, garantissant le respect et la mise en œuvre des droits sociaux intrinsèquement liés à la dignité humaine, en lien avec les autres principes constitutionnels que sont la justice, la proportionnalité et l'égalité de traitement.

Compte tenu de l'objet de recherche et étant donné les enjeux de cette thèse, l'analyse se décline en plusieurs volets :

1. Après avoir examiné les travaux d'auteurs français, lituaniens et d'autres pays, qui traitent des modèles et des caractéristiques théoriques de l'État-providence, et après avoir étudié les différents modèles d'États-providence existants dans les pays européens actuels, il s'agira d'identifier les principaux aspects qui permettent de définir un pays comme État-providence et de mettre en évidence les spécificités de la Lituanie et de la France permettant de les affilier à un des modèles théoriques de l'État-providence.
2. En mettant en évidence le rapport qu'entretiennent le principe de solidarité et le concept d'État-providence, nous examinerons la façon dont le principe de solidarité se manifeste et s'inscrit dans le droit national et international :
  - 2.1 Il s'agira de mettre en lumière la portée du principe de solidarité au niveau supranational, à travers l'étude des textes législatifs européens et internationaux établissant ce principe en lien avec les libertés et droits fondamentaux, ainsi que de déterminer l'influence de ce principe sur les moyens et instruments mis en œuvre pour assurer le respect desdits droits et libertés. Dans la continuité, (notamment à travers l'examen de la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE) nous définirons les caractéristiques de ce principe et le spectre de son application, en en déterminant les limites minimales et maximales.
  - 2.2. Il s'agira d'identifier les origines du principe de solidarité et la place qu'il occupe dans les droits français et lituanien, principalement dans le cadre des droits sociaux en tant que droits humains.
3. En examinant les concepts théoriques des principes de proportionnalité, d'égalité de traitement et d'équité, ainsi que leur application dans la jurisprudence constitutionnelle dans le cadre des droits sociaux et leur mise en œuvre dans les différents domaines où opère l'État-providence (et notamment la manière dont ils s'inscrivent dans les normes juridiques), nous étudierons les différentes acceptions de ces principes de politique sociale en lien avec le principe de solidarité, leur compatibilité et la manière dont ils interagissent.
4. Nous déterminerons les spécificités du principe de solidarité et l'influence qu'il peut avoir sur les différents volets de la politique sociale où l'État-providence a l'obligation d'assurer le respect des droits sociaux en prévoyant un cadre juridique approprié.

5. En passant en revue les objectifs de l'État-providence et les déterminants de l'expression de la solidarité dans une société et en mesurant les enjeux qui pourraient amener ce principe à devenir la composante d'un ordre juridique temporaire voué à disparaître, nous tenterons d'identifier la place que ce principe pourrait occuper à l'avenir

## THESES

- 1) A l'instar d'autres principes (par ex. le principe d'équité ou d'égalité de traitement), la manifestation du principe de solidarité dans la société n'est pas un but en soi, le but étant le résultat recherché par l'application de ce principe (par ex. la garantie de conditions de vie dignes, l'égalité de traitement, notamment dans l'accès aux services de santé, à l'éducation, etc.). Si les résultats attendus peuvent être obtenus autrement que par la mise en œuvre du principe de solidarité, il faudrait s'abstenir de l'appliquer.
- 2) Pour atteindre une forme d'État-providence efficient en Lituanie, il est souhaitable de suivre l'exemple français, ce modèle étant axé sur l'application d'un système de sécurité sociale intégré, dans lequel le principe de solidarité se voit appliqué entre personnes issues d'une même catégorie sociale. Les personnes exerçant leur solidarité sur la base par exemple de leur appartenance professionnelle ont alors droit à une protection supplémentaire, par exemple une meilleure couverture maladie ou encore des conditions de retraite plus favorables.
- 3) Une politique sociale fondée sur le principe de solidarité insiste sur l'obligation pour les citoyens et les différentes catégories sociales d'aider et de soutenir par leur contribution des personnes qui, pour des raisons objectives, ont besoin d'un tel soutien à un moment de leur vie. Cette politique doit s'employer à créer, recréer et/ou maintenir des conditions permettant aux personnes fragilisées de s'occuper par leurs propres moyens de leur bien-être personnel et familial.
- 4) L'application du principe de solidarité en matière de politique sociale implique une contribution quasi-obligatoire des citoyens à échelle de leurs moyens qui ne se fait pas dans la perspective d'un retour sur investissement et n'est pas le fruit d'un choix personnel. Cela suppose que les personnes reçoivent, lorsqu'elle est nécessaire, une aide sans conditions mais proportionnée à un besoin objectif.

## APERÇU DES ETUDES PORTANT SUR LE SUJET DE LA THESE ET SOURCES

Bien que différentes sciences sociales se soient largement emparées du concept d'État-providence en Lituanie et à l'étranger, ce dernier n'est pas l'objet d'une attention comparable dans le domaine juridique, notamment en Lituanie. Particulièrement quand il s'agit d'examiner le sujet sous l'angle du principe de solidarité et les autres principes supposés garantir le respect des droits sociaux.

Dans le cadre de cette thèse, il convient de mentionner un certain nombre de travaux menés par des chercheurs lituaniens. Jolanta Aidukaitė a largement étudié l'évolution de la politique sociale en Lituanie dans ses recherches. L'économiste et sociologue prof. Romas Lazutka consacre une partie de ses travaux à l'études des différents fondements de la protection sociale, mais il porte son attention tout particulièrement sur divers aspects de la sécurité sociale, comme par exemple la question de la réforme des pensions de retraite ou encore les indicateurs économiques de la sécurité sociale, qui ont une incidence sur l'application concrète du concept d'État-providence. Les travaux menés par le chercheur en droit Audrius Bitinas sur l'un des volets de la protection sociale (le système des retraites) sont également significatifs, en témoigne sa thèse intitulée « Les modèles des systèmes de retraite et leur gestion dans l'Union européenne » ou encore sa monographie intitulée « La protection sociale dans l'Union européenne : modernisation des systèmes de retraite ». Une analyse fouillée des modèles d'État-providence et des principes de protection sociale a été menée par Vida Petrylaitė dans le cadre de sa thèse « Les principes fondamentaux du droit de la protection sociale » rédigée en 2012. Giedrė Svirbutaitė-Krutkienė et Raimundas Dužinskas ont tous deux étudié les différents modèles sociaux, mettant en évidence leurs principales caractéristiques. Dans sa thèse rédigée en 2011, Jolanta Bieliauskaitė a quant à elle approfondi la notion d'État de droit social en consacrant une partie de sa recherche aux principes relatifs à la politique sociale, notamment dans une perspective philosophique. Arvydas Guogis a mené une étude conséquente dans le champ théorique de la protection sociale, axant également ses recherches sur le concept d'État-providence ainsi que sur le principe de solidarité. Jolanta Aidukaitė a analysé l'évolution de la politique sociale des pays post-communistes. Indrė Špokienė a étudié le fonctionnement du principe de solidarité dans le cadre juridique relatif à la santé publique, tandis que L. Baublys, A. Vaišvila, E. Spruogis ou encore J. Žilys ont abordé sous différents angles la question de la justice sociale dans leurs travaux de recherche. C'est en 2012 qu'un ouvrage collectif intitulé « Création de l'État-providence lituanien : mythe ou réalité ? » a donné naissance à une première étude systémique (analyse chronologique des évolutions, identification de leurs causes) et

intégrale (analyse des opinions de spécialistes et étude de l'influence de facteurs historiques et d'ordre global) de l'évolution du concept d'État-providence en Lituanie. Cet ouvrage a également mis en évidence les principaux facteurs relatifs à son élaboration, ses caractéristiques et l'origine de son apparition. Certains aspects constitutionnels relatifs au droit de la protection sociale ont été mis en lumière par les constitutionnalistes Toma Birmontienė et Vaidotas A. Vaičiaitis. On retrouve certains des aspects sociaux dans les publications de Toma Birmontienė qui mène une analyse de la doctrine constitutionnelle en étudiant notamment l'évolution des droits humains (y compris les droits sociaux) dans la jurisprudence de la Cour constitutionnel de la République de Lituanie. Quant au principe de protection du droit à la propriété dans une perspective sociale, il a été en partie étudié par Ramutė Ruškytė.

Parallèlement, les chercheurs occidentaux accordent de plus en plus d'attention aux fondements et aux principes du droit de la protection sociale ainsi qu'à son analyse théorique. Il convient de mentionner d'éminents chercheurs en droit de la protection sociale tels que Danny Pieters, Frans Pennings et Pail Schoukens. Gijsbert Vonk mène, quant à lui, une recherche approfondie sur la protection sociale en tant que garantie de l'intérêt général. Le chercheur analyse également les volets administratifs et juridiques de la protection sociale.

Dans le cadre de cette thèse, les travaux des chercheurs français se révèlent tout aussi pertinents que ceux de leurs collègues lituaniens. En effet, ceux-ci se concentrent particulièrement sur l'analyse du concept d'État-providence. Jacques Chevallier, Pierre Rosanvallon, François Xavier Merrien sont autant de chercheurs français qui étudient la situation passée et présente de l'État-providence français ainsi que ses caractéristiques et particularités principales. L'un des principaux auteurs à s'être penché sur la question du principe de solidarité, sa définition et son rapport à l'idée de fraternité et à avoir mis en lumière l'évolution de celui-ci ainsi que ses perspectives d'avenir à l'échelle nationale est le chercheur Michael Borgetto. Il est le premier chercheur à avoir mis en évidence le rapport entre l'idée de fraternité et celle de solidarité en France et, ce faisant, à approfondir les mécanismes relatifs au fonctionnement et à l'application de ce principe dans le droit français. Alain Supiot est quant à lui à l'origine de l'un des plus important corpus de travaux de recherche relatifs aux questions du droit du travail en lien avec la mise en œuvre des principes de l'État social et plus particulièrement le principe de solidarité ainsi que son application dans différents domaines juridiques. Il convient de noter que la plupart des travaux menés par les chercheurs lituaniens et français l'ont été pour la plupart il y a une dizaine ou une vingtaine d'années.

Étant donné le caractère principalement théorique de cette thèse, notre recherche s'appuie sur les travaux théoriques des auteurs susnommés ainsi que sur les textes législatifs nationaux et internationaux actuels et d'autres sources, notamment les stratégies nationales et européennes qui permettent d'étudier et de mettre en évidence la situation juridique relative aux systèmes de protections sociales des États-providence mais aussi relative aux différents volets de la politique sociale menée aujourd'hui en lien avec le principe de solidarité. Au regard de l'objet de cette thèse et des objectifs définis précédemment, nous nous appuyons principalement sur les dispositions des Constitutions française et lituanienne, notamment la déclaration des droits de l'Homme, la jurisprudence constitutionnelle desdits pays ainsi que les décisions du Conseil d'État français. Les autres sources importantes sont bien évidemment les textes de droit international tels que la Convention européenne des droits de l'homme, la Charte sociale européenne, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi que d'autres sources qui s'y rattachent.

## **METHODOLOGIE DE RECHERCHE**

Pour mener à bien la recherche, les principales méthodes utilisées dans la thèse sont la méthode comparative, historique, l'analyse systémique, logique, linguistique ainsi que l'analyse de littérature scientifique. L'association et l'application combinée de ces méthodes sont essentielles pour garantir l'exactitude et la validité des synthèses et des conclusions formulées dans cette recherche.

*La méthode comparative* est l'une des méthodes la plus importante de cette recherche, utilisée dans le but de comparer : les différentes doctrines scientifiques relatives à la définition des principes de la politique sociale, les concepts d'État-providence, les modèles théoriques de l'État-providence mais aussi les aspects philosophiques, sociologiques et économiques des différentes formes d'État-providence et des principes de politiques sociales, de la solidarité, des droits sociaux. Cette méthode permet également de comparer les exemples de fonctionnement du principe de solidarité dans les États-providence modernes que sont la France et la Lituanie.

*La méthode historique* est nécessaire afin d'identifier les différentes conceptions d'État-providence, les raisons qui ont permis l'élaboration de l'État-providence moderne ainsi que l'origine et le sens des principes de solidarité, d'équité, d'égalité de traitement et de proportionnalité.

*La méthode d'analyse systémique* consiste à analyser de manière systémique dans différentes sources les principes de politique sociale et les dispositions relatives à leur mise en œuvre. Cela comprend l'analyse systémique de la législation et des dispositions constitutionnelles relatives à la politique sociale et qui établissent les droits sociaux des individus.

*L'analyse logique* permet de regrouper les différents points de vue des chercheurs, les résultats de l'étude des sources ainsi que pour tirer les conclusions de la recherche.

*La méthode linguistique* est utilisée dans la recherche pour analyser différentes notions (État-providence, proportionnalité, etc.), notamment dans le but de définir de la façon la plus complète possible les principes de la politique sociale en proposant également une analyse linguistique de ces derniers.

*L'analyse de la littérature scientifique* est largement utilisée pour étudier la notion d'État-providence moderne et de ses modèles théoriques, pour déterminer leurs caractéristiques et mettre en évidence leur contenu. Cette méthode est également largement utilisée pour examiner les caractéristiques et les particularités du principe de solidarité dans la politique sociale des États ainsi que celles des autres principes qui lui sont affiliés.

## **PLAN DE LA THESE**

La thèse est constituée d'une introduction, de deux parties et d'une conclusion. L'introduction définit l'objet de recherche, son domaine d'application, sa pertinence ainsi que la problématique et le but recherché. Elle détaille également les principales sources utilisées.

La première partie de la thèse met en évidence le rapport entre principe de solidarité et État-providence, c'est à dire le fonctionnement du principe de solidarité dans le cadre de la politique sociale des États-providence ayant pour but d'assurer le respect des droits sociaux. Cette première partie est divisée en trois chapitres principaux.

Le premier chapitre vise à définir la notion d'État-providence moderne en passant en revue ses différents modèles théoriques ((I) le modèle social-démocrate, (II) libéral, (III) conservateur, (IV) mixte : (a) des pays post-communistes, (b) catholique). Il s'agit ensuite de déterminer les principales spécificités de ces modèles, dont certaines sont caractéristiques des pays européens, entre autres la Lituanie et la France.

Le deuxième chapitre de la première partie, divisé en deux sous chapitres, est consacré aux fondements du principe de solidarité à l'échelle nationale et internationale. Le premier sous chapitre s'intéresse au principe de solidarité dans le droit international,

notamment dans le rapport qu'il entretient avec les droits et libertés fondamentaux et la dignité en tant que valeur essentielle. Ce sous chapitre s'articule autour de : (I) le principe de solidarité dans l'UE, (II) les caractéristiques du principe de solidarité dans la jurisprudence de la CJUE. Le deuxième sous chapitre met en lumière quant à lui les fondements du principe de solidarité dans deux États-providence distincts : (I) la Lituanie et (II) la France.

Dans le troisième chapitre de la première partie de cette thèse sont examinés les autres principes de la politique sociale de l'État-providence que sont : (I) la proportionnalité, (II) l'égalité de traitement et (III) l'équité, ainsi que leur rapport avec le principe de solidarité et leur fonctionnement systémique qui vise à assurer les droits sociaux.

La deuxième partie de la thèse, elle-même divisée en deux chapitres, est consacrée à l'analyse du principe de solidarité aux niveaux théorique et pratique. Il s'agit de passer en revue la doctrine juridique, la jurisprudence et les normes juridiques en vigueur dans l'Union européenne, mais aussi en Lituanie et en France en lien avec le fonctionnement de ce principe dans le but d'assurer les droits sociaux de l'individu dans les domaines de la politique sociale suivants : (I) la politique de l'emploi, (II) la sécurité sociale, (III) les prestations sociales, (IV) la politique familiale qui comprend (a) la maternité, la paternité et (b) les allocations familiales, (V) les pensions y compris (a) les pensions de retraite, (b) les pensions de l'État, et enfin (VI) le secteur des services publics qui comprend (a) l'enseignement gratuit et (b) l'accès à la santé. C'est la raison pour laquelle le premier chapitre de la deuxième partie est divisé en six sous chapitres.

Le deuxième chapitre de la deuxième partie de la thèse passe brièvement en revue les tendances actuelles du fonctionnement du principe de solidarité dans les États-providence, afin de mettre en évidence les particularités dudit principe ainsi que de son fonctionnement face à un certain nombre de défis.

Chacun des chapitres de la thèse se structure de manière objective autour de la question traitée, en présentant en premier lieu l'information générale, puis en exposant les éléments d'information plus spécifiques. Les données concernant les normes juridiques internationales et/ou européennes (y compris la jurisprudence de l'UE) sont présentées d'abord, les normes juridiques nationales (françaises et lituaniennes) le sont dans un deuxième temps. Concernant une question donnée, on présentera et on analysera d'abord les normes juridiques et la doctrine constitutionnelle du pays où cette question est la plus largement étudiée et/ou qui possède les données les plus récentes à ce sujet. Les points de vue des chercheurs en droit viendront compléter respectivement l'analyse des cas français et lituanien. Dans le cas où l'opinion exprimée par les chercheurs est plus générale et n'est

pas à rapprocher de la situation spécifique d'un des pays, elle sera présentée en fin de chapitre.

## CONCLUSIONS

1. L'État-providence moderne (également appelé État social dans son acception étroite) est un État dans lequel les droits sociaux sont établis par les textes de la plus haute valeur juridique et dont les lois définissent le cadre nécessaire à leur respect en assurant à chaque citoyen des conditions de vie dignes, sûres et appropriées, en lien avec des circonstances objectives comme la situation financière et/ou le statut social. L'application de ces droits constitutionnels suppose également l'obligation pour l'État, par le biais de sa politique sociale (qui consiste à assurer les droits sociaux des citoyens à travers les aides sociales, la sécurité sociale, l'assurance-maladie, la politique de l'emploi, de l'éducation, la politique familiale, etc.) de créer les conditions objectives qui garantissent à chaque citoyen la possibilité d'assurer par lui-même son bien-être et celui de sa famille d'être un membre à part entière de la société. Ces instruments sont fondés sur le principe de solidarité sociale, qui prévoit l'existence des droits et des devoirs des citoyens les uns envers les autres, à travers la justice sociale distributive.
  - 1.1. Les différents modèles d'État-providence sont déterminés par le degré auquel la responsabilité garantissant le bien-être des citoyens est répartie entre l'État, la société et le marché. Quoi qu'il en soit, ces modèles se caractérisent tous par un taux d'emploi élevé car celui-ci permet, selon les cas : (I) de soutenir tous les membres de la société en tenant compte de leurs besoins objectifs, (II) de garantir des allocations élevées pour les personnes confrontées à un risque social, à condition qu'elles participent au système de protection sociale en étant par leur présence sur le marché du travail, (III) de donner les moyens aux membres de la société de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur famille grâce aux revenus perçus dans le cadre de leur emploi ou de toute autre activité professionnelle.
  - 1.2. Les droits sociaux ainsi que les dispositions visant à les garantir, comme définis dans la Constitution lituanienne, ont pour conséquence que la Lituanie ne relève pas du modèle libéral (faible niveau de protection sociale). Par ailleurs, l'interprétation de la Cour constitutionnelle lituanienne selon laquelle le principe de solidarité n'exclut pas la responsabilité de chaque individu quant à son

propre destin, suppose une certaine forme d'État-providence, éloigné du modèle social-démocrate et de ses particularités. Compte tenu de ses garanties en matière de protection sociale, la Lituanie se classe dans le modèle mixte des pays post-communistes, qui se caractérise par une prédominance de la sécurité sociale au sein du système de la protection sociale et par une large proportion des personnes couvertes, avec cependant un niveau de prestations faible ayant pour effet un degré de solidarité plus faible que la moyenne.

- 1.3. Le modèle français d'État-providence est fondé sur le principe de solidarité nationale qui s'applique à tous les citoyens. De là découle l'application d'un système de protection sociale de grande ampleur qui porte la marque d'un modèle social-démocrate. Malgré cela, l'assurance-maladie obligatoire qui prévaut en France est associée à un système combiné de régimes d'assurances complémentaires (qui se révèlent souvent obligatoires en fonction de la profession ou de la catégorie socio-professionnelle, etc.), qui permet de garantir des prestations sociales plus élevées et/ou un accès plus large aux services de santé. Le fait que la majeure partie du système de protection sociale soit fondée sur la participation des actifs dans celui-ci et que la responsabilité en ce qui concerne le bien-être des personnes soit essentiellement partagée entre l'État et les citoyens eux-mêmes (notamment quand différentes catégories de personnes présentes sur le marché du travail cotisent entre elles), nous permet de classer la France dans le modèle conservateur de l'État-providence.
2. Le rapport entre État-providence et principe de solidarité se manifeste par l'obligation pour l'État d'assurer les droits sociaux des personnes, ce qui impose au législateur de fixer un cadre législatif adapté à tous les aspects de la vie sociale et ayant pour effet le partage entre les citoyens du fardeau financier nécessaire à l'application de ces droits. C'est dans le cadre de l'objectif susmentionné qu'intervient le principe de solidarité, à travers l'établissement des droits des citoyens et de leurs devoirs les uns envers les autres.
  - 2.1. Les dispositions du droit international et européen supposent que le principe de solidarité qui a pour objectif la mise en œuvre des droits sociaux, s'applique dans les limites des ressources financières de l'État et de l'obligation de celui-ci d'assurer la dignité de la personne selon des normes d'application minimale et maximale.
  - 2.2. Le principe de solidarité puise son origine d'une part dans la Constitution de la République lituanienne bien qu'il n'y soit pas directement mentionné (on

reconnaît ses caractéristiques dans les dispositions qui prévoient des garanties en matière de protection sociale en cas de chômage, un accès gratuit aux services de santé, à l'éducation, des allocations maternité et paternité, etc.) et d'autre part dans la jurisprudence de la Cour constitutionnelle lituanienne qui met en évidence l'orientation sociale du pays et fonde le système de protection sociale lituanien sur le principe de solidarité.

- 2.3. En France, le principe de solidarité se réfère à l'une des trois valeurs fondamentales de la nation, inscrite dans la devise de la République française, à savoir la fraternité. Il est considéré comme son expression juridique pratique. Ce principe est également mentionné dans la Constitution, en tant que solidarité nationale de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales. Par ailleurs, le Conseil constitutionnel le reconnaît comme principe à valeur constitutionnelle visant notamment au respect des droits sociaux.
- 2.4. Le principe de solidarité inscrit dans le droit constitutionnel national ainsi que les autres textes législatifs est influencé par la définition des droits et des libertés établies par les traités internationaux et européens. En conséquence, dans le cadre de la politique sociale et conformément au principe de solidarité, les droits et les devoirs qui en découlent s'appliquent non seulement aux citoyens du pays mais également aux étrangers ayant noué et établi des liens prégnants avec le pays en question et sa société (à travers l'activité professionnelle, la participation au système de protection sociale, etc.). Par conséquent la portée du principe de solidarité dans l'État-providence moderne est plus large et inclut également des citoyens étrangers.
3. Dans le cadre de la politique sociale d'un État-providence, le principe de proportionnalité implique la définition des limites de l'application des droits sociaux et dans ces limites, la recherche de l'équilibre entre les différents objectifs visés. Cela équivaut à concilier les différents intérêts des personnes entre elles et/ou de concilier leurs intérêts avec ceux de la société dans son ensemble et de l'État, tout en protégeant les droits et les devoirs sociaux d'une limitation injustifiée qui pourrait advenir dans le processus de répartition du fardeau de la contribution au bien-être de la société dans son ensemble et/ou de certains de ses membres.
4. La justice sociale ou autrement dit distributive implique la répartition des revenus et/ou des richesses au sein de l'État. Elle est fondée sur la solidarité des citoyens qui vise à assurer le respect des droits sociaux, ces derniers établissant l'égalité de traitement. Cependant cela n'équivaut aucunement à un traitement unique de tous

qui ne tiendrait pas compte des efforts et de la contribution personnelle de chacun, notamment au regard de leurs droits et devoirs dans le cadre de la politique sociale.

5. La redistribution équitable des revenus est directement liée au principe de proportionnalité. Il détermine à la fois la relation et l'étendue des droits et des devoirs qui découlent du principe de solidarité, ainsi que leur application, en fonction des besoins individuels et des capacités de chacun.
6. On peut faire appel à un degré élevé de solidarité, caractérisé par une répartition inégale entre les droits et les devoirs, dans des moments de crise, comme lors d'un épisode économique et financier difficile où certains citoyens ou certaines catégories de la population font face à de grandes difficultés. En conséquence, les revenus plus élevés de certains membres de la société se voient redistribués conformément aux normes juridiques en vigueur, afin de venir en aide aux personnes qui ne perçoivent plus de revenus et/ou ne possèdent pas d'autres biens, pour les soutenir dans ce moment de crise et les accompagner vers une réinsertion sur le marché de l'emploi afin qu'ils puissent à nouveau subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux de leur famille. Grâce à ce niveau élevé de solidarité on entend protéger toutes les catégories sociales et à réduire le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.
7. Un degré élevé de solidarité (lorsque des allocations élevées sont octroyées et/ou le nombre de bénéficiaires est supérieur à celui des contributeurs) se distingue par son caractère temporaire. L'aide apportée sur le principe de solidarité par une partie de la société à des personnes confrontées à un risque social important ne peut pas durer indéfiniment, car son objectif est de permettre à ces personnes de reprendre au plus vite leur existence en main. Lorsque le degré de solidarité est faible, l'aide est habituellement versée pendant une plus longue durée.
8. Pour appliquer le principe de solidarité dans le cadre de la politique sociale sans pour autant porter atteinte aux droits et aux intérêts des citoyens qui financent par leur contribution le système de protection sociale, il convient au législateur de définir le cadre législatif adéquat qui incitera le bénéficiaire des aides (allocations, services, etc.) à intégrer le marché du travail, à s'y réinsérer, ou à exercer une activité professionnelle ou toute autre activité qui lui garantirait des revenus. Ce principe ne doit pas être interprété comme un mécanisme qui encouragerait certains citoyens à vivre aux dépens des autres.
9. Une rémunération juste (proportionnée à la nature et à la quantité de travail) est une condition préalable au bon fonctionnement du principe de solidarité dans l'État-providence car elle permet aux personnes de répondre à leurs propres besoins et, en

cas de risque social avéré, d'assurer ces besoins grâce à la sécurité sociale. À l'instar de la France, qui cherche à ce que le niveau de vie de la population active ne soit pas en dessous du seuil de pauvreté, ce n'est pas tant le montant et la variété des prestations sociales qui importent que la fixation d'un salaire minimum élevé.

10. La solidarité intergénérationnelle, largement mise en œuvre dans le système de la sécurité sociale, est caractérisé par le fait qu'à chaque étape de la vie d'un individu correspond le prélèvement d'une partie de ses ressources, qui ne sont pas mises de côté pour être utilisées à l'avenir mais qui servent au financement actuel de la protection sociale, fondé sur les cotisations de la population active. En conséquence, afin de garantir la justice sociale, l'application du principe de solidarité, combiné au principe de proportionnalité a pour effet que le montant de l'allocation à laquelle la personne a droit est définie proportionnellement à sa propre contribution au financement de la sécurité sociale.
11. Les devoirs qui découlent du principe de solidarité de la politique sociale sont placés sous le sceau de l'universalité. Cela signifie qu'en vertu du principe de justice sociale, l'obligation de contribuer au financement de la protection sociale se pose, indépendamment du fait que la personne a exercé son droit à une prestation sociale ou un service et/ou qu'elle entend le faire ou même qu'elle ait objectivement la possibilité d'exercer son droit à cette prestation et/ou ce service. De plus, le niveau de contribution n'est pas indexé sur la probabilité que la personne présente d'être confrontée à un risque social (à cause de sa condition physique, de son âge, de son travail ou de la spécificité de son activité professionnelle, etc.) qui lui donnerait droit à une certaine aide (allocation ou service).
12. Il est nécessaire d'avoir une approche intégrée des droits aux allocations, aux services et aux autres prestations. Les instruments d'aide doivent être de nature à favoriser le maintien de la continuité professionnelle ou le retour rapide à l'emploi, notamment en permettant de concilier vie personnelle et vie professionnelle. À cet égard, la France nous offre des exemples à suivre dans le domaine de la protection sociale de la famille comme par exemple la possibilité de travailler à temps partiel tout en percevant une part des prestations sociales. De plus, le degré plus élevé de solidarité en France comparé à celui de la Lituanie est le fait de prestations plus élevées bien qu'elles soient versées pendant une période plus courte. Ainsi à la naissance d'un enfant, à laquelle correspond une augmentation des dépenses, les parents français se voient assurés d'un niveau de revenus comparable à celui d'avant la

naissance de leur enfant et en même temps d'une réinsertion sur le marché du travail plus rapide et par conséquent plus aisée.

13. En vue de favoriser l'épanouissement professionnel, personnel et familial de chacun, le principe de justice sociale suppose d'assurer dès les premières étapes de la vie un accès à des services publics de qualité permettant entre autres d'accéder à l'éducation et à la formation professionnelle, de maintenir un bon état de santé ainsi que d'être des acteurs compétitifs sur le marché du travail. Par conséquent, la priorité dans la redistribution des fonds devrait être donnée au financement des domaines tels que l'éducation, la santé, l'équilibre famille/travail, etc.
14. Hormis le principe de solidarité, aucun autre instrument ne permet aujourd'hui au principe d'équité sociale de garantir les droits sociaux et de viser l'égalité entre tous tout en luttant contre la pauvreté. Par conséquent, dans les systèmes juridiques des États-providence qui assument une part de responsabilité plus importante que nécessaire pour assurer le bien-être minimum des citoyens, nous considérons que ce principe conservera sa pertinence tout du moins dans un avenir proche.

## **PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES ET COMMUNICATIONS DE L'AUTEUR SUR LE SUJET DE LA THÈSE**

### **I. Publications scientifiques**

1. "Socialinės (gerovės) valstybės modelio raida ir įtaka socialinės apsaugos teisių garantijoms bei teisiniam reguliavimui Prancūzijoje".  
*ISSN 2424-6050 (Online), ISSN 1392-1274 (Print). Teisė, 2019, 111.*
2. "How much and to whom does free education cost? Human right based on solidarity".  
*ISSN 2601-8640 (Online), ISSN 2601-8632 (Print). European Journal of Social Sciences, May-August 2020, Volume 3, Issue 2.*
3. „Future of the State – Welfare State? Lithuania’s path“.  
*ISBN 978-609-07-0573-5 (Online). The Future decade of EU Law, Vilnius University, 2020.*

### **II. Communications**

4. "The compatibility of professional and family life – one of the tasks of the welfare (social) state" à la conférence internationale sur le droit du travail et de la sécurité sociale "In search of sustainable employment: Discussing the challenges and addressing the opportunities of labor and social security laws in a national and international perspective". Anvers, Belgique, 2019.
5. "How much and to whom does free education cost? Human right based on solidarity" à la Conférence internationale des sciences sociales. Amsterdam, Pays-Bas, 2020.
6. „Le principe de la solidarité aux États-providence: les exemples juridiques de France et Lituanie“ à la conférence doctorale à l’Université Paris Nanterre. Paris France, 2020.



GABRIELĖ TAMINSKAITĖ

**SOLIDARUMO PRINCIPAS IR JO VEIKIMAS GEROVĖS VALSTYBIŲ  
TEISINĖSE SISTEMOSE**  
**Prancūzijos ir Lietuvos pavyzdžiai**

Daktaro disertacija  
Socialiniai mokslai, teisė

2022

Disertacija rengta 2016 – 2021 metais jungtinių doktorantūros studijų Vilniaus universitete ir Paryžiaus Nanterre universitete metu.

Moksliniai vadovai:

- prof. dr. Tomas Davulis (Vilniaus universitetas, socialiniai mokslai, teisė)
- prof. dr. Eric Millard (Université Paris Nanterre, socialiniai mokslai, teisė)

## TURINYS

<b>SUTARTINIAI ŽYMĖJIMAI IR SANTRUMPOS.....</b>	<b>31</b>
<b>ĮVADAS.....</b>	<b>32</b>
<b>1. GEROVĖS VALSTYBĖS IR SOLIDARUMO PRINCIPO SANTYKIS.....</b>	<b>45</b>
<b>1.1. Gerovės valstybės samprata ir teoriniai jos modeliai bei jų charakteristikos.....</b>	<b>52</b>
1.1.1. Socialdemokratinis gerovės valstybės modelis .....	61
1.1.2. Liberalusis gerovės valstybės modelis .....	64
1.1.3. Konservatyvusis gerovės valstybės modelis .....	66
1.1.4. Mišrus gerovės valstybės modelis.....	68
1.1.4.1. Pokomunistinių valstybių gerovės modelis.....	68
1.1.4.2. Katalikiškasis gerovės modelis .....	71
<b>1.2. Solidarumo principas šiuolaikinės gerovės valstybės teoriniame kontekste.....</b>	<b>73</b>
1.2.1. Solidarumo principas tarptautiniame ir supranacionaliniame teisiniame reglamentavime .....	78
1.2.1.1. Solidarumo principas Europos Sąjungoje .....	81
1.2.1.2. Solidarumo principo bruožai pagal Teisingumo Teismo praktiką.....	87
1.2.2. Solidarumo principas nacionalinėse teisinėse sistemose .....	96
1.2.2.1. Solidarumo principo samprata Prancūzijoje .....	97
1.2.2.2. Solidarumo samprata Lietuvoje .....	103
<b>1.3. Solidarumo principo santykis su kitais Gerovės valstybės principais.....</b>	<b>108</b>
1.3.1. Proporcingumo principas .....	110
1.3.2. Lygiateisiškumo principas.....	116
1.3.3. Teisingumo principas .....	123
<b>2. SOLIDARUMO PRINCIPAS IR JO ĮGYVENDINIMAS LIETUVOJE IR PRANCŪZIJOJE.....</b>	<b>130</b>
<b>2.1. Solidarumo principo veikimas atskirose valstybės srityse .....</b>	<b>130</b>
2.1.1. Užimtumo politika.....	133
2.1.2. Socialinio draudimo sistema .....	138

2.1.3. Socialinės paramos sistema .....	145
2.1.4. Šeimos politika .....	150
2.1.4.1. Motinystės ir tėvystės apsauga .....	152
2.1.4.2. Parama šeimai .....	160
2.1.5. Senatvės ir kitų pensijų rūšių ypatumai.....	166
2.1.5.1. Senatvės pensijų sistema .....	168
2.1.5.2. Valstybinės pensijos .....	176
2.1.6. Viešosios paslaugos.....	182
2.1.6.1. Nemokamas mokslas.....	182
2.1.6.2. Teisė į sveikatos apsaugą .....	190
<b>2.2. Solidarumo principas gerovės valstybių perspektyvoje .....</b>	<b>197</b>
<b>IŠVADOS .....</b>	<b>205</b>
<b>ŠALTINIŲ SĄRAŠAS – ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>208</b>
<b>AUTORĖS MOKSLINĖS PUBLIKACIJOS IR PRANEŠIMAI KONFERENCIJOSE DISERTACIJOS TEMA .....</b>	<b>237</b>

## SUTARTINIAI ŽYMĖJIMAI IR SANTRUMPOS

<b>Chartija</b>	Europos Sąjungos pagrindinių teisių chartija
<b>Deklaracija</b>	Žmogaus ir piliečio teisių deklaracija
<b>ES</b>	Europos Sąjunga
<b>EŽTT</b>	Europos Žmogaus Teisių Teismas
<b>Konstitucinė Taryba</b>	Conseil Constitutionnel de la France
<b>Konstitucinis Teismas / LR KT</b>	Lietuvos Respublikos Konstitucinis Teismas
<b>LR</b>	Lietuvos Respublika
<b>LRV</b>	Lietuvos Respublikos Vyriausybė
<b>Sutartis / SESV</b>	Sutartis dėl Europos Sąjungos veikimo
<b>Teisingumo Teismas / ES TT</b>	Europos Sąjungos Teisingumo Teismas
<b>Valstybės Taryba</b>	Conseil d'Etat de la France

## ĮVADAS

Industrinės visuomenės plėtra, mokslinio pozityvizmo įsivyravimas, kintanti solidarumo samprata ir kiti XIX amžiuje vykę pokyčiai sudarė prielaidas modernios gerovės valstybės, kartais dar vadinamos socialine valstybe, koncepcijos atsiradimui, tiesiogiai ir (ar) netiesiogiai įtvirtinant ją nacionaliniame teisiniame reguliavime. To pasėkoje demokratinėse valstybėse iškilo būtinybė atkurti ir palaikyti visuomenės pasitikėjimą valstybe, kuomet jai patikimos bei teisiškai įtvirtinamos piliečių socialinės gerovės garantijos, kurių užtikrinimas sprendžiamas ekonominių ir socialinių santykių srityje. Tai matyti istorinės raidos, kuri atskleidžia gerovės valstybės elementų kismą, akivaizdoje. Todėl disertacijos tyrime preziumuojama, jog šiuolaikinės gerovės valstybės uždavinys yra nacionalinėje teisės sistemoje įtvirtinti tokį teisinį reguliavimą, kuris atitiktų realius visuomenės poreikius ir užtikrintų tiek jų patenkinimą, tiek tinkamą valstybės funkcionavimą, įgyvendinant (ir jų nepaneigiant) konstitucinius socialinio solidarumo, teisingumo, proporcingumo bei kitus socialinės politikos principus. Šiam tikslui nuo gerovės valstybės koncepcijos vystymosi pradžios buvo pasitelkiami įvairūs instrumentai, šiai dienai siejami su viešųjų paslaugų plėtra, socialinio draudimo raida, socialinių ir ekonominių žmogaus teisių įtvirtinimu bei jų užtikrinimu atitinkamu teisiniu lygiu skirtingose Europos valstybėse. Ši visuma, kaip bus atskleidžiama ir (ar) įrodoma disertacijoje, tiek nulėmė tai, kad šiandien Prancūzijos Konstitucijos 1 straipsnis (1958) Prancūziją įvardina socialine Respublika, tiek suponuoja ir Lietuvos identifikavimą gerovės valstybe.

Gerovės valstybės sąvoka dažnai ir daugeliu atvejų pagrįstai yra tapatinama su socialinės valstybės terminu. Žodis *gerovė* savaime reiškia gerą padėtį, gerą gyvenimą, o gerovę garantuoti gali šeima, tam tikra bendruomenė, valstybė ar patys individai (rinka). Tuo tarpu, kaip bus siekiama pagrįsti (įrodyti) disertacijoje, pagrindinis socialinės valstybės tikslas yra visuomenės ir jos narių gerovės užtikrinimas socialinėmis priemonėmis, be kita ko, garantuojant žmonių socialines teises. Daugelio skirtingų mokslo sričių tekstų analizė atskleidžia, jog vieno iš šių terminų vartoseną atskirose srityse yra paplitusi labiau už kitą. Pavyzdžiui, gerovės valstybės terminas yra dažniau vartojamas ekonomikos srityje. Tuo tarpu, Lietuvos teisės autorių (J. Žilio, A. Guogio, J. Aidukaitės ir kt.) darbų analizė leidžia teigti, jog teisės srityje labiau paplitusi socialinės valstybės sąvoka. Dėl to gali susidaryti išpūdis, jog kiekvienas šių terminų yra konkrečios srities (ekonomikos, politikos, teisės, *etc.*) sąvoka. Tačiau kiekvienos iš jų vartojimas, kaip teigia ir J. Bieliauskaitė (2011), dažniausiai priklauso nuo autoriaus individualaus pasirinkimo. Svarbiausia tai, jog tiek gerovės, tiek socialinė

valstybė gali būti suprantamos siaurąja ir plačiąja prasmėmis. Siaurąja prasme socialinė arba gerovės valstybė gali būti suprantama ir apibrėžiama vien tik socialinės apsaugos ribose. Plačiąja prasme tokia valstybė suprantama, kaip reguliuojanti ne vien tik socialinę apsaugą, bet taip pat darbo teisę, užimtumo politiką bei, mokslininkų teigimu, ir viešąsias paslaugas (Ramaux C., 2016). Pastarosios, laikytina, yra neatsiejamos nuo socialinės apsaugos (Chevallier, 1987, p. 21-124), todėl ne visuomet išskiriamos kaip atskiras socialinės arba gerovės valstybės ramstis. Visgi, daugelyje darbų gerovės valstybės samprata, apibrėžiant ją vien tiek per socialinę apsaugą, yra ganėtinai per siaura (Ramaux, 2016). C. Ramaux linkęs laikytis pozicijos, jog tuomet, kai kalbama apie socialinę valstybę, galima taip pat kalbėti tiek apie gerovės valstybę, tiek apie britišką *welfare state*. Paminėtina, jog šie terminai, kad ir kaip bebūtų keista, nėra apibrėžti tarptautiniu mastu ir nėra pateikiama konkreti vieninga jų definicija. Nors vieni autoriai pripažįsta, kad istoriškai terminai gerovės valstybė (pranc. *l'État-providence*), socialinė valstybė (vok. *Sozialstaat*, pranc. *l'État social*) ir britų *Welfare State* nėra tapatūs, tačiau jie taip pat teigia, jog šiuolaikinė gerovės valstybės samprata kyla iš trigubos prigimties (Merrien, 2007, p. 12-19). Tai reiškia, jog ji tarpusavyje apjungia tris istorines ir nacionalines koncepcijas: prancūziškąją gerovės valstybės (pranc. *l'État-providence*) idėją<sup>5</sup>, vokiškąją socialinės valstybės (vok. *Sozialstaat*)<sup>6</sup> ir britų *Welfare state*<sup>7</sup> sąvokas (Merrien, 2007, p. 12-19). Todėl, laikantis šios pozicijos, bet kurio iš minėtų terminų vartojimo pasirinkimas būtų tinkamas. Tuo tarpu J. Bieliauskaitė teigia, kad gerovės valstybės sąvoka

---

<sup>5</sup> Prancūziškasis *l'État-providence* terminas, vartojamas ir šiuo metu apibrėžiant gerovės valstybę, istoriškai išreiškia idėją, kad visuomenėje, kai profesiniu pagrindu susikūrusios organizacijos ar tokios bendruomenės kaip šeima, nebegali įgyvendinti jiems tekusios solidarumo funkcijos, valstybė privalo įsiterpti, nepaisant to, kad išskyla „natūralaus solidarumo“ sumažėjimo rizika.

<sup>6</sup> Istoriskai vokiškoji *Sozialstaat* apibrėžia gerovės arba kitaip socialinės valstybės koncepciją, kuri Vokietijoje buvo pateikta 1850 metais teisininko, sociologo ir ekonomisto Lorenz von Stein ir įkvėpė Otto von Bismarck (toliau – Bismarkas), siekusio socialinės taikos valstybėje, įtvirtintą, socialiniu draudimu grįstą modelį bei tebegalioja iki šių dienų. Pagal šią koncepciją, valstybė turi socialinę pareigą, kurią Bismarkas realizavo įtvirtindamas valstybėje socialinio draudimo sistemą, apimančią daug įstatymų, reglamentuojančių privalomojo socialinio draudimo santykius. Taigi vokiškoji gerovės valstybė istoriškai yra tokia valstybė, kuri prisiima atsakomybę už dirbančiųjų likimą ir mainais už tai tikisi iš jų absoliutaus lojalumo solidarumo išraiška. Gimus šiai koncepcijai, tuometis siekis Vokietijoje išsaugoti socialinę taiką – rasti socialinį kompromisą tarp darbuotojų ir darbdavių, lėmė įstatymo, nustatančio privalomą darbdavių indėlį finansuojant socialinio draudimo sistemą, priėmimą, socialinio draudimo kasų valdymo patikėjimą bendrai darbuotojų atstovams bei darbdaviams ir įpareigojimą jiems bendradarbiauti per savo atstovus.

<sup>7</sup> Anglosaksų *Welfare state* koncepcija, įvardyta arkivyskupo William Temple, atsirado tik Antrojo pasaulinio karo metu. XIX amžiaus pradžioje „socialinio draudimo visiems“ idėja, kaip demokratijos ir socialinės taikos stiprinimo priemonė, pradėjo vis labiau stiprėti tarptautiniu mastu. Tai atspindima ir 1941 metais pasirašytos Atlanto Chartijos penktame straipsnyje, kuriame teigiama, kad tarptautinis bendradarbiavimas yra būtinas, siekiant visiems geriausių darbo sąlygų užtikrinimo, ekonomikos augimo ir socialinės apsaugos. Po karo *Welfare state* greitai tapo kalboje vartotinu terminu, iš pradžių apibūdinančiu naują britų universalią socialinę politiką, apimančią nemokamą mokslą, paramą būstui, senatvės pensiją etc. Kaip teigia mokslininkai, britiškoji *Welfare state* yra demokratinė protekcionistinė gerovės valstybė, garantuojanti minimalias socialines teises, ir kurios pagrindas yra nebe darbuotojų ir darbdavių susitarimai, o viešųjų paslaugų teikimas.

orientuoja į valstybės funkcionavimo rezultata, o socialinės teisinės valstybės sąvoka išreiškia valstybės socialinius tikslus (socialinę orientaciją) ir akcentuoja, jog šių tikslų bus siekiama teisinėmis priemonėmis, atsižvelgiant į teisingumo reikalavimus. Galima daryti prielaidą, kad Lietuvą teisinėje kalboje būtų tiksliau įvardyti socialine valstybe, tai taipogi kildinant iš Lietuvos Respublikos Konstitucinis Teismo (taip pat vadinama Konstituciniu Teismu) gana gausiai plėtojamos šiuo klausimu doktrinos, kurioje identifikuojama, jog „Lietuva yra socialiai orientuota valstybė“. Todėl, tikėtina, jog Lietuvoje gerovės valstybė yra labiau politinis ir (ar) ekonominis, o ne teisinis terminas. Vis dėlto, disertacijos autorės nuomone, jis yra platesnis nei pakankamai ribotai tik į teisinę terminologiją pakliūvanti ir vien su socialine apsauga sietina socialinės valstybės sąvoka. Taip pat, laikytina, jog globalizacijos įtakoje vertėtų atsižvelgti į užsienio valstybėse vartojamų terminų atitikimą. Prancūzijoje, kaip ir Lietuvoje, egzistuoja du terminai: *l'État-providence*, kuris atitinka lietuvišką gerovės valstybę ir *l'État social* – atitinkantis socialinės valstybės terminą. Abu šie terminai prancūzų mokslininkų, kaip jau minėta, laikytini sinonimiškais. Dėl to gerovės valstybė, nors ir galimai ne tokia konkreti teisinėje kalboje sąvoka, kaip socialinė valstybė, šioje disertacijoje yra pasirinkta vartoti kaip pagrindinis terminas (socialinę valstybę laikant jos sinonimu), taip pat atsižvelgiant į trilypės šiuolaikinės gerovės valstybės prigimties idėją bei platesnę termino sampratą ir siekiant kuo labiau sugretinti lietuviškas gerovės valstybės bei socialinės valstybės sąvokas, su jas atitinkančiais prancūziškais variantais.

Istorija liudija, jog neegzistuoja reiškiniai, kuriems būtų būdingas amžinumas, o laiko tėkmėje kyla įvairių socialinių, ekonominių ir kt. sukrėtimų, kataklizmų, krizių, *etc.* pasauliniu, atskirų žemynų, nacionaliniu ir kt. mastu. Matyti, jog net tokių reiškinų, kaip demokratija, vystymosi kreivė nėra visuomet nuosekli. Tas pats būdinga ir gerovės valstybės koncepcijos vystymuisi, kuris be kita ko, yra nesustojantis procesas. Tame tarpe solidarumas<sup>8</sup>, kaip preziumuojamas gerovės valstybės ir jos veikimo, užtikrinant asmenų socialines teises, principas, tiesiogiai atspindi tarpusavio ryšį su atskirais laikotarpiais įstatymų leidėjo priimamais sprendimais, įtvirtinant atitinkamą teisinį reguliavimą socialinės politikos srityje. Solidarumo principo

---

<sup>8</sup> *Solidarumo sampratų, priklausomai nuo konteksto ir sričių, kuriose šis terminas vartojamas, yra gausu. Teisinėje sferoje solidarumas taip pat gali būti interpretuojamas įvairiapusiai. Neabejotina, jog politikų kalboje minimas solidarumas nėra tokio paties turinio, kaip tas, apie kurį kalba religinių bendruomenių atstovai, o solidarumas tarp draugų ar šeimos nėra tapatus tarptautiniam politiniam solidarumui, ir pan. Tačiau svarbiausia, jog net ir toje pačioje srityje, inter alia teisėje, solidarumas gali skirtis, priklausomai nuo konkrečių santykių ir siekiamų tikslų, jį taikant. Siekiant atrasti solidarumą, kuris veikia gerovės valstybių socialinės politikos srityje, ir suprasti jo ribas bei jį atskleisti, kaip principą, jo ieškoma teisiniame reguliavime, skirtame atskirų žmogaus socialinių teisių užtikrinimui.*

veikimas ir dinamika socialinės politikos srityje svarbūs ne tik aktualiu metu, bet lygiai tiek pat ir žvelgiant retrospektyviai bei perspektyviai. Kaip disertacijoje bus siekiama atskleisti ir įrodyti, nuo dotuojų metu solidarumo principo veikimo apimties ir jo suponuojamo teisinio reguliavimo, kuriuo įtvirtinamas atitinkamas teisių ir pareigų mastas visuomenės nariams socialinės politikos srityje, tiesiogiai priklauso asmenų teisių ir pareigų apimties ateities perspektyvoje toje pačioje visuomenėje. Laikantis pozicijos, jog solidarumo principas socialinės politikos srityje yra nukreiptas ir į ateitį bei ateities visuomenės gerovės užtikrinimą, svarbu nustatyti tinkamas šio principo ribas esamu metu, siekiant teigiamų rezultatų ateityje, kurie atlieptų bendrus visuomenės ir atskirų individų interesus. Todėl, analizuojant solidarumo principą ir jo veikimą šiuolaikinės gerovės valstybės socialinės politikos srityje, aktualu identifikuoti, kokiose srityse šis principas veikia ir (ar) turėtų veikti, kokios jo ribos ir laipsnis matomi esamame teisiniame reguliavime ir praktinėje jo išraiškoje, kaip jis įtakoja asmenų teisių ir pareigų santykį, ir kokia kryptimi įstatymų leidėjas turėtų veikti (kokiose srityse taikyti solidarumo principą atitinkama apimtimi), siekdamas iš šiuolaikinės gerovės valstybės koncepcijos kildinamų tikslų.

Paminėtina, jog gerovės valstybė ir solidarumo principas gali būti analizuojami bei tiriami įvairiais pjūviais. Dažnai ši tema tampa kitų, nei teisės, mokslo sričių tyrinėjimo objektu. Neabejotina, jog siekiant pilnai suprasti šiuolaikinės europietiškos gerovės valstybės koncepciją ir joje veikiančią solidarumo principą, yra reikalingos skirtingų mokslinių sferų žinios, tačiau tai nepaneigia teisės mokslo vertės ir būtinumo nagrinėjant šią temą. Disertacijoje laikomasi pozicijos, jog gerovės valstybė yra visuomenę solidarizuojantis veiksnys ir siekia užtikrinti kiekvieno žmogaus socialines teises bei sukurti sąlygas individualiai asmenų savirealizacijai bei gerovei. Tai įgyvendinama teisine forma, *inter alia* (be kita ko) valstybės teisėkūros pagalba. Todėl gerovės valstybės ir solidarumo principo tinkamam veikimui, jų atskleidimui ir supratimui, yra svarbi teisinė analizė, kuri lemia, kad gerovės valstybės ir solidarumo principo tematika, tame tarpe disertacijos tema, nėra mažiau teisinė, nei politinė, ekonominė ar priskirtina kitai mokslo sričiai.

**Temos aktualumas, naujumas ir reikšmė.** Solidarumo principo žmogaus socialinių teisių užtikrinimo srityje veikimo ir šio principo santykio su šiuolaikinės gerovės valstybės koncepcija aktualumą lemia keli veiksniai.

Visų pirma, solidarumas, kaip ir kiti teisės principai yra reikšmingas teisėkūros, teisės aiškinimo bei taikymo procesuose, kurie, *inter alia* lemia valstybės socialinę politiką, formuojant atitinkamą gerovės modelį. Antra, solidarumo principo tinkamas aiškinimas,

derinant jį su proporcingumo ir lygiateisiškumo principais, užtikrina socialinių teisinių santykių reguliavimą, atitinkantį teisingumo principą.

Nors tiek gerovės valstybė, tiek solidarumo principas, socialinės politikos srityje, yra gana plačiai aptarinėjami ir tyrinėjami kitų mokslų, kaip pvz., ekonomikos, politologijos, *etc.* atstovų, tačiau teisės moksle ši sritis, nėra iširta. Ypač atsižvelgiant į tai, jog šioje disertacijoje tyrimo objektas yra analizuojamas, lyginant su pavyzdžiais kitos vakarų Europos valstybės – Prancūzijos, iš kurios yra kildinama viena iš pagrindinių gerovės valstybės koncepcijų (*l'Etat-providence*), o solidarumo principas joje pripažįstamas valstybine vertybe ir viena pagrindinių gairių, sektinų bet kurioje valstybės veikloje ir visuomenės gyvenime.

Atsižvelgiant į tai, jog gerovės valstybės socialinė politika yra formuojama teisiniu reguliavimu – teisės normomis, todėl yra svarbus jų turinys ir kryptis. Viena vertus, jos parodo solidarumo principo veikimo ribas, lygį, reikšmę. Kita vertus, yra ribojamos ir (ar) įtakojamos solidarumo ir kitų socialinės apsaugos principų, veikiančių gerovės valstybėse, užtikrinant žmogaus socialines teises, kurios tiek Lietuvoje, tiek Prancūzijoje yra konstitucionalizuotos. Tai suponuoja tam tikrą įstatymų leidėjo pareigą nustatyti atitinkamą teisinį reguliavimą, *inter alia* socialinės politikos srityje, parinkti tinkamas priemones visuomenės ir atskirų jos narių gerovei užtikrinti, nepaneigiant ir derinant skirtingus bendrus bei individualius interesus. Todėl, manytina, kad šios disertacijos tyrimas, prisidės identifikuojant Lietuvos, kaip šiuolaikinės gerovės valstybės, modeliui būdingus (esminius) bruožus ir, lyginant su Prancūzijos, kaip gerovės valstybės, socialine politika, grindžiama solidarumo principu, leis ne tik atskleisti solidarumo principo sampratą, išskiriant, kaip jis pasireiškia šių valstybių skirtingose socialinės politikos srityse, tačiau taip pat identifikuoti jo vietą ir įtaką teisės normoms, reglamentuojančioms teisinius santykius socialinės politikos srityje.

**Tyrimo objektas (jo ribos).** Disertacijos tema yra plati ir galima atskleisti įvairiapusiškai bei skirtingais pjūviais, todėl dėl objektyvių priežasčių (ribotos disertacijos apimties), būtinas siauresnis tyrimo objekto apibrėžimas.

Tiek gerovės valstybės, tiek solidarumo samprata varijuoja, priklausomai nuo konteksto. Šioje disertacijoje yra pasirinkta analizuoti viena iš svarbiausių sričių, kurioje veikia šiuolaikinė gerovės valstybė, siekdama užtikrinti kiekvienam individui jo orumą atitinkančias gyvenimo sąlygas. Todėl yra nagrinėjamas ir atskleidžiamas gerovės valstybės veikimas socialinės politikos srityje, užtikrinant žmogaus socialines teises. Toje pačioje apimtyje yra analizuojamas solidarumas, kaip valstybės vykdomos socialinės politikos principas, įtvirtintas, *inter alia* konstituciniu lygmeniu tiek Lietuvoje, tiek Prancūzijoje tiesiogiai ir (ar) išplaukiantis

iš atskirų Konstitucijos nuostatų, taip pat įstatymų, konstitucinės jurisprudencijos, kitų teisės šaltinių.

Pabrėžtina, jog disertacijos tyrimas yra skirtas Lietuvos ir Prancūzijos, kaip šiuolaikinių gerovės valstybių, socialinių teisių užtikrinimo sistemoms, todėl yra nagrinėjamos tos valstybės socialinės politikos sritys, kurios yra aktualios bendrai abejose šiose valstybėse ir (ar) pripažįstamos tokiomis Europos Sąjungos lygmeniu. Pavyzdžiui, užimtumo politika ir jos problematika yra aktuali ne tik abiejų valstybių nacionalinėje teisėje, tačiau taip pat tokia laikoma ir ES. Užimtumas taip pat yra pagrindinė prielaida asmenims įsitraukti į bendrą solidarumo principu grindžiamą sistemą. Tame tarpe, užimtumo lygis taipogi tiesiogiai lemia socialinės apsaugos sistemos finansuotojų ir vartotojų skaičiaus santykį.

Tuo tarpu šeimos politika ir asmeninio bei profesinio gyvenimo suderinamumas, kuris taip pat yra Europos Sąjungos prioritetiniu klausimu, įtakoja asmenų užimtumą, o pastarasis asmenų šeimyninę situaciją. Taip pat nuo šeimos politikos tiesiogiai priklauso valstybės demografiniai rodikliai, taigi, tuo pačiu darbingo ir vyresnio amžiaus asmenų skaičiaus santykis, ir kt. aspektai, kurie, pagal disertacijos autorės poziciją, lemia socialinio draudimo ir socialinės paramos sistemų, grindžiamų solidarumo principu, ir skirtų užtikrinti asmenų socialines teises, pajėgumą.

Sveikatos apsauga ir švietimas taip pat yra neatsiejamai su asmenų užimtumu ir kt. minėtais aspektais susijusios sritys, tame tarpe, lemiančios socialinio draudimo bei socialinės paramos vartotojų skaičių, kuris, *inter alia* priklauso nuo visuomenės sveikatos lygio, asmenų konkurencingumo darbo rinkoje, persikvalifikavimo poreikio ir galimybių.

Senatvės pensijų sistema ir jos ypatumai laikytini svarbiais analizuoti šioje disertacijoje, kadangi senatvės pensijos šiuolaikinėje gerovės valstybėje yra sritis, kuri labiausiai atspindi kartų solidarumo principą, o senatvė, kaip socialinė rizika, įprastai ištinka kiekvieną individą konkrečiame jo gyvenimo tarpsnyje.

Disertacijos autorės nuomone, šio tyrimo temoje ir siekiant jo tikslo, minėtos socialinio draudimo ir socialinės paramos sritys yra svarbios ir analizuotinos. Greta jų taip pat analizuojant šeimos politikos, senatvės pensijų ir viešųjų paslaugų, apimančių teisės į mokslą bei teisės į sveikatos apsaugą įgyvendinimą, sritis ir, žinoma, jose veikiančią solidarumo principą, derinamą su kitais socialinės politikos principais.

**Darbo tikslas ir uždaviniai.** Disertacijoje yra siekiama atskleisti solidarumo, kaip esminio gerovės valstybės vykdomos socialinės politikos, garantuojančios su prigimtinio žmogaus orumu neatsiejamai susijusias žmogaus socialines teises ir jų įgyvendinimą, principo,

veikiančio kartu su konstituciniais teisingumo, proporcingumo ir lygiateisiškumo principais prigimtį, esmę ir paskirtį.

Atsižvelgiant į tyrimo objektą ir ribas bei siekiant minėto disertacijos tikslo, analizė atliekama per šiuos pasirinktus mokslinius uždavinius:

1. Išanalizavus Lietuvos, Prancūzijos ir kai kurių kitų užsienio šalių autorių darbus, kuriuose nagrinėjami teoriniai gerovės valstybės modeliai ir jų bruožai, bei atskiras gerovės valstybės modelių charakteristikas, būdingas dabartinėms Europos šalims, išskirti esminius aspektus, lemiančius valstybės pripažinimą gerovės valstybe, bei identifikuoti Lietuvai ir Prancūzijai būdingus bruožus, kurie leistų jas priskirti atitinkamam teoriniam gerovės valstybės modeliui.
2. Atskleidžiant solidarumo principo ir gerovės valstybės koncepcijos santykį, išanalizuoti solidarumo principo įtvirtinimą ir apraiškas tarptautiniame teisiniame bei nacionaliniame teisiniame lygmenyse:
  - 2.1. Nagrinėjant ES ir tarptautinius teisės aktus, atitinkamai įtvirtinančius solidarumo principą, atskleisti jo reikšmę šiuose virš-nacionaliniuose lygmenyse santykyje su pagrindinėmis žmogaus teisėmis ir laisvėmis bei įtaką jų užtikrinimo būdams ir priemonėms, ir to pasėkoje (tame tarpe išanalizavus ES Teisingumo Teismo praktiką) apibrėžti šio principo bruožus ir tam tikras taikymo ribas, identifikuojant jų minimalų ir maksimalų išraiškos matą.
  - 2.2. Atskleisti solidarumo principo ištakas ir jo vietą Prancūzijos bei Lietuvos teisėje, pagrinde socialinių, kaip žmogaus teisių, kontekste.
3. Analizuojant teorines proporcingumo, lygiateisiškumo ir teisingumo principų koncepcijas bei šių principų taikymą konstitucinėje jurisprudencijoje socialinių teisių kontekste, taip pat veikimą atskirose gerovės valstybės srityse (*inter alia* jų įtvirtinimą teisiniame reguliavime), atskleisti šių socialinės politikos principų sampratą ir jų tarpusavio, kartu su solidarumo principu, santykį, suderinamumo aspektus bei įtaką vienas kitam.
4. Identifikuoti solidarumo principo bruožus ir įtaką atskirose socialinės politikos srityse, kuriose gerovės valstybei tenka pareiga, įtvirtinant atitinkamą teisinį reguliavimą, užtikrinti žmogaus socialines teises.
5. Apžvelgiant išanalizuotus gerovės valstybės tikslus ir priežastis, lemiančias visuomenės solidarumą, bei svarstant iššūkius, kurių akivaizdoje šiam principui kyla rizika tapti laikinos teisinės tvarkos, pasmerktos išnykti, komponentu, identifikuoti solidarumo principo vietą ateities perspektyvoje.

## **Ginamieji teiginiai.**

- 5) Skirtingai nei kitų principų (pvz., teisingumo, lygiateisiškumo), solidarumo principo tiesioginė išraiška (solidarizavimasis) visuomenėje nėra savaiminis tikslas; tikslas yra rezultatas (pvz., orumą atitinkančių gyvenimo sąlygų, teisinės lygybės, pasireiškiančios *inter alia* lygiomis teisėmis į sveikatos apsaugą, švietimą, *etc.* užtikrinimas), kurio siekiama taikant šį principą. Jeigu rezultatą galima pasiekti netaikant solidarumo principo, jis ir neturėtų būti taikomas.
- 6) Siekiant išvystytos gerovės valstybės modelio Lietuvoje, sektinas Prancūzijos pavyzdys, susijęs su taikoma kompleksinio socialinio draudimo sistema, kurioje solidarumo principas papildomai taikomas tarp asmenų, priklausančių tam tikrai visuomenės grupei. Šioms grupėms, kurios solidarizuojasi, pvz., profesiniu pagrindu, papildomas draudimas užtikrina aukštesnes sveikatos paslaugų bei senatvės pensijų garantijas.
- 7) Solidarumo principu grindžiama valstybės socialinė politika, kuri nustato pareigą visuomenės nariams bei jų grupėms prisidėti prie teikiamos pagalbos ir išlaikymo tų asmenų, kuriems dėl objektyvių priežasčių tai būtina atitinkamu jų gyvenimo laikotarpiu, turi būti orientuota į sukūrimą, atstatymą ir (ar) palaikymą tokios šių asmenų būklės, kurios dėka, jie būtų pajėgūs patys pasirūpinti asmenine ir savo šeimos gerove.
- 8) Solidarumo principo taikymas valstybių socialinės politikos srityse, lemiantis iš esmės priverstinį visuomenės narių prisidėjimą asmeniniu indėliu pagal kiekvieno galimybes, bet ne pagal grįžtamosios naudos tikimybę ir individualų pasirinkimą, suponuoja šiems asmenims besąlyginę teisę į atitinkamos apimties pagalbą pagal objektyvų poreikį.

**Disertacijos tema atliktų tyrimų apžvalga ir šaltiniai.** Nepaisant to, jog pati gerovės valstybės koncepcija yra plačiai analizuojama įvairių socialinių mokslų atstovų tiek Lietuvoje, tiek užsienyje, tačiau teisės mokslo požiūriu ši sritis, ypač Lietuvoje, nesulaukia pakankamo dėmesio. Juolab ją nagrinėjant per solidarumo ir kitų principų, kuriais, preziumuojama, grindžiamas socialinių teisių užtikrinimas, prizmę.

Šio tyrimo apimtyje svarbūs ir paminėtini tam tikri Lietuvos mokslininkų darbai. Socialinės politikos raidą Lietuvoje plačiai savo darbuose nagrinėja dr. Jolanta Aidukaitė (2009). Ekonomistas ir sociologas prof. Romas Lazutka didelę dalį savo tyrimų skiria bendriesiems socialinės apsaugos pagrindams (Lazutka, 2012), tačiau ypatingai dažnai tiria atskirus socialinės apsaugos elementus, pavyzdžiui, pensijų reformos klausimus (Lazutka,

2008) bei ekonominius socialinės apsaugos rodiklius, kurie įtakoja gerovės valstybės koncepcijos realizavimą praktikoje (Lazutka, Poviliūnas, 2010). Pakankamai reikšminga vienai iš socialinės apsaugos sričių (pensijų sistemai) – teisės mokslininko dr. Audriaus Bitino disertacija „Pensijų sistemų modeliai ir valdymo tendencijos Europos Sąjungoje“, bei jo monografija „Socialinė apsauga Europos Sąjungoje: pensijų sistemų modernizavimas“. Gerovės valstybės modelius bei socialinės apsaugos principus 2012 m. parengtoje disertacijoje „Pamatiniai socialinės apsaugos teisės principai“ analizavo dr. Vida Petrylaitė. Socialinius modelius taipogi analizuoja, išskiriant jiems būdingus bruožus bei charakteristikas, Giedrė Svirbutaitė-Krutkienė, Raimundas Dužinskas (2018). 2011 m. parengtoje disertacijoje dr. Jolanta Bieliauskaitė, analizuodama socialinės teisinės valstybės sampratą, taip pat nemažai dėmesio skiria socialinės politikos principams, ypač filosofiniu aspektu. Daug dėmesio socialinės apsaugos bendrajai teorijai, gerovės valstybės koncepcijų ir, ypač, solidarumo analizei yra skyręs prof. Arvydas Guogis (2006). Socialinės politikos raidą pokomunistinėse šalyse tyrinėja dr. Jolanta Aidukaitė (2009). Tuo tarpu dr. Indrė Špokienė yra analizavusi solidarumo principo veikimą sveikatos priežiūros teisiniame reguliavime, o socialinio teisingumo klausimas vienu ar kitu aspektu buvo paliestas dr. L. Baublio, prof. habil dr. A. Vaišvilos, dr. E. Spruogio, prof. J. Žilio, bei kitų teisės mokslininkų darbuose. 2012 metais pirmą kartą sistemingai (stebint pokyčių chronologiją, identifikuojant jų priežastis) ir visapusiškai (tiriami tiek ekspertų požiūriai, tiek ir istorinių bei globalių veiksnių įtaka) buvo tiriama Lietuvos, kaip gerovės valstybės, raida bei atskleidžiami ją formuojantys veiksniai, jai būdingi bruožai ir ištakos bendraautorių knygoje „Gerovės valstybės kūrimas Lietuvoje: mitas ar realybė?“. Tam tikrus socialinės apsaugos teisės konstitucinius aspektus yra nagrinėję konstitucionalistai prof. dr. Toma Birmontienė ir doc. dr. Vaidotas A. Vaičaitis. Socialiniai aspektai yra sutinkami T. Birmontienės publikacijose, susijusiose su konstitucinės doktrinos analize, kuriose išsamiai nagrinėjamas žmogaus teisių, įskaitant socialines teises, Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo jurisprudencijoje vystymasis. Nuosavybės teisės apsaugos principą socialiniu aspektu yra iš dalies nagrinėjusi ir Ramutė Ruškytė (2009).

Tuo tarpu vakarų Europos mokslininkai pastaruosiu metu pradeda vis daugiau dėmesio skirti socialinės apsaugos teisės pagrindams, socialinės apsaugos teisės principams, teorinei analizei. Verta paminėti tokius žymius socialinės apsaugos teisės tyrėjus kaip dr. Danny Pieters, prof. Frans Pennings ir prof. dr. Pail Schoukens. Socialinės apsaugos kaip viešojo intereso užtikrinimo interpretaciją plačiai savo darbuose nagrinėja prof. dr. Gijbert Vonk. Autorius taip pat nagrinėja teisinius ir administracinius socialinės apsaugos aspektus (Vonc, 2010).

Šios disertacijos apimtyje tiek pat, kiek Lietuvos, taip pat reikšmingi ir Prancūzijos mokslininkų darbai. Jie didelį dėmesį skiria gerovės valstybės koncepcijos analizei. Prancūzų autoriai prof. Jacques Chevallier (1987, 1992), prof. Pierre Rosanvallon (1990, 1992), prof. François Xavier Merrien (2007) ir kiti analizuoja Prancūzijos, kaip gerovės valstybės, esminius bruožus ir ypatybes tiek retrospektyviai, tiek būdingus šiuolaikiniam modeliui. Disertacijos kontekste vienas svarbiausių autorių, kuris analizuoja solidarumo principą Prancūzijoje, jo sampratą ir ryšį su brolybės idėja, bei atskleidžia šio principo raidą ir diskutuoja apie jo perspektyvas nacionaliniu lygmeniu, yra prof. dr. Michael Borgetto (1993, 2018). Autorius pirmasis pradėjo nagrinėti brolybės ir solidarumo santykį Prancūzijoje ir nuo to laiko taip pat gilinasi įvairiais aspektais į šio principo veikimą ir taikymą Prancūzijos teisėje. Prancūzijos darbo teisės klausimus, susijusius su socialinės valstybės principų veikimu, išskirtinai solidarumo principą ir jo įgyvendinimą bei taikymą įvairiose teisinės sferose, reguliariai analizuoja ir vienu iš daugiausiai mokslo darbų Prancūzijoje šia tema parengusių autorių yra prof. dr. Alain Supiot. Taip pat paminėtina, jog daugumos autorių tiek Lietuvoje, tiek Prancūzijoje tyrimai yra atlikti ankstesniais laikotarpiais – daugiausiai prieš dešimtmetį ar porą dešimtmečių.

Atsižvelgiant į tai, jog pati disertacijos tema yra daugiau teorinio pobūdžio, yra remiamasi įvardintų autorių darbais teoriniame lygmenyje, taip pat aktualiais nacionaliniais ir tarptautiniais teisės aktais bei kitais šaltiniais, kaip pvz., nacionalinės ir Europos Sąjungos strategijos ir kt., kurie leidžia analizuoti ir atskleisti esamą teisinę situaciją gerovės valstybių socialinės apsaugos sistemose bei atitinkamose vykdomos socialinės politikos srityse, kuriose yra taikomas solidarumo principas. Atsižvelgiant į tyrimo objektą, tikslą ir uždavinius, pagrinde yra remiamasi Lietuvos ir Prancūzijos Konstitucijų nuostatomis, tame tarpe Žmogaus ir piliečio teisių deklaracija, taip pat šių šalių konstitucine jurisprudencija bei Prancūzijos Valstybės Tarybos teisine praktika. Taip pat neabejotinai svarbiais šaltiniais yra tokie tarptautiniai teisės aktai, kaip Žmogaus teisių ir pagrindinių laisvių konvencija, Europos socialinė chartija, Europos Sąjungos pagrindinių teisių chartija, Tarptautinis socialinių, ekonominių ir kultūrinių teisių paktas, Visuotinė žmogaus teisių deklaracija ir juos tyrinėjantys šaltiniai.

**Mokslinio tyrimo metodologija.** Siekiant įgyvendinti iškeltus mokslinio tyrimo uždavinius, pagrindiniai disertacijoje naudojami metodai yra lyginamasis, istorinis, loginės bei sisteminės analizės, lingvistinis ir literatūros mokslinės analizės. Šių metodų derinimas ir kompleksinis taikymas reikšmingas tyrimo metu formuluojamų apibendrinimų bei išvadų teisingumui ir pagrįstumui.

*Lyginamasis metodas* yra laikomas vienu svarbiausių šio tyrimo metodų, kuris naudojamas siekiant palyginti tiek skirtingas mokslinės doktrinos pateikiamas socialinės politikos principų sampratas, gerovės valstybės koncepcijas, teorinius gerovės valstybės modelius, taip pat teisinės, filosofinės, sociologinės ir ekonominės minties idėjas gerovės valstybių, socialinių teisių bei solidarumo ir kitų socialinės politikos principų aspektu, tiek palyginti Prancūzijos ir Lietuvos, kaip šiuolaikinių gerovės valstybių, teisinius pavyzdžius solidarumo principo veikimo srityse.

*Istorinis metodas* vienareikšmiškai svarbus, atskleidžiant gerovės valstybių koncepcijas, šiuolaikinės gerovės valstybės formavimosi prielaidas, taip pat solidarumo principo ir kitų principų – teisingumo, lygiateisiškumo bei proporcingumo principo prigimtį bei esmę.

*Sisteminės analizės metodas* taikytas sistemiškai analizuojant skirtinguose šaltiniuose pateikiamus socialinės politikos principus ir nuostatas, kurios šiais principais yra grindžiamos. Tame tarpe, sistemiškai vertinant socialinės politikos srityse esantį teisinį reguliavimą bei konstitucines nuostatas, įtvirtinančias žmogaus socialines teises.

*Loginės analizės metodas* naudojamas apibendrinant skirtingas autorių pozicijas, padarytus šaltinių tyrimų rezultatus bei formuojant tyrimo išvadas.

*Lingvistiniu metodu* tyrime naudojamosi analizuojant atskiras sąvokas (gerovės valstybės, proporcingumo, *etc.*), *inter alia* siekiant visapusiškai atskleisti socialinės politikos principų sampratą, pateikiant ir lingvistinį aiškinimą.

*Literatūros mokslinės analizės metodas* plačiai naudojamas analizuojant šiuolaikinės gerovės valstybės sampratą ir teorinius jos modelius, identifikuojant jų požymius, atskleidžiant jų turinį. Taip pat šiuo metodu naudojamosi analizuojant solidarumo ir kitų, su juo kartu taikomų ir veikiančių, principų sampratas, jų bruožus ir ypatumus valstybių socialinėje politikoje.

**Disertacijos struktūra.** Disertaciją sudaro įvadas, dviejų dalių dėstomoji dalis ir išvados. Įvade yra aptariamas tyrimo aktualumas ir reikšmė, ištyrimo laipsnis, apibrėžiamas tyrimo objektas, išsikeliamas darbo tikslas ir uždaviniai, taip pat nurodomi pagrindiniai šaltiniai.

Pirmojoje disertacijos dalyje yra atskleidžiamas solidarumo principo ir gerovės valstybės santykis – solidarumo principo veikimas gerovės valstybių socialinėje politikoje, užtikrinant žmogaus socialines teises. Pirmoji disertacijos dalis yra skirstoma į tris pagrindinius skyrius.

Pirmasis skyrius skirtas, atskleidžiant šiuolaikinės gerovės valstybės sampratą, aptarti teoriniams jos modeliams ir juos išanalizavus, identifikuoti pagrindinius jiems būdingus bruožus, iš kurių, kai kurie jų yra būdingi ir šiuolaikinėms Europos valstybių sistemoms, *inter alia* Lietuvos ir Prancūzijos.

Antrasis pirmosios disertacijos dalies skyrius, skirtas solidarumo principo pagrindams tarptautiniu ir nacionaliniu lygiu, yra skirstomas į du poskyrius. Pirmajame poskyryje atskleidžiamas solidarumo principas tarptautiniame reglamentavime, *inter alia* jo santykis su pagrindinėmis žmogaus teisės, laisvėmis ir prigimtinė vertybe – orumu. Antrajame poskyryje yra atskleidžiamo solidarumo principo pagrindai atskirose gerovės valstybėse – Lietuvoje ir Prancūzijoje.

Trečiajame pirmosios disertacijos dalies skyriuje yra analizuojami kiti gerovės valstybėje ir jos socialinėje politikoje veikiantys principai: proporcingumas, lygiateisiškumas ir teisingumas, bei šių principų santykis su solidarumo principu. Jų sisteminis veikimas, užtikrinant žmogaus socialines teises.

Antroji disertacijos dalis, padalinta į du skyrius, yra skirta solidarumo principui atskleisti teoriniu ir praktiniu lygiu, aptariant teisės doktriną, teismų praktiką ir teisinį reguliavimą Europos sąjungos lygmenyje, taip pat Lietuvoje ir Prancūzijoje tiek, kiek tai susiję su šio principo veikimu, užtikrinant žmogaus socialines teises šiose socialinės politikos srityse: (I) užimtumo politikoje, (II) socialinio draudimo ir (III) socialinės paramos srityse, (IV) šeimos politikoje, apimančioje (a) motinystės, tėvystės ir (b) paramos šeimai sritis, (V) pensijų, apimančių (a) senatvės ir (b) valstybines pensijas, bei (VI) viešųjų paslaugų, apimančių (a) nemokamo mokslo ir (b) sveikatos apsaugos užtikrinimą, srityse. Dėl šios priežasties pirmasis antrosios dalies skyrius padalintas į šešis poskyrius.

Antrasis antrosios disertacijos dalies skyrius yra skirtas trumpai solidarumo principo veikimo šiuolaikinių gerovės valstybių perspektyvoje tendencijų apžvalgai, atskleidžiant solidarumo principo ir jo veikimo ypatumus kylančių iššūkių akivaizdoje.

Kiekvienas disertacijos skyrius yra objektyviai struktūruojamas analizuojamu klausimu, pirmiausia, pateikiant bendrinę, o po to – specialiąją informaciją. Esant aktualiam tarptautiniam ir (ar) ES reguliavimui (taip pat ES teismų praktikai), šis pateikiamas pirmiau, o nacionalinis (Prancūzijos ir Lietuvos) teisinis reguliavimas – paskiau. Pirmiau atitinkamu klausimu yra pateikiamas ir analizuojamas reguliavimas bei su juo susijusi konstitucinė doktrina tos valstybės, kurioje jis yra labiau išplėtotas ir (ar) aktualizuotas. Teisės mokslininkų pozicijos papildoma atitinkamai Prancūzijos ir Lietuvos situacijos analizę. Esant bendrinei, su konkrečios

valstybės situacija nesietinai, teisės mokslo atstovų pozicijai, ji pateikiama kiekviename skyriuje paskiausiai.

## 1. Gerovės valstybės ir solidarumo principo santykis

Nors žmones jų ypatybės neabejotinai išsiskiria iš kitų gamtoje egzistuojančių gyvybės rūšių, tačiau savo prigimtimi jie taip pat priklauso šiai bendrai sistemai. Būtent įgimtas ir natūralus išgyvenimo instinktas lemia žmonių gebėjimą prisitaikyti prie nuolatinių pasikeitimų gyvenimo eigoje. Pastarieji vyksta ne tik gamtoje, bet taip pat socialinėje plotmėje, technologijų srityje, ekonominiame ir kt. lygmenyse. Todėl, kaip teigia Aristotelis, pirmiausia, žmogus yra ir politinis gyvūnas, t. y. jam būdingas prigimtinis visuomeniškumas, orientuotas į valstybę, kurios tikslas – piliečių visuotinė gerovė. Ji mąstytojo buvo suprantama, kaip visuotiniu bendradarbiavimu pasiekiamas tikslas, pagrindžiamas teisingumu, kada sudaromos galimybės visiems visuomenės nariams gyventi ir elgtis gerai (Anzenbacher, 1992, p. 282). Jau tuomet bendros gerovės siekimas buvo siejamas su solidarumu (bendradarbiavimas), teisingumu ir lygybe (galimybės visiems). J. Bieliauskaitė, analizuodama kantiškąją žmogaus savaiminio vertingumo koncepciją bei leviniškąją „aš ir kitas“ santykio asimetriją, nurodo, jog iš solidarumo principo kildinamas pagrindinis tikslas visuomeniniuose santykiuose – pagalba asmeniui, kurios teikimo apimtis ir būdas, siekiant, jog būtų užtikrinti kiekvieno visuomenės nario orumas, visuomenės santykių stabilumas bei lygybė, nustatomi teisingumo ir kitais principais (Bieliauskaitė, 2011, p. 77). Su tuo siejasi ir Aristotelio filosofija, jog valstybė yra būtina sąlyga žmogui pasiekti savarankiškumo būklę bei realizuoti save bendruomenėje. Iš to seka prielaida, kad valstybė yra visuomenės visuma, privalanti užtikrinti savo piliečių savirealizacijos sąlygas (Anzenbacher, 1992). Todėl tarp žmonių ir valstybės tvyro tamprus abipusės priklausomybės ryšys. Visuomenės narių prisitaikymas prie pokyčių nėra vien tik įpročių keitimas, bet, svarbiausia, jos susitarimų adaptavimas prie besikeičiančių individų asmeninių ir bendrų visuomenės poreikių, kurie yra įtakoti daugelio veiksnių, *inter alia*, pačios žmonijos nulemtos nuolatinės pažangos. Būtent vienu iš kritinių pasikeitimų momentų – natūralaus visuomenės tobulėjimo ir visuomeninių santykių kismo įtakoje, kaip bus atskleidžiama šiame disertacijos skyriuje, gimė gerovės valstybė. Vis dėlto tokia jos koncepcija, kokia ji yra suprantama šiai dienai, susiformavo tik per paskutiniuosius kelis dešimtmečius. Nepaisant to, pirmąsias jos užuomazgas galima įžvelgti jau 18 a. pabaigoje.

Tikėtina, kad būtent pramonės revoliucija paskatino gerovės valstybių formavimąsi. Tuo pačiu laikotarpiu suklestėjo ir kapitalizmas – savo prigimtimi gana prieštaringa gerovės valstybei socialinė ir ekonominė sistema, kurioje pagrindinis vaidmuo tenka rinkai, pagrįstai nuolatine konkurencija. Dėl šios priežasties gerovės valstybė yra laikoma išsivysčiusio kapitalizmo fenomenu (O'Connor, 1996). Mokslininkų (Ewald, 1986; Merrien, 2007) teigimu,

industrializacija, technologijų plėtra ir urbanizacija turi destruktivų poveikį, pasireiškiantį būtent socialinėje visuomenės srityje. Yra sunaikinami ir iki pramoninės visuomenės egzistavę pagalbos būdai, grįsti šeima, bažnyčia ir kitomis nedidelėmis bendruomenėmis. Tuomet visuomenė natūraliai yra priverčiama išrasti šių, išnykusių ar nebegalinčių tinkamai atlikti savo vaidmenį, grupių funkcijų ekvivalentus (viešąsias paslaugas, socialinę apsaugą ar pan.). Pirminėms bendruomenėms – šeimai, klanui, kaimo bendruomenei, t.t. nebegalint visais atvejais užtikrinti pagalbos savo nariams, kai pasireiškia tam tikros rizikos atvejai (skurdas, vyresnio amžiaus žmonių pragyvenimo sunkumai, nesaugumas ligos ar nedarbo atveju ir t.t.), taip pat religinėms bendruomenėms neišgalint užimti šios protekcionistinės pozicijos, visa visuomenė, kaip bendruomenė, palaipsniui yra įpareigojama prisiimti atsakomybę už tuos jos narius, kurie negali savimi pasirūpinti patys (Merrien, 2007, p. 3-11). Taigi, pirmiausia, gerovės valstybės su(s)kūrimas – tai reakcija į pirminio solidarumo (grįsto savanoriškumu, susitarimu tarp mažesnių bendruomenių, kaip šeima ir pan., narių) veiksmingumo krizes bei į aktyvią visuomenių sekuliarizaciją. Vis dėlto, nors A. Supiot teigia, jog solidarumas yra neatskiriamai susijęs su gerovės valstybės istorija (Supiot, 2013, p. 43), aiškinti gerovės valstybės atsiradimą, grindžiant jį tik moraliniu solidarumu ir altruizmu, disertacijos autorės nuomone, būtų šiek tiek ribota.

Pagal H. Heclio poziciją, socialinė politika į socialines problemas reaguoja mažiau nei į buvusias politikos kryptis, pasireiškiančias institucinio palikimo forma (Heclio, 2010). Tuo galima pagrįsti ir gerovės valstybės susikūrimą porevoliucinėje Prancūzijoje. Ten visuomenė siekė atkurti socialinę taiką valstybėje po monarchijų laikotarpių, kovų su feodalizmu ir bažnyčios įsigalėjimu (Merrien, 2007, p. 3-10). Gerovės valstybės susikūrimo Prancūzijoje priežastimi laikytinas ne tik pirminio solidarumo mažesnėse bendruomenėse išnykimas, ko pasėkoje iškilo poreikis, jog kažkas prisiimtų atsakomybę už visuomenės narių gerovę rizikos atveju, bet ir natūralus atsakas į buvusią santvarką, siekiant sukurti opozicinį jai valstybės modelį, kuriame būtų patenkinti anksčiau ignoruoti visuomenės poreikiai. Tuo tarpu F. Bottini gerovės valstybės kilmės priežastis būtent Prancūzijoje skirsto į (I) ideologines, kildinamas iš socialistinių idėjų, siejamų ne su didžiausiomis revoliucinėmis ideologijomis, bet labiau su krikščioniškąją prigimtimi, ir (II) sociologines (Bottini, 2013). Autorius taipogi įžvelgia (I) filosofinės kilmės, susijusios su marksizmu ir prigimtinę teisę, prielaidų gerovės valstybės susiformavimui, taip pat (II) politinių prielaidų, kilusių drauge su demokratijos augimu, bei išskiria (III) ekonominio pobūdžio prielaidas, sietinas su keinsizmu (Bottini, 2013, p. 643-662). Tuo tarpu A. Supiot pažymi, jog gerovės arba socialinė valstybė žymi konstitucinę šiuolaikinės valstybės kokybę, o ne paprastą pozityvios teisės skyrių (Supiot, 2013, p. 28). Todėl galima

prielaida, jog aukščiausios teisinės galios aktuose yra užkoduojamas šalies, kaip gerovės valstybės, statusas. Socialine respublika, pagal nacionalinę Konstituciją (įtvirtinant šį statusą *expressis verbis*), yra laikoma Prancūzija, taip pat tokį statusą turi ir Vokietijos Federacinė Respublika, jos Konstitucijoje įtvirtinant demokratinės ir socialinės federacinės respublikos statusą<sup>9</sup>.

Lietuva, nors nėra pamatiniuose ar kituose teisės aktuose tiesiogiai įvardinta, kaip gerovės ar socialinė valstybė, tačiau jai šis statusas, disertacijos autorės nuomone, taip pat galėtų būti priskirtinas, pirmiausia, taikant analogiją faktui, jog tiesiogiai užsienio teisės aktuose ar konstitucinėje jurisprudencijoje socialine valstybe vadinamos valstybės (pvz., Prancūzija, Vokietija) yra įvardinamos, ir kaip socialiai orientuotos, bei tai taipogi atsispindi atskirose jų Konstitucijų nuostatose. Tame tarpe LR Konstitucinis Teismas yra konstatavęs, kad pagal Konstituciją Lietuvos valstybė yra socialiai orientuota. Gana gausioje savo praktikoje išplėtojęs, jog valstybės socialinė orientacija atsispindi įvairiose Konstitucijos nuostatose, kurios įtvirtina žmogaus ekonomines, socialines ir kultūrinės teises, taip pat pilietines ir politines teises, visuomenės ir valstybės santykius, socialinės paramos ir socialinės apsaugos pagrindus, Tautos ūkio organizavimo ir reguliavimo principus, valstybės institucijų organizavimo ir veiklos pagrindus, ir kt. (*inter alia* LR KT 2004 m. kovo 5 d., 2012 m. vasario 6 d., 2015 m. gegužės 26 d. nutarimai). Lietuvos valstybės socialinę orientaciją, pagal Konstitucinio Teismo jurisprudenciją, identifikuoja ir teisininkas konstitucionalistas K. Lapinskas. Jo teigimu, valstybės socialinė orientacija atsispindi ne tik Konstitucijos nuostatose, įtvirtinančiose žmogaus socialines teises, bet ir nuostatose, įtvirtinančiose ekonomines ir kultūrinės teises, taip pat pilietines ir politines teises, visuomenės ir valstybės santykius, tautos organizavimo ir reguliavimo principus (Lapinskas, 2006, p. 357). Neabejotina, jog Konstitucinis Teismas, atskleisdamas socialinių teisių turinį ir esmę, negali aiškinti jų atsietai, nesiremdamas kitomis, ypač ekonominėmis, žmogaus teisėmis ar neminėdamas jų. Pavyzdžiui, teisė į socialinę apsaugą, beveik visuomet yra susijusi su tam tikra valstybės garantuojama finansine pagalba, kuri išreiškiama tam tikromis piniginėmis išmokomis ar paslaugomis (pensijos, pašalpos, socialinės paslaugos, *etc.*). J. Bieliauskaitės teigimu, socialinių-ekonominių žmogaus teisių įtvirtinimo Konstitucijoje faktas atskleidžia socialinę valstybės orientaciją ir atitinka J. Rawls teisingumo teorijos pagrindu suformuluotą socialinio teisingumo principą (Bieliauskaitė, 2011, p. 130). Tai reiškia, kad kiekvienam gyventojui suteikiamos vienodos teisės, kuriomis jis turi potencialią galimybę pasinaudoti. Tačiau, ar asmeniui pavyks tai

---

<sup>9</sup> Taip yra siekiama sudaryti sąlygas užtikrinti (garantuoti) orų gyvenimo lygį kiekvienam individui visuomenėje ir laisvą žmogaus vystymąsi (Supiot, A. 2013, p. 25-30).

padaryti realiai, priklausys nuo jo paties gebėjimų, pastangų, norų, *etc.* bei nuo valstybės pastangų užtikrinti šių teisių įgyvendinimą. Todėl kiekvienos šalies, kaip gerovės valstybės, lygis pamatuotinas ir per tai, kiek valstybė plačiai gali prisidėti bei prisideda per savo institucijas ir jų teikiamas viešąsias paslaugas, taikomą politiką atskirais klausimais, *inter alia*, šeimos politiką, prie kiekvieno visuomenės nario siekių įgyvendinimo, sudarant jam atitinkamas sąlygas, kurios bet kuriuo atveju turi atitikti minimalius standartus ir, svarbiausia, turi būti taikomos visuotinai bei vienodai.

T. Birmontienė pastebi, kad tokios teisės, kaip teisė į socialinę apsaugą, sveikatos priežiūrą, sveiką aplinką, konstitucinėje jurisprudencijoje gali būti interpretuojamos ir kaip socialinės (programinio pobūdžio), ir kaip asmens individualios teisės. Jos teigimu, šios teisės yra glaudžiai tarpusavyje susijusios ir viena kitą nulemiančios (Birmontienė, 2012, p. 1005-1030). K. Lapinskas taip pat pabrėžia, jog socialinių teisių plataus spektro konstitucinis įtvirtinimas duoda pagrindo kalbėti apie iš to valstybei kylančias pareigas socialinės politikos srityje, ypač pareigas rūpintis socialinės gerovės kūrimu (Lapinskas, 2006, p. 357). Taigi, pavyzdžiui, Konstitucijos nuostatos, laiduojančios teisę į socialinį aprūpinimą, įpareigoja valstybę nustatyti pakankamas tos teisės įgyvendinimo ir teisinio gynimo priemones, o piliečiai savo ruožtu turėtų į tai nukreiptą reikalavimo teisę. Todėl tam tikrų teisių užtikrinimas priklauso nuo aktyvaus valstybės įsikišimo, sureguliuojant santykius atitinkamoje visuomenės gyvenimo srityje per teisių ir pareigų jos nariams įtvirtinimą.

Nors, kaip jau minėta, Lietuvos, kaip socialinės valstybės, statusas, skirtingai nei Prancūzijos<sup>10</sup>, nėra tiesiogiai įvardintas jokiam teisės akte, tačiau tai, kad Lietuva yra socialinė (arba kitaip gerovės valstybė) yra kildinama lygiai taip pat iš Konstitucijos, kaip ir teisinės valstybės principas. Pirmiausia, paminėtinas Konstitucinio Teismo išaiškinimas, pagal kurį „Konstitucinis teisinės valstybės principas – itin talpus konstitucinis principas, apimantis daug įvairių tarpusavyje susijusių imperatyvų. <...> konstitucinio teisinės valstybės principo turinys yra atskleistas, atsižvelgiant į įvairias Konstitucijos nuostatas, įvertinant visas Konstitucijoje įtvirtintas, jos ginamas ir saugomas vertybes ir atsižvelgiant į įvairių kitų konstitucinių principų – kaip antai: <...> valstybės socialinės orientacijos, socialinio solidarumo (derinamo su kiekvieno atsakomybe už savo likimą) ir kitų, ne mažiau reikšmingų konstitucinių principų, turinį“ (LR Konstitucinio Teismo 1999 m. gegužės 11 d. nutarimas). Pagal šį Konstitucinio Teismo išaiškinimą, matyti, jog socialinė orientacija ir solidarumas yra pripažįstami teisinės valstybės principais – patenka į jos sudėtį.

---

<sup>10</sup> *Prancūzijos Konstitucijos 1 straipsnis Prancūziją tiesiogiai įvardina socialine Respublika (Constitution de la République française du 4 octobre 1958).*

Antra, J. Žilys taip pat teigia, jog šiuolaikinėje konstitucinės teisės doktrinoje socialinė valstybė nėra priešinama teisinei valstybei – jos sudaro nedalomą visumą, būdingą demokratinės valstybės sampratai (Žilys, 2006). Nors Konstitucinis Teismas, skirtingai nei kai kurių kitų valstybių, *inter alia* Prancūzijos (žr. Prancūzijos Respublikos Konstitucinės Tarybos 2006 m. liepos 27 d. sprendimas Nr. 2006-540) konstitucinę priežiūrą vykdančios institucijos, nėra tiesiogiai pasisakęs dėl Lietuvos konstitucinės tapatybės, tačiau D. Žalimo nuomone, kai kurie konstituciniai principai bei vertybės pagrįstai gali būti laikomi šios tapatybės dalimi. Autorius teigia, jog pagarba prigimtinėms žmogaus teisėms pati savaime yra neatsiejama Lietuvos konstitucinės tapatybės dalis (Žalimas, 2017, p. 35-49). Jo nuomone, modernios Lietuvos valstybės kontekste pagarba prigimtinėms teisėms kildintina jau iš Nepriklausomybės Akto, kuriuo skelbiama apie būtent demokratinės valstybės atstatymą. O ši yra laikytina neatsiejamai susijusia su gerovės valstybės koncepcija (Bottini, 2013, p. 643–662). Tuo tarpu M. Maksimaitis jau prieš du dešimtmečius yra pastebėjęs, jog prigimtinių teisių apsaugos idėja buvo įkūnyta 1922 m. Konstitucijoje, kurios skyrius „Lietuvos piliečiai ir jų teisės“ sietas su 1789 m. paskelbta Prancūzijos žmogaus ir piliečio teisių deklaracija (Maksimaitis, 1999, p. 98). Jo nuomone, netgi sovietinė okupacija nesutrukdė Lietuvai įsipareigoti laikytis Visuotinės žmogaus teisių deklaracijos, kurios preambulėje skelbiama, kad „prigimtinio orumo ir lygių bei neatimamų teisių pripažinimas yra laisvės, teisingumo ir taikos pasaulyje pagrindas“<sup>11</sup>. D. Žalimas taip pat pastebi, jog šis įsipareigojimas buvo išreikštas 1949 m. vasario 16 d. priimtoje Lietuvos Laisvės Kovos Sąjūdžio Tarybos Deklaracijoje, t. y. praėjus vos dviem mėnesiams po Visuotinės žmogaus teisių deklaracijos priėmimo. Taigi, nors Lietuvos valstybė, turėdama neramią istorinę praeitį, negali pasigirti stabiliai puoselėtomis tradicijomis, kuriant gerovės (socialinę) valstybę, skirtingai nei Prancūzijos atveju, kur socialinė valstybė ir brolybė (pirmiausia, kaip vertybė) mena gilią patirtį, tačiau pagal disertacijos autorės daro išvadą, jog esminiai socialinei valstybei būdingi principai bei vertybės, tame tarpe socialinių teisių pripažinimas, buvo įtvirtinti ir gerbiami konstituciškai nuo seno. Todėl, laikytina, kad Lietuva mažų mažiausiai nuo XX a. pradžios pradėjo statyti konstitucinius gerovės valstybės pamatus.

Tiek nacionalinėse teisinėse sistemose, tiek Europos sąjungos teisėje solidarumui tenka svarbus vaidmuo. Jau ne pirmą dešimtmetį Europos Sąjungos teisės aktuose solidarumas yra

---

<sup>11</sup> A. Supiot, *komentuodamas expressis verbis Prancūzijos ir Vokietijos Konstitucijose įtvirtintą šių valstybių socialinės respublikos statusą, pažymi, jog tuo yra siekiama būtent sudaryti sąlygas užtikrinti orų gyvenimo lygį kiekvienam individui visuomenėje ir laisvą žmogaus vystymąsi* (Supiot, A. 2013, p. 25-30). *Todėl orumas ir jo užtikrinimas visuomenės nariams yra vienas iš esminių gerovės valstybės tikslų, per kuriuos šios valstybės yra apibrežiamos.*

pripažįstamas kaip viena svarbiausių vertybių. Kaip teigia G. G. Balandi ir T. Hervey, pastaraisiais metais įvairios solidarumo išraiškos ypač ryškėja Europos Sąjungos teisės diskurse. Solidarumo principas yra ir Pagrindinių teisių chartijos preambulėje išvardytų vertybių sąrašė. Jam, taip pat, kaip ir orumui, laisvei, lygybei bei teisingumui, suteiktas esminės vertybės, kuria Sąjunga remiasi ir kurią siekia išsaugoti bei plėtoti, statusas. Vis dėlto plačiau šio principo turinio reikšmė Europos sąjungos aktuose nėra išaiškinta.

Lietuvos Respublikos Konstitucinis Teismas yra konstatavęs (1997 m. kovo 12 d. nutarimas), kad Konstitucijos 52 straipsnyje išreiškiamas valstybės socialinis pobūdis, o socialiniam aprūpinimui, t. y. visuomenės prisidėjimui prie išlaikymo tų savo narių, kurie dėl įstatymuose numatytų svarbių priežasčių negali apsirūpinti iš darbo ir kitokių pajamų arba yra nepakankamai aprūpinti, pripažįstamas konstitucinės vertybės statusas. Konstitucinio Teismo nuomone, tai atitinka tiek valstybės funkcijų šiuolaikinę sampratą, tiek XX a. Lietuvos valstybės konstitucinę tradiciją, kurios ištakos yra 1992 m. Konstitucijoje. Išsamiau, jau minėta valstybės socialinė orientacija, grįsta solidarumu, atskleidžiama Konstitucinio Teismo 2003 m. gruodžio 3 d. bei vėlesnių metų nutarimuose. Juose pabrėžiama, kad pagal LR Konstituciją valstybei, kaip visos visuomenės organizacijai, tenka pareiga rūpintis savo nariais senatvės, invalidumo, nedarbo, ligos, našlystės, maitintojo netekimo ir kitais Konstitucijoje bei įstatymuose numatytais atvejais. Taip pat plėtojama, jog socialinės apsaugos priemonės išreiškia visuomenės solidarumo idėją, padeda asmeniui apsaugoti nuo galimų socialinių rizikų. I. Špokienės teigimu, tokia Konstitucinio Teismo jurisprudencija sudaro rimtas prielaidas manyti, kad solidarumo principas yra Lietuvos nacionalinės teisės dalis (Špokienė, 2010, p. 329-348).

Tai, kad solidarumo principas neatsiejamas nuo šiuolaikinės gerovės valstybės patvirtina Prancūzijos teisė. Pavyzdžiui, pasak M. Borgetto, brolybė Prancūzijos devize yra ne kas kita, kaip solidarumas. Jo teigimu, solidarumo principas yra teisinė kategorija, padedanti įgyvendinti brolybę praktiškai (Borgetto, 1993, p.17-339). Prancūzijos socialinės apsaugos kodekse taip pat įtvirtinta, kad visa šalies socialinė apsauga remiasi nacionalinio solidarumo principu. Pagal Prancūzijos Konstitucinės tarybos praktiką (*La fraternité dans le droit constitutionnel français*, 2011), brolybės principas susideda iš dviejų esminių elementų. Vienas iš jų apima viską, kas susiję su solidarumo reikalavimu, atsiradusiu paskelbus Konstitucijos 1 straipsnį, pagal kurį, Prancūzija yra socialinė respublika. Kai kurie autoriai, remdamiesi šiuo straipsniu, siekė iš Respublikos socialinio pobūdžio patvirtinimo nustatyti solidarumo principo pagrindą ir net teigė, jog solidarumas yra vienas iš principų, kurie sudaro pačią sąvokos „socialinė respublika“ esmę (Mathieu, Verpeaux, 1996, p. 183). Kitas brolybės principo

elementas, pagal Konstitucinės tarybos išaiškinimą, reiškia toleranciją solidarioje visuomenėje, pagarbą vieni kitiems ir kovą su atskirtimi (La fraternité dans le droit constitutionnel français, 2011). Todėl, vienas vertus, solidarumas yra teisinis principas, kita vertus, moralinė nuostata, įpareigojanti visuomenės narius vertybiniu lygmeniu.

Apibendrinant, teigtina, jog valstybės socialinė orientacija ir konstituciniame lygmenyje įtvirtintos žmogaus socialinės teisės sudaro prielaidas kalbėti apie ją, kaip apie gerovės valstybę. Šios teisės garantuojamos suteikiant asmenims reikalingą pagalbą (paslaugas, išmokas), kurios finansavimo našta padalijama šias teises turintiems visuomenės nariams per atitinkamų pareigų jiems nustatymą, visą tai grindžiant solidarumu, kildinamu iš valstybės aukščiausios teisinės galios aktų. Tai leidžia preziumuoti gerovės valstybės statuso ir solidarumo principo taikymo tokioje valstybėje tarpusavio priklausomumo ryšį.

## 1.1. Gerovės valstybės samprata ir teoriniai jos modeliai bei jų charakteristikos

Bendrinė gerovės valstybės samprata moksle varijuoja nuo siauros iki plačios ir net itin plačios. Pavyzdžiui, N. Smelser teigimu, gerovės valstybės sąvoka reiškia išaugusią valstybės atsakomybę garantuoti piliečiams materialinę gerovę per teikiamas paslaugas (Smelser, 2005). Valstybės teikiamų paslaugų įvairovė didelė ir apima sveikatos draudimą, pensinį aprūpinimą, nedarbo pašalpas, motinystės ir tėvystės paramą, ir kt. O E. Huber ir J. Stephens prie gerovės valstybės paslaugų priskiria ir šalies gynybą bei policiją (Huber, Stephens, 2001). Itin platus valstybės vaidmuo, apimantis visas įmanomas vidaus bei užsienio politikos sritis, įvardijamas klasikiniu gerovės valstybės pavyzdžiu (Pranevičiūtė, 2003). Feminizmo mokyklos atstovai tam tikra perspektyva taip pat laikosi platesnės gerovės valstybės sampratos, teigdami jog ši nėra vien tik socialinių paslaugų tinklas, tačiau taip pat pažiūrų bei idėjų rinkinys apie šeimą, skirtingų lyčių vaidmenis joje, *etc.* (Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 16). Jų pastebėjimu, gerovės valstybė taip pat įtakoja darbo rinką, socialines klases bei santykius tarp lyčių. Ši pozicija, jog šeimos ir profesinio gyvenimo suderinamumas patenka tarp gerovės valstybės interesų, vienareikšmiškai palaikytina tam tikru aspektu. Šalyje vykdoma šeimos politika tiesiogiai veikia darbo rinką, užimtumo klausimus. Iš to seka ir minėtų klausimų apie lyčių santykius, jų vaidmenis ir pan. kėlimas. Vis dėlto, disertacijos autorė, kaip jau minėta įvade, laikysis šiek tiek siauresnės gerovės valstybės sampratos, į kurią nepatenka krašto ir vidaus apsauga bei gynyba, o apsiribojama tiesiogiai socialinę gerovę ir orias bei tinkamas gyvenimo sąlygas asmenims įtakančiomis ir užtikrinančiomis sritimis – švietimu, sveikatos apsauga, būsto politika, kt.

Kita vertus gerovės valstybė gali būti suprantama ir labai siaurai, kaip užtikrinanti atitinkamą minimalų pragyvenimo lygį patiems skurdžiausiems visuomenės nariams (tokios gerovės samprata taip pat bus atskleidžiama toliau, analizuojant atskirus teorinius gerovės valstybės modelius).

Kaip pažymi mokslininkai, gerovės valstybės samprata gali turėti šiek tiek kitokias prasmes ir skirtingose šalyse, nes valstybės remiasi skirtingais socialinės gerovės modeliais ir taiko įvairius būdus, kurdamos ir stiprindamos gerovę šalyje (Daatland, 1997). Pavyzdžiui, Švedijoje idealus gerovės valstybės modelis yra toks, kai valstybė prisiima atsakomybę už visapusį ir universalų gerovės paslaugų suteikimą savo piliečiams (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 259). Daugelyje kitų gerovės valstybių Vakarų Europoje tai (ypač kalbant apie socialinę apsaugą) yra ne vien tik valstybės, bet ir nepriklausomų bei savanoriškų viešųjų paslaugų teikėjų rūpestis.

Kaip pažymi G. Esping-Andersen, gerovės valstybei tenka atsakomybė užtikrinti savo piliečiams svarbiausias geroves (Esping-Andersen, 1990, p. 19). Taip pat filosofas A. Anzenbacher, kalbėdamas apie tinkamų priemonių tikslui pasiekti parinkimą, teigia, jog tai įmanoma tik žinant tikslą, o socialinėje valstybėje, jo nuomone, tai – visuotinė gerovė. Natūraliai kyla klausimas, ką apima piliečių gerovė? Manytina, jog ją suprasti galima per kiekvieno asmeninę gerovę, t. y. garantuojant ją kiekvienam visuomenės nariui asmeniškai – tikėtina, kad bus pasiekama ir visuotinė gerovė. Filosofo teigimu, dėl to reikia aiškintis, kas sudaro asmeninę visuomenės narių gerovę. Pavyzdžiui, socialinės etikos požiūriu visuotinė gerovė taip pat yra lygi individualiai kiekvieno žmogaus gerovei ir to pasiekti galima tik bendromis priemonėmis (Anzenbacher, 1992, p. 290). Šiuo klausimu LR Konstitucinis Teismas teigia, jog Konstitucijoje vartojama „bendros tautos gerovės“ sąvoka neturėtų būti aiškinama vien tik per individo materialinių poreikių tenkinimą, nepaisant to, jog įprasta manyti, kad tautos gerovę atspindi materialinių gėrybių vartojimas (LR Konstitucinio Teismo nutarimai 1999 m. spalio 6 d., 2004 m. sausio 26 d. bylose). T. Birmontienė taip pat laikosi pozicijos, jog tautos socialinė raida ir žmogaus saviraiškos galimybės yra vieni iš esminių kriterijų, apsprendžiančių bendrą tautos gerovę (Birmontienė, Nr. 2 (18), 2010, p. 262-293). Disertacijos autorė palaiko poziciją, pagal kurią, turi būti atsižvelgiama tiek į ekonominius, tiek į socialinius, tiek kitus svarbius veiksnius kiekvienu konkrečiu atveju atskleidžiant „bendra tautos gerovę“ sąvokos turinį, bet ne vien tik fokusuojamasi į materialų individų gerovės lygį. Kadangi tokia gerovė, kuri sukuriama per švietimo garantą, sveikatos apsaugą, saugią aplinką ir kt. yra netiesioginės materialinės gerovės asmenims sukūrimo prielaidos. Užtikrinus tinkamas gyvenimo sąlygas, suteikus priemones sveikatos priežiūrai ir atitinkamą švietimą, asmenims nutiesiamas kelias jų užimtumui (pajamoms) garantuoti ir dažnu atveju yra realizuojama per teisę į darbą. Užimtumo klausimai per visą asmens gyvenimo laikotarpį yra neatsiejami nuo jo sveikatos būklės ir gebėjimo tobulėti, kas yra tiesiogine prielaida galimybėms susikurti atitinkamą materialinę gerovę sau ir savo šeimos nariams.

Suprantama, jog kiekvienoje sistemoje galima įžvelgti jos stipriąsias ir silpnąsias puses. Valstybės turi skirtingas gerovės sampratas ir renkasi priemones bei principus joms pasiekti. Nuo to priklauso valstybių vykdoma socialinės politikos ir kitų smulkesnių, su gerovės kūrimu susijusių, *inter alia* šeimos, švietimo, *etc.*, politikos sričių turinys (Stankūnienė, Eidukienė, Gruževskis *et al.*, 2001). Tačiau bendrine prasme, pagal šiuolaikinę lyginamąją konstitucinę teisę, neatsižvelgiant į veikimo mastą ir ribas, socialine valstybe laikytina valstybė, kuri rūpinasi (I) piliečių gerove ir (II) socialinio teisingumo užtikrinimu bei (III) visuomenės narių

socialiniu saugumu (Žilys, 2006). Šie elementai, nors ir skirtinga apimtimi, yra sutinkami kiekviename gerovės valstybės modelyje.

Taigi, socialinė valstybė arba kitaip gerovės valstybė yra ta, kuri prisiima tam tikrą dalį atsakomybės, užtikrindama visuotinę gerovę, atliepančią aktualius ekonominius, socialinius, kultūrinius ir kt. visuomenės bei kiekvieno jos nario poreikius. Dėl to kiekvienu atveju gerovės valstybės sampratai būdingas tam tikras nuolatinis kismas, priklausantis nuo dotuojų metu konkrečioje visuomenėje egzistuojančių bendrų ir individualių interesų. Nepaisant besikeičiančių interesų šiose valstybėse yra įtvirtintos pamatinės ir nepaminamos teisės, neretai atsispindinčios ir supr-nacionaliniame lygmenyje. Tokios teisės, kaip teisė į darbą, į sveiką aplinką, į mokslą – įtvirtintos aukščiausios galios teisės aktuose, jas prioretizuojant ir suteikiant absoliučią apsaugą.

Mokslininkai pastebi, kad nuo antrojo Pasaulinio karo pradėjo įsitvirtinti ir dominuoti platesnioji gerovės valstybės samprata. Visų pirma, joje išryškėjo valstybei tenkantis pajamų perskirstytojos vaidmuo. Kaip aiškina R. Titmuss, socialinę valstybės politiką prilygindamas perskirstomajai veiklai, siekiančiai ne tik ekonominių tikslų, socialinė politika turi perskirstyti resursus tarp atskirų grupių, t. y. dirbančių ir nedirbančiųjų, pasiturinčių ir skurstančių, bei kt. asmenų. Kitaip sakant, turi būti įgyvendinamas socialinio teisingumo, dar kitaip vadinamo paskirstomuoju teisingumu, principas.

Taip pat greta minėtų gerovės valstybės elementų, svarbiu ir gerovės valstybę apibrėžiančiu požymiu, laikytini jos tikslai – vertybės. M. Lefebre ir P. Pestieau laikosi bendros pozicijos, jog kiekviena šiuolaikinė gerovės valstybė<sup>12</sup> turi penkis tikslus: (I) kovoja prieš skurdą, (II) siekia lygiateisiškumo užtikrinimo, (III) nedarbo lygio sumažinimo bei (IV) aukštos sveikatos apsaugos ir (V) švietimo kokybės (Lefebre, Pestieau, 2012, p. 9). Įsivyraujanti platesnė gerovės valstybės samprata, taip pat ir J. Žilio teigimu, apėmė ne tik valstybės veikimą perskirstant biudžeto lėšas, bet taip pat užtikrinant žmonių užimtumą ir atitinkamą pragyvenimo lygį, suteikiant apsaugą darbuotojams, *etc.* (Žilys, 2006). Todėl, greta socialinių garantijų per išmokas užtikrinimo, valstybės reguliuojama užimtumo (darbo santykių) sritis, su ja susijęs švietimas, jo lygis ir sveikatos apsauga – papildomi bruožai apibūdinantys šiuolaikinę gerovės valstybę. Šiuos tikslus tiesiogiai galima išvelgti konstitucinėse nuostatose. Tokie LR Konstitucijos straipsniai, kaip 41 (garantuojantis teisę į mokslą), 48 (garantuojantis teisę į darbą ir apsaugą nedarbo atveju), 53 (laiduojantis teisę į sveikatos apsaugą) ir kiti, išreiškia ir atitinka aukščiau skirtingų autorių įvardintus gerovės valstybėms būdingus tikslus.

---

<sup>12</sup> *Šiuolaikine (išvystyta) valstybe, kaip pastebi disertacijos autorė, daugumos mokslininkų yra laikoma valstybė, kuri prisiima atsakomybę užtikrinti daugiau nei minimalią gerovę savo piliečiams ir nuolatiniams gyventojams.*

Prancūzijos atstovai išskiria ir keturis gerovės valstybės ramsčius, skirtus veiklos bei užimtumo palaikymui, t. y. (I) socialinę apsaugą, (II) viešąsias paslaugas, (III) darbo teisę ir (IV) ekonominę politiką (piniginė, pramoninė, fiskalinė, *etc.*) (Ramaux, 2016). C. Ramaux teigimu, šios sritys yra pagrindinės, kuriose gerovės valstybė, siekdama visuotinės visuomenės gerovės, veikia savo pasirinktais būdais. Tuo tarpu V. Smalskys teigia, jog būtent užimtumo ir socialinės rūpybos politika bei pensijų ir šeimos politikos sudaro gerovės valstybės esmę (Smalskys, 2005, p. 86). Kitų mokslininkų (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012) teigimu, gerovės valstybė išskiria tuo, jog jai taip pat būdingas solidarumo, stabilumo ir demokratijos garantas. Taip pasireiškia valstybės pareiga užtikrinti kiekvienam piliečiui atitinkamą pragyvenimo lygį, įgyvendinamą ne tik garantuojamomis minimaliomis pajamomis, bet taipogi tinkama sveikata, švietimu, gyvenamuoju būstu, saugumu. Šių autorių pozicija sutampa su aukščiau įvardintais užsienio mokslininkų pateiktais gerovės valstybių tikslais.

Kaip teigia G. Esping-Andersen, valstybei tenka įsipareigojimas užtikrinti ne mažesnę nei minimalią socialinę gerovę savo piliečiams, priklausomai nuo valstybės, rinkos ir šeimos santykio su socialine apsauga (Esping-Andersen, 1990, p. 20). Tuo tarpu K. Kėvalas akcentuoja, jog pagrindinis gerovės valstybės kūrimo subjektas yra šeima (Kėvalas, 2019), t. y. maža „bendruomenė“ susieta artimais ryšiais. Kuo gali būti netiesiogiai pagrindžiamas gerovės valstybėms būdingas veikimas šeimos politikoje, suteikiant tam tikras teises ir garantijas motinystės, tėvystės, kt. srityse.

Tuo tarpu V. Vaičaitis pastebi, jog socialinė valstybė, kaip ir bet kuri sistema, turi trūkumų. Jo nuomone, atvirkščiai, gerovės valstybėse būdingas tam tikras visuomenės susvetimėjimas, kylantis iš pareigos rūpintis savo šeimos nariais ir artimaisiais išnykimo, tikint, jog tuo turi pasirūpinti valstybė (Vaičaitis, 2010, p. 36). Vis tik kvestionuotina, ar gerovės valstybių politika turi daugiau žalingo ar teigiamo poveikio šeimoms. Kadangi teisinėse gerovės valstybėse joms svarus dėmesys. Pavyzdžiui, Lietuvos Respublikos Konstitucijoje greta konstitucinę apsaugą šeimai suteikiančių nuostatų, įtvirtinta, jog ji yra visuomenės ir valstybės pagrindas (38 str.). Prancūzijos Respublikos Konstitucijos nuostatos taip pat išskiria šeimą, motinystę ir tėvystę, garantuojant joms atitinkamą apsaugą (1946 m. preambulė). Kaip jau minėta, gerovės valstybės atsiradimas iš tiesų tam tikra prasme yra atsakas į pirminio solidarumo mažesnėse bendruomenėse sumažėjimą, tačiau, nepaisant to, būtent šeima – kaip vienas iš subjektų, garantuojantis atitinkamą gyvenimo lygį savo nariams, turėtų būti ir yra prioritetiniu objektu, kuriam skiriamas dėmesys gerovės valstybės vykdomos politikos kontekste. Stiprinant šeimas – socialinių garantijų, lengvatų, *etc.* pagrindu, ne tik pasiekiami tiesioginiai valstybės tikslai orientuoti į demografinius klausimus, sprendžiantys senėjančios

visuomenės problemas, bet taip pat esantys prielaida visuomenės intelektualiam, technologiniam ir kt. augimui bei tobulėjimui, taip pat tikslai, užtikrinantys, iš moralės kildinamų ir ilgamečių bei visuotinai pripažįstamų, vertybių puoselėjimą.

Vienas iš įvardintų šiuolaikinės gerovės valstybės tikslų (esantis ir jos požymiu) yra žmogaus teisių ir laisvių užtikrinimas. J. Bieliauskaitė akcentuoja, jog tai nulemia tautos tęstinumą ir užtikrina kiekvienos gyvosios kartos gerovę (Bieliauskaitė, 2011, p. 91). Kiekviena socialinės politikos priemonė orientuota ne tik į savalaikių rezultatų davimą, bet taip pat į ateitį, užtikrina gerovės valstybės pažangą ir tinkamą funkcionavimą ilgojoje perspektyvoje. Dėl to, daugelio gerovės valstybių, *inter alia* Lietuvos ir Prancūzijos atitinkama socialinės apsaugos sistemos sritis remiasi kartų solidarumo principu. Jis detaliau aptariamas sekančiuose disertacijos skyriuose, analizuojant konkrečias sritis, kuriose veikia ir prisiima atsakomybę valstybė, užtikrindama visuomenės gerovę, taikant, *inter alia* solidarumo principą.

Vis tik šiuolaikinės gerovės valstybės iš esmės išsiskiria ne tuo, jog teikia apsaugą socialiai neapsaugotiems asmenims ar tai, kad valstybė perima atsakomybę užtikrinti tam tikrą visuomenės narių apsaugą iš kitų, anksčiau už tai buvusių atsakingais, darinių, kaip, pavyzdžiui, šeima. Savitumas pasireiškia tuo, jog objektas, kuriam yra suteikiama apsauga, nėra pavienis individas ar jų grupė, bet konkrečios socialinės teisės, kurias turi kiekvienas visuomenės narys ir kurios yra užtikrintos teisiniame reglamentavime (Taminskaitė, 2019, p. 158-177). E. Baltutytė, analizuodama Europos socialinių teisių komiteto išvadas dėl Europos socialinės chartijos nuostatų, išskiria, jog pvz., teisė į socialinę paramą ir medicinos paslaugas yra traktuojama individualia teise ir ginama teisme, tačiau tai taip pat nepaneigia paplitusio požiūrio, jog socialinės teisės – tai valstybės socialinė politika (Baltutytė, 2002, p. 75-80). Jau daugiau nei prieš du dešimtmečius nuo šiandien Skandinavijos šalyse buvo pastebėta tendencija teises į atitinkamas socialinės apsaugos, sveikatos bei švietimo išmokas ir (ar) paslaugas traktuoti kaip individualias teises, kai kurioms jų suteikiant subjektinių teisių statusą konstituciniu lygmeniu (Baltutytė, 2002). Neabejotina, jog, visų pirma, kiekvienos valstybės konstitucinė doktrina lemia nacionalinį požiūrį į socialines teises. E. Baltutytė pažymi, jog jau nuo 2000 metų Lietuvos konstitucinėje doktrinoje pradėjo įsitvirtinti socialinės valstybės principas, kurį ji sieja su socialinių teisių užtikrinimu, o E. Kūrio teigimu, Konstitucinio Teismo jurisprudencijoje matoma tendencija socialinių teisių konstitucinį įtvirtinimą laikyti valstybės konstituciniais įsipareigojimais socialinėje srityje (Baltutytė, 2002, p. 75-80). Kas suponuotų asmens reikalavimo teisės kildinimą iš valstybės prisiimamos atsakomybės užtikrinti socialines teises kiekvienam visuomenės nariui.

Minėtos socialinės teisės gerovės valstybių teisinėse sistemose yra formuojamos tiek konkrečiai, tiek ir pakankamai abstrakčiai. Viena iš tokių teisių – minimalaus gyvenimo lygio gerovės valstybėje užtikrinimas. H. Wilensky teigia, jog jis turi būti suteikiamas ne kaip labdara, bet kaip socialinė teisė. Kitu atveju, mokslininko teigimu, tokia valstybė būtų labdaros, o ne gerovės valstybe (Wilensky, 2002). Kita vertus, gerovės valstybėse socialinė politika neturi būti tokia, jog paneigtų laisvos rinkos principus – konkurenciją ar ekonomines laisves. Privačios iniciatyvos laisvė, garantuojama konstituciniu lygmeniu, neturėtų būti pažeista ir dėl to, kad tai yra prielaida lėšų persikirstymui, lemiančiam tinkamą gerovės valstybės sistemos funkcionavimą. Tuo tarpu J. Žilys pastebi, jog valstybė kovoja su skurdu, o ne su turtingumu ir tai reiškia, jog jos tikslas taip pat yra skatinti kiekvieno individo atsakomybę už savo asmeninę gerovę, suteikiant pagalbą toms grupėms, kurios be šios pagalbos negalėtų išlaikyti ar pasiekti visavertės socialinės būsenos (Žilys, Nr. 4, 2006). Kaip teigia religinių bendruomenių atstovas, vysk. K. Kėvalas (2019), nereikėtų painioti gerovės ir globos valstybių, nes pirmoji orientuota ne vien tik į materialinę pagalbą bei sudaro sąlygas galimybėms ilgojoje perspektyvoje, o antroji – suteikia terminuotą ir, dažniausiai, tik materialinę pagalbą.

Kalbėdama apie teorinius gerovės valstybės modelius, E. Vaidelytė taip pat pastebi, kad jie skiriasi dekomodifikavimo laipsniu (Vaidelytė, 2007). Ši sąvoka išreiškia asmens ar šeimos galimybę, nepriklausomai nuo dalyvavimo darbo rinkoje, turėti priimtina gyvenimo standartą, kuris traktuojamas kaip socialinė teisė (Kaariainen, Lehtonen, 2006, p. 27-57). Tokiose visuomenėse, kuriose trūksta socialinių teisių, piliečiai išlieka priklausomi nuo kitų individų tokių asmeninio solidarumo formų, kaip pavyzdžiui, labdara, pašalpa, t. t. Tuo tarpu išvystytoje gerovės valstybėje individui pakanka pakliūti į tam tikrą riziką (liga, nedarbas, *etc.*), jog įgytų teisę į išmoką ar pašalpą ir ją gautų. Tai padeda asmenims pragyventi sunkų laikotarpį, kad jie sėkmingai išsilaikytų ir (ar) grįžtų į pilnavertį socialinį būvį. Vis tik, disertacijos autorė laikosi pozicijos, kurią toliau gins kituose disertacijos skyriuose, jog ši išmoka, pašalpa ir (ar) parama neturi tapti ilgalaikiu pragyvenimo šaltiniu, vietoj asmeniui / šeimai sunkiu periodu suteikiamos laikinos pagalbos, kol šie vėl galės asmeniškai pasirūpinti savo ir (ar) savo šeimos poreikiais. Kitu atveju valstybė rizikuotų tapti, kaip jau įvardinta, labdaros, o ne gerovės valstybe. Todėl šiai dienai beveik visose Europos šalyse piliečiai turi daugiau ar mažiau išvystytą pensijų (kuris savo prigimti ir tikslais skiriasi nuo kitų socialinio draudimo rūšių), ligos ar nedarbo socialinį draudimą. Pavyzdžiui, Prancūzijos gerovės sistema iš esmės remiasi socialinio draudimo, šeimos bei pensijų išmokomis, o socialinės apsaugos biudžetas, surenkamas iš darbuotojų įmokų, kurios priklauso nuo jų uždarbio, ir nėra bendro Prancūzijos biudžeto dalimi. Todėl asmenų socialinė apsauga yra susieta su jų darbine ar profesine veikla.

Vis tik, skirtingų šalių socialinėse sistemos teisė į numatytą išmoką ar pašalpą gali būti įgyjama arba pasėkoje sumokėtų socialinių įmokų, arba grindžiant turimu piliečio statusu, arba netgi pagal esamus realius poreikius.

Mokslininkų teigimu, ta valstybė, kuri prisiima didžiausią atsakomybę užtikrinant piliečių gerovę, laikytina šiuolaikiškiausia ir labiausiai pažengusia gerovės valstybe (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 259). Tačiau neįmanoma tokia valstybė, kurioje bent menka dalis atsakomybės netektų ir šeimai, taip pat rinkai (patiems asmenims ar bendruomenėms). Tai, kokia dalimi atsakomybė už visuomenės gerovę tenka valstybei ir kitiems subjektams, priklauso ne tik nuo valstybės ekonominių išgalių, bet ir nuo šalies kultūrinių bei istorinių tradicijų, įtakotų religijos, praeities patirčių ir kt. Mokslininkų teigimu, kiekviena valstybė, kuri turi bent kiek, nors ir minimaliai, išplėtotą gerovės paslaugų ir socialinės apsaugos sistemą, yra laikytina gerovės valstybe, nors ir nebus priskirta prie šiuolaikinių išvystytų gerovės valstybių (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 259). Vis tik tokių valstybių gerovės statusas kvestionuotinas. Tokiose valstybėse, kuriose gerovės paslaugų ir socialinės apsaugos lygis ne aukštas (kurios iš esmės neatitinka šiuolaikinės gerovės valstybės bruožų), turėtų būti pabrėžiama, jog jos yra minimalios gerovės valstybės. Todėl akcentuotinas ne tiek gerovės valstybės statuso suteikimas, o jos lygmuo – pabrėžiant gerovės minimalumo ar aukštesnio lygio aspektą.

Laikantis pozicijos, kad visos valstybės, kuriose valstybė bent minimalia dalimi prisiima atsakomybę užtikrinti atitinkamas asmenų socialines teises, yra gerovės, tik skiriasi jų lygis, ir apibendrinant aukščiau pateiktus apibrėžimus, gerovės valstybėms bendrai būdinga: (I) valstybės atsakomybė (II) garantuoti socialines teises visiems visuomenės nariams, (III) per pajamų perskirstymą, veikiant (IV) solidarumo principui ir (V) siekiant asmenų lygybės, iš ko kildinama (VI) atitinkama visuomenės narių reikalavimo teisė. Ir kiekvienoje šalyje taikomo teorinio modelio bruožai koreliuoja su jos suteikiamos gerovės visuomenei lygiu.

Valstybės priskyrimas gerovės valstybei nereiškia visų šių valstybių tapatumo, nepaisant to, jog kiekvienos jų socialinės politikos samprata priklauso nuo „pasirinkto“ gerovės valstybės modelio (arba vykdoma socialinė politika nulemia jos sąlyginį priskyrimą tam tikram modeliui). Dėl to kiekviena valstybė gali būti priskiriama atitinkamai bendrinei tipologijai. Būtina pažymėti, jos gerovės valstybių modeliai ir valstybių priskyrimas jiems yra sąlyginiai. Vieningo idealio pripažinto gerovės valstybės modelio nėra. Tačiau mokslininkai valstybes į gerovės modelius skirsto, siekdami geriau suvokti politikos raidos procesus (Stankūnienė, Eidukienė, Gruževskis *et al.*, 2001), išskirti stipriąsias ir silpnąsias teisinės sistemos puses, siekiant kurti ir stiprinti visuomenių gerovę.

Pirmasis gerovės valstybės modelius, nepriskiriant jų konkrečioms šalims, dar 1963 m. konstravo anglų politologas Richard Titmuss. Jis išskyrė tris modelius: (I) likutinį (angl. *residual*), kuriame gerovės užtikrinimu rūpinasi šeima ir patys individai asmeniškai; (II) gamybos rezultatų (angl. *industrial achievement-performance*) modelį, kuriama socialinių poreikių tenkinimas tiesiogiai priklauso nuo darbo atlikimo ir produktyvumo; (III) institucinį – perskirstymo (angl. *institutional redistributive*), kuriame socialinių paslaugų teikimas asmenims priklauso nuo poreikių (Titmuss, 1963). Atsižvelgiant į skirtingas visuomeninio gyvenimo sritis, kurioms suteikiama valstybės parama, R. Titmuss taip pat išskyrė tris gerovės rūšis: finansinę, socialinę ir profesinę (Bernotas, Guogis, 2003, p. 40). Finansinė gerovė kuriama pasitelkiant įvairias mokesčių nuolaidas ir finansinio skatinimo sistemą. Socialinė gerovė, kuriai priskiriama sveikatos apsauga, socialinis aprūpinimas, švietimas ir kt., sukuriama socialinėmis priemonėmis. Profesinė gerovė sukuriama per socialines paslaugas ir išmokas, suteikiamas darbo rinkoje. A. Guogis pastebi, jog šiuos R. Titmuss išskirtus modelius G. Esping – Andersen pritaikė politologijos mokslui, pavadinęs juos (I) liberaliuoju (anglosaksų), (II) konservatyviuoju-korporatyviniu (Bismarko) ir (III) socialdemokratišku (skandinaviškasis) modeliais (Guogis, 2000, p. 17). Taigi, iš esmės G. Esping-Andersen savo tipologijoje, kaip ir R. Titmuss, gerovės valstybės modelius grupavo pagal tai, kam – valstybei, darbdaviui, šeimai ar rinkai tenka atitinkama atsakomybė ar jos dalis už piliečių gerovę. Tai patvirtina, jog net ir tos valstybės, kuriose didžioji dalis atsakomybės tenka šeimai ar rinkai, *etc.*, o valstybės vaidmuo yra minimalus, laikytinos gerovės valstybėmis, tačiau priskiriamos atitinkamam teoriniam modeliui.

Šiuo metu trys minėtieji G. Esping-Andersen teoriniai gerovės valstybės modeliai yra labiausiai paplitę mokslinėje literatūroje ir žinomi geriausiai. Pažymėtina, jog grynų teorinius modelius atitinkančių valstybių rasti, tikėtina, nebūtų įmanoma. Nepaisant pateikiamos tipologijos, atskiroms valstybėms dažniausiai yra būdingi mišrūs gerovės valstybės tipai, turintys daugiau ar mažiau vienam ar kitam modeliui būdingų bruožų, kurių dėka galima šias valstybes teoriškai priskirti vienai iš trijų kategorijų. Taip pat paskutiniu metu vis dažniau kalbama ir yra išskiriamas santykinis ketvirtasis – post-sovietinių valstybių socialinis modelis, būdingas šiuolaikinėms valstybėms, anksčiau priklausiusioms Sovietų sąjungai. Tuo tarpu Lietuvos ekonomisto M. Skuodžio teigimu, išsiplėtusioje Europos Sąjungoje, egzistuoja mažiausiai penki modeliai. Jis laikosi pozicijos, jog greta G. Esping-Andersen suformuluotos tipologijos ir pokomunistinio socialinio modelio egzistuoja penktasis – pietietiškas modelis (Skuodis, 2009, p. 132). Šį modelį taip pat išskiria A. Kleinman ir J. Gelissen (iš Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012). Tuo tarpu M. Skuodis abejoja, ar tikrai visas Europos sąjungos

valstybes galima priskirti esamiems atitinkamiems modeliams ir kiek plečiamai reikėtų aiškinti bei taikyti kiekvieną modelį. Taigi, šiai dienai net nėra tiksliai aišku, kiek Europos Sąjungoje yra teorinių gerovės valstybės modelių, nes skirtingi autoriai laikosi skirtingų pozicijų ir įžvelgia esant ne vienodą kiekį tipologijų. D. Pieters teigimu, visos gerovės valstybių socialinės apsaugos sistemos Europoje gali būti laikomos tiesioginėmis Bismarko arba Beveridžo sistemų palikuonėmis, nekvestionuojamai priskiriant jas vienam arba kitam, arba, jau minėtam, abiejų jų požymių turinčiam – mišriam tipui (Pieters, 1998 iš Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 25). Kas taip pat pagrįstą poziciją, jog kiekviena valstybė (šiuo atveju Europos ribose) turi gerovės valstybės statusą, tačiau nebūtinai išvystytą (kas taip pat gali lemti net minimalios gerovės užtikrinimą valstybės lygiu, priklausomai nuo to, kiek atsakomybės kuriam iš subjektų – valstybei, visuomenei, rinkai – tenka). Vis tik, remiantis labiausiai paplitusiu G. Esping-Andersen socialinių modelių skirstymu ir disertacijos įvade minėta istorine prancūziškąja *l'État-providence* idėja, vokiškąja *Sozialstaat* ir britiškąja *Welfare state* sąvokomis, galimas teorinis bendrinis gerovės valstybės apibrėžimas, nepriklausantis nuo to, apie kokį konkretų modelį (kurie aptariami tolimesniame disertacijos poskyryje) yra kalbama. Taip pat toliau disertacijoje šie modeliai bus tyrinėjami detaliau.

Apibendrinant, šiuolaikinė gerovės valstybė gali būti suprantama, kaip valstybė, kuriose teisės aktuose yra įtvirtintos socialinės teisės, susijusios ir (ar) garantuojančios kiekvienam visuomenės nariui orias, saugias ir tinkamas gyvenimo sąlygas, koreliuojančias su asmens finansine, socialine ir profesine gerove, bei suponuojančios tam tikrą valstybės pareigą per jos institucijas, teikiamas viešąsias paslaugas ir vykdomą socialinės bei sveikatos apsaugos, šeimos, užimtumo, būsto ir švietimo politiką, užtikrinti asmenims atitinkamą pragyvenimo lygį, įsiterpiančią į atitinkamas visuomenės gyvenimo sritis per santykių jose sureguliuojamą teisės aktais. Iš to kildinama ir visuomenės narių reikalavimo teisė gauti atitinkamas paslaugas, išmokas ar tam tikros formos pagalbą, taip pat su tuo susieta pareiga prisidėti prie bendros sistemos palaikymo.

### 1.1.1. Socialdemokratinis gerovės valstybės modelis

Socialdemokratinio modelio pagrindas yra universalumu ir lygybe grįstos socialinės politikos programos, kurios iškilo po Antrojo pasaulio karo ant, dar XIX amžiuje Anglijoje užgimusios vargšų savitarpio pagalbos, kuri Skandinavijoje laipsniškai peraugo į socialinį draudimą (Esping-Andersen, 2007). Taip nuo filantropijos buvo pereita prie atitinkamo gerovės valstybės modelio. Dėl tokios kilmės, kai kurie autoriai šį modelį dar vadina Šiaurės (Bonoli) arba Skandinavijos modeliu (Leibfried).

Teoriniam socialdemokratiniam modeliui būdinga tai, jog valstybė prisiima plačią atsakomybę už savo piliečių gerovės užtikrinimą, taikydama universalią socialinę apsaugą, t. y. visiems piliečiams yra suteikiamos vienodos teisės į socialinės paramos išmokas bei pašalpas, nereikalaujant jokių kitų sąlygų išpildymo. Universalios socialinės politikos teigiama pusė ta, jog ji skatina lygybę visuomenėje. Tačiau R. Titmuss nuomone, šis modelis yra kliūtis ekonominiam augimui ir jo teorijoje suprantamas kaip modelis, užkraunantis viešosios prievolės našta visuomenei (Abel-Smith, Titmuss, 1987, p. 51). Ši pozicija suprantama, atsižvelgiant į tai, kad grynajam socialdemokratiniam modeliui būdingos didelės išmokos ir finansavimas bendraisiais mokesčiais, kas veda link intensyvaus pajamų perskirstymo visuotinio solidarumo pagrindu, siekiant kuo labiau sumažinti socialinę atskirtį visuomenėje bei pajamų nelygybę. To pasėkoje visuomenės nariams yra suteikiamos plačios reikalavimo teisės socialinės apsaugos ir kt. srityse, tačiau taip pat išauga ir pareiga prisidėti prie bendros sistemos.

M. Skuodis įvardija, jog socialdemokratiniam modelyje valstybės išlaidos sudaro daugiau nei pusę BVP ir valstybė finansuoja didelę dalį socialinės apsaugos lėšų, tuo tarpu socialinio draudimo įmokų procentas yra nedidelis (Skuodis, 2009, p. 141). Esant itin didelei viešosios prievolės naštai, R. Titmuss siūlė ją sumažinti ir šį modelį racionalizuoti, numatant valstybės paramos teikimą tik tiems visuomenės nariams, kuriems ji labiausiai reikalinga (Abel-Smith, Titmuss, 1987, p. 51). Kaip pastebi E. Vaidelytė, R. Titmuss iškelta idėja kelia klausimų dėl to, kokiais kriterijais remiantis ir kokias priemones taikant, galima tiksliai nustatyti visuomenės narius, kuriems iš tiesų labiausiai reikalinga valstybės pagalba (Vaidelytė, 2007, p. 98). Suprantama, jog tokia idėja grindžiama tuo, jog galimai būtų pažeistas lygybės ir teisingumo principas, nes neįmanomi objektyvūs kriterijai. Nepaisant to, šio modelio bruožai tam tikra apimtimi matomi kai kurių valstybių socialinėse sistemose, *inter alia* Lietuvoje ir Prancūzijoje. Tiek vienoje, tiek kitoje šalyje yra, pvz., numatyta teisė į paramos išmokas vaikams, negalią turintiems asmenims, kt. Šios išmokos yra bendrosios, ir teikiamos nevertinant

asmens finansinės padėties. Tai užtikrina kiekvienam visuomenės nariui žmogaus orumą atitinkantį bazinį pragyvenimo lygį, koreliuojantį su pagrindinėmis žmogaus teisėmis, kildinamomis iš, *inter alia* nacionalinių konstitucinių nuostatų. Šių teisių suteikimas siejamas su atitinkamu asmens statusu ir (ar) būseną, dėl kurio, siekiant asmenų lygybės užtikrinimo, yra reikalinga papildoma pagalba iš visos visuomenės narių ir nėra atsižvelgiama į tai, ar asmuo pats yra prisidėjęs prie sistemos palaikymo, kokio apimtimi ir ar tai galės daryti ateityje.

Kitos tokios išmokos, kaip pvz., parama šeimoms, turinčioms mažas pajamas, teikiama vertinant remiamų asmenų finansinę padėtį. Siekiant įvertinti paramos reikalingumą, pasitelkiamos įvairios priemonės. Pavyzdžiui, Lietuvoje, sprendžiant dėl piniginės socialinės paramos teikimo, taikoma vieninga sistema, turinti užtikrinti maksimalų objektyvumą. Ji įpareigoja vertinti ne tik šeimos gaunamas pajamas, bet ir turimo turto vertę (LR piniginės socialinės paramos nepasiturintiems gyventojams įstatymas, 2003, aktuali redakcija). Ši parama iš esmės taip pat turi užtikrinti asmenų lygybę su kitais visuomenės nariais, suteikiant jiems bent minimalaus lygio orias pragyvenimo sąlygas. Vis tik, kadangi teisė į šią paramą yra siejama ne su ne nuo asmens priklausančiomis aplinkybėmis, skirtingai nei aukščiau minėtu atveju (pvz., negalia), todėl turi būti objektyviai įvertinamas esamas poreikis, kurio tenkinimas nepažeistų solidarai prie šios paramos finansavimo prisidedančios visuomenės dalies teisių ir interesų.

Didesnis išmokų dydis, užtikrinant asmenų teises socialinės apsaugos srityje, laikytinas didesnio visuomenės solidarumo lygio išraiška. Vis dėlto Lietuvoje tokios išmokos, skirtingai nei būdinga socialdemokratiniam modeliui, nėra didelės (pvz., 2019 m. tai sudarė 16 proc. nuo BVP), todėl laikytinos daugiau papildoma minimalia pagalba. Tuo tarpu Prancūzijoje, socialinių išmokų dydis santykinai didesnis (pvz., 2019 m. tai sudarė 31 proc. nuo BVP), dėl to šiuo aspektu ji yra labiau priartėjusi prie socialdemokratinio modelio.

Nors, teoriniam socialdemokratiniam modeliui būdingas aukštas dekomodifikacijos laipsnis (Kabašinskaitė, 2006, p.13 iš Vaidelytė, 2006), kadangi šiame modelyje didžiausia atsakomybė už visuomenės gerovę, kaip minėta, tenka valstybei ir teisė į socialinę apsaugą, kaip universali teisė pilietybės pagrindu, suteikiama kiekvienam piliečiui, tačiau taip pat vienu iš pagrindinių bruožų laikomas pilno užimtumo, kaip gyventojų gerovės garanto, siekimas, kadangi nedarbas laikytinas ne individualia problema, o visos visuomenės lygmens žmoniškųjų išteklių švaistymu (Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 31). Dėl to socialdemokratinis modelis pasižymi aktyviomis darbo rinkos priemonėmis, kurių tikslas, kaip įvardija G. Esping-Andersen, pašalpa gaunantį asmenį kuo greičiau sugrąžinti į darbo rinką, kad jis galėtų pradėti dirbti ir to pasėkoje prisidėti prie bendros sistemos finansavimo (Esping-Andersen, 1990). Socialdemokratiniam

modeliui būdingas aukšto solidarumo reikalavimas gali lemti perteklinę finansinę naštą dirbančiai visuomenės grupei. Todėl svarbu tai, jog šis modelis tinkamai funkcionuoti gali tik tada, kai didžioji dalis darbingo amžiaus visuomenės narių dirba, o pašalpos mokamos kitai – nedidelei asmenų grupei, kuri tuo metu yra patekusi į socialinę riziką (Esping-Andersen, 2007). Todėl gavėjų ratas šiame modelyje nėra platus, tačiau jiems suteikiamos garantijos pasižymi aukšta kaina. Tad, tik esant daug didesniam užimtumui nei nedarbui, galima užtikrinti socialdemokratiniam modeliui būdingą didelių išmokų mokėjimą, grįstą visuomenės solidarumo idėja ir valstybei tenkančia kompensacine funkcija socialinės apsaugos sistemoje. Todėl šis modelis grynuoju pavidalu nėra ir negali būti taikomas daugelyje valstybių, atsižvelgiant į darbingų ir nedarbingų asmenų visuomenėje proporciją. Nepaisant to, dėka pasiekimų užtikrinant lygybę, atitinkamą pragyvenimo lygį, užimtumą, *etc.*, kai kurių autorių (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 87) teigimu, dar niekada nebuvo sukurta pažangesnio socialinio modelio už šį, kitaip vadinamą – Šiaurės šalių instituciniu perskirstomuoju modeliu.

Taigi, socialdemokratiniam modeliui būdinga tai, jog visi gyventojai yra įtraukiami į socialinės apsaugos sistemą, o valstybė, taikydama aktyvų pajamų perskirstymą, moka universalias aukštos vertės išmokas (užtikrinant visiems asmenims asmens orumą atitinkantį pragyvenimo lygį), taip pat vykdo aktyvią darbo rinkos politiką, siekdama maksimalaus didesnės visuomenės dalies užimtumo, esančio būtina prielaida proporcingo solidarumo taikymui, ko pasėkoje šiam modeliui tenka geriausi rezultatai klasių nelygybės ir skurdo mažinimo srityje.

### 1.1.2. Liberalusis gerovės valstybės modelis

Liberalusis gerovės valstybės modelis kildinamas iš anglosaksiškos tradicijos ir dar kitaip yra vadinamas Beveridžo modeliu (remiantis socialinės apsaugos modelio, nustatyto Didžiojoje Britanijoje 1942 metais, iniciatoriaus, britų ekonomisto ir socialinės politikos reformuotojo, William Henry Beveridge vardu). Šio modelio, kuris taip pat dar vadinamas „anglosaksų“ modeliu (Leibfried), bruožai pastebimi daugelyje šiuolaikinių valstybių – pvz., Jungtinėje Karalystėje, Airijoje, Kanadoje, Jungtinėse Amerikos Valstijose.

Beveridžo modelis, kaip teigia E. Vaidelytė, pasižymi žemu dekomodifikacijos laipsniu, kadangi pagrindinis vaidmuo visuomenės gerovės užtikrinimui tenka rinkai, t. y. pačiam individui (Vaidelytė, 2007). Tuo tarpu valstybė savo piliečiams garantuoja tik minimalią paramą, kurioje mokamos negausios socialinės išmokos. Autoriai tai vadina nesikišimo (pranc. *laissez – faire*) principu, kuris dominuoja liberaliojo modelio valstybėse (Stankūnienė, Eidukienė, Gruževskis, 2001). Tai reiškia, jog visuomenės nariai yra skatinami patys užsitikrinti sau gerovę, dalyvaudami rinkoje, kadangi būtent ji, o ne valstybė garantuoja didžiausią gerovės dalį. Iš to seka, jog valstybės vaidmuo yra labai ribotas. Ji suteikia tik minimalią paramą asmenims skurdo, nedarbo ir kitų rizikų atveju. Taigi, šiame modelyje yra užtikrinama siauros apimties pagalba, skirta garantuoti tik pagrindines žmogaus teises.

Paties B. H. Beveridžo, liberaliojo modelio iniciatoriaus, pozicija buvo tokia, jog išmokos neturi būti didesnės, nei pakaktų patenkinti minimaliems gyvenimo poreikiams (Aidukaitė *et al*, 2012, p. 25). Šis principas, kaip pastebi autoriai, išliko iki šių dienų aukščiau minėtose šio modelio bruožų turinčiose gerovės valstybėse. Tai nulėmė privačių draudimo fondų atsiradimą, kuriuose turtingesniems visuomenės sluoksniams priklausantys asmenys papildomai draudžiasi, pavyzdžiui, pensijų draudimu, užsitikrindami papildomas pajamas savo senatvėje (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012). Kadangi valstybė negarantuoja asmenims socialinės apsaugos senatvės ir kitų rizikų atvejais, tai reiškia, kad visuomenės solidarumo lygis taip pat nėra aukštas, nes iš esmės nevyksta plataus masto pajamų perskirstymas (nėra daug išmokų ir (ar) kt. formų valstybės pagalbos gavėjų, o finansuotojų apimtis didelė – visi bendrų mokesčių mokėtojai), siekiant užtikrinti asmenų socialines teises.

Taigi, Beveridžo modelyje, kaip ir socialdemokratiname, esminė reikšmė tenka užimtumo mastui darbo rinkoje, kadangi tai yra pagrindinis būdas visuomenės nariams užsitikrinti asmeninę gerovę. Nepaisant to, šie modeliai iš esmės yra vienas kitam priešingi. M. Skuodis pažymi, jog nepriklausomai nuo panašaus užimtumo lygio, Beveridžo modelio valstybėms būdingas aukštas skurdo lygis bei pajamų nelygė dėl šiame modelyje apribotos

gerovės valstybės apimtį iki minimumo ir dėl to vykdomo nežymaus pajamų perskirstymo, bei dėl akcentuojamo laisvos rinkos vaidmens (M. Skuodis, 2009, p. 141). Tai lemia ir esminius asmenims pripažįstamų bei garantuojamų teisių skirtumus darbo, socialinės apsaugos teisės bei žmogaus teisių srityje. Skirtingai nei socialdemokratiniam modelyje, kuriame socialinės apsaugos ir užimtumo priemonės skirtos kuo didesnę visuomenės dalį palaikyti darbo rinkoje, esančioje sistemos finansavimo pagrindu, liberaliajame modelyje yra skiriama minimali dalis lėšų šioms sritims finansuoti, kadangi visuomenė nėra solidariai įtraukiama į bendrą sistemą. Žemas lėšų perskirstymo mastas lemia, jog visuomenės nariai neturi nei pareigos prisidėti prie bendros sistemos (socialinės politikos) finansavimo, nei to pagrindu įgyja teisę į pagalbą, ištikus rizikai. Šiame modelyje valstybė neprisiima atsakomybės ir nesidalija jos su visuomene, todėl nekyla ir atskirų visuomenės narių reikalavimo teisė suteikti socialinę apsaugą, garantuoti atitinkamas socialines teises.

Kaip teigia autoriai D. Mitchell ir F. G. Castles, liberaliajame modelyje, skirtingai nei socialdemokratiniam, kuriame dominuoja lygybės principas, šio principo priemonių socialinės apsaugos sistemoje nėra (Social and Cultural Planning Office, 2004, p. 22). Šis modelis pasižymi pačių individų atsakomybe, nesuteikiant jiems iš esmės jokių žymesnių garantijų iš valstybės pusės tiek socialinės apsaugos, tiek darbo, tiek kt. srityse. Todėl skurdo ir socialinės atskirties srityje liberaliojo modelio rezultatai yra visiškai priešingi nei socialdemokratinio modelio valstybėse.

Taigi, liberaliajame modelyje valstybės kišimasis užtikrinant visuomenės gerovę yra minimalus ir pasižymi mažomis išmokomis, kurių tikslas tėra minimaliai sušvelninti pakliuvusių į riziką asmenų padėtį, o esminė dalis atsakomybės už savo likimą tenka patiems individams, kurie pasikliaudami laisva rinka, turi patys pasirūpinti savo likimu. Todėl darbinė ar profesinė veikla yra svarbi prielaida asmenims patiems palaikyti savo gerovę. Asmenims nėra garantuojamos socialinės teisės, užimtumo rėmimo priemonių suteikimas ir kt. iš valstybės pusės, ko pasekoje nekyla ir jų pareiga prisidėti prie pagalbos kitiems visuomenės nariams teikimo. Tai atspindi žemą solidarumo laipsnį valstybėje, užtikrinant žmonių socialines teises, bei valstybės nesikišimą, garantuojant lygybę visuomenėje.

### 1.1.3. Konservatyvusis gerovės valstybės modelis

Trečiasis G. Esping-Andersen išskiriamas modelis – konservatyvusis arba korporatyvinis, kitaip S. Leibfried vadinamas Bismarko modeliu (Vokietijos vadovo Otto von Bismarck, sukūrusio socialinės apsaugos sistemą, vardu). Jame valstybės vaidmuo, užtikrinant visuomenės gerovę yra dalinis, t. y. atsakomybė padalijama valstybei ir patiems individams. Tai lemia, jog pajamų perskirstymas nėra toks didelis kaip socialdemokratiniam modelyje, tačiau ženklėsnis nei Beveridžo (liberaliojo) modelio valstybėse. M. Skuodis išskiria, jog ir klasinė nelygybė šiame modelyje žemesnė nei vidutinė, kaip ir sąlyginai neaukštas skurdo lygis, lyginant su dviem kitais G. Esping-Andersen išskiriamais modeliais (Skuodis, 2009, p. 141). Toks pajamų perskirstymas rodo ir vidutinį visuomenės solidarumo laipsnį, kuris proporcingai atitinka vidutinio lygio lygybės visuomenėje užtikrinimą.

Reikšmingas vaidmuo konservatyviojo modelio valstybėse tenka šeimai bei socialiniam draudimui, o socialinė teisė į aprūpinimą yra grindžiama lojalumu ir morale (Esping-Andersen, 1999, p. 75). Taigi, valstybės vaidmuo šiame modelyje svarbesnis nei rinkos. Vis dėlto, valstybės pagalba atsiranda tik tuomet, kai šeimoje individai patys nebegali susitvarkyti su iškilusiomis rizikomis, asmeninės gerovės susikūrimo ir (ar) išsaugojimo sunkumais. Tada valstybei tenka kompensacinė funkcija. Iki tol pagrindinė socialinių garantijų užtikrinimo našta tenka šeimai bei darbdaviui.

Šiame modelyje socialinis draudimas yra skirtas tik dirbantiems asmenims. A. Guogis taip pat išskiria specifiką, kad socialinio draudimo išmokų dydis yra tiesiogiai susijęs su mokėtomis įmokomis (Guogis, 2000). Taigi, įgyjama teisė (gauti išmoką) tiesiogiai priklauso nuo turėtos pareigos (mokėti įmoką). O šis ryšys finansinės pagalbos atveju lemia ir įgyjamos teisės apimties (išmokų dydžio) priklausymą nuo turėtos pareigos apimties (įmokų dydžio).

S. Leibfried teigia, jog valstybei šiame modelyje gali tekti net ir minėtas darbdavio vaidmuo (Leibfried, 1992). Taigi, valstybės atsakomybės už visuomenės narių gerovę ribos yra ne tik gana aiškiai apibrėžtos jos atsiradimo pradžios momentu, bet, S. Leibfried nuomone, yra pakankamai plačios valstybei tenkančios visuomenės užimtumo užtikrinimo pareigos aspektu. Tai pagrindžia šio modelio esmę, kada didžioji dalis teisių ir pareigų priklauso nuo dalyvavimo socialinio draudimo sistemoje ir įmokų į ją, o ne nuo bendrųjų mokesčių ir (ar) objektyvaus poreikio, nevertinant su asmeniu ir jo situacija susijusių atitinkamų aplinkybių. Kadangi dalyvavimą šioje sistemoje iš esmės lemia asmens statusas darbo rinkoje, o nuo asmens statuso ir „sėkmės“ (pajamų) darbo rinkoje priklauso ir jo teisių bei pareigų apimtis socialinės apsaugos

sistemoje finansinės pagalbos atveju, todėl valstybės tikslas šiame modelyje yra užtikrinti asmenų užimtumą.

Gerovės politika konservatyviajame-korporatyviniame (Bismarko) modelyje yra diferencijuota socialinio statuso pagrindu (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 30). Šiame modelyje skirtingų klasių ir statuso šeimos bei skirtingų profesijų grupės turi teisę į skirtingas socialines išmokas, paslaugas bei garantijas. Tai lemia vyraujančią socialinio draudimo schemų įvairovę (Stankūnienė, Eidukienė, Gruževskis, 2001). Šiuo aspektu solidarumo principas veikia tam tikrų grupių (kurių narius vienija pvz., atitinkama profesija) viduje. D. Mitchell ir F. G. Castles teigimu, Bismarko modelio socialinės apsaugos sistema nepasižymi lygybės principo priemonių gausa. Vis dėlto, kai kurie autoriai teigia, jog nepaisant socialinių kategorijų taikymo, klasių skirtumai šiame modelyje nėra ryškūs dėka plačios valstybinio socialinio draudimo aprėpties bei gausių išmokų (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 30). Taigi, šiame modelyje į bendrą sistemą yra įtraukiama ir iš esmės solidarizuojasi visa visuomenė, remiantis asmenų dalyvavimo darbo rinkoje (profesine veikla) faktu, nepaisant to, kad kai kada atitinkamos išmokos ir įmokos cirkuliuoja, kaip jau minėta, tik atitinkamoje visuomenės grupėje, remiantis jų tarpusavio solidarumu. Nepaisant to, faktas, kad socialinio draudimo sistemoje dalyvauja visi dirbantys asmenys be išimties, lemia jų solidarizavimą, užtikrinant visų dirbančių visuomenės grupių socialines teises.

Apibendrinant, Bismarko (konservatyvusis-korporatyvinis) modelis laikytinas tarpiniu modeliu tarp socialdemokratinio ir liberalaus modelių. G. Esping-Andersen teorijoje prie konservatyviojo modelio valstybių priskiriama daugelis Vakarų Europos valstybių, kaip antai Italija, Vokietija. Prancūzija<sup>13</sup> taip pat didžiąja savo bruožų dalimi atitinka šį modelį, kuris joje grindžiamas solidarumo principu, taikomu visiems dirbantiems asmenims, jiems dalyvaujant privalomame socialiniame draudime, su kuriuo kartu veikia kompleksinė papildomų (dažniais atvejais privalomų, atsižvelgiant į asmens priklausymą tam tikrai profesinei, *etc.* grupei) draudimo režimų, daugiausia skirtų pensiniam aprūpinimui ir retesniais atvejais sveikatos priežiūrai, sistema, bei pasižymi išvystyta valstybės vykdoma šeimos politika (Taminskaitė, 2019, p. 169-173), tad, atsakomybė iš esmės yra pasidalijama tam tikra apimtimi tarp valstybės ir pačių visuomenės narių jiems tarpusavyje.

---

<sup>13</sup> Prancūzijoje valstybė yra suprantama kaip jėga, kuri solidarizuoja visuomenę ir jos narius nacionaliniu mastu bei kaip tarptautinio solidarumo dalyvė. Valstybė, pasitelkdama savo institucijas ir įvairias priemones, inter alia perskirstydama lėšas, siekia užtikrinti atitinkamą gyvenimo lygį visiems gyventojams šalyje, kovoja su skurdu. Prancūzijos valstybė veikia įvairiose srityse: sveikatos, švietimo (stipendijos studentams, *etc.*), užimtumo skatinimo („Revenu de Solidarité Active“), būsto užtikrinimo, *etc.*

#### 1.1.4. Mišrus gerovės valstybės modelis

##### 1.1.4.1. Pokomunistinių valstybių gerovės modelis

Tradicine tapusi trijų aptartų modelių tipologija buvo suformuota, remiantis Vakarų šalių patirtimi. Kaip pastebi mokslininkai, anksčiau vyravo nuomonė, jog tik šios šalys, kaip labiau išsivysčiusios, tad demokratiškesnės ir pasižyminčios sąlyginai aukštu ekonominiu bei socialiniu lygiu, gali būti laikomos gerovės valstybėmis (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 16). Tačiau tokia prielaida nėra pagrįsta ir, kaip jau buvo minėta, net ir mažiausiai išvystyta visuomenės gerovės užtikrinimo sistema, veikianti per valstybės ir visuomenės prisiimamą atitinkamą atsakomybės (pareigų) dalį, garantuojant žmonių socialines teises, nepaneigia gerovės valstybės statuso, bet suteikia pagrindą diskutuoti, kuriam teoriniam modeliui valstybė gali būti priskiriama ar kurio modelio bruožų turi daugiausiai (ir dėl to, galimai, vadintina tik minimalios gerovės valstybe). Tad, ar tikrai G. Esping-Andersen suformuluoti trys teoriniai gerovės valstybės modeliai atitinka dabartines realijas ir, net taikant juos mišriai, iš tiesų apima visas šalis, įskaitant Lietuvą, kaip Rytų Europos valstybę?

Beveik prieš du dešimtmečius jau buvo pradėta diskutuoti, jog post-komunistinės valstybės, *inter alia* Lietuva, turi sąlyginai visiems trims modeliams būdingų bruožų, o jų socialinės politikos tiek specifinės, kad galima laikyti, jog šios valstybės sudaro atskirą pokomunistinį gerovės valstybės modelį (Kaarianen, Lehtonen, 2006, p. 32). Lietuvių mokslininkai (Svirbutaitė-Krutkienė, Dužinskas, 2018) šiuo metu taip pat pritaria, jog atsižvelgiant į post-komunistinių valstybių unikalumą, būtų teisinga išskirti atskirą būtent pokomunistinių šalių gerovės valstybės tipą. Mokslininkai išskiria (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 6), jog jis pasižymi socialinio draudimo dominavimu socialinės apsaugos sistemoje ir didele gyventojų aprėptimi, tačiau žemomis socialinėmis išmokomis, pensijomis ir paslaugomis, todėl nepasiekia efektyvaus skurdo bei socialinės atskirties problemų išsprendimo. Todėl tokia modelyje matomas aukštas solidarumo deklaravimo lygmuo, tačiau žema reali to išraiška.

Lietuvos, kuri daugumos autorių yra priskiriama pokomunistinių valstybių tipui, socialinės apsaugos sistema vystėsi gana nenuosekliai (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012). Pradžioje susiformavo pakankamai paradoksali situacija. Kadangi, viena vertus, sovietinis palikimas siūlė taikyti būtent socialdemokratinį modelį. Autoriai išskiria, jog komunistinis režimas padarė gilią įtaką visuomenės mentalitetui ir nulėmė suvokimą, koks vaidmuo turėtų tekti valstybei, užtikrinant socialinę gerovę (Svirbutaitė-Krutkienė, Dužinskas, 2018, p. 14). Kita vertus, neigiama sovietinės patirties pusė natūraliai skatino priešingo – liberaliojo modelio

rinkimasi. E. Vaidelytė pastebi, jog galiausiai Lietuvoje buvo pradėtas konservatyviojo modelio, paremto socialiniu draudimu, pritaikymas po to, kai, remiantis socialdemokratišku modeliu, nepavyko įvykdyti efektyvios ekonominės pertvarkos bei pasiekti Skandinaviško ekonominio išsivystymo lygio (Vaidelytė, 2007, p. 97). E. Venckienė išskiria, jog kai kurie autoriai Lietuvoje svarstė naujo socialinės santvarkos modelio klausimą, nepasmerkdami socializmo apskritai, bet numatydami, kad visuomenės pažanga bus priversta kurti kokybiškai naują santvarką, pagrįstą kapitalizmo ir socializmo bendrumu, kuriame bus išsaugomi abiejų šių santvarkų esminiai principai (Venckienė, 2013, p. 391-406). Jos nuomone, šios idėjos bandomos realizuoti ir dabar XXI a. socialinės valstybės vaizdinyje. Tačiau pagrindinių principų, lemiančių (įtakojančių) atitinkamo modelio taikymą valstybėje, arba kitaip – principų, kurie įpareigoja arba riboja tam tikro modelio pasirinkimą, pirmiausia, reikia ieškoti aukščiausios teisinės galios nacionaliniuose aktuose.

LR Konstitucijos nuostatose yra įtvirtintos atitinkamos garantijos asmenims (38 str.<sup>14</sup>, 39 str.<sup>15</sup>, 48 str.<sup>16</sup>, 52 str.<sup>17</sup>, 53 str.<sup>18</sup>), kurių suteikimas remiasi visuomenės narių solidarizavimusi prisidedant prie bendros sistemos veikimo. Iš šių nuostatų išplaukiantis solidarumo principas (analizuojamas ir atskleidžiamas sekančiuose disertacijos skyriuose) grindžia atitinkamų socialinių teisių, kurias garantuoja visuomenės nariams valstybė, užtikrinimą. Todėl Lietuvos, kaip gerovės valstybės, sistemoje konstitucinėmis nuostatomis yra užprogramuota valstybės prisiimamos atsakomybės dalis šeimos politikos, užimtumo rėmimo srityse, senatvės, ligos, invalidumo ir kt. rizikų atvejais. Pagal gana plačią šių atvejų apimtį, disertacijos autorės teigimu, Lietuva savaime nebepatenka į liberaliojo modelio gerovės valstybių tipą. Konstitucinės nuostatos, įpareigojančios įstatymų leidėją nustatyti atitinkamą teisinį reguliavimą, kuris užtikrintų galimybę įgyvendinti asmenims jų iš Konstitucijos kildinamas socialines teises, suponuoja, jog Lietuva pamatine prasme neturėtų būti priskiriama minimalios gerovės valstybėms (liberaliam modeliui). Tačiau Konstitucijoje įtvirtintų socialinių teisių užtikrinimui pasirinkti konkretūs būdai (pvz., socialinė parama, socialinis

---

<sup>14</sup> *Valstybė saugo ir globoja šeimą, motinystę, tėvystę ir vaikystę.*

<sup>15</sup> *Valstybė globoja šeimą, auginančias ir auklėjančias vaikus namuose, įstatymo nustatyta tvarka teikia joms paramą. Dirbančioms motinoms įstatymas numato mokamas atostogas iki gimdymo ir po jo, palankias darbo sąlygas ir kitas lengvatas.*

<sup>16</sup> *Kiekvienas žmogus gali laisvai pasirinkti darbą bei verslą ir turi teisę turėti tinkamas, saugias ir sveikas darbo sąlygas, gauti teisingą apmokėjimą už darbą ir socialinę apsaugą nedarbo atveju.*

<sup>17</sup> *Valstybė laiduoja piliečių teisę gauti senatvės ir invalidumo pensijas, socialinę paramą nedarbo, ligos, našlystės, maitintojo netekimo ir kitais įstatymų numatytais atvejais.*

<sup>18</sup> *Valstybė rūpinasi žmonių sveikata ir laiduoja medicinos pagalbą bei paslaugas žmogui susirgus. Įstatymas nustato piliečiams nemokamos medicinos pagalbos valstybinėse gydymo įstaigose teikimo tvarką.*

draudimas) ir jų aprėptis bei lygis, vis dėlto, lemia valstybės gerovės lygio kvestionavimą ir diskusiją dėl solidarumo principo veikimo laipsnio bei jo realios išraiškos.

Nemenką įtaką posovietinių valstybių socialinių sistemų formavimuisi taip pat padarė prisijungimas prie Europos Sąjungos. Visų pirma, pokomunistinio modelio valstybės, siekdamos narystės ir integracijos Europos Sąjungoje, privalėjo įvykdyti socialines, ekonomines ir politines reformas, kad atitiktų taikomus reikalavimus. M. Skuodis pastebi, jog galiausiai naujosios valstybės narės, tapusios Sąjungos dalimi, ėgijo pareigą spręsti ne tik nacionalines, bet ir visoms ES šalims kylančias bendras problemas, susijusias su globalizacija, darbo rinkos pasikeitimu, visuomenės senėjimu, migracija, *etc.* (Skuodis, 2009). G. Svirbutaitė-Krutkienė ir R. Dužinskas išskiria, jog pokomunistinėms šalims, lyginant su senosiomis ES valstybėmis narėmis, vis dar būdingas žemesnis ekonominis ir socialinis išsivystymo lygis, didelė migracija, socialinė nelygybė, žemesnis socialinės apsaugos lygis, kt. (Krutkienė, Dužinskas, 2018, p. 19). Tačiau pastebima, jog Baltijos šalys, *inter alia* Lietuva, po įstojimo į Europos sąjungą išsiskyrė iš visų pokomunistiniam gerovės valstybės tipui priklausančių šalių dėl sparčiausiai augančios ekonomikos ir, deja, mažiausių išlaidų socialinės apsaugos sistemai Europos mastu<sup>19</sup> (Skuodis, 2009, p. 142). Tai atspindi žemą solidarumo laipsnį. Kadangi, pajamų perskirstymo metu, įgyvendinant vieną iš gerovės valstybės principų - socialinį teisingumą, išmokos turėtų būti tokio dydžio, kuris atspindėtų realų konkrečios visuomenės solidarumą. Kita vertus, aukštą solidarumo laipsnį parodo ne tik išmokų dydžiai, bet taip pat dalyvaujančių sistemoje asmenų skaičiaus santykis tarp tų, kurie turi pareigą prisidėti prie sistemos palaikymo, ir tų, kurie turi teisę į išmokas bei kt. pagalbą.

Panaši tendencija dėl nedidelių išlaidų socialinės apsaugos srityje pastebima ir kitose tokiose, vėliau prie ES prisijungusiose valstybėse, kaip Rumunija ar Bulgarija. Dėl šio socialinės apsaugos politikos aspekto, autoriai Lietuvą, lygindami su labiau išsivysčiusių ES valstybių gerovės modeliais, *inter alia* Prancūzijos modeliu, dar mažiau nei prieš dešimtmetį

---

<sup>19</sup> Pvz., remiantis EUROSTAT duomenimis, 2016 m. gryniosios išlaidos socialinės apsaugos išmokoms, lyginant su šalies BVP, Lietuvoje (taip pat Latvijoje, Rumunijoje ir Airijoje) buvo mažesnės nei 15,0%, kai tuo tarpu didžiausias rodiklis užfiksuotas Prancūzijoje (30,2%) bei Suomijoje (28,0%) (Social protection statistics - net expenditure on benefits, 2016).

2017 m. Lietuvoje procentas išliko 15,1%, o Prancūzijoje pakilo iki 34,1% (Social protection expenditure, 2017). 2018 m. Lietuvoje socialinės apsaugos išlaidos santykiu su šalies BVP buvo 15,5%, o Prancūzijoje, kuri toliau išliko aukščiausių procentą turinčia valstybe Europoje, - 31,4% (Expenditure on social protection benefits, 2018). 2019 m. Prancūzija išliko pirmaujančia valstybe, pagal socialinės apsaugos išlaidas, lyginant su BVP (31%), o tuo tarpu Lietuva apatinėse statistikos gretose atsidūrė turėdama 16% (Social protection expenditure, 2019). Tame tarpe, paminėtini ir statistiniai duomenys, rodantys bendrą mokesčių ir BVP santykį, reiškiantį mokesčių ir grynųjų socialinių įmokų sumą procentais nuo bendrojo vidaus produkto. Aukščiausias mokesčių ir BVP santykis 2018 m. buvo Prancūzijoje (48,4%), taip pat Belgijoje (47,2%) ir Danijoje (45,9%). Tuo tarpu priešingoje diagramos pusėje atsidūrė Lietuva (30,5%), taip pat Airija (23,0%), Rumunija (27,1%) bei Bulgarija (29,9%), kaip turinčios žemiausius rodiklius (Taxation in 2018. 2019).

vadino ne tik pokomunistine, bet ir „minimalios“ gerovės valstybe (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012). Autoriai tai grindė tuo, jog nepaisant valstybės prisiimamos atsakomybės už savo piliečių gerovę, į socialinę riziką patekusiems asmenims suteikiama valstybės parama ne visada jiems garantuoja orų pragyvenimo lygį.

Pagal Lietuvos konstitucinę jurisprudenciją, valstybei iš Konstitucijos kyla pareiga užtikrinti pagarbą žmogaus orumui, kuris yra esminė ir neatskiriama prigimtinė žmogaus savybė. Dėl šios priežasties, teisės mokslo atstovų teigimu, tam tikrais atvejais pažeidus atitinkamas žmogaus teises, gali būti konstatuojamas ir žmogaus orumo pažeidimas (Taminskas, Mesonis, 2014). Atsižvelgiant į išlaidas socialinės apsaugos srityje (išmokų dydžius ir paslaugas), į Konstitucinio Teismo plėtojamą aiškinimą, susijusį su socialinėmis teisėmis ir asmens orumo užtikrinimu, pastebėtina, jog šiai dienai situacija nėra itin pakitusi. Lietuvos mišrus gerovės valstybės modelis vis dar pasižymi pokomunistinių valstybių modeliui būdingais, aukščiau minėtais, bruožais – Konstitucija ir konstitucinė jurisprudencija suponuoja plačią visuomenės aprėptį suteikiant jai socialinę apsaugą bei pareigą įstatymų leidėjui visuotinai užtikrinti atitinkamas socialines žmogaus teises (Lietuvoje tai įgyvendinama per socialinį draudimą ir socialinę paramą), tačiau reali to išraiška pasižymi mažomis išmokomis, kurių dydis yra reikšmingas dėmuo lemiantis žmogaus orumą atitinkantį gyvenimą, esantį viena iš žmogaus teises užtikrinančių sąlygų.

Lietuvos, kaip ir Prancūzijos, kaip gerovės (socialinių) valstybių statusas ir esama situacija, atskleidžiami tolimesniuose disertacijos skyriuose, analizuojant konkrečias visuomenės gyvenimo sritis, kuriose valstybės veikia ir prisiima atitinkamą atsakomybę, siekdamas visuomenės gerovės bei socialinių teisių užtikrinimo, ir dėl to taiko socialinio solidarumo bei kitus su juo susijusius tokius socialinės politikos principus, kaip socialinis teisingumas, lygybė ir proporcingumas.

#### 1.1.4.2. Katalikiškasis gerovės modelis

Dėl savo unikalios gerovės sistemos, turinčios taip pat didelę įvairovę trijų G. Esping-Andersen suformuluotų gerovės valstybės modeliams būdingų bruožų, buvo išskirtas ir dar vienas mišrus modelis, besiremiantis krikščioniškuoju socialiniu mokymu, dėl ko R. Lazutka jį vadina katalikiškuoju modeliu, o kiti autoriai (A. Guogis, D. Bernotas) – Viduržemio arba romaniškuoju.

Šiam modeliui būdinga tai, jog atsakomybė už asmeninę gerovę tenka patiems visuomenės nariams. Individui nesugebant savimi pasirūpinti, pagalbą suteikia šeima, artimiausia bendruomenė, taip pat įtraukiama bažnyčia ar tarptautinės organizacijos (Stankūnienė, Eidukienė, Gruževskis,

2001). Pastebėtina, jog šiame modelyje dominuoja pirminio solidarumo apraiškos (solidarumas šeimoje, bendruomenėje, pan.), kurios nebūdingos tipinėms šiuolaikinėms gerovės valstybėms. Šis modelis dominuoja Lotynų Amerikos šalyse. Disertacijos autorės nuomone, šio modelio išskyrimas ir priskyrimas gerovės valstybių tipams yra kvestionuotinas, jeigu valstybei nėra suteikiamas net minimalus vaidmuo, užtikrinant žmonių socialines teises. Nesant pagrindinių gerovės valstybės bruožų – socialinio teisingumo, solidarumo ir lygybės principų taikymo iš valstybės pusės, jai įsiterpiant į visuomenės gyvenimą ir taikant įstatyminių reguliavimą, ji negarantuoja net minimalios gerovės individams.

Apibendrinant visus modelius, galima teigti, jog nėra valstybės, kurioje egzistuotų teorinis gerovės modelis grynuoju pavidalu ir nėra įmanoma nei vieno modelio įvardinti, kaip idealaus, *inter alia* dėl nuolatos besikeičiančių standartų, įtakojamų esamų kiekvienos visuomenės skirtingų poreikių. Kiekviena valstybė priskiriama prie atitinkamo gerovės modelio, remiantis tuo, kiek ji atitinka tam tikram teoriniam modeliui būdingus bruožus. Todėl nėra galima kategoriška atitinkamo gerovės modelio valstybių generalizacija. Esminės įtakos kiekvienai iš valstybių taip pat turi jos istorinė praeitis – turėta individuali patirtis, visuomenėje susiformavę ilgamečiai papročiai, tradicijos bei kultūriniai aspektai, kurie gali būti tiek užprogramuoti nacionalinėse konstitucinėse nuostatose, tiek pasireikšti per įstatymų leidėjo pasirinkimus, kurie yra įtakojami aukščiausių teisinę galią turinčių teisės aktų.

Nepaisant to, matyti, jog tiems teoriniams modeliams, kurie pasižymi aukštu solidarumo lygiu, būdingas aukštas lygybės visuomenėje užtikrinimas. Kitaip sakant, visuomenės solidarumo laipsnis ir pajamų perskirstymo mastas tiesiogiai koreliuoja su lygybės visuomenėje lygiu. Šis aspektas, pasireiškiantis per valstybės išlaidų socialinei apsaugai dydį, taip pat lemia papildomų modelių (greta pagrindinių trijų), turinčių aliuzijų į minimalios gerovės visuomenėje užtikrinimą, išskyrimą, arba kitaip – yra kriterijus, ribojantis valstybių priskyrimą vienam iš trijų tradicinių gerovės modelių.

Nepriklausomai nuo visuose modeliuose skirtingos atsakomybės dalies tenkančios valstybei, visuomenei ir (ar) pačiam individui, visi modeliai pasižymi siekiu palaikyti kuo aukštesnį užimtumo lygį visuomenėje, kuris dėl skirtingų priežasčių (tikslų) kiekviename modelyje yra jo funkcionavimo sąlyga.

## 1.2. Solidarumo principas šiuolaikinės gerovės valstybės teoriniame kontekste

Kalbant apie gerovės valstybę, reikalinga atsižvelgti į pakankamai platų židinio nuotolį, norint valstybės institucinį veiksmingumą parodyti tiek visuomenės solidarumo istorijoje, tiek ir geografiijoje. Prancūzijoje, mokslininkų teigimu, solidarumo principas yra neatskiriama susijęs su prancūziškosios gerovės valstybės istorija. A. Supiot pastebi, kad solidarumo sąvoka, pirmiausia įsitvirtinusi sociologijoje, tada, įgijusi naujų prasmų, atkeliavo ir į socialinės apsaugos teisę, o galiausiai net ir į Europos Sąjungos pagrindinių teisių chartiją (Supiot, 2013, p. 43).

Kuomet solidarumo terminas pirmą kartą pasirodė prancūzų teisiniame žodyne XVII amžiaus pabaigoje, jis buvo patvarumo / tvirtumo (pranc. *solidité*), kurį R. J. Pothier vis dar vartojo savo „*Traité des obligatios*“ (1761), sinonimas. Šia prasme terminas solidarumas yra vartojamas Prancūzijos civiliniame kodekse nuo 1804 m. (1197 ir kiti straipsniai). Nors civilinė teisė iš principo pripažįsta įsipareigojimus tik tarp individualių asmenų, solidarumas taip pat leidžia galvoti apie juos kolektyviniu lygmeniu (bendri kreditoriai ir bendraskoliai), nesant jokio bendruomenės ryšio ar individualaus sutikimo. Tuo tarpu dabartinis Tarptautinių žodžių žodynas solidarumą apibūdina, kaip interesų bendrumą, tarpusavio paramą ir bendrą atsakomybę. Valstybinė lietuvių kalbos komisija solidarumą taip pat tapatina su bendrumu ir vieningumu (VLKK). Pagal Larousse žodyną, solidarumas yra moralinės pareigos prieš kitus grupės narius jausmas, pagrįstas situacijos tapatumu ir bendrais interesais. Taip pat solidarumas gali reikšti santykius tarp individų, kurie, turėdami bendrų interesų, yra susiję vienas su kitu (Larousse). Pasak A. Supiot, plačiąja prasme solidarumas reiškia „klijus“, sutvirtinančius žmonių grupę ir laikančius šios grupės narius kartu, nepažeidžiant jų pobūdžio ir sudėties (Supiot, 2013, p. 44-46). Todėl svarbu priežastis ir (ar) ryšys, koku pagrindu individai yra tarpusavyje susieti.

Vis tik, reikėtų pradėti nuo to, jog solidarumo termino šaknys slypi dar romėnų teisėje, kurioje neribota kiekvieno šeimos ar kitos bendruomenės nario atsakomybė mokėti bendras skolas buvo apibūdinta kaip *obligatio in solidum* (Long, p. 817-821). Romėnų teisėje užgimęs solidarumo principas vystėsi ir reiškė kolektyvinės atsakomybės principą tais atvejais, kai kreditorius ar skolininkus sieja ta pati prievolė. Justiniano kodifikacijoje (lot. *Corpus iuris civilis*) pateikiamas ne vienas solidariosios prievolės bruožas. Pavyzdžiui, jos esmė atskleidžiama Institucijose (I.3.16.1), kur teigiama, jog solidariosiose prievolėse tiek kiekvienas iš gavusių pasižadėjimą gali gauti ir visą įvykdymą, tiek kiekvienas iš davusių yra

atsakingas už visos prievolės įvykdymą<sup>20</sup>. Šiai dienai, po romėnų teisės recepcijos Europos valstybėse, daugelio jų prievolių teisė numato solidarią atsakomybę, kuri taip pat yra įtvirtinta tiek Lietuvos (pvz., LR Civilinio kodekso 6.6, 6.18 ir kt.), tiek Prancūzijos (Code civile, 1310-1319 straipsniai) civiliniuose kodeksuose. Remiantis šių kodeksų nuostatomis, būtent civilinis solidarumas gali pasireikšti, kada solidarią skolą turintys skolininkai (bendraskoliai) yra bendrai atsakingi prieš kreditorių arba skolininkas atsakingas prieš bendrą reikalavimo teisę turinčius kelis kreditorius.

Kai kurių autorių teigimu, nacionalinis solidarumas arba kitaip – teisė į nacionalinį solidarumą, doktrinoje paprastai aiškiai apibūdinama kaip teisė reikalauti (Favoreu, p. 303; Melin-Soucramanien, p. 286 ; Mathieu, p. 641, 2002). Taigi, tai yra teisės klausimas, kurį, kaip ir bet kurį teisinį reikalavimą, turi aktyviomis priemonėmis ir veikimu įgyvendinti įstatymų leidėjas, priešingai nei teisės į laisves, kurių veikimui nereikia valstybės įsikišimo ir būtent nesikišimas yra būtina laisvių prielaida. Todėl iš esmės nacionalinio solidarumo principas galėtų būti traktuojamas ir, kaip teisėkūros pagrindas.

Taigi, solidari atsakomybė šiandien yra randama ne tik civiliniuose santykiuose tarp privačių asmenų prievolių pagrindu. XIX amžiaus pabaigoje solidarumo samprata įgijo ir socialinę reikšmę. Kaip teigia sociologas Émile Durkheim, nėra visuomenės be solidarumo tarp jos narių (Uricoechea, 1979, p. 115-123). Tuo pat metu solidarume išryškėjo ir politinis aspektas, sietinas su solidaristais. Pvz., L. Bourgeois solidarumą laikė esminiu etalonu, kurį turi išlaikyti valstybės vaidmuo (Prancūzijos socialinės apsaugos sistemos sukūrimas 1945 m. tapo to kulminacija), ir kuris yra siejamas su socialinio teisingumo taikymu (Bourgeois, 1925, p. 294). Todėl socialinis solidarumas laikytinas neatsiejamu nuo pajamų perskirstymo visuomenėje veiklos, kurią vykdo valstybė.

Iš esmės socialiniame solidarume visi asmenys tampa atsakingais prieš visuomenę, kuri savo ruožtu atsakinga už juos (turi pareigą jų atžvilgiu). Šis asmens ir visuomenės abipusės atsakomybės principas, kai kiekvienas asmuo garantuoja už visuomenę, o visuomenė – už kiekvieną savo narį, iš esmės peržengė prievolių teisės konteksto ribas ir buvo pritaikytas kitoje – socialinėje srityje. Civiliniame solidarume kreditorius turi teisę išsieškoti iš bet kurio solidaraus skolininko bet kokią dalį ar net visą skolą. Vėliau solidarūs skolininkai tarpusavyje padengia proporcingai turimus įsiskolinimus vienas kitam, jeigu iš kurio nors kreditoriaus buvo

---

<sup>20</sup> Lot. – *ex huiusmodi obligationibus et stipulantibus solidum singulis debetur et promittentes singuli in solidum tenentur. In utranque tamen obligatione una res vertitur: et vel alter solvendo omnium peremit obligationem et omnes liberat.*

išsiaiškota per daug ar per mažai. Tuo tarpu kas sieja socialinio solidarumo subjektus ir kaip bei iš ko kildinamas jų atsakomybės ryšys?

Gerovės valstybės kontekste į teisinį solidarumo principą žvelgiama iš socialinių teisių pusės. Socialinės teisės sampratą bei socialinio solidarumo idėjas išskėlė ir vystė konstitucinės sociologinės teisės mokslo atstovai Maurice Hauriou ir Ludwig Gumplowicz. Vis tik, pirmasis įvardinęs socialinį solidarumą ir dėl to laikomas jo kūrėju buvo akademikas, Prancūzijos viešosios teisės mokslo atstovas Léon Duguit. Jo teigimu, svarbiausias visuomenės ir valstybės organizavimo principas yra socialinis solidarumas, kurio koncepcija lemia visuomenės narių pareigas, nukreiptas į socialinių funkcijų atlikimą (Duguit, 1911). Mokslininkas akcentavo tamprų ryšį tarp socialinio solidarumo ir visų visuomenės sluoksnių darnos, teigdamas, jog jų užtikrinimas yra valstybės pareiga ir turi būti įgyvendinama per atitinkamai formuojamą politinę sistemą (Beinoravičius, Birmontienė, Butvilavičius *et al.*, 2016). Valstybė socialiniais ir kultūriniais įrankiais, kuriama instituciniais ir politiniais ryšiais visuomenėje formuoja bendrą tapatybę, iš kurios kyla socialinis solidarumas (Dougan, Spaventa, 2005, p. 181). Jis žengia koją kojon su naryste bendruomenėje, t. y. buvimu visuomenės nariais valstybėje, ir įgyja teisų bei pareigų formą.

Anot, L. Duguit, visuomenė pripažįsta tam tikras jos gyvenimui būtinas taisykles, kadangi iš žmonių prigimties kyla universalus solidarumo ir socialinės nepriklausomybės jausmas (Duguit, 1911). Šiai pozicijai antrina ir filosofinis požiūris, pagal kurį žmogus, būdamas savitikslis, pilnavertiškai gyventi bei save realizuoti gali būdamas tik su kitais žmonėmis ir, intuityviai tai suprasdamas, vertina buvimą bendruomenėje (Anzenbacher, 1992, p. 229). Tuo tarpu Abram de Swaan teigia, jog solidarumą ir finansinį prisidėjimą bendros gerovės paslaugoms užtikrinti skatina egoizmu grįstas visuomenės narių racionalumas. Kadangi suprantama, jog socialinė atskirtis sąlygoja socialinį nestabilumą, skurdas pažeidžia viešąją tvarką, *etc.*, todėl akivaizdu, jog tie visuomenės nariai, kurie kenčia nuo nepritekliaus, sveikatos problemų, neturi atitinkamo lygio išsilavinimo ir pan., kelia grėsmę tiems asmenims, kurių šie veiksniai neigiamu aspektu nepasiekia (Swaan, 1997, p. 561-575). Taigi, asmenys siekdami asmeninės ramybės, tvarumo ir saugumo, rūpinasi, jog aplinkoje dėl kitų asmenų prastesnės (galimai kritinės) padėties nekiltų chaosas, potencialiai galintis pažeisti ir jų gyvenimo sąlygas. Filosofas Anzenbacher taip pat teigia, jog būdami bendruomenėje žmonės veikia vardan bendro tikslo, kadangi suvokia, jog materialines gėrybes bei kultūrinės vertybes, reikalingas jų savirealizacijai, galima įgyti ir realizuoti tik veikiant drauge (Anzenbacher, 1992, p. 229). Abi šios skirtingų autorių pozicijos sueina į tą patį bendrą tašką – narystę bendruomenėje, pagrindžiančią socialinį solidarumą, kurio rezultatas yra vienu bendruomenės

narių lėšų perskirstymas atitinkama apimtimi, jas perduodant kitiems nariams, to prirėikus, vandan visuotinio tvarumo ir saugumo kiekvieno individo gerovei. Kai kurie ūiuolaikiniai autoriai teigia, jog „sėkmingų“ visuomenės narių noras prisidėti ir padėti „nesėkmingiems“ rodo pažangią valstybės socialinę politiką, kuri yra socialinio solidarumo išraiška (Aidukaitė *et al*, 2012, p. 67). Tuo tarpu generalinis advokatas N. Fennelly, formuluodamas solidarumo sąvoką, pabrėžė prievartos aspektą. Jo teigimu, solidarumas savo prigimtimi yra nekomercinis veiksmas, kuomet viena socialinė grupė priverstinai subsidijuoja kitą socialinę grupę (C-70/95). Pastebėtina, jog generalinis advokatas išskyrė komercinį aspektą, pabrėžiant, jog solidarume tiesioginio mainų/prekybos elemento nėra.

Taigi, solidarizavimasi skatinančių motyvų gausa didelė ir įvairi – pradedant bendruomeniškumu, empatija ar moraline pareiga ir baigiant egoistiškumu bei racionalumu. Socialinio solidarumo, veikiančio gerovės valstybėse, atveju kiekvieno visuomenės nario suinteresuotumas yra grindžiamas asmeniniais motyvais, o iš valstybės pusės, kuri tuo pačiu lemia solidarumo ir prievartinį elementą asmenims, pagrindinis motyvas yra socialinių teisių, garantuojančių bendrą gerovę, visuomenės nariams užtikrinimas. Todėl, pačia bendriausia prasme, solidarumo principas gerovės valstybės kontekste gali būti suprantamas, kaip iš priklausymo bendruomenei (visuomenei) kildinamas tarpusavio pagalbos teikimas siekiant bendrų tikslų, tiesiogiai koreliuojančių su individualiu kiekvieno visuomenės nario suinteresuotumu, ir užtikrinamas valstybės numatytomis priemonėmis.

Greta solidarumo principo vaidmens gerovės valstybėse, K. Lenaerts taip pat akcentuoja pusiausvyros, arba kitaip – proporcingumo užtikrinimo svarbą, perskirstant lėšas tarp besolidarizuojančių visuomenės narių. Jei asmenų, prisidedančių prie sistemos finansavimo (įgyvendinančių pareigą) skaičius būtų žymiai didesnis, nei tų, kuriems ši sistema yra finansiškai naudinga (kurie naudojami teise), būtų paneigta nacionalinė gerovės sistema (Lenaerts, 2011, p. 397-422). Taigi, pats pajamų perskirstymas negali paneigti lygybės principo, kurį proporcingumo principo taikymas drauge su kitais socialinės politikos principais turėtų užtikrinti. Todėl gerovės valstybės statusas yra siejamas ne tik su socialinio solidarumo principo taikymu iš esmės, bet ir jo suderinamumu su kitais socialinės politikos teisės principais.

Taigi, analizuojant solidarumo principą, jo vaidmenį ir vertę gerovės valstybėje, svarbu ne tik atskleisti ūio principo bruožus, ryšį su žmogaus teisėmis ir laisvėmis, bei jo veikimo ribas ir ypatumus tokiose atskirose srityse kaip antai socialinis draudimas, užimtumo politika, *etc.*, bet taip pat įvertinti solidarumo santykį su kitais socialinės politikos principais – proporcingumu, teisingumu ir lygiateisiškumu.



### 1.2.1. Solidarumo principas tarptautiniame ir supranacionaliniame teisiniame reglamentavime

Šiuolaikinės gerovės valstybės formavimasis yra siejamas su XX a. pabaiga, kuomet pradėjo sparčiai kurtis globali rinka, ribojanti valstybės finansines ir politines galias bei keičianti žmogaus socialinių-ekonominių teisių užtikrinimo pobūdį (Bieliauskaitė, 2011). Mokslininkai pastebi, jog reikšmingą įtaką taip pat turi administracinio, politinio bei ekonominio elito požiūris į socialinę politiką (Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 14-16). Gerovės valstybių priklausomumas nuo politinių sprendimų nekvestionuotinas. Be abejo, ekonominis kontekstas, kaip resursų šaltinis, tiek pat, kiek ir teisinis, brėžiantis teisėtas ribas ir užtikrinantis pagrindines teises, turi žymų svorį formuojamai socialinei politikai. Tačiau paskutiniaisiais dešimtmečiais vis dažniau pastebimas bei akcentuojamas yra ir globalizacijos bei Europos Sąjungoje poveikis (Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 15). Todėl šią dieną Europos valstybėse, tame tarpe Lietuvoje ir Prancūzijoje, nacionaliniai gerovės modeliai (nepaisant jų susikūrimo pagrindų) bei jų socialinės politikos sistemos turi būti vertinami plačiau, atsižvelgiant tiek į kitų valstybių aktualią politinę, teisinę, ekonominę ir socialinę situaciją bei jose vykstančius nacionalinius procesus, tiek į bendrą Europos Sąjungos politiką.

Viena vertus, kaip jau buvo minėta, kiekvienos valstybės situacija dėl istorinio ir tautinio konteksto yra unikali, o sistemiškumas primena, jog tam tikri atskiri sprendimai puikiai veikiantys vienoje valstybėje, kitoje gali būti beveik arba net sukelti neigiamą rezultatą. Kita vertus, būtent globalizacijos ir Europos Sąjungos veiklos įtakoje vyksta valstybių integracijos panašėjimo procesai bei tikslas pasiekti panašius ekonominius ir socialinius rodiklius skatina perimti vienoms valstybėms iš kitų gerąją praktiką. Neverta pamiršti ir ES reikšmingo vaidmens tuo aspektu, kurio įtakoje valstybės narės privalo išpildyti minimalius bendrus reikalavimus. Tame tarpe ir šioje disertacijos dalyje aptariamais klausimais, pvz., profesinio ir asmeninio gyvenimo suderinamumas, užimtumo skatinimas, *etc.* Tuo tarpu J. Aidukaitė, N. Bagdanova ir A. Guogis išskiria, kad globalizacijos poveikis per įvairias tarptautines organizacijas yra gana tiesioginis ir daug akivaizdesnis už subtilesnį europinių procesų poveikį (Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 54), kurį sunkiau pastebėti ir išskirti. Todėl siekiant visapusiškos solidarumo principo sampratos ir jo veikimo nacionaliniame lygmenyje ypatumų atskleidimo, svarbu neužmiršti bendrai tarptautinio konteksto, ypač, atsižvelgiant į Europos Sąjungos įtaką valstybių narių nacionalinėms socialinės politikos sistemoms.

Tarptautinės sutartys nemaža dalimi įtakoja nacionalines teisės doktrinas bei formuoja požiūrį į žmogaus teises ir jų garantijas. Socialinės teisės bei jų apsauga, galima teigti, yra

svarbia tarptautinių sutarčių sritimi. Jau prieš du dešimtmečius įsivyravo požiūris, jog socialinės teisės nebėra savarankiškas, nuo pilietinių bei politinių teisių atskirtas, teisinio reguliavimo objektas, kadangi, pagal šiuolaikinės Europos žmogaus teisių doktrinos vertinimą, jos yra integralios žmogaus teisės (Birmontienė, 2006, p. 332). Pastebėtina, jog, vis dėlto, Jungtinių Tautų ir Europos Tarybos dokumentuose šios teisės nėra kodifikuotos kartu. Nepaisant to, pagal Europos Žmogaus Teisių Teismo doktriną, šios teisės yra tarpusavyje susiejamos ir kai kurios socialinės teisės traktuojamos ir ginamos kaip žmogaus teisės (Birmontienė, 2006, p. 332). Tame tarpe, savo nutarimuose Lietuvos Respublikos Konstitucinis Teismas ne sykį yra pasisakęs, jog žmogaus teises ir laisves įtvirtinantys tarptautiniai dokumentai bei jų taikymo praktika (ypatingai Europos Žmogaus Teisių Teismo jurisprudencija) yra svarbūs, kaip Konstitucinio Teismo įkvėpimo šaltinis (pranc. *source d'inspiration*) ir kaip aktualus teisės aiškinimo šaltinis Lietuvos teisei (LR KT 2005 m. rugsėjo 29 d. nutarimas). Todėl verta trumpai apžvelgti pagrindinius tarptautinius teisės aktus, įtvirtinančius socialines žmogaus teises.

Svarbiausiu Europoje tarptautiniu dokumentu socialinių teisių srityje yra Europos socialinė chartija, priimta Europos Tarybos dar 1961 metais, papildžiusi Žmogaus teisių ir pagrindinių laisvių konvenciją, kuri įtvirtina pilietines bei politines teises, ir galiausiai Europos Tarybos pataisyta 1996 metais, praplečiant ją tarptautiniu lygiu pripažįstamų ir saugomų socialinių teisių apimtimi. Jos preambulėje įtvirtintas Europos Tarybos tikslas siekti didesnės savo narių vienybės, kad būtų apsaugoti ir įgyvendinti idealai bei principai, kurie yra bendras jų paveldas, taip pat prisidėti prie ekonominės ir socialinės pažangos, ypač išlaikant ir toliau įgyvendinant žmogaus teises ir pagrindines laisves. Dar sykį koreguota ji buvo 2001 metais, siekiant atnaujinti ir pritaikyti jos turinį, visų pirma, atsižvelgiant į esminius socialinius pokyčius, įvykusius nuo jos priėmimo. Kas iš esmės taip pat mums indikuoja, jog teisiniai dokumentai atspindi individų poreikius, vertybes ir interesus, kurie natūraliai kinta laiko tėkmėje. Todėl teisė taikosi prie jų, bet ne atvirkščiai. Vis tik būtent priimti tokie visuotiniai teisiniai dokumentai, kaip aptariama žmogaus teisių ir pagrindinių laisvių konvencija, savyje talpina esmines ir bendras vertybės, kurios užtikrina stabilumą ir saugumą žmogui. Jos negali būti paminamos, pakeičiamos ar neigiamai įtakojamos kitu teisiniu reguliavimu tarptautiniu, europiniu ir (ar) nacionaliniu lygiu. Kitaip tariant, esminės teisės ir laisvės, kaip pagrindinės vertybės, dėl kurių buvimo, svarbos ir užtikrinimo sutarta visuotinai, tampa atspirties tašku formuojant visuomenių, *inter alia* socialinio gyvenimo sąlygas. Todėl ir Europos socialinė chartija turi nekvėstionuotinos įtakos socialinių teisių raidai, kadangi, kaip pastebi prof. T. Birmontienė, ji reikalauja ne tik pripažinti atitinkamą šių teisių katalogą, bet taip ir jas

įgyvendinti atitinkamu lygiu (Birmontienė, 2012). Tai suponuoja valstybės pareigą nustatyti atitinkamą teisinį reguliavimą – įsiterpti į atitinkamas visuomenės gyvenimo sritis.

Pirmuoju universaliu tarptautinės teisės aktu, kuris įtvirtino socialines žmogaus teises, yra laikomas Tarptautinis ekonominių, socialinių ir kultūrinių teisių paktas, priimtas 1966 metais Jungtinėse Tautose. Prie jo prisijungusios valstybės pripažino, jog remiantis Visuotine žmogaus teisių deklaracija, laisvos žmogaus asmenybės, kuri naudojasi pilietinėmis teisėmis ir politinėmis laisvėmis, ir yra atsikračiusi baimės bei skurdo pančių, idealas gali būti įgyvendintas tik sudarius sąlygas kiekvienam žmogui naudotis savo pilietinėmis ir politinėmis bei ekonominėmis, socialinėmis ir kultūrinėmis teisėmis (Pakto preambulė). Todėl pakte užkoduotas esminis tikslas yra garantuoti kiekvienam žmogui teisę į pakankamą gyvenimo lygį, kurį bendriausia prasme sudaro teisė į maistą, aprangą ir būstą, taip pat nuolatinį gyvenimo sąlygų gerinimą, jam pačiam ir jo šeimai. Šiame pakte įtvirtintos tokios socialinės teisės, kaip teisė į darbą ir teisingas bei palankias darbo sąlygas (6 ir 7 straipsniai); teisė į socialinę apsaugą (9 straipsnis); šeimos, motinų, vaikų ir jaunuolių apsauga (10 straipsnis); teisė į pakankamą gyvenimo lygį ir teisė būti apsaugotam nuo bado (11 straipsnis); teisė turėti kuo geriausią fizinę ir psichinę sveikatą (įskaitant aplinkos ir gamybos higienos gerinimą, 12 str.); teisė į mokslą (13 str.), ir kt. K. Lapinskas, analizuodamas 1996 m. Europos socialinėje chartijoje (pataisytoje) įtvirtintas socialines teises, sąlygiškai jas skirsto į tokias penkias grupes: teisė į darbą (1 str.); teisė į sveikatos apsaugą (11 str.); teisė į socialinę apsaugą (12 str.); šeimos teisė į socialinę, teisinę ir ekonominę apsaugą (16 straipsnis) ir labiausiai pažeidžiamų visuomenės grupių apsauga; teisė į apsaugą nuo skurdo ir socialinės atskirties (30 str.) (Lapinskas, 2006, p. 358). Visos šios teisės iš esmės atitinka pagrindinius gerovės valstybių ramsčius (įvardintus pirmajame disertacijos skyriuje), kuriuose skirtingo gerovės tipo valstybės veikia atitinkama apimtimi, taikydamos, *inter alia* solidarumo principą. Todėl solidarumo principas, veikdamas gerovės valstybės ramsčių, kurie atitinka šiame pakte įtvirtintas teises, apimtyje, iš esmės tampa priemone šių teisių užtikrinimui ir įgyvendinimui tarp visuomenės narių.

Taigi, gerovės valstybių socialinių teisių srityje veikiant solidarumo principui, asmenys, siekiantys individualaus šių teisių įgyvendinimo, pvz., socialinės apsaugos garantijų, įgyja ir pareigą prisidėti prie šių garantijų užtikrinimo kitų asmenų (visuomenės narių) atžvilgiu. To pasėkoje yra kildinama prisidedančių asmenų (visuomenės narių) reikalavimo teisė dėl įtvirtintų teisių jiems suteikimo ir įgyvendinimo.

### 1.2.1.1.Solidarumo principas Europos Sąjungoje

„Solidarumas – Europos Sąjungos pagrindas“, teigiama ne viename ES Komisijos dokumente, kuriame plėtojama, jog tai piliečių tarpusavio solidarumas, tarptautinis valstybių narių solidarumas bei Sąjungos solidarumas, imantis veiksmų jos viduje ir už jos ribų (Bruselis, 2016). Taigi solidarumo principas ES gali būti suprantamas keliomis kryptimis.

Pirma, tai Sąjungos valstybių narių solidarizavimasis – esant poreikiui garantuojama pagalba viena kitai<sup>21</sup>. Antra, tarpusavio bendradarbiavimas, siekiant bendrų tikslų, *inter alia* socialinėje srityje. Pavyzdžiui, vienas iš bendrų ES tikslų šioje srityje yra piliečių fizinės, psichinės bei socialinės sveikatos aukšto lygio apsauga, pasiekama mažinant sveikatos priežiūros skirtumus tarp valstybių narių bei šalinant prastą sveikatą lemiančius veiksnius (Špokienė, 2010, p. 329-348). Bendri ES tikslai gali būti išreikšti ir už Sąjungos ribų. Šiai dienai jau veikia ne viena tarptautinė organizacija, kovojanti su skurdu ir socialine atskirtimi visame pasaulyje. Jungtinių tautų organizacija, Pasaulinė sveikatos organizacija, Tarptautinė darbo organizacija ir kitos, kalbančios apie sveikatos paslaugų prieinamumą, teisę į socialinę apsaugą, *etc.* Šios organizacijos taip pat įtakoja ne tik bendrų sprendimų priėmimą, solidarizuojantis tarpusavyje atskiroms valstybėms, tačiau globalizuoja nacionalines socialines politikas – daro atitinkamą įtaką nacionaliniams sprendimams socialinės politikos srityje. Nepaisant to, kad kiekviena valstybė narė pati sprendžia dėl konkrečių priemonių, kurias taikys įgyvendindama socialines teises, tačiau valstybė turi laikytis įsipareigojimų ir priemonių, kylančių iš tarptautinių teisės aktų.

Todėl solidarumas taip pat matomas, kaip principas, išreikštas Europos Sąjungos ir tarptautinių organizacijų teisės aktuose, kurie taikomi atskirose valstybėse narėse arba remiantis jais yra priimami nacionaliniai teisės aktai, reguliuojantys atitinkamas gerovės valstybės socialinės politikos sritis. Pati solidarumo koncepcija šiai dienai jau yra giliai įsišaknijusi teisėje. Pavyzdžiui, ji įtvirtinta 2000 m. Europos Sąjungos Pagrindinių teisių chartijoje, kuri kodifikuoja bei garantuoja pagrindines teises, susijusias su orumu, laisvėmis, lygybe, solidarumu, pilietybe, teisingumu. Iš esmės Pagrindinių teisių chartija yra vienintelis tarptautinis pagrindinių teisių aktas, apjungiantis skirtingas teisių kategorijas. Šios chartijos IV antraštinė dalis, kurioje išvardintos pagrindinės socialinės – ekonominės teisės (įtvirtintos

---

<sup>21</sup> *Dėl ribotos disertacijos apimties pasirinkta solidarumo principą tarptautiniame kontekste plačiau atskleisti tik iš nacionalinės pusės, t. y. kiek solidarumo principas į nacionalinę teisės sistemą atkeliauja iš tarptautinių dokumentų ir veikia per įvairių socialinių teisių suteikimą. Todėl nėra analizuojamas solidarumo principo tarptautinis aspektas, sąlygojantis atskirų valstybių narių pagalbą viena kitai ir tarpusavio bendradarbiavimą, siekiant bendrų žmonių gerovę užtikrinančių tikslų pasauliniu mastu.*

nuostatos dėl sveikatos ir socialinės apsaugos, socialinės paramos, taip pat apsaugos, derinant šeimos ir profesinį gyvenimą, kt.), vadinasi „Solidarumas“<sup>22</sup>. Todėl preziumuotina, jog solidarumas nėra vien tik asmens moralinės pozicijos išraiška, bet taip pat konkretus žmogaus teisių principas. Teisės, siejamos su solidarumu, dažnai vadinamos reikalavimo teisėmis (pranc. *droits-créance*), skirtingai nei laisvių teisės<sup>23</sup> (pranc. *droits-liberté*) (Dereszowski, 2011, p. 11-17). Paprastai reikalavimo teisės yra kolektyvinio pobūdžio ir dažniausiai nustato pozityvaus pobūdžio (aktyvią) pareigą, todėl solidarumo pavadinimo skyriuje nurodytos teisės daugeliu atvejų yra taikomos iš ES valstybių narių pusės. Skirtingai nei laisves garantuojančios teisės, ekonominės ir socialinės teisės paprastai reiškia teigiamą įsipareigojimą ta prasme, kad valstybės turi imtis (aktyviai) priemonių, jog šios teisės būtų įgyvendintos. Todėl, pavyzdžiui, siekiant geros sveikatos asmenims, valstybei reikia sukurti sveikatos sistemą, o ši turi ir tam tikrą kainą. I. Špokienė, analizuodama Chartijoje įtvirtintų socialinių ekonominių teisių ir pilietinių bei politinių teisių santykį būtent sveikatos priežiūros teisinio reguliavimo srityje, daro išvadą, jog Chartijos 35 straipsnio nuostata, numatanti kiekvienam teisę į profilaktinę sveikatos priežiūrą ir teisę į gydymą nacionalinių teisės aktų ir praktikos nustatyta tvarka, yra tiesiogiai susijusi su solidarumo principu (Špokienė, 2010, p. 329-348). Disertacijos autorė pritardama šiai pozicijai bei atsižvelgdama į Chartijos preambulės nuostatą, numatančią, jog „naudojimasis šiomis teisėmis suponuoja atsakomybę ir pareigas kitų asmenų, žmonių bendruomenės ir ateities kartų atžvilgiu“, daro prielaidą, jog visos Chartijos skyriaus „Solidarumas“ nuostatos yra programuojamos solidarumo principo pagrindu, t. y. jos turi būti įgyvendinamos ir užtikrinamos taikant šį principą<sup>24</sup>. Tai pasireiškia per asmens galimybę naudotis ir įgyvendinti įtvirtintas teises tuo pačiu prisidedant prie to, jog ir kitiems visuomenės nariams būtų sudaryta tokia pati galimybė, arba, kitaip tariant, kiekvienas visuomenės narys turi pareigą prisidėti prie to, jog kiti visuomenės nariai galėtų naudotis bei įgyvendinti minėtas teises, ir šis prisidėjimas lemia paties prisidedančiojo teisę reikalauti, jog ir jam būtų suteikiamos šios teisės.

Iš Europos Sąjungos dokumentų matyti, jog ji reguliuoja gana gausų kiekį socialinės politikos sričių. Į Sąjungos reguliavimo sritį patenka darbo sąlygos ir lygybės darbe (kuri apima

---

<sup>22</sup> Chartijoje aiškiai išskiriami bei atskiriami „lygybė“ ir „solidarumas“ skiriant jiems atitinkamai III ir IV skyrius. Tačiau gali būti keliamas klausimas apie susiskaldymą ir jo aktualumą, nes, N. Jacquinet teigimu, tam tikri elementai, kurie yra įtraukti į lygybę, solidarumo kontekste gali taip pat turėti savo vietą (Jacquinet, 2009, p. 101-117).

<sup>23</sup> Ši teisių kategorija reiškia neigiamą valstybių įsipareigojimą ta prasme, kad reikalaujama, jog valstybės jų nepažeistų, netaikytų atitinkamos politikos – nesikištų. Pavyzdžiui, saviraiškos laisvė nereikalauja, kad valstybės imtųsi konkrečių priemonių, bet reikalauja, jog nesikištų, nevertintų ir neribotų piliečių nuomonės reiškimo.

<sup>24</sup> Iš esmės tokia pozicija reikštų, jog kiekviename Chartijos skyriuje numatyta socialinė teisė yra ir kildinama iš solidarumo ir nuo jo priklausoma praktinio veikimo aspektu.

nediskriminavimą, vienodą apmokėjimą už darbą ir kt.) užtikrinimo klausimai nacionalinėse sistemose. Taip pat ES taiko koordinavimo metodą valstybėms narėms tokiose srityse, kaip užimtumas, švietimas ir mokslas, šeimos politika ir kt. Kai kurių mokslininkų nuomone, Europos Sąjungos poveikis yra labiau kognityvinis (Aidukaitė, Bagdanova ir Guogis, 2012). Jis reiškia, jog valstybės narės bendradarbiauja socialinės politikos srityje, dalinantis idėjomis bei patirtimis, siekdamos perimti gerąsias praktikas, suderinant ir koreguojant nacionalines sistemas. Tai suprantama, kadangi neįmanoma visose valstybėse ekonominių, socialinių ir kultūrinių teisių, atsižvelgiant į jų pobūdį, įgyvendinti tapačiai ir vienu metu.

Solidarumas, pasireiškia tarp valstybių narių ir jų piliečių Sąjungos vidaus politikoje, *inter alia* socialiniu aspektu – užtikrinant asmenų judėjimo Europos Sąjungoje laisvę. Teisingumo Teismas stengiasi paisyti nacionalinių gerovės sistemų principų, ypač socialinio solidarumo, kartu užtikrindamas, kad valstybės narės laikytųsi Europos Sąjungos materialinės teisės, ypač Sutarties nuostatų dėl pagrindinių laisvių ir ES pilietybės (Lenaerts, Heremans, 2006). Kalbant apie ekonomiškai aktyvius ES piliečius, Teisingumo Teismas nuosekliai laikosi nuomonės, jog jie turi būti traktuojami taip pat, kaip priimančiosios valstybės narės piliečiai, iš ko seka tiesioginės priegios prie priimančiosios valstybės gerovės sistemos garantavimas (Lenaerts, 2011, p. 397-422). ESTT pirmininkas K. Lenaerts aiškina, jog priimančioji valstybė narė gali riboti socialinių išmokų skyrimo, suteikiant jas tik tiems ES piliečiams, kurie užmezga pakankamus ryšius su tos valstybės visuomene. Kitaip sakant, siekiant, jog priimančiosios valstybė narės piliečiai parodytų tam tikrą solidarumą su kitų valstybių narių piliečiais, turi būti užmegztas „tvirtas ir realus ryšys“ tarp socialinę išmoką ar paslaugą gaunančio ES piliečio ir visuomenės, kuri tai finansuoja (C-184/99). Socialinių išmokų ir paslaugų nesuteikimas iš kitos valstybės narės atvykusiems ES piliečiams, kurie, kaip ir priimančiosios valstybės narės piliečiai, užmezgė „tvirtus ir realius ryšius“ su tos valstybės visuomene, prieštarautų vienodo požiūrio principui (Lenaerts, 2011, p. 397-422). Tai išreiškia viena iš socialinio solidarumo principo bruožų, kad asmenį ir visuomenę turi sieti abipusis ryšys, iš kurio kildinamas įsipareigojimas prisidėti prie sistemos ir teisė gauti iš jos pagalbą. ES lygmenyje solidarumo principas asmenis susieja ne tik nacionalinės pilietybės pagrindu. Ir nors Europos sąjungos pilietybė (SESV 9 str.), galėtų būti laikoma bazine prielaida solidarumo principui taikyti laisvai laisvo judėjimo teise besinaudojantiems ES piliečiams, tačiau taip pat, kaip matyti iš aukščiau pateiktos pozicijos, kiekvienoje šalyje, siekiant įgyti solidarumu grindžiamą teisę, privalus atitinkamo lygmens santykis su tos šalies visuomene. Jis, disertacijos autorės nuomone, gali būti pačia bendriausia prasme apibrėžiamas per atvykstančio asmens pareigos prieš priimančiąją visuomenę prisiėmimą. Tai grindžiama tuo, jog kiekvienas teisės į pagalbą

suteikimas, asmenį įpareigoja prieš tą pagalbą suteikusia visuomenę, o pastaroji pareigą įgyja prieš tuos asmenis, kurie realiai yra tos visuomenės dalimi ir (ar) tam tikra prasme sutinka įsipareigoti.

Kalbant apie užsieniečių padėtį priimančiosios valstybės nacionalinėje sistemoje, paminėtina Prancūzijos Konstitucinė jurisprudencija. Šeimos pašalpų sistema atitinka konstitucinį šeimos solidarumo reikalavimą (Décision 97-393 DC), taip pat pažymint stabilaus ir reguliaraus gyvenimo Prancūzijoje poreikį, kuris siejamas su tokiomis konstitucinėmis teisėmis, kaip teisė į normalų šeimos gyvenimą ar teisė į socialinę apsaugą. Todėl Prancūzijoje solidarumo principas nebėra taikomas tik piliečiams, nors Konstitucijos preambulės 12 punkte, iš kurio kildinamas nacionalinis solidarumo principas, kuriuo ir remiasi Konstitucinė taryba, kalbama tik apie „Prancūzijos piliečius“. Todėl nacionaliniu solidarumu minėtame punkte vadinamas principas šiai dienai, disertacijos autorės nuomone, abejotina, ar gali būti iš tiesų traktuojamas, vien tik kaip nacionalinis.

Laisvo asmenų judėjimo ES valstybėse narėse kontekste socialinio solidarumo principas peržengia nacionalines valstybės ribas. Kartu su platesniame nei nacionaliniame lygyje veikiančiu solidarumo principu veikia ir lygybės principas tuo aspektu, jog nacionalinės socialinės apsaugos nuostatos, grindžiamos solidarumo principu, turi būti vienodai taikomos visiems ES piliečiams, įgyvendinant Europos socialinės chartijos nuostatą, garantuojančią vienodą kitų šalių ir jų pačių piliečių naudojimąsi teisėmis į socialinę apsaugą (12 str.). Tai nepriklauso nuo to, ar skiriasi jų kilmės ir gyvenimo / darbo valstybė. K. Lenaerts taip pat identifikuoja tiesioginį ryšį tarp laisvai judančio asmens piliečio integracijos laipsnio priimančioje šalyje ir teisių apimties į socialinę gerovę. Kuo labiau pilietis integruotas (kas apima tiek mokestines pareigas, tiek nuolatinę gyvenamąją vietą, *etc.*), tuo daugiau (proporcingai) socialinių teisių priimančiojoje šalyje jis turi (Lenaerts, 2011, p. 397-422.). Taigi, solidarumo principas sukurdamas abipuses pareigas atvykusiems piliečiams ir priimančios šalies visuomenei, bei tuo pačiu pagrindu suteikdamas teises į pagalbą (išmokas, *etc.*), kurių lygis varijuoja, veikiant abipusiškai proporcingumo principui, užtikrina lygiateisiškumą atvykstančiųjų ir priimančiosios šalies subjektų atžvilgiu.

Kaip minėta, solidarumas yra bendra, Europos Sąjungos kruopščiai puoselėjama vertybė, kaip ir pagarba žmogaus orumui bei žmogaus teisėms, kaip laisvė, lygybė bei teisinė valstybė (Europos Komisija, 2020). Solidarumas pripažįstamas viena pagrindinių ir svarbiausių Sąjungos vertybių daugelyje aukščiausios teisinės galios Sąjungos dokumentų. Juose akcentuojama valstybių narių solidarumo svarba bei tikslas skatinti kartų solidarumą. Pavyzdžiui, Lisabonos sutartyje numatyta, jog Sąjunga kovoja su socialine atskirtimi ir

diskriminacija bei skatina socialinį teisingumą, kartų solidarumą <...> (Lisabona, 2007). Neatsitiktinai solidarumo principas figuruoja ir Pagrindinių teisių chartijos preambulės viršuje, greta kitų ES esminių vertybių, kuriomis grindžiama Sąjunga ir kurias, kaip teigiama Chartijoje, siekiama saugoti bei plėtoti. ES Komisija yra pažymėjusi solidarumo svarbą bei formavusi jo sampratą, kur taip pat išryškintas solidarumo veikimas į ateitį, teigdama, jog solidarumas yra „visuomenės, kurios siekiame mes ir kurią norime palikti ateities kartoms, kūrimas. Tai gyvenimo kokybės gerinimas ir bendros atsakomybės pripažinimas. Tai gerovės ir saugumo kertinio akmens – sveikos visuomenės, kurios piliečiai išsaugo pasitikėjimą savimi pokyčių metu, propagavimas“ (Europos komisija, 2005). Ne vieną dešimtmetį solidarumo reikšmė nemenksta ir pastebimas jo dominavimas visuose dokumentuose, formuojančiuose Sąjungos viziją, strategiją. Europos Komisijos dokumente „Darni Europa 2030“ pabrėžiama, jog Europos sąjungos valstybių narių laisvos ir demokratiškos visuomenės yra grindžiamos solidarumu ir klestėjimu, o siekiant ilgalaikio tvarumo privalu siekti socialinių teisių bei visuotinės gerovės užtikrinimo ir tokių būdu prisidėti prie socialinės sanglaudos valstybėse narėse bei visoje Sąjungoje. Viena iš prioritetinių sričių, kuriose privalu koncentruoti įvairialypius išteklius, siekiant geriausių rezultatų, nurodomas galimybių įsidarbinti ir socialinės įtraukties gerinimas. Iš dešimtmečio Europos vizijos išskaitomi tikslai parodo prioritetinius Sąjungos taškus. Dokumente nurodoma, jog „turėtų būti skatinama socialinė ir solidarumo ekonomika, padidintos investicijos į sveikatą ir gerovę <...>. Turėtų būti užtikrintas kokybiškas švietimas, o parama vaikams ir jaunimui turėtų tapti prioritetu <...>.“ (Darni Europa 2030).

Taigi, tiek bendrai Sąjungos puoselėjamos, tiek valstybių narių formuojamos socialinės politikos sritys ištisus dešimtmečius išlieka ES prioritetu ir yra siekiamos nuolatini vystyti, pasitelkiant solidarumo principo taikymą. Valstybių nacionalinėje konstitucinėje teisėje ir kituose teisės aktuose įtvirtintas solidarumo principas yra įtakojamas ir tarptautinėse bei ES sutartyse įtvirtintų teisių bei laisvių. Tai lemia, kad valstybės socialinėje politikoje, remiantis solidarumo principu, asmenims kildinamos teisės ir pareigos galioja ne tik tos šalies piliečiams, bet ir atvykusiems bei užmezgusiems atitinkamą santykį su ta valstybe ir jos visuomene (darbo santykių, dalyvavimo socialinės apsaugos sistemoje, *etc.* būdu) asmenims. Todėl nacionalinio solidarumo principo veikimo laukas šiuolaikinėje gerovės valstybėje yra platesnis ir apima ne tik tos valstybės piliečius. Vis dėlto, greta įvairiais epitetais ES institucijų dokumentuose vadinamo solidarumo ir pabrėžiamo jo reikšmingo vaidmens, iškyla klausimas, kaip šis principas yra išreikštas ES teisės aktuose per konkrečias socialines teises bei kaip socialinio solidarumo principą traktuoja ir kokius jo bruožus išskiria ES Teisingumo Teismas.



### 1.2.1.2. Solidarumo principo bruožai pagal Teisingumo Teismo praktiką

Europos Sąjungos Teisingumo Teismo praktikoje solidarumo principas ir jo veikimas daugumoje atveju yra plėtojamas civilinių santykių arba valstybių tarpusavio pagalbos aspektu. Tačiau solidarumas, kaip principas socialinės politikos srityje, nėra dažnai sutinkamas ir (ar) plačiai aiškinamas ESTT jurisprudencijoje. Nepaisant to, išanalizavus ne itin gausią Teisingumo Teismo praktiką, susijusią su nacionalinėmis socialinės apsaugos sistemomis, pagrinde socialinio draudimo atžvilgiu, visų pirma, Teisingumo Teismas savo praktikoje yra įvardinęs solidarumą esminiu principu, kuriuo yra grindžiama valstybių socialinės apsaugos sistema (kuriai šio principo pagrindu yra būdingas išlaidų ir rizikų pasidalijimas) (*inter alia*, *Kattner Stahlbau GmbH v Maschinenbau- und Metall- Berufsgenossenschaft*, C-350/07). Toliau išskirtinos tam tikros ESTT bylos ir atvejai, kurie leidžia suprasti, kaip solidarumo principas įtakoja socialinės apsaugos sistemas, kokie šio principo bruožai ir kokia jo reikšmė, ypač, atskiriant valstybinį socialinį draudimą nuo privataus socialinio, sveikatos ir (ar) gyvybės draudimo.

Privatūs socialinio draudimo fondai (įstaigos) (kurie paplitę, tame tarpe Prancūzijoje) savaime nereiškia pelno siekimo ir jų traktavimo verslo subjektais. Spręsdamas klausimą dėl privačių įstaigų draudimo paslaugų teikimo (*Commission v Dôvera zdravotná poisťovňa*, C-262/18 P ir *Slovakia v Dôvera zdravotná poisťovňa*, C-271/18 P), Teisingumo Teismas, *inter alia* pažymėjo, jog siekiant įvertinti, ar socialinės apsaugos sistemoje vykdoma veikla nėra ekonominio pobūdžio, pirmiausia, būtina patikrinti, ar galima (ir kokia apimtimi) laikyti, kad per atitinkamą sistemą yra įgyvendinamas solidarumo principas bei, ar valstybė kontroliuoja šią sistemą administruojančių draudimo įstaigų veiklą. Remiantis šiais argumentais, ESTT teigė, kad tam tikra konkurencija dėl kokybės bei pasiūlos apimties nacionalinėje (bylos atveju Slovakijos) privalomojo sveikatos draudimo sistemoje, kaip, pavyzdžiui, draudimo įstaigų galimybė pasiūlyti draudžiamiesiems asmenims nemokamas papildomas paslaugas ir šių asmenų laisvė pasirinkti sveikatos draudimo įstaigą bei ją pakeisti syki per metus, nepaneigia veiklos socialinio pobūdžio ir solidarumo, nes šią veiklą draudimo įstaigos vykdo sistemoje, kurioje, kontroliuojant valstybei, yra įgyvendinamas solidarumo principas. Todėl pagrindinis kriterijus, atskiriant valstybės užtikrinamos asmens teisės į socialinę apsaugą subjektą (draudėją – fondą ar pan.) yra ne tai, ar konkretus draudėjas, per kurį yra finansuojama sistema yra privatus, ar valstybinis, tačiau tai, ar jo veikla (*inter alia* dalyvių santykis) grindžiama solidarumo principu. Todėl svarbu suprasti, kaip ESTT traktuoja solidarumo principą socialinio draudimo srityje.

Minėtoje byloje Teisingumo Teismas išplėtojo klausimą dėl solidarumo principo bruožų. Teismas juos įvardijo, vertindamas subjekto veiklos pobūdį ir to procese pabrėždamas svarbą susieti prekių ir (ar) paslaugų pirkimo veiklą su vėlesniu jų panaudojimu, kadangi atitinkamo subjekto veiklos pobūdį lemia būtent tai, ar vėlesnis panaudojimas yra ekonominis, ar nėra. Teisingumo Teismas šioje byloje<sup>25</sup> pažymėjo, jog (I) valstybės (šiuo atveju Slovakijos) sveikatos draudimo sistemoje privalo dalyvauti visi šalies rezidentai. Taip pat, jog (II) teisės aktuose nustatytas įmokų dydis proporcingas apdraustųjų pajamoms, o ne rizikai, kurią jie kelia dėl savo amžiaus ar sveikatos būklės. Taipogi, (III) visi apdrausti asmenys turi teisę į tapačias teisės aktuose nustatytas paslaugas, dėl ko nėra jokio tiesioginio ryšio tarp apdraustojo sumokėtų įmokų dydžio ir jam teikiamų paslaugų apimties. (IV) Draudimo įstaigos privalo užtikrinti kiekvieno šalies rezidento (kuris to prašo), sveikatos rizikos draudimą, nepriklausomai nuo pavojaus, kurį įtakoja jo amžius ar sveikatos būklė. Ir, galiausiai, (V) šioje sistemoje numatytas išlaidų bei rizikos pasidalijimo mechanizmas (pagal kurį perteklines sumas gaunančios sistemos turi padėti finansuoti sistemas, kuriose kyla finansinių sunkumų). Todėl Teisingumo Teismo galutinė išvada buvo, jog tokia draudimo sistema, kuri nustatyta Slovakijoje rezidentams, pasižymi visomis solidarumo principui būdingomis ir būtinomis savybėmis. Taigi tuo pačiu ESTT savo jurisprudencijoje, suformuluodamas solidarumo principo bruožus, įvardijo kaip šis principas nulemia ir apibrėžia valstybinį socialinį draudimą, skirtą garantuoti atitinkamas visų konkrečios valstybės piliečių (ir kitų teisėtų gyventojų) socialines teises, atskirdamas jį nuo privataus draudimo, siekiančio pelno.

Apibendrinant, solidarumo principo bruožai pasireiškiantys valstybiniame socialiniame draudime, pagal ESTT:

- I) visuotinumumas (visų dirbančiųjų arba tam tikros profesinės grupės asmenų įtraukimas į bendrą visų ar šios grupės draudimo sistemą);
- II) įmokų ir išmokų priklausomumas nuo asmens pajamų;
- III) suteikiamų paslaugų vienodumas visiems, nepriklausomai nuo individualių įmokų;
- IV) apsaugos suteikimas, nepriklausomai nuo įmokas mokančio asmens sveikatos būklės, jo amžiaus ar kitų veiksnių galinčių suponuoti papildomas rizikas;
- V) atsakomybės pasidalijimas.

Byloje *Kattner Stahlbau GmbH prieš Maschinenbau-und Metall-Berufsgenossenschaft* Teisingumo Teismo buvo pažymėta, jog finansinę socialinės apsaugos srities pusiausvyrą užtikrina privalomas visų asmenų dalyvavimas sistemoje, kas yra prielaida solidarumo principo

---

<sup>25</sup> Šie bruožai įvardinti taip pat buvo ir kitose Teisingumo Teismo bylose. Pavyzdžiui, *Poucet ir Pistre*, C-159/91, C-160/91; *Cisal*, C-218/00; *AOK Bundesverband ir kt.*, C-264/01, C-306/01, C-354/01, C-355/01.

įgyvendinimui. Taigi, valstybinėje socialinės apsaugos sistemoje, skirtingai nei privataus draudimo, siekiančio pelno (o jo dalyviui esančio papildomu draudimu greta valstybės garantuojamos socialinės apsaugos), atveju, asmenys neturi galimybės pasirinkti, ar dalyvaus šiame draudime, ar ne. Asmenys yra tam tikra prasme priverstinai įtraukiami į visuotinę draudimo sistemą ir joje dalyvauja be individualaus apsisprendimo galimybės (draudimo subjekto pasirinkimo galimybė neturėtų būti sutapatinama su galimybe rinktis ar apskritai dalyvauti draudime, jei subjektas atitinka aukščiau įvardintus bruožus, pagal ESTT), besisolidarizuodami su visa visuomene, kurios nariais yra.

Su visų asmenų privalomu įtraukimu dalyvauti bendroje socialinės apsaugos matomas susijęs kitas bruožas įtakotas solidarumo principo. Savo suformuotoje jurisprudencijoje ESTT teigė, kad tokia draudimo sistema, kuri grindžiama neprivalomu dalyvavimu ir veikia pagal kapitalizmo principą, kuris reikalauja tiesioginės sąsajos tarp, viena vertus, apdraustojo sumokėtų įmokų dydžio ir jų finansinės gražos ir, kita vertus, šiam apdraustajam suteiktų paslaugų, iš esmės nepasižymi solidarumo elementais, todėl tokį draudimą administruojančios įstaigos neįgyvendina solidarumo principo ir jų veikla yra ekonominė, bet ne socialinė (*Fédération française des sociétés d'assurance ir kt.*, C-244/94; *Albany*, C-67/96). Vienas iš solidarumo principo nulemtų aspektų, kurių pažymėjo ESTT, yra būtent socialinės apsaugos prieinamumas vienodu lygiu visiems visuomenės nariams (C-262/18 P ir C-271/18). Tai, kad įmokų dydis nėra diferencijuojamas, skirtingai nei pelno siekiančiuose privačiuose draudimo fonduose, priklausomai nuo asmens sveikatos būklės, amžiaus ar net ir jo profesijos lemiamų rizikų, reiškia, jog iš esmės asmenų pareiga prisidėti prie bendros sistemos yra vienoda ir priklauso tik nuo objektyvių jo galimybių, susietų su finansine asmenų padėtimi. Kaip ESTT pažymi ir dar vienoje byloje (C-350/07), solidarumo principo, pagal draudimo sistemą, sąlyga yra įvykdoma, kuomet ši sistema finansuojama įmokomis, kurių dydis nėra proporcingas apdraudžiamai rizikai. Dėl ko įmokų dydis yra diferencijuojamas tik priklausomai nuo asmenų gaunamų pajamų dydžio. To pasėkoje įgyjamos teisės gali būti diferencijuojamos tik išmokų srityje, tačiau ne paslaugų suteikime.

Taigi, skirtingai nei privataus draudimo atveju, teisė į išmoką ir (ar) paslaugas bei pagalbą, valstybiniame socialiniame draudime nėra siejama su tam tikras papildomas rizikas nulemiančiomis asmens ypatybėmis ar pasirinkimais. Sveikatos būklė, žalingi įpročiai, padidintos rizikos veikla, prevencijos netaikymas ir kt. veiksniai, nulemiantys individualizuojamas ir potencialiai didesnes įmokas arba teisės į draudiminę išmoką ir (ar) paslaugas panaikinimą privataus draudimo atveju, nėra taikomi socialiniame draudime valstybės socialinės apsaugos sistemoje. Kadangi asmenys negali pasirinkti ar nori dalyvauti

valstybės socialinės apsaugos sistemoje, skirtingai nei privačiame papildomame draudime, kurio atveju gali vertinti turimas individualias rizikas, įmokos dydį ir potencialią naudą, kurią gautų įvykus draudimiam įvykiui (t. y. tam tikra prasme pritaikyti kaštų ir naudos analizę), ir pagal tai priimti sprendimą, ar nori draustis, ar ne, todėl ir teisę į išmokas ir (ar) paslaugas bei pagalbą negali būti siejama su asmenų individualiais gyvenimo pasirinkimais bei fizinėmis ypatybėmis. Disertacijos autorė, remdamasi ESTT aukščiau minėtose bylose suformuluotais solidarumo, kurį Teisingumo Teismas laiko esminiu valstybių socialinių apsaugos sistemų principu, bruožais, pastebi, jog taikant valstybiniam socialiniam draudimui tas pačias veiksnį, šalinančių teisę į draudiminę išmoką ir (ar) paslaugas bei pagalbą, taisykles, taikomas privačiame draudime, būtų paneigtas solidarumo principas ir gerovės valstybės idėja, kurioje besisolidarizuojanti visuomenė atitinkamu laipsniu užtikrina visiems visuomenės nariams reikalingą pagalbą dotuoju metu. Valstybinėje socialinėje apsaugoje, kaip minėta, tam tikra prasme priverstinai dalyvaujantys visi visuomenės nariai, neturėdami pasirinkimo galimybių, mainais už tai, gauna garantiją, jog esant poreikiui, t. y. ištikus rizikai, nepriklausomai nuo jokių aplinkybių, jiems bus suteikta reikalinga pagalba, kadangi jie reguliariai patys prisidėjo ir (ar) prisideda bei turėdami objektyvias galimybes toliau prisidės prie šios bendros sistemos finansavimo. Tuo tarpu privataus draudimo, kuriuo siekiama pelno, atveju, jo dalyviai gali vertinti, ar jiems potencialiai yra naudinga dalyvauti šiame draudime, įvertinus individualias rizikas, ar ne ir teisė patiems apsispręsti dėl (ne)dalyvavimo šiame draudime, laikantis teisingumo ir proporcingumo principų, sietina su galimybe nustatyti teisę į draudimines išmokas ir (ar) paslaugas naikinančius veiksnius.

Apibendrinant, pasirinkimo galimybė dėl dalyvavimo privačiame draudime (pelno siekiančiuose fonduose) arba šios galimybės nebuvimas valstybiniame socialiniame draudime ir jos susiejimas su teisės į atitinkamą pagalbą, esant objektyviam poreikiui, absoliutumu valstybiniame socialiniame draudime arba šios teisės sąlygiškumu, atsižvelgiant į individualias kiekvieno asmens ypatybes didinančias ar nulemiančias draudiminio įvykio tikimybę, privačiame draudime, yra vienas pagrindinių solidarumo principo ypatumų, tiek apibūdinančių gerovės valstybės socialinės apsaugos sistemą, tiek nulemiančių valstybinio socialinio draudimo ir privataus (pelno siekiančio) draudimo atskyrimą. Kitaip tariant, solidarumo principas lemia tai, jog asmuo, kuris tam tikra prasme priverstinai prisideda prie sistemos, užtikrinančios atitinkamų socialinių teisių visuomenės nariams garantavimą per išmokų ir (ar) paslaugų suteikimą, ir neturi galimybės pasirinkti dėl dalyvavimo šioje sistemoje, įgyja reikalavimo teisę į tapačios formos pagalbą, netaikant papildomų sąlygų.

### 1.2.1.3. Solidarumo santykis su pagrindinėmis žmogaus teisėmis ir laisvėmis

Pagrindinių žmogaus teisių ir laisvių katalogas, kaip minėta ankstesniuose disertacijos skyriuose, yra platus ir įtvirtintas ne viename tarptautiniame dokumente. Tačiau 1789 m. Žmogaus ir piliečio teisių deklaracija yra laikoma vienu svarbiausių žmogaus teises įtvirtinančiu aktu, kuriame yra įtvirtintos pagrindinės prigimtinės žmogaus teisės. Deklaracijos nuostatos atsispindėjo vėliau priimtose daugumos Europos valstybių konstitucijose bei, kaip teigia kai kurie autoriai (Andrulienė *et al.*, 2004, p. 38–39), tapo svarbiu konstitucinio reguliavimo komponentu. Prancūzijoje Deklaracijos nuostatos pateko ir į aktualią, 1958 metais priimtą, Prancūzijos Respublikos Konstituciją. Jos preambulėje skelbiama, jog Prancūzijos tauta iškilmingai skelbia savo ištikimybę žmogaus teisėms ir tokiems nacionalinio suvereniteto principams, kokie buvo išdėstyti 1789 m. Deklaracijoje, bei patvirtinti ir papildyti 1946 metų Prancūzijos Konstitucijos preambulėje. Antroji Prancūzijos Konstitucijos dalis, kurią sudaro grynasis Žmogaus ir piliečio teisių deklaracijos tekstas, prasideda preambule, kuri teigia: „<...> žmogaus teisių nežinojimas, jų užmiršimas ar niekinimas yra vienintelės visuomenės nelaimių ir valdžios sugedimo priežastys“. Nekvestionuotina žmogaus teisių ir laisvių reikšmė akcentuojama per visuomenės gerovės aspektą. Šiai dienai siekis apsaugoti prigimtines žmogaus teises ir laisves tapo neatsiejamas nuo šiuolaikinės demokratijos. To pasekoje orumas, kuris pripažįstamas prigimtinė neatskiriama žmogaus savybe, taip pat tampa prigimtinių žmogaus teisių sistemos vertybe, o drauge ir šiuolaikinio konstitucionalizmo, tame tarpe ir Lietuvoje, viena iš pamatinių vertybių, kurios apsauga užtikrinta teisiniu lygmeniu, žmogaus orumą įtvirtinant kaip teisinę kategoriją (Taminskas, Mesonis, 2014, p. 957-973).

Prigimtinės žmogaus teisės – tai individo prigimtinės galimybės, kurios užtikrina jo žmogiškąjį orumą socialinio gyvenimo srityse ir sudaro atskaitos tašką, į kurį remiantis yra papildomos ir plėtojamos kitos teisės, bei kurios sudaro tarptautiniame lygmenyje pripažįstamas neginčijamas vertybes (LR KT 2004 m. gruodžio 29 d., 2009 m. rugsėjo 2 d. 2013 m. gegužės 16 d. nutarimai). D. Žalimas išskiria, jog Konstitucija ne suteikia prigimtines žmogaus teises, o tik jas pripažįsta ir gina (Žalimas, 2017, p. 35-49), kaip ir kiti, *inter alia* tarptautiniai, teisės aktai. Tame tarpe LR Konstitucinis teismas taip pat akcentuoja, jog orumas būdingas kiekvienam žmogui nepriklausomai nuo to, kaip jis pats save ar kiti žmonės jį vertina (LR KT 2004 m. gruodžio 29 d. nutarimas). Taigi, orumas yra prigimtinė ir neatimama žmogaus savybė, nepriklausanti nuo asmens socialinės, ekonominės ir kt. padėties visuomenėje, tačiau užtikrinamas per žmogaus teisių ir laisvių pripažinimą ir garantavimą teisės aktais.

Tarptautinė teisė žmogaus orumą laiko prigimtine, neatskiriama asmenybės dalimi, o žmonės, kaip pažymi autoriai, pripažįstami teisių turėtojais todėl, kad jų asmuo laikomas savaime turinčiu verte. Ne vienas tarptautinis žmogaus teisių apsaugos dokumentas, įtvirtino orumo neatsiejamą ryšį nuo atitinkamų žmogaus teisių bei principų. Pavyzdžiui, Visuotinė žmogaus teisių deklaracija numato, jog visi žmonės yra laisvi ir lygūs orumo ir teisių atžvilgiu (1 str.). Remdamiesi Tarptautiniu socialinių, ekonominių ir kultūrinių teisių paktu, kai kurie autoriai daro, išvadą, jog žmogaus teisės pripažįstamos kylančiomis iš žmogaus orumo, o jų paskirtis yra, be kita ko, užtikrinti šios prigimtinės žmogaus savybės apsaugą (Taminskas, Mesonis, 2014, p. 957-973). Taigi žmogaus orumas tapo esmine vertybe, pripažįstama ir ginama tarptautiniu ir ES lygmeniu, bei tampriai susieta su Europos Sąjungos pripažįstamomis teisėmis, laisvėmis ir principais, *inter alia* socialinių teisių srityje.

Šiai dienai, vertinant atitinkamas socialines teises ir jų garantavimą, atspirties tašku jau tapo žmogaus orumas, o jo prielaida – solidarumo principas ir jo veikimas. Tai atsispindi Lietuvos konstitucinėje doktrinoje. LR KT yra konstatavęs, jog „abipusės asmens ir visuomenės atsakomybės pripažinimas yra svarbus užtikrinant socialinę darną, laiduojant asmens laisvę ir galimybę apsaugoti nuo sunkumų, kurių žmogus vienas nepajėgtų įveikti, todėl valstybė kuria socialinio aprūpinimo sistemą, kuri padėtų išlaikyti asmens orumą atitinkančias gyvenimo sąlygas, o prireikus suteiktų asmeniui būtiną socialinę pagalbą“ (LR KT 1997 m. kovo 12 d. nutarimas). Žmogaus orumo užtikrinimas tiesiogiai siejamas su valstybės pareiga garantuoti asmenims atitinkamas socialines teises. P. Laroque teigia, jog per solidarumą socialinėje politikoje yra siekiama garantuoti asmenų orumą (Laroque, 1968, p. 632). Taip pat, analizuodama valstybės pareigą asmenims laiduoti tam tikro dydžio pensiją, prof. T. Birmontienė akcentuoja, jog konkrečių valstybės į(si)pareigojimų atitinkamoje srityje reglamentavimo nebuvimas, nereiškia, kad valstybės veiksmai gali paminti minimalių žmogaus poreikių patenkinimą, kitaip sakant, nustatyti tokį teisinį reguliavimą socialinių teisių aspektu, kuris paneigtų asmens orumą (Birmontienė, 2006, p. 330). Asmens orumą atitinkančios gyvenimo sąlygos, kurios tiesiogiai siejasi su minimaliais socialiai priimtinais poreikiais, yra įvardijamos, kaip kriterijus, pagal kurį nustatoma riba, žemiau kurios negali būti mažinamos socialinės garantijos (valstybės tarnautojų atlyginimai, senatvės pensijos, *etc.*) net ir esant itin sunkiai ekonominei padėčiai valstybėje (LR KT 2009 m. gruodžio 11 d. nutarimas). Taigi, orumą atitinkančių sąlygų sudarymas yra minimali riba, kurios negalima peržengti, net ir pateisinant objektyviu poreikiu. Todėl prof. T. Birmontienė įvardija teisę į žmogaus orumo apsaugą bei teisę būti apsaugotu nuo orumo pažeminimo, kaip esmines žmogaus teises. Tuo tarpu E. Sruogio teigimu, socialinių teisių paskirtis yra visaverčio gyvenimo asmenims

užtikrinimas ir jas pripažįstant esminėmis žmogaus teisėmis, yra išplečiama valstybės veiklos sritis (Sruogis, 2004). Tai bruožas, kuris padeda apspręsti ir gerovės valstybės tipą (teorinį modelį), kadangi jis priklauso nuo valstybės prisiimamos atsakomybės dalies už visuomenės gerovę per asmenų socialinių teisių užtikrinimą. Tose valstybėse, kuriose šios teisės pripažįstamos ir ginamos, kaip žmogaus teisės, valstybės įsipareigojimai išauga, tuo pačiu nulemdami ir jos gerovės valstybės statusą (oponuojantį minimalios gerovės valstybėms).

Taip pat prof. T. Birmontienės teigimu, socialinių teisių prigimtis yra dvilypė (Birmontienė, 2012, p. 1005-1030), tad jų įtvirtinimas Konstitucijoje, reiškia tiek valstybės įsipareigojimus visuomenės atžvilgiu (kas, kaip minėta, sudaro gerovės valstybės turinį), tiek reiškia individualias kiekvienam visuomenės nariui garantuojamas teises. O valstybei iš to kyla pareiga užtikrinti pagarbą žmogaus orumui bei jo gynimą<sup>26</sup>. LR Konstitucinis Teismas yra konstatavęs, kad įstatymų leidėjui reguliuojant su žmogaus teisių ir laisvių įgyvendinimu susijusius santykius, kyla pareiga garantuoti deramą jų apsaugą ir tai yra viena iš žmogaus orumo, kaip konstitucinės vertybės, užtikrinimo prielaidų (LR KT 2004 m. gruodžio 29 d., 2009 m. rugsėjo 2 d., 2016 m. birželio 27 d. ir kt. nutarimai). Todėl valstybė, turėdama pareigą garantuoti asmenims atitinkamas socialines teises, įsiterpia į visuomenės gyvenimo sritis reguliuodama tam tikrus santykius, tačiau tas reguliavimas negali būti toks, jog, vardan siekio užtikrinti visų asmenų lygybę ir vienodas socialines teises, būtų paminamas tam tikrų visuomenės narių ar jų grupių orumą atitinkantis gyvenimo lygis.

G. Mesonis išskiria, jog minėtos valstybės pareigos turinys gali skirtis, atsižvelgiant į tai, kokių asmens teisių ir laisvių kontekste kiekvienu konkrečiu atveju yra interpretuojamas asmens orumas (Mesonis, 2014). Pavyzdžiui, socialinių teisių užtikrinimo fone Konstitucinis Teismas, aiškindamas Konstitucijos 21 str. 2 d. nuostatą, jog žmogaus orumą gina įstatymas, kildino iš jos pareigą valstybei sukurti tokią socialinio aprūpinimo sistemą, kuri leistų išlaikyti asmeniui jo orumą atitinkančias gyvenimo sąlygas, o esant poreikiui taip pat suteiktų būtiną socialinę apsaugą (LR KT 2009 m. rugsėjo 2 d. nutarimas). Taip pat paminėtina, jog valstybės pareigos pobūdis gali būti visuotinis arba individualus atskiriems asmenims ar jų grupei. Nepaisant visų žmonių turimo bendro prigimtinio orumo, galima išskirti ir orumą, kuris būdingas atskiriems asmenims, pavyzdžiui, valstybės Prezidentui, priklausomai nuo turimo ypatingo vaidmens visuomenėje. Iš to seka taikytina specifinė konstitucinė apsauga šių asmenų orumui garantuoti – pvz., valstybės Prezidento, kaip valstybės vadovo orumą, jo individualų ir išskirtinį statusą turi atitikti jam mokamos pensijos dydis, jos skyrimas ir mokėjimo sąlygos

---

<sup>26</sup> LR Konstitucijos 21 straipsnio 2 dalyje nustatyta: „Žmogaus orumą gina įstatymas.“

(LR KT 2002 m. birželio 19 d. nutarimas). Taigi, lygybės principas nepaneigia, jog atskirais atvejais asmens orumo matas gali skirtis ir būti aukštesnis, priklausomai nuo asmens įgyto statuso, išskirtinio jo vaidmens vykdant atitinkamas funkcijas valstybėje. Arba kitaip sakant, jis gali lemti dar labiau valstybę įpareigojančią minimalią ribą, pagal kurią nustatomas atskaitos taškas, užtikrinant socialines teises atitinkamiems visuomenės nariams ar jų grupėms.

Konstitucinio Teismo teigimu, prigimtinės žmogaus teisės yra individo prigimtinės galimybės, kurios užtikrina jo žmogiškąjį orumą socialinio gyvenimo srityse (LR KT 2013 m. gegužės 16 d. nutarimas). Pastarasis, kaip jau buvo minėta analizuojant gerovės valstybės sampratą, yra pasiekiamas visuomenės nariams pripažįstant jų socialines teises ir garantuojant jų įgyvendinimą. Pabrėžtina, jog šios teisės skiriasi nuo kitų teisių savo finansavimo poreikiu. Nors ir kitų teisių įgyvendinimui valstybei reikalingi ekonominiai ištekliai, tačiau, kaip akcentuoja tiek E. Baltutytė, tiek prof. T. Birmontienė, socialinės teisės taip pat yra laikomos valstybės socialine politika, kuri priklauso nuo valstybės ekonominių galimybių (Baltutytė, 2002, p. 75-80; Birmontienė, 2006, p. 325-336). Todėl socialinių teisių įgyvendinimo maksimali riba koreliuoja su kiekvienos valstybės individualia ekonomine padėtimi dotuojų metu – finansine našta kurią gali prisiimti pati visuomenė. Iš esmės tai yra tai, ką kiekvienas asmuo gauna iš darbinės ar profesinės veiklos ir kaip tai gali būti perskirstoma finansuojant socialinės apsaugos sistemą bei kitas sritis (pvz., švietimą), kuriose veikia gerovės valstybė. Todėl svarbu užtikrinti, kad nebūtų pažeisti finansavimą palaikančios visuomenės dalies interesai ir teisės, kas lemtų perskirstomų lėšų šaltinio eliminavimą. Tuo pačiu ekonominių išgalių riba apibrėžia ir solidarumo principo taikymo ribas – klausiant, iš ko paimti (kas ir kiek turi prisidėti prie sistemos finansavimo) ir kam atiduoti (kas turi teisę į išmoką ir kitos formos pagalbą/paslaugas bei kokia apimtimi). Prof. T. Birmontienė akcentuoja, jog socialinės teisės gali būti įgyvendinamos atitinkamu lygiu, o jų ribojimas, kaip ir kitų teisių, yra grindžiamas, *inter alia* proporcingumo principu, bei visuomenės išgalėmis garantuoti jas kiekvienam nariui (Birmontienė, 2012, p. 1005-1030). Taigi, siekiant išlaikyti finansuojančiosios ir pagalbą gaunančiosios visuomenės dalies teisių ir pareigų pusiausvyrą, gali ir turi būti ribojamas gaunamos finansinės išmokos ir (ar) paramos dydis (jis neturi paneigti asmenų intereso patiems gauti pajamų iš darbinės, profesinės, kt. veiklos). Atsižvelgiant į tai, kad žmogaus orumas, kaip konstitucinė vertybė, bei jo apsauga yra susieti su socialinėmis žmogaus teisėmis, ir pažeidžiant šias teises yra kėsinamasi į žmogaus orumą, todėl socialinių teisių įgyvendinimas, kai kurių autorių teigimu, turi remtis ne tik solidarumo, bet taip pat lygybės ir proporcingumo principais, derinant juos tarpusavyje (Taminskas, Mesonis, 2014, p. 957-973). Todėl, pajamų perskirstymo mastui taip pat taikomas proporcingumo ribojimas, sietinas su siekiu išlaikyti paskatą asmenims

patiems kurti produktą, mokytis, dirbti, *etc.* Tam, jog to eigoje valstybė turėtų galimybes, perskirstant lėšas, suteikti pagalbą tiems asmenims, kuriems dotuoju metu ji reikalinga.

Apibendrinant, darytina išvada, jog asmens socialinės teisės, kurios suprantamos ne tik kaip individualios kiekvienos visuomenės nario teisės, bet traktuojamos žmogaus teisėmis ir jų įgyvendinimas laikomas valstybės socialine politika, lemiančia valstybės bei pačios visuomenės tarpusavio įsipareigojimus ir atitinkamą jų apimtį, yra ribojamos tam tikrų objektyvių sąlygų. Iš vienos pusės, socialinių teisių įgyvendinimas yra ribojamas valstybės ekonominių išgalių. Iš kitos pusės, socialinės teisės privalo būti įgyvendinamos taip, jog būtų užtikrintas, arba kitaip – nebūtų pažeistas, numatytas minimalus standartas – asmens orumas, atskirais atvejais priklausantis nuo asmens išskirtinio statuso visuomenėje, jo pareigų, nusipelnymo valstybei, kas atitinka iš solidarumo kildinamų visuomenės narių teisių ir pareigų pusiausvyrą. Šio tikslo, t. y. tinkamo socialinių teisių įgyvendinimo, užtikrinant asmens orumą ir nepaneigiant valstybės ekonominių galimybių, yra siekiama, įgyvendinant ne tik solidarumo bet ir socialinio teisingumo principą, derinamą su lygybės ir proporcingumo principais.

### 1.2.2. Solidarumo principas nacionalinėse teisinėse sistemose

„Valstybė – tai aš“ (pranc. *L'état, c'est moi*), – viena skambiausių ir žinomiausių pasaulyje frazių, priklausanti Karaliui Saulei (Prancūzijos Karaliui Liudvikui XIV). 1655 metais nuskambėjusi mintis šiandien teturi istorinį svorį ir akivaizdžiai konfrontuoja su šiuolaikine valstybės, prilygintos visuomenei ir sociumui, idėja. L. Duguit teigė, jog valstybė ir jos valdžia yra patys žmonės, kurie gyvena kartu visuomenėje ir vieniems jų tenka valdymo funkcija, tačiau jie visi yra lygūs turimomis teisėmis ir pareigomis (Duguit, 1911). Todėl Liudviko XIV frazė gali būti puikia iliustracija bet kurios šiuolaikinės gerovės valstybės, grindžiamos solidarumo principu, opozicijai.

Nors visos gerovės valstybių socialinės sistemos ir jose veikiantys principai, *inter alia* solidarumas, pasižymi bendrais bruožais, tačiau kiekviena nacionalinė teisinė sistema, visų pirma, turi skirtingą istorinį kontekstą, kuris lemia ne tik tam tikrus teisinio reguliavimo skirtumus, užtikrinant socialines teises, bet ir nevienodą solidarumo principo sampratą, ypač jam valstybės ir tuo pačiu visuomenės suteikiamos reikšmės atžvilgiu. Kai kurių valstybių, antai Italijos Konstitucija (1947 m. gruodžio 22 d.) įtvirtina, jog valstybė pripažįsta ir laiduoja kiekvieno žmogaus teises ir tuo pačiu reikalauja vykdyti neginčijamas pareigas, kylančias, *inter alia* iš socialinio solidarumo. Tuo tarpu kitų Europos valstybių Konstitucijose solidarumo principas nėra tiesiogiai įvardintas, tačiau gali būti išvedamas iš jos nuostatų. Pavyzdžiui, Ispanijos Konstitucijos (1978 m. gruodžio 27 d.) 31 straipsnis įtvirtina pareigą kiekvienam asmeniui per teisingą mokesčių sistemą, grindžiamą lygybės principais ir progresiniais mokesčiais, pagal savo ekonomines galimybes prisidėti prie visuomenės išlaidų finansavimo. Vis tik, vieta ir būdas, kur ir kaip yra įtvirtintas solidarumo principas atskirose valstybėse, tėra vienas iš aspektų, padedančių suprasti solidarumo principui suteikiamą vertę kiekvienoje valstybėje ir jos visuomenėje. Tačiau atskirose valstybėse solidarumo principas ir jo taikymas gali skirtis ir savo pagrindais, kurie kiekvienu atveju formuojasi ne vieną dešimtmetį ar net šimtmetį konkrečių visuomenės patirčių ir istorinių įvykių įtakoje.

Todėl verta trumpai aptarti solidarumo principo pagrindus atskirai Prancūzijoje ir Lietuvoje, siekiant atskleisti jo reikšmę ir vietą šių valstybių teisinėse sistemose, tiesiogiai koreliuojančiose su politine, ekonomine ir kitomis valstybės tinkamą funkcionavimą garantuojančiomis sritimis.

### 1.2.2.1. Solidarumo principo samprata Prancūzijoje

Šiuo metu Prancūzijoje galioja 1958 m. rugsėjo 28 d. tautos referendumu priimta ir 1958 m. spalio 4 d. įsigaliojusi Konstitucija (toliau taip pat – Prancūzijos Konstitucija), kitaip dar vadinama V Respublikos Konstitucija. Ši Konstitucija išsiskiria savo sandara – ji yra laikoma sudėtine kodifikuota (Jarašiūnas, 2006, p. 27) ir yra sudaryta iš (I) 1958 m. Prancūzijos Konstitucijos, (II) 1789 m. Žmogaus ir piliečio teisių deklaracijos, (III) 1946 m. Prancūzijos Respublikos Konstitucijos preambulės bei (IV) nuo 2004 m. įtrauktos Aplinkos apsaugos chartijos.

V Respublikos Konstitucijos preambulėje greta ištikimybės deklaravimo Prancūzijos liaudies vardu, skelbiami laisvės, lygybės ir brolybės idealai, kuriais grindžiama visa valstybės santvarka. Kaip jau anksčiau minėta, pirmasis Prancūzijos Konstitucijos straipsnis teigia, jog Prancūzija yra socialinė respublika, o antrasis įtvirtina šalies devizą: „laisvė, lygybė, brolybė“. Kas yra laisvė ar lygybė – yra nedviprasmiškai paaiškinta pačioje Prancūzijos Konstitucijoje. Laisvė – tai galimybė daryti viską, kas nekenkia kitam, o kiekvieno žmogaus prigimtinių teisių įgyvendinimas yra ribojamas tik tiek, kad būtų užtikrintas kitų visuomenės narių naudojimas tomis pačiomis teisėmis (Deklaracijos 4 str.). Ši teisė plėtojama ir kituose straipsniuose, įtvirtinant, pvz., laisvę reikšti mintis ir nuomonę. Tai visos asmenų teisės laisvai veikti ir priklausos nuo valstybės nesikišimo, t. y. jos užtikrinamos ne įpareigojant valstybę sureguliuoti atitinkamus santykius, tačiau netaikyti jokio reguliavimo.

Lygybės samprata taip pat atskleidžiama kituose V Respublikos Konstitucijos straipsniuose, kaip antai numatant, jog visi piliečiai lygūs prieš įstatymą (Deklaracijos 6 str.). Tuo tarpu trečioji šalies devizo dalis, deklaruojanti vieną iš trijų svarbiausių vertybių – brolybę, nėra plėtojama ar detaliau paaiškinama pačiuose teisės aktuose. Nėra vieningos ir mokslininkų nuomonės, pagal kurią būtų apibrėžiama ar tiksliai paaiškinama brolybės samprata. Kai kurių autorių teigimų, visos trys devize įtvirtintos vertybės yra tarpiai susietos, tačiau negali būti nei tapatinamos, nei veikti prieštarinai. L. Blum teigia, kad brolybė, kad ir kaip bebūtų suprantama, yra ne lygybės prielaida, o jos rezultatas. Remiantis jo teigimu, kuriam antrina ir M. Borgetto, brolybė yra įmanoma tik tarp laisvų ir lygių žmonių, todėl pirmiausia turi pasireikšti laisvė ir lygybė, o tik tada galima kalbėti apie brolybę, kaip pirmųjų dviejų vertybių pasekmę (Borgetto, 1993, p. 643). Kai kurių autorių nuomone, Konstitucijos 2 straipsnio 4

dalyje, kurioje išdėstytas Respublikos šūkis, išvelgiamas solidarumo principo pagrindas. S. Arne teigimu, brolybė be visa ko postuluoja solidarumą (Arne, 1993, p. 475). Tame tarpe, kaip anksčiau buvo minėta, M. Borgetto teigimu, solidarumas yra teisinė brolybė išraiška veikianti praktikoje (Borgetto, 1993, p.17-339). Todėl, brolybę tapatinant su solidarumu, reikėtų, kad pastarasis yra neatsiejamas ir nuo visų asmenų laisvės bei lygybės, kurie yra jo prielaida. Disertacijos autorė laikosi nuomonės, pagal kurią, asmenų lygybė yra tiek šiuolaikinio solidarumo principo prielaida, tiek jo veikimo išdava ir šio principo tikslas yra asmenų socialinių teisių užtikrinimas, sudarantis galimybes *inter alia* asmenų laisvių įgyvendinimui. Todėl egzistuoja tamprus ne vienpusis, o abipusis ryšys tarp šių vertybių ir principų, sudarantis jų tarpusavio priklausomumą. Ši pozicija bus (pa)grindžiama tolimesniuose disertacijos skyriuose, analizuojant atskiras sritis, kuriose veikia solidarumo principas.

Sutinkant su nuomone, kad Prancūzijoje solidarumo principas yra susietas su brolybės vertybe, reikalauja pastarosios detalesnės analizės. Pradžioje religinę vertę, o paskui filosofinį idealą, atspindėjusi brolybės (pranc. *fraternité*) koncepcija 1789 m. revoliucionierių buvo iškelta kaip bendras politinio veikimo principas, kurio vardu buvo įtvirtintos pirmosios socialinės teisės (Borgetto, 2018). Šiandien šios teisės yra užtikrinamos solidarumo principo pagrindu. Todėl solidarumo prigimtis ir samprata Prancūzijoje ir yra neatsietina nuo vienos iš trijų pagrindinių šalies vertybių – brolybės. Įtakota daugybės filosofų, teigiančių, kad brolybė, kaip minėta, gali formuotis tik ten, kur valstybė garantuoja tautai laisvę ir lygybę, po 1789 m. Revoliucijos ji tapo viena pagrindinių idėjų naujajame diskurse, pagal kurį, kiekvienas yra laikomas vienas kito broliu tiek dėl to, kad kiekvienas būdamas laisvas ir lygus, turi savo tėvynę, tiek dėl to, kad formuodamas tautą kiekvienas turėtų būti neatsiejama suverenios valdžios dalis (Borgetto, 2018, p. 16-26). Todėl brolybės vardu ir dėl jos siekio valstybėje buvo pradėtos taikyti įvairios priemonės (leidžiami teisės aktai numatantys skirtingas pagalbos formas), skirtos padėti sunkesnėje padėtyje atsidūrusiems asmenims (pavyzdžiui, padėti fiziškai ir (ar) materialiai nuo karo nukentėjusioms aukoms, suteikti pagalbą „Tėvynės gynėjų“ šeimoms, *etc.*) (Borgetto, 1993). Taigi, visų pirma, buvo pradėta plėtoti visuotinė solidarumo politika, akcentuojant brolybę – kaip tikslą ir taip pat ja grindžiant politiką, skirtą suteikti minimalią apsaugą pažeidžiamiausioms visuomenės grupėms, *inter alia* pamestinukams, našlaičiams, nėsčioms moterims, sergantiems, neįgaliems, pagyvenusiems asmenims, *etc.*

Vėliau brolybe pradėtas grįsti socialinių teisių įtvirtinimas ir užtikrinimas bei valstybės priimami asmenims socialinę apsaugą suteikiantys ir plečiantys sprendimai. Pavyzdžiui, užtikrinama socialinė teisė į darbą, teigiant, jog „Respublika, brolybės vardan, pripažįsta kiekvienam piliečiui <...> teisę dirbti ir užsidirbti iš savo darbo“ (Renouvier, 1981, p. 153).

Taip pat, pavyzdžiui, įtvirtinama teisė socialinę į apsaugą, teigiant, jog „Respublika, brolybės vardan, turi įsteigti silpnesnių, vaikų ir pagyvenusių žmonių apsaugą besirūpinančias institucijas“ ir „Respublikoje visuomenė yra įsipareigojusi visiems piliečiams suteikti reikalingas priemones jų egzistavimui: tai brolybės įstatymas“ (Renouvier, 1981, p. 154). Tai keli pavyzdžiai socialinių teisių ir garantuojamos apsaugos, kurie buvo kildinami iš brolybės<sup>27</sup>, o šiai dienai yra grindžiami solidarumu<sup>28</sup>. Šie pavyzdžiai taip pat parodo, jog siekis buvo šių socialinių teisių užtikrinimas, kuris garantuoja asmenims lygybę ir galimybes įgyvendinti laisves. Todėl šios teisės užtikrinamos bendru prancūzų prisidėjimu (indėliu), kuris pagrindžiamas tuo, jog visuomenė yra vienijama brolybės, tačiau ne tam, jog būtų siekiama šios brolybės, kaip savaiminio tikslo.

Žmogaus ir piliečio teisių deklaracija bei 1946 m. Konstitucija yra minimos 1958 m. Konstitucijos preambulėje, įtvirtinančioje, kad Prancūzijos tauta iškilmingai skelbia savo ištikimybę Žmogaus teisėms bei tokiems nacionalinio suvereniteto principams, kokie jie buvo išdėstyti 1789 metų Deklaracijoje, patvirtinti ir papildyti 1946 m. Konstitucijos preambulėje, kurioje *inter alia* įtvirtinta, jog Tauta skelbia prancūzų solidarumą ir lygybę, kilus finansiniams sunkumams dėl nacionalinių nelaimių (12 punktas). Tai, disertacijos autorės nuomone, taip pat atspindi, solidarumo, kaip priemonės įtvirtinimą, kuomet yra siekiama įveikti kilusius sunkumus. O tai, kad solidarumas įtvirtinimas kartu su lygybe, siekiant numatyto tikslo, suponuoja, jog tai yra tarpusavyje derintini principai, negalintys vienas kito pažeisti ir paminti.

Konstitucinė Taryba nuo 1980 metų savo jurisprudencijoje<sup>29</sup> gana plačiai rėmėsi ir (ar) įvairiomis reikšmėmis vartojo solidarumo terminą. Jos terminologijoje galima rasti solidarumo „mechanizmo“, solidarumo „principo“, solidarumo „reikalavimo“, solidarumo „tikslą“ terminus ir kartais net kelis iš jų vartojamus tame pačiame sprendime (Conseil Constitutionnel, 2011). Todėl, C. D. Gonthier teigimu, solidarumo koncepcija nėra vienvalentė ir, tame tarpe, norint ją pilnai suprasti, nereikia laikytis vien tik formalaus ir tiesioginio jos įvardijimo konstitucinėje jurisprudencijoje (Gonthier, 2011). Solidarumas net tiesiogiai neįvardijant jo ir jo nevadinant principu, yra užkoduotas ir kitose konstitucinėse bei įstatyminėse normose ir

---

<sup>27</sup> Prancūzijos Konstitucinė Taryba 2018 m. liepos 6 d. sprendime konstitucionalizmo brolybės principą ir byloje, (pirmą kartą) remdamasi brolybės principu, nustatė solidarumo pažeidimą, kuomet nebuvo suteikta pagalba migruojantiems asmenims, esant poreikiui.

<sup>28</sup> Šiuolaikinėje Prancūzijoje brolybė ir solidarumas socialinėje srityje yra santykinai gerai įtvirtinti bei atskirti. M. Borgetto (2018) teigimu, solidarumo principas gana paprastas ir nedviprasmiškas – juo grindžiama socialinė apsauga ir socialinės garantijos, taip pat jis yra tiesioginis daugelio teisinių tekstų pagrindas, o tuo tarpu brolybės vaidmuo yra dvilypis. Vienas iš vaidmenų yra būtent tada, kai brolybė sinonimiškai tapatinama su solidarumo principu teisiniame, socialiniame ir kt. lygmenyje.

<sup>29</sup> Konkretūs sprendimai ir atvejai, kada Konstitucinė taryba remiasi solidarumo principu, jį plėtoja, etc., įvardijami ir analizuojami sekančiuose disertacijos skyriuose, susijusiuose su atskiromis sritimis, kuriose valstybė veikia, garantuodama žmonių socialines teises.

jurisprudencijoje. Pavyzdžiui, jau minėtos 1946 m. Konstitucijos preambulės 11 dalyje arba kitaip V Respublikos Konstitucijos 2 dalyje yra įtvirtinta nuostata, jog kiekvienas žmogus, kuris dėl savo amžiaus, fizinės ar psichinės būklės, ekonominės padėties negali dirbti, turi teisę gauti orias pragyvenimo priemones, ir šiai teisei suteiktas konstitucinės vertybės statusas (Konstitucinės Tarybos 1999 m. liepos 23 d. sprendimas). Įtvirtinta valstybės pareiga suteikti minėtas teises asmenims, savaime suponuoja tikėtiną paskirstomojo teisingumo taikymą, kuris vykdomas įgyvendinant socialinio solidarumo principą.

Solidarumo principas yra užkoduotas ir kitose 1946 m. Prancūzijos Konstitucijos nuostatose, kaip antai preambulėje, kur teigiama, kad „tauta garantuoja visiems, ypač vaikams, motinoms ir pagyvenusiems darbuotojams sveikatos apsaugą, materialinį saugumą, poilsį ir laisvalaikį. Kiekvienas žmogus, kuris dėl savo amžiaus, fizinės ar protinės būklės, ekonominės padėties negali dirbti, turi teisę gauti iš visuomenės lėšų, pakankamų jam pragyventi“. Matyti, jog šios Konstitucijos nuostatos iš esmės nustato abipusę teisę ir pareigą visiems visuomenės nariams finansiškai prisidėti teikiant pagalbą atitinkamais atvejais tiems asmenims, kuriems ji reikalinga.

Solidarumo sąvokos vietą konstitucinėje teisėje tam tikra prasme liudija ir jos įrašymas šiai temai skirtuose žodynuose ar kituose gramatikos, leksikos, *etc.* leidiniuose (Duhamel, Meny, 1992, p. 985; Avril, Gicquel, 1995, p. 124). Todėl solidarumo principo konstitucionalizavimas Prancūzijos teisėje akivaizdus. Jį galima būtų taip pat pagrįsti ir tuo, jog Konstitucinei tarybai savo sprendime (*décision IVG du 15 janvier 1975*) pripažinus 1946 m. Konstitucijos preambulės konstitucinę vertę, įvairios šio teksto nuostatos ir tame tarpe 12 punktas, įgijo konstitucinę vertę. Nepaisant to, svarbu atskleisti kokia iš tiesų yra solidarumo principo reikšmė kitoms konstitucinėms normoms, taip pat, ar šis principas veikia teismų sprendimuose, teisėkūroje. Dėl to šiame ir kituose disertacijos skyriuose, skirtuose atskiroms socialines žmonių teises užtikrinančios sritims valstybėje atskleisti, bus analizuojama iš kokių šaltinių yra kildinamas solidarumas. Taip pat, greta analizuojant solidarumo principo vietą Prancūzijos Konstituciniame bloke, bus atskleidžiamos solidarumo ypatybės ir šio principo vertė.

P. Laroque teigimu, būtent valstybės socialinė politika turi visur ir visada būti žmonių brolybės išraiška. Ji pasiekama per solidarumo principą socialinėje politikoje, kuria yra siekiama garantuoti ne ką kitą, kaip asmenų orumą (Laroque, 1968, p. 632). Šiame kontekste paminėtinas Prancūzijos socialinės apsaugos kodekse (art. L 111-1), įvardijamas solidarumas, kaip principas, kuriuo grindžiama visa Prancūzijos socialinė apsauga.

Šiai dienai Prancūzijoje egzistuoja bendroji sveikatos ir socialinės apsaugos schema (pranc. *régime général*), grindžiama nacionalinio solidarumo idėja, kuri derinama su papildomomis įterpties priemonėmis, skirtomis socialinės atskirties grupėms. Tame tarpe paminėtinas 1986 m. sausio 16 d. sprendimas (Décision n° 85-200 DC), kuriuo Konstitucinė Taryba socialinės apsaugos kontekste išaiškino, jog įstatymų leidėjui tenka pareiga nustatyti teisinį reguliavimą grįstą solidarumu tarp aktyvių asmenų, bedarbių ir pensininkų, tuo pačiu išlaikant finansinę pusiausvyrą, ir kad solidarumas netrukdo perkelti esamų lėšų iš vieno fondo į kitą, esant sunkiai finansinei padėčiai bei dideliame deficitui pensinio aprūpinimo fonde. Šiuo atveju matyti vienas iš solidarumo principo, kuriuo grindžiama valstybės socialinės apsaugos sistema, bruožų, kuris buvo įvardintas ES TT praktikoje, kaip rizikos (atsakomybės) pasidalijimas.

Vis dėlto Prancūzijoje, kaip ir kitose valstybėse, solidarumo pirminė sąvoka turėjo kitokią sampratą nei dabar sutinkama gerovės valstybėje per socialinės politikos prizmę. Pavyzdžiui, baudžiamojoje ar civilinėje teisėje, kaip jau buvo minėta, solidarumas buvo ir yra suvokiamas per bendrą atsakomybę konkrečiai asmenų grupei. Taigi, nors šios disertacijos temoje aktuali solidarumo principo samprata socialine prasme, tačiau atkreiptinas dėmesys, jog solidarumas Prancūzijoje nėra vien tik socialinės sistemos principas. Jis, taip pat atsižvelgiant į Konstitucijos preambulės nuostatas<sup>30</sup>, yra visą Prancūzijos visuomenės gyvenimą grindžiantis, esminis principas, taikomas siekiant bendrų visai valstybei tikslų, kurie, kaip jau buvo minėta, gerovės valstybės kontekste atliepia ir atskirų visuomenės narių bei jų grupių interesus. Pavyzdžiui, Žmogaus ir piliečio teisių deklaracijos 12 ir 13 straipsniai, kalbantys apie ginkluotojų pajėgų įkūrimą ir išlaikymą, pažymi, jog jos reikalingos visų bendrai naudai, o ne asmeniniams interesams tenkinti ir jų išlaikymui yra būtinas visų indėlis, dėl to finansinė našta paskirstoma visiems piliečiams pagal jų galimybes.

Tam tikra solidarumo principo forma kai kurių autorių yra įžvelgiama net ir ketvirtojoje Prancūzijos Konstitucinio bloko dalyje – Aplinkos chartijoje. Joje atitinkamas naujas solidarumo žymes rado P. H. Prelot. Remdamasis prieš Chartiją pateikiamomis Konstitucijos preambulės nuostatomis, jis teigia, jog visus prancūzus vienijantis solidarumo principas, kuris taikomas susiduriant su finansine našta, kylančia nacionalinių nelaimių akivaizdoje, yra papildomas kartų solidarumu ir visuomenės solidarumu aplinkai (Prelot, 2007, p. 59). Taigi, solidarumo principo taikymas Prancūzijoje yra išplečiamas dar platesniu mastu, pritaikant jį sistemškai kitoms konstitucinėms teisėms, laisvėms, interesams, kurie deklaruojami šalies

---

<sup>30</sup> Tauta skelbia visų prancūzų solidarumą ir lygybę, kilus naštai (mokesčiams) nacionalinių nelaimių akivaizdoje.

Konstituciniame bloke, garantuoti. Kas išreikštų valstybės plačios atsakomybės prisiėmimą (dalijantis ja su visuomene) ir suponotų aukštos gerovės lygį, atitinkantį tam tikrą gerovės valstybės modelį, suprantant gerovės valstybės koncepciją plačiąja<sup>31</sup> prasme.

Apibendrinant, solidarumas, yra tiesiogiai Prancūzijos Konstitucijoje bei kituose nacionaliniuose teisės aktuose, susijusiuose, *inter alia* su žmogaus socialinių teisių užtikrinimu ir įgyvendinimu, įtvirtintas principas, kuris turi ilgametę formavimosi šalyje praeitį, o jo iškilimas sietinas su istoriniu Didžiosios Prancūzijos revoliucijos kontekstu ir Prancūzijos devize įtvirtinta viena pamatinių nacionalinių vertybių – brolybe, laikant solidarumo principą ir jo veikimą, *inter alia* socialinės politikos srityje, brolybės teisine išraiška, vienijančia visuomenės narius, kuomet yra siekiama bendrų tikslų, prisiimant bendrai atsakomybę, ir įpareigojančia padėti vieni kitiems, esant poreikiui užtikrinti kiekvieno asmens socialines teises, atliepančias žmogaus orumą.

---

<sup>31</sup> Kuomet valstybė prisiima atsakomybę ne tik už socialinę gerovę, tačiau ir tokias sritis kaip krašto apsauga, aplinkosauga, etc.

### 1.2.2.2. Solidarumo samprata Lietuvoje

Nei 1992 m. spalio 25 d. piliečių referendume priimtoje ir tų pačių metų lapkričio 2 d. įsigaliojusioje Lietuvos Respublikos Konstitucijoje, nei kituose žemesnės teisinės galios nacionaliniuose teisės aktuose solidarumo principas, skirtingai nei Prancūzijoje, Lietuvoje nėra įvardintas tiesiogiai. Nepaisant to, teigtina, jog solidarumas, kaip principas užtikrinantis žmogaus socialines teises, Lietuvoje yra išreikštas konstituciniu lygmeniu.

Principo įtvirtinimas teisės normoje ar normų grupėje nėra vieninteliu ar būtinu kriterijumi, kad jis būtų pripažįstamas principu, kadangi savo prigimtimi kyla iš pačios teisės sampratos ir tokiu atveju jo įpareigojanti galia yra taip pat pripažįstama (Vaišvila, 2004, p. 146). Solidarumas socialinėje srityje atitinkamomis išraiškomis egzistavo Lietuvoje ir ankstesniais laikotarpiais, *inter alia* tarpukariu, tačiau ne teisiniame lygmenyje. Kaip pažymi kai kurie autoriai, šiuo laikotarpiu vyravo privačios globos iniciatyva, besiremianti pilietiškumo ir artimojo atjautimo idėjomis, iš kurių kilo privačių labdarinių organizacijų iniciatyvos (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 155). Tuo tarpu sovietmečio Lietuvoje atsakomybė už socialinę apsaugą iš privačių iniciatyvų buvo perkelta valstybei, kuri suteikė universalų ir visuotinį saugumą, finansuojamą be dirbančiųjų finansinio prisidėjimo. Tai, kaip pastebi W. Weaver, davė laisvę manipuluoti šia sistema dėl „bendro intereso“, kadangi nebuvo dirbančiųjų asmenų susitarimų ir prisidėjimo įmokomis prie sistemos finansavimo, todėl socialistinė idėja „kiekvienam pagal darbą“ yra tinkama darbui, bet ne socialinei apsaugai (iš Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 174). Po Nepriklausomybės keitėsi socialinės apsaugos sistema. Kaip jau minėta aptariant teorinius gerovės valstybės modelius ir Lietuvai būdingus bruožus, nemenką laikotarpį buvo dvejojama kuria kryptimi pasukti socialinę politiką šalyje. Vis dėlto, pamatiniai principai, *inter alia* solidarumas, kaip ir atitinkamos socialinės teisės, nepriklausomai nuo kuriamos socialinės apsaugos sistemos ypatumų (pasirenkamų priemonių), buvo užprogramuoti jau 1992 m. Lietuvos Respublikos Konstitucijos nuostatose. Tai nubrėžė ir atitinkamas privalomas gaires, kuria kryptimi turi būti formuojamas socialinės politikos modelis.

Tuo tarpu M. Maksimaitis, teigdamas, jog pagarba prigimtiniams teisėms kildinama jau iš Nepriklausomybės Akto, skelbiančio demokratinės valstybės atstatymą, cituoja išeivijos teisininką J. Varną (1978), kuris teigė, kad „demokratija yra gyvenimo būdas, pagrįstas socialiniu teisingumu, žmogiškosios vertybės kiekviename žmoguje atpažinimu, visų žmonių lygybe ir artimo meile. Kartu ji yra ir moralinė pareiga gerbti žmogų, gerbti jo asmenybę“ (Maksimaitis, 1999, p. 98). Matyti, jog J. Varnas įvardija pagrindinius gerovės valstybei būdingus principus: socialinį teisingumą, lygybę ir „artimo meilę“, veikiančius užtikrinant

žmogaus socialines teises, tamptai susijusias su prigimtinėmis teisėmis ir jų, *inter alia* žmogaus orumo, garantu. Atsižvelgiant į jau anksčiau aptartus bendrinę prasme solidarumui būdingus bruožus ir jo istoriškai susiklosčiusią sampratą bei prigimtį, J. Varno pavartota sąvoka „artimo meilė“ traktuotina, kaip neformali solidarumo išraiška, įpareigojanti visuomenės narius moraliniu aspektu. Tokiu atveju, laikytina, jog jau tuo laikotarpiu Lietuvoje buvo išskiriami gerovės valstybėms (atsiskleidžiantys per jų socialines sistemas) būdingi principai, *inter alia* įžvelgiamos solidarumo užuomazgos. O konstruojant 1992 m. Konstitucijos nuostatas, garantuojančias atitinkamas socialines teises, šis principas, nors ir tiesiogiai jo neįvardinant buvo užprogramuotas ir konstituciniu lygmeniu.

Konstitucinis Teismas ne viename savo nutarime, aiškindamas Konstitucijos 52 straipsnį<sup>32</sup>, kaip jau minėta, yra nurodęs, jog Lietuvos valstybė yra socialiai orientuota ir, kad kiekvienas jos pilietis turi teisę į socialinę apsaugą, o socialiniam aprūpinimui, t. y. visuomenės prisidėjimui prie išlaikymo tų savo narių, kurie dėl įstatymuose numatytų priežasčių negali apsirūpinti iš savo darbo ar kitokių pajamų arba yra nepakankamai aprūpinti, pripažįstamas konstitucinės vertybės statusas. Konstitucinis Teismas taip pat ne sykį yra tiesiogiai konstatavęs, jog socialinės apsaugos priemonės Lietuvoje išreiškia visuomenės solidarumo idėją ir padeda asmeniui apsaugoti nuo galimos socialinės rizikos (pvz., LR KT 1997 m. kovo 12 d. ir kt. nutarimai). Taip pat 52 straipsnio nuostatos, laiduojančios teisę į socialinį aprūpinimą, įpareigoja valstybę nustatyti pakankamas tos teisės įgyvendinimo ir teisinio gynimo priemones (LR KT 2004 m. kovo 5 d., 2007 m. birželio 7 d. ir kt. nutarimai). Taigi, kiekvienam asmeniui, patekusiam į socialinę riziką, jo turimų atitinkamų socialinių teisių, įtvirtintų Konstitucijos nuostatose, siekiu yra garantuojama valstybės pagalba, kuri grindžiama, *inter alia* solidarumo principu. Nors LR Konstitucijoje solidarumas nėra įvardijamas tiesiogiai, tačiau LR Konstitucinis Teismas ne viename iš savo nutarimų ir sprendimų, pasisakydamas įvairiais klausimais, remiasi solidarumo principu, pvz., tiesiogiai teigdamas, jog „LR Konstitucijoje įtvirtintas solidarumo principas“. Tai reiškia, kad Konstitucinis Teismas savo jurisprudencijoje šį principą konstitucionalizavo (pvz., 2019 m. spalio 31 d. LR KT nutarimas Nr. KT41-N12/2019). Nepaisant to, jog LR KT savo nutarimuose solidarumą identifikuoja ir tiesiogiai įvardina principu, daug kur juo remiasi, tačiau nėra tiksliai įvardinęs visų šio principo bruožų, nors juos identifikuoja savo jurisprudencijoje, pasisakydamas, atskirais su socialine politika susijusiais klausimais (plačiau tai atskleidžiama sekančiuose disertacijos skyriuose).

---

<sup>32</sup> „Valstybė laiduoja piliečių teisę gauti senatvės ir invalidumo pensijas, socialinę paramą nedarbo, ligos, našlystės, maitintojo netekimo ir kitais įstatymų numatytais atvejais“.

Teisės moksle solidarumas taip pat pripažįstamas, kaip kylantis iš LR Konstitucijos nuostatų. Pavyzdžiui, I. Špokienė, remdamasi Konstitucinio Teismo jurisprudencija daro prielaidas, jog solidarumo principas yra Lietuvos nacionalinės teisės dalis (2010, p. 329-348). Prof. T. Birmontienė taipogi nekvestionuoja solidarumo principo Lietuvos teisėje egzistavimo fakto, teigdama jog jis yra įtvirtintas pačioje LR Konstitucijoje, nors ir tiesiogiai neįvardintas (Birmontienė, 2006, p. 325). Abiejų autorių bendra nuomone, šis principas išskaitomas tiek Konstitucijos 52 straipsnyje, tiek kitose jos nuostatose, o taip pat kildinamas ir iš Konstitucinio Teismo doktrinos.

Pastebėtina, jog visos šios įvardintos socialinės teisės Konstitucinio Teismo yra aiškinamos susietai, remiantis kitomis, *inter alia* ekonominėmis teisėmis, kadangi jų įgyvendinimas yra tampriai tarpusavyje susijęs. Pavyzdžiui, asmens teisė į socialinę apsaugą daugumoje atveju siejasi su valstybės finansine pagalba, kuri yra įgyvendinama pinigine ar paslaugų išraiška. Todėl, kaip jau buvo minėta ankstesniuose disertacijos skyriuose, socialinių teisių įgyvendinimas yra ribojamas valstybės ekonominėmis išgalėmis. Šiuo momentu svarbu išskirti solidarumo principo veikimo ribas. Nors Lietuvoje turime platų socialinių teisių katalogą, įtvirtintą Konstitucijoje, kuris kartu su numatytomis socialinės apsaugos priemonėmis, kaip jau minėta, išreiškia visuomenės solidarumo idėją ir tai sudaro teisinės galimybes asmenims apsisaugoti nuo galimų socialinių rizikų, tačiau solidarumo principas pilietinėje visuomenėje nepaneigia asmeninės kiekvieno atsakomybės už savo likimą (LR Konstitucinio Teismo 1997 m. kovo 12 d. nutarimas). Tai reiškia, kad Lietuvoje solidarumo principo pagrindu kildinama asmenų reikalavimo teisė nėra absoliuti, kaip ir visuomenės pareiga prisidėti prie pagalbos ir paramos asmenims, kuriems jos reikia, nėra neribota. Autorė atkreipia dėmesį, jog to nereikėtų sutapatinti ir (ar) maišyti su teisės į pagalbą sąlygotumu, kuris būdingas pagalbą ištikus draudiminių įvykiui garantuojantiems privatiems draudimams. Skirtingai nei privačių, pelno siekiančių, fondų atveju, valstybės socialinės apsaugos sistemoje, grindžiamoje solidarumo principu, pelno siekimas nėra ir negali būti nei vienos joje dalyvaujančios šalies tikslas. Šioje sistemoje, kaip jau žinoma, vienas iš siekių yra visų asmenų orumą atitinkančio pragyvenimo lygio palaikymas, todėl, autorės nuomone, yra svarbus valstybės nuoseklumas ir prevencija socialinių teisių užtikrinime. Tai turėtų sudaryti visuomenės nariams sąlygas susikurti bei palaikyti asmeninę gerovę patiems ir (ar) išvengti galimų rizikų atsirado. Kaip akcentuoja K. Lapinskas, pagal Konstitucinio Teismo poziciją, socialinės apsaugos teisinis reguliavimas turi būti toks, kad kiekvienam visuomenės nariui būtų sudarytos prielaidos, visų pirma, pačiam pasirūpinti savo asmenine bei savo šeimos gerove, o ne vien tik pasikliauti valstybės užtikrinama socialine pagalba (Lapinskas, 2006, p. 358). J.

Žilys analizuodamas šią valstybės poziciją, pagal kurią ekonominė politika turi būti socialiai orientuota, tačiau ja negali būti paneigiamos konkurencijos ir ekonominės laisvės, išskiria, jog pagal šią sampratą valstybė kovoja ne su turtingumu, o su skurdu ir skatina asmens individualios atsakomybės už asmeninę gerovę didėjimą (Žilys, 2006). Įdomią poziciją šiame kontekste yra pateikusi I. Špokienė, kalbėdama apie sveikatos apsaugą, tačiau analogiškai jos pavyzdys, disertacijos autorės nuomonė, gali būti pritaikomas ir kitoms socialinės apsaugos sritims. Remdamasi H. M. Sass, kurio teigimu, valstybėje veikianti perskirstymo sistema, grindžiama solidarumo principu, galėjo tinkamai veikti, šalinant sveikatos bei gerovės skirtumus visuomenėje iki tol, kol sveikata ir gerovė priklausė nuo likimo bei natūralių gamtos veiksnių, o tam pasikeitus kyla poreikis ieškoti kitų veiksmingų priemonių (pvz., kiekvieno asmeninė atsakomybė laisvai priimti pačiam tinkamus sprendimus, įtakojančius jo sveikatą ir gerovę), I. Špokienė pastebi, jog asmeninė atsakomybė iš esmės yra susijusi su sveikatos priežiūros ištekliais ir jų prieinamumu (Špokienė, 2010, p. 329-348). Tikėtina, jog ji susijusi ir su kitomis tokiomis aplinkybėmis, kaip aplinka, kurioje asmuo gyvena, prieinamumu prie tam tikrų viešųjų paslaugų, žalos padarytos sveikatai atlyginimo institutu, *etc.* Taigi, laikantis šios idėjos loginės sekos, valstybė, turėtų nukreipti savo resursus, siekdama sudaryti palankias ir saugias sąlygas asmenims, naudojantis jos teikiamomis alternatyviomis paslaugomis, patiems (susi)kurti asmeninę gerovę, o valstybės pagalba konkrečiu atveju asmeniškai būtų suteikiama tik asmenims nepavykus patiems pasirūpinti savimi. Disertacijos autorės nuomone, toks požiūris sietinas su idėja, jog valstybė turėtų vengti perteklinio pajamų perskirstymo, o Konstitucinio Teismo pozicija, jog solidarumo principas nepaneigia kiekvieno asmeninės atsakomybės, turėtų būti taip pat suprantamas, kaip valstybės įsipareigojimas suteikti visuomenės nariams tinkamas ir saugias priemones bei pasirinkimo laisvę individualiam asmeninės gerovės susikūrimui. Tai leistų daryti prielaidą, jog prioritetine sritimi valstybėje tampa asmenų užimtumo reguliavimas, kuris lemia ne tik asmenų pajamas (dažnu atveju tai yra pagrindinis pragyvenimo šaltinis dotuoju metu, o laiko perspektyvoje turi įtakos gyvenimo lygiui, sulaukus pensinio amžiaus), bet taip pat įtakoja asmens sveikatos būklę bei yra svarbus dėmuo asmens gerovei, esant atitinkamai jo šeiminei padėčiai. Taip pat aptariamas LR Konstitucinio Teismo išaiškinimas solidarumo principo atžvilgiu suponuoja valstybės, kaip gerovės valstybės, modelį, nutolindamas jį nuo socialdemokratiniam modeliui būdingų bruožų.

Apibendrinant, nors socialinio solidarumo principas Lietuvoje nėra *expressis verbis* įtvirtintas Konstitucijoje, bet yra tiesiogiai kildinamas iš jos nuostatų (įtvirtinančių valstybės garantijas asmenims nedarbo atveju, užtikrinant nemokamą sveikatos apsaugą, mokslą, apsaugą motinystės ir tėvystės atveju, *etc.*) bei iš LR KT jurisprudencijos, kurioje identifikuojama

valstybės socialinė orientacija ir tiesiogiai išaiškinama, jog Lietuvos socialinės apsaugos sistema remiasi solidarumo principu. Šis principas Lietuvoje iš vienos pusės garantuoja socialines teises visuomenės nariams, o iš kitos pusės įpareigoja valstybę jas užtikrinti, nustatant atitinkamą teisinį reguliavimą socialinės apsaugos srityje. Nepaisant to, tai nepaneigia kiekvieno individo ir asmeninės atsakomybės už savo likimą, kas suponuoja prioritetinį solidarumo principo veikimą tose srityse, kurios svarbios tokių sąlygų asmenims sudarymui, kurios leistų jiems būti, išlikti ar sugrįžti į asmeninę gerovę autonomiškai užtikrinantį būvį.

### 1.3. Solidarumo principo santykis su kitais Gerovės valstybės principais

Gerovės valstybės socialinė politika, užtikrinant žmonių socialines teises, yra paremta pagrindiniais principais – solidarumu, proporcingumu, lygiateisiškumu ir socialiniu teisingumu, kurie daugumoje valstybių, *inter alia* Prancūzijoje ir Lietuvoje, yra įtvirtinti nacionaliniuose aukščiausios teisinės galios teisės aktuose tiesiogiai arba išreikšti jų nuostatose.

Lietuvoje šie socialinės politikos principai patenka į konstitucinio teisinės valstybės principo turinį. Jis yra atskleidžiamas per Konstitucijoje įtvirtintas vertybes bei atsižvelgiant į kiekvieno atskiro minėto principo turinį (LR Konstitucinio Teismo 2004 m. gruodžio 13 d., 2010 m. balandžio 20 d., 2015 m. gegužės 14 d. nutarimai). Šių principų veikimas užtikrinant žmogaus socialines teises lemia ir praktinius jų suderinamumo aspektus, kuomet iškyla skirtingi interesai ir gresia jų konfliktas, valstybei reguliuojant konkrečius visuomenės gyvenimo atvejus socialinės politikos srityje. Ne viename savo nutarime Konstitucinis Teismas yra pabrėžęs asmens ir visuomenės interesų derinimo svarbą, kada valstybei įgyvendinant reguliacinį vaidmenį yra siekiama bendros tautos gerovės, kuri taip pat neturi būti priešinama atskiriems individualiems interesams (LR Konstitucinio Teismo 2005 m. gegužės 13 d., 2015 m. spalio 29 d. nutarimai). Todėl ir iš solidarumo kylančios pareigos asmenims prisidėti prie socialinės politikos sistemos finansavimo, siekiant visų visuomenės narių socialinių teisių užtikrinimo ir bendros gerovės, negali būti tokios, jog paneigtų jų pačių teises ir interesus.

Kaip jau buvo teigta, socialinės gerovės pagrindinis tikslas yra žmogaus socialinių teisių užtikrinimas, kuris iš vienos pusės yra ribojamas valstybės ekonominių išgalių (reikalinga kontroliuoti socialines išlaidas ir jų santykį su įmokomis), o iš kitos – įpareigojimo užtikrinti kiekvieno individo orumą atitinkantį gyvenimą. LR KT teigimu, Konstitucijoje įtvirtintos žmogaus teisės ir laisvės sudaro vieningą ir darnią sistemą, o jų samprata lemia, jog vienu asmenų teisės ir laisvės sugyvena su kitų asmenų teisėmis ir laisvėmis (LR Konstitucinio Teismo 2004 m. gruodžio 29 d. nutarimas). Taigi, užtikrinant ir įgyvendinant vienu teises ir laisves, negali būti paneigiamos kitų teisės ar laisvės – tarp jų ribų egzistuoja tiesioginė priklausomybė. T. Birmontienė, analizuodama Konstitucinio Teismo jurisprudenciją, pabrėžia, jog konstituciniai principai yra tarpusavyje suderinti ir tai suponuoja jų pusiausvyrą, dėl ko visi principai turi būti aiškinami taip, jog nepaneigtų vienas kito (Birmontienė, 2010, p. 262-293). Konstitucinio Teismo jurisprudencijoje atskleidžiamas teisių nedalomumo principas, grindžiamas visų žmogaus teisių svarbumu ir integralumu, kaip svarbiausias šiuolaikinės konstitucinės žmogaus teisių doktrinos principas, kuris, teigiama, yra taikomas ir konstitucinėms teisėms griežtąja prasme, ir konstituciniams principams (LR Konstitucinio

Teismo 2007 spalio 22 d. nutarimas). Tai reiškia, jog Konstitucinis Teismas tiek Konstitucijoje įtvirtintas žmogaus teises ir laisves, tiek principus laiko sudarančiais bendrą ir darnią sistemą. Taigi, šie, kaip ir teisės bei laisvės, negali vienas kito paneigti, t. y. kiekvieno jų taikymo apimtis ir ribos tiesiogiai veikia (arba priklauso) nuo kito šiai sistemai priklausančio principo taikymo ir veikimo ribų tame pačiame teisiniame santykiyje<sup>33</sup>.

Atkreiptinas dėmesys, jog teisės principų tarpusavio suderinamumas ir asmenų teisių bei laisvių tarpusavio suderinamumas yra tiesiogiai susiję. Atsižvelgiant į tai, jog socialinės žmogaus teisės ir jų užtikrinimas yra ypač jautri sritis valstybės vykdomoje politikoje, todėl tas pats socialinės apsaugos poreikis ne visada gali būtų vertinamas vienodai. Vienais atvejais tam tikras įvykis gali būti traktuojamas socialine rizika, o kitais – jau nepagrįsta privilegija. Todėl vertinant principų suderinamumo aspektus, turi būti atsižvelgiama į kiekvieną konkrečią žmogaus socialinę teisę, dėl kurios užtikrinimo yra derinami socialinio solidarumo ir kartu su juo veikiančys principai.

Taigi, keltinas klausimas, kaip socialinės politikos srityje veikia ir kaip turėtų veikti kiekvienas iš minėtų konstitucinių principų, *inter alia* vienas kito atžvilgiu, koks yra jų tarpusavio santykis bei įtaka.

---

<sup>33</sup> *Kaip jau teigta, atskleidžiant solidarumo ištakas ir jo prigimtį Prancūzijoje, šis principas yra neatsiejamas nuo asmenų lygybės ir laisvės, ir visi trys elementai turi tarpusavio priklausomybės ryšį, kuris lemia, jog sumažėjus ar padidėjus vienam dėmeniui, kinta ir kito dėmens apimtis.*

### 1.3.1. Proporcingumo principas

„Viešosios tvarkos pareigūnai neturėtų šaudyti į žvirblį iš patrankos“ (Stirn, 2015, p. 93) – taip literatūriškai proporcingumą apibūdino vokiečių teisininkas F. Fleiner, savo teiginyje akcentuodamas santykį tarp mato ir harmonijos, pasirenkant priemones siekiamam tikslui. Aukso pjūvis arba „dieviškoji proporcija“, leidžianti pasiekti harmonijos idealą, žinomi nuo seniausių laikų ir taikomi mene, matematikoje, ekonomikoje, ir kitose srityse, leidžia suprasti proporcijos siekį ir jos išlaikymo reikšmę žmonių bei visuomenės gyvenime. Daugumoje atvejų proporcija kyla iš idėjos susieti kelis daugiau ar mažiau antagonistinius elementus ar jų grupes, ieškant minėto harmonijos idealo. Teisei šie santykiai, grįsti idealios proporcijos paieška, taip pat nėra svetimi. Asmens, visuomenės ir valstybės santykiai taipogi siekia pusiausvyros tarp teisių ir pareigų, visuotinės svarbos paslaugų gavimo ir teikimo finansavimo. Be to, proporcija, pasak Aristotelio, yra teisingumo atitikmuo, nes teisingumas yra terpė tarp kraštutinių, kurie priešingu atveju nebūtų proporcingi (Aristotelis, 1990). Tai atskleidžia proporcingumo ir teisingumo abipusę sąsają (priklausomybę), kuri ypač pasireiškia vienos rūšies, t.y. socialinio teisingumo (kuris bus analizuojamas sekančiame poskyryje) atžvilgiu.

Proporcingumas siejamas su žodžiu proporcija, kuris kildinamas iš lotyniškojo *proportio*, reiškiančio santykį. Lietuvių kalbos žodynas pateikia dvi šio žodžio reikšmes. Pagal pirmąją matematinę reikšmę, tai reiškia dviejų santykių lygybę, o pagal antrąją bendrinę – darnų tarpusavio dalių santykį, darnumą. Tuo tarpu prancūzų kalbos Larousse žodynas bendrine prasme proporciją (pranc. *proportion*) apibūdina, kaip patenkinamą santykį tarp dviejų ar daugiau elementų, ir laiko ją pusiausvyros, balanso ir simetrijos sinonimu. Pagal Prancūzijos nacionalinio tekstų ir leksikos šaltinių centro (pranc. *Centre national de ressources textuelles et lexicales*) pateikiamą vieną iš reikšmių, proporcija yra harmoninga ir siekianti idealo pusiausvyra. Ten pat proporcija taip pat yra apibūdinama, kaip santykis tarp dydžių, tiesiogiai priklausantis nuo vieno iš jų pasikeitimo – keičiantis vienam, priešinga prasme keičiasi ir kitas. Taip pat minėto centro duomenimis, proporcija gali reikšti ir lygybę tarp dviejų ar daugiau normų. Taigi, proporcingumas gali būti apibrėžiamas, kaip santykis tarp dviejų ar daugiau elementų, kada jie savo matu nebūtinai yra lygūs (pvz., santykis 1:1), tačiau visada kinta, priklausomai vienas nuo kito, t. y. vienam elementui santykyje didėjant, kitas elementas tame santykyje mažėja<sup>34</sup>.

---

<sup>34</sup> Šia prasme proporcija atsispindi ir solidarumo pagrindu įgyjamų teisių (išmoky) bei pareigų (įmoky) atžvilgiu, pvz., socialinio draudimo sistemoje. Kuomet asmuo teisę į atitinkamo dydžio, koreliuojančio su jo buvusiu atlyginimu, išmoką įgyja pasėkoje sumokėtų mokesčių, kurių dydis taip pat priklausė nuo jo atlyginimo dydžio. Ta

Nepaisant bendro proporcijos suvokimo, skirtingų mokslų srityse proporcingumas matuojamas skirtingais matais. Ne visuomet galime pasitelkti vienos srities proporcingumui taikomus matavimo vienetų, norint jį pamatuoti kitoje srityje, *inter alia* teisėje. Paminėtini išskiriami konkretūs kriterijai, kuriais vadovaujantis, pasak J. Bieliauskaitės, galima įvertinti atitinkamos teisinės priemonės atitiktį proporcingumui. Pasak autorės, turi būti atsakoma, (I) ar numatyta priemonė padeda pasiekti tikslą; (II) ar ji yra vienintelė ir jai nėra kitos nuosaikesnės alternatyvos; (III) ar parinkta priemonė išlaiko pusiausvyrą tarp praradimų ir gaunamos naudos (Bieliauskaitė, 2011, p. 84-85). Taigi, teisės moksle proporcingumas, priklauso ir nuo pačių subjektų jam suteikiamos reikšmės – kiekvienu individualiu atveju vertinant, ar tam tikra priemonė ir jos taikymo apimtis, pagal įvardintus kriterijus, yra proporcingi visų aplinkybių kontekste.

Proporcingumo principas įvairiomis formomis pasireiškia daugumos Europos valstybių teisėje, tačiau Europos žmogaus teisių konvencijoje ir Europos Sąjungos teisės aktuose jis yra išreikštas itin aiškiai. Pavyzdžiui, EŽTK 8 ir 11 straipsnių 2 dalyse numatyta galimybė riboti asmenų naudojimąsi teisėmis<sup>35</sup>, kai šis ribojimas yra priemonė „demokratinėje visuomenėje valstybės ar visuomenės saugumo interesams, siekiant užkirsti kelią teisės pažeidimams ar nusikaltimams, gyventojų sveikatai ir dorovei ar kitų asmenų teisėms bei laisvėms apsaugoti“, taigi, bendram interesui – gerovei užtikrinti. Ši nuostata tarsi atspindi kompromisinį susitarimą, leidžiantį subalansuoti santykį tarp pagrindinių žmogaus teisių ir laisvių bei visuotinės svarbos tikslų, kurių siekia valstybės institucijos. G. Braibant teigia, jog proporcingumo principas kilo kaip santykio ir adekvatumo reikalavimas tarp administruojančio subjekto naudojamų priemonių ir jo siekiamo tikslo (Braibant, 1974, p. 298). Socialinė valstybės orientacija sukuria konstitucinę priedermę ir įpareigoja valstybę prisiimti tam tikrą įsipareigojimų našta, per atitinkamų santykių sureguliuojimą. Vis tik, F. Hayek teigimu, socialinis teisingumas, suteikdamas valstybei priemones viskam kontroliuoti su tikslu viso ko lygybės užtikrinimui, lemia neproporcingą valstybės prerogatyvų padidėjimą (Hayek, 2013), todėl yra svarbu tiksliai nubrėžti ribas visuomenės gyvenimo sričių, kuriose valstybė įsiterpia su savo reguliavimu. Tai

---

*pati proporcija sutinkama ir, pvz., senatvės pensijų atveju ir matoma ilgesnio laikotarpio perspektyvoje per kartų solidarumo principą. Kuomet yra didinamos pensinės išmokos asmenims, tai lemia didesnių įmokų į sistemą pareikalavimą iš dotuojų metu dirbančių asmenų, kuriems tokia pareiga lemia ir proporcingą teisę ateityje, tikėtis atitinkamos dydžio išmokos.*

<sup>35</sup>*Pabrėžtina, kad būtent šiuo momentu galėtų būti keliamas klausimas, kaip drauge turėtų veikti ir veiktų kiti principai, siekiant jų darnos ir suderinamumo? Teisingumo reikalavimas, autorės nuomone, kuri remiasi toliau šiame poskyryje atskleidžiamos konstitucinės jurisprudencijos analizuojamais klausimais pagrindu, būtų pasiektas tik taikant asmenų lygybės principą, kuris lemtų, jog proporcingai ir tik pagrįstai ribojamos asmenų teisės neturėtų išskirti kažkuriuos vienos ar kelių asmenų (visuomenės) grupių, kurioms būtų teisės suvaržomos arba atvirkščiai – suteikiamos, lyginant su kita (kitomis) visuomenės grupėmis, neturinčiomis esminių skirtybių, kurios lemtų teisiškai, mokliškai ir (ar) kitaip svariai pagrįstą skirtingą teisių apimtį.*

reiškia, jog proporcingumo principas užtikrina valstybės kišimosi į visuomenės gyvenimą ribojimą, neleidžiant juo tapti pertekliniu. Jau minėtas perteklinis valstybės įsikišimas ir siekis (su)reguluoti visus santykius, nepaliekant laisvės veikti individams, gali lemti ir policinės valstybės bruožų atsiradimą.

Iš esmės proporcingumo taikymo poreikis iškyla susikirtus (ar esant potencialiai grėsmei tam) konkretaus individo, visuomenės ir (ar) valstybės interesams. Interesų konfliktai ir jų sprendimas, derinant priešingus interesus, yra aktualūs visose teisės šakose. Pusiausvyros išlaikymas yra problema konstitucinės priežiūros metodologinėje dimensijoje (Alexy, 2005), o siekis atrasti balansą tarp atskirų individų ir visuomenės interesų yra traktuojamas pagrindiniu žmogaus teisių tikslu (Wildhaber iš Beliūnienė, 2008, p. 145). Socialinės politikos srityje šio balanso paiešką galima vadinti individualaus ir bendrojo gėrio pusiausvyros siekiu. Iš to seka solidarumo pagrindu kylančių teisių ir pareigų pusiausvyros bei galimybės naudotis žmogaus socialinėmis teisėmis ribų klausimai.

Nacionaliniame lygmenyje proporcingumo principui tenka esminė rolė, vadintina kontroline. Lietuvos Respublikos Konstitucinis Teismas ne kartą yra konstatavęs, jog proporcingumo principas, kaip vienas iš konstitucinio teisinės valstybės principo elementų, reiškia, jog teisės aktuose numatytos priemonės turi atitikti teisėtus ir visuomenei svarbius tikslus, o šios priemonės turi būti būtinos minėtiems tikslams pasiekti ir neturi varžyti asmens teisių bei laisvių akivaizdžiai labiau, negu reikia šiems tikslams pasiekti (*inter alia* 2012 m. spalio 31 d., 2013 m. vasario 15 d., 2013 m. liepos 1 d., 2015 m. birželio 16 d. nutarimai). Prancūzijoje proporcingumo principui taip pat suteikiama konstitucinė vertė – Konstitucinė Taryba savo praktikoje ne sykį yra patvirtinusi proporcingumo kontrolę skirtingose teisės šakose. Pavyzdžiui, pripažino proporcingumo principo taikymo būtinybę teisės streikuoti klausimu (1979 liepos 25 d., 1980 liepos 22 d. nutarimai), numatant, kad šiai teisei nustatyti apribojimai turi būti būtini norint apsaugoti atitinkamus interesus (Goesel-Le Bihan, 2009, p. 62). Prancūzijos Konstitucinė Taryba gana plačiai naudoja proporcingumo kontrolę, tikrindama teisės aktų nuostatas, ribojančias teisių ir laisvių įgyvendinimą, užtikrinant viešąją tvarką (2017 vasario 10 d. nutarimas), arba kuomet kyla poreikis derinti kelias pagrindines teises tarpusavyje (2004 liepos 1 d. nutarimas). Kaip pastebi kai kurie autoriai, proporcingumo principas turi visur tą patį tikslą – sušvelninti valdžios institucijų galią, kad būtų užtikrintos asmenų teisės ir autonomija (Fromont, 1995, p. 156) ir išvengta išpuolių, kurie dėl savo pernelyg didelio ar per radikalaus pobūdžio galėtų būti pačių teisių ir laisvių esmės pažeidimas (Ballot, 2014, p. 376.). Kitaip tariant, atitikties proporcingumo principui kontrolės taikymas, kuomet valstybė įtvirtina atitinkamą teisinį reguliavimą, *inter alia* socialinės politikos srityje, ribodama asmenų teises ir

(ar) laisves, ir (ar) nustatydamą pareigas, yra saugiklis tiek nuo perteklinio valstybės kišimosi į atitinkamas visuomenės gyvenimo sritis, tiek, jau įsiterpus į jas, nuo nepamatuoto asmenų teisių suvaržymo ar pareigų nustatymo, kuris taptų prielaida nekontroliuojamam asmenų laisvės ir autonomijos įtakojimui.

Gerovės valstybių socialinėje politikoje solidarumo principas veikia skirtingais atvejais, *inter alia* teikiant valstybės paramą asmenims, kuriems ji reikalinga. Kaip jau buvo minėta, daugelyje gerovės (socialinių) valstybių, tame tarpe Prancūzijoje ir Lietuvoje, socialinė išmoka ar pagalba asmenims skiriama ir teikiama, jiems patekus į tam tikrą riziką, kurią tokia pripažįsta visuomenė, o valstybė tai įtvirtina teisiniame reguliavime. Tačiau tiek pat svarbiu yra bendras visuomenės pritarimas paramos skyrimui. J. Bieliauskaitė pastebi, kad reikalingos pagalbos asmenims teikimas ne tik reikalauja paties asmens sutikimo, bet ir kolektyvinio sutarimo dėl šios pagalbos apimties ir pobūdžio iš visuomenės pusės, kas išreiškia jos solidarumą (Bieliauskaitė, 2011, p. 86). Kiti autoriai (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 209) pabrėžia, jog sėkmingu pagalbos skyrimu galima laikyti tuos atvejus, kada pagalbą gauna tie, kuriems ji skirta, nepažeidžiant kitų visuomenės narių ar jų grupių interesų ir poreikių. Todėl proporcingumo principas koreliuoja su socialinio teisingumo principu. Tai atliepia jau minėtą Aristotelio idėją, jog proporcingumas yra teisingumo išraiška. Iš to seka išvada, jog proporcingumo kontrolė leidžia įvertinti gerovės valstybių socialinėje politikoje (ją įgyvendinant) valstybės taikomų priemonių, *inter alia* vykdomo pajamų perskirstymo skirto tam tikroms mokamoms išmokoms ir (ar) teikiamoms paslaugoms finansuoti, pagrįstumą.

Lietuvos konstitucinė jurisprudencija taip pat patvirtina, jog proporcingumas, kaip vertinimo kriterijus sprendžiant dėl žmogaus teisių ir laisvių ribojimo pagrįstumo, yra kildinamas, *inter alia* iš teisingumo principo. Konstitucinio Teismo teigimu, teisingumo bei teisinės valstybės konstituciniai principai reiškia, jog tarp siekiamo tikslo ir priemonių šiam tikslui pasiekti, turi būti teisinga pusiausvyra, t. y. proporcija (*inter alia* LR KT 2008 m. sausio 21 d., 2008 m. kovo 15 d., 2008 m. rugsėjo 17 d., 2011 m. sausio 31 d. nutarimai). Todėl socialinės politikos srityje asmenims suteikiama parama turi būti pamatuojama atsižvelgiant į jos tikslus. Tai reiškia, jog valstybei siekiant, kad parama padėtų asmeniui laikinu periodu patekus į riziką išlaikyti iki tol turėtą pragyvenimo lygį ir sudarytų galimybes artimoje ateityje priimti atsakomybę pačiam už savo ir savo šeimos gerovę, paramos dydis ir teikimo trukmė turi būti tokie, jog motyvuotų asmenį grįžti į darbo rinką ir neturėtų tapti nuolatiniu pajamų šaltiniu. Kitu atveju, kuomet asmuo įgyja teisę į ilgalaikę socialinę išmoką, pvz., motinystės arba pensijos atveju, ši išmoka turi garantuoti orias gyvenimo sąlygas ir atitikti proporciją dydžio, kuriuo asmuo, būdamas darbo rinkoje, pats prisidėjo prie socialinės sistemos

finansavimo. Proporcingumo matas šiuo atveju atitiktų bendrąjį teisingumo principą, kurio tikslas, Campbell teigimu, yra kiekvienam duoti, tai ko jis nusipelnė, atkuriant gėrybių ir naštos paskirstymo proporcingumą (Campbell, 1994, p. 152).

Iš LR Konstitucijos nuostatų išplaukiantis socialinio solidarumo principas suponuoja, jog tam tikrų įsipareigojimų vykdymo našta atitinkamu mastu turi būti paskirstyta ir visuomenės nariams, tačiau tas paskirstymas turi būti konstituciškai pagrįstas, jis negali būti neproporcingas, negali paneigti valstybės socialinės orientacijos ir iš Konstitucijos kylančių įpareigojimų valstybei (2007 m. birželio 7 d., 2013 m. liepos 1 d. nutarimai). Konstitucinis Teismas, aiškindamas laikinai nustatyto mažiau palankaus teisėjų atlyginimo teisinio reguliavimo atitiktį Konstitucijai, yra išplėtojęs poziciją, jog, vienu atveju, našta gali pasireikšti prievole prisidėti prie bendros sistemos įmokomis, o atitinkamais atvejais solidarumo principas lemia, jog yra nustatomas asmeniui mažiau palankus teisinis reguliavimas užkraunantis padidintą našta, pvz., esant itin sunkiai ekonominei, finansinei padėčiai (LR KT 2006 m. kovo 28 d. nutarimas). Konstitucinis Teismas tame pačiame nutarime nurodė kriterijus, kuriais pamatuojant gali būti didinama solidarumo našta (plečiama pareigos apimtis) – (I) turi būti siekiama užtikrinti gyvybiškai svarbius visuomenės ir valstybės interesus, (II) apsaugoti kitas konstitucines vertybes ir (III) šiais atvejais įstatymų leidėjas privalo išlaikyti pusiausvyrą tarp asmenų, kuriems nustatomas mažiau palankus teisinis reguliavimas, teisių ir teisėtų interesų, visuomenės ir valstybės interesų, t. y. paisyti proporcingumo principo reikalavimų. Taigi, yra išskiriami konstitucinių vertybių apsaugos bei proporcingumo principo laikymosi imperatyvai socialinių teisių srityje, kuomet yra taikomas solidarumo principas perskirstant pajamas valstybėje. Tai nubrėžia solidarumo principo taikymo ribas, kuomet jo pagrindu asmenims yra nustatomos tam tikros pareigos – jos turi būti pamatuojamos bendrosiomis teisinio proporcingumo principo taisyklėmis.

Iš solidarumo principo kildinamų įsipareigojimų našta gali pasireikšti ir per turimų socialinių teisių ribojimą. LR Konstitucinis Teismas, aiškindamas atvejus, kada gali būti ribojamos socialinės teisės, konkrečiu atveju – mažinamos senatvės pensijos dėl sunkios padėties valstybėje, kuri lemia poreikį visuomenės nariams solidarizuotis, pabrėžė proporcingumo principo reikšmę, taip pat teigdamas, jog ribojant socialines teises, negali būti pažeidžiama Konstitucijoje įtvirtinta asmens ir visuomenės interesų pusiausvyrą (LR Konstitucinio Teismo 2002 m. lapkričio 25 d. nutarimas). Taigi, proporcingumu (kaip jau minėta, drauge su kitais, *inter alia* teisingumo ir lygiateisiškumo principais) gali būti matuojamas ne tik valstybės teikiamos paramos, kildinamos iš žmogaus socialinių teisių,

skyrimas<sup>36</sup>, bet ir jos ribojimas. Todėl proporcingumo principas yra taikomas, kaip kriterijus, vertinant konkrečią asmens teisių ir (ar) laisvių ribojimo situaciją, kuomet siekiama užtikrinti, jog nebus nepagrįstai pažeistos nei vieno asmens ar jų grupės interesas (tiek tos, kuri turi teisę į pagalbą, tiek tos, kuri turi pareigą finansuoti tam tikrą pagalbą (išmoka, paslauga)) ir tai atitiks, *inter alia* teisingumo principą. Pastarojo santykis su proporcingumu ir kitais socialinės politikos principais, ypač solidarumu, atskleidžiamas sekančiame disertacijos poskyryje.

Taigi, proporcingumo principas, vertinant pasirinktos teisinės priemonės ir jos taikymo tinkamumą, gali būti suprantamas ir kaip solidarumo principo taikymą ir jo lygį ribojantis arba kitaip – atskirų asmenų teises ir laisves saugantis principas. Tai reiškia, jog solidarumo principo taikymas, užtikrinant atitinkamas socialines teises, yra ribojamas proporcingumo principo, pastaruoju matuojant, ar iš solidarumo principo kildinamos pareigos asmenims, atsižvelgiant į siekiamą tikslą, kuris socialinėje valstybėje atitinka, *inter alia* visuotinę gerovę, nepažeidžia atskirų asmenų ar jų grupių interesų, teisių ir laisvių.

---

<sup>36</sup> Pvz., „tai, kaip asmuo, būdamas darbingas ir ekonomiškai aktyvus, prisidėjo prie valstybinio socialinio draudimo lėšų kaupimo, turi turėti reikšmės jo paties valstybinio socialinio draudimo senatvės pensijos dydžiui. Asmuo, kuris įmokomis daugiau nei kiti prisidėjo prie valstybinio socialinio draudimo lėšų kaupimo, turi turėti apčiuopiamą naudą“ (Konstitucinio Teismo 2007 m. spalio 22 d. nutarimas).

### 1.3.2. Lygiateisiškumo principas

Lygiateisiškumas<sup>37</sup>, kaip vienas pagrindinių žmogaus teisių principų, yra reglamentuotas tarptautiniuose dokumentuose ir nacionaliniuose Prancūzijos bei Lietuvos teisės aktuose. Asmenų lygybės principas įtvirtintas Visuotinės žmogaus teisių deklaracijoje, skelbia, kad „kiekvienas žmogus gali naudotis visomis teisėmis ir laisvėmis, paskelbtomis šioje Deklaracijoje, be jokių skirtumų, tokių kaip rasė, odos spalva, lytis, kalba, religija, politiniai ar kitokie įsitikinimai, nacionalinė ar socialinė kilmė, turtinė, jo gimimo ar kokia nors kitokia padėtis” (2 str.). Tame tarpe Tarptautinis ekonominių, socialinių ir kultūrinių teisių paktas įtvirtina, jog „valstybės, <...>, įsipareigoja garantuoti, kad čia išdėstytos teisės bus įgyvendinamos be jokio diskriminavimo dėl rasės, odos spalvos, lyties, kalbos, religijos, politinių ar kitokių nors kitokių įsitikinimų, nacionalinės ar socialinės kilmės, turtinės padėties, jo gimimo ar kokios nors kitokios padėties” (2 str. 2 d.). Vis dėlto, ypatinga vieta žmogaus teisių, kaip svarbių visuomenės moralinių vertybių, teisinio pripažinimo procese yra skiriama nacionalinėms Konstitucijoms. Konstitucija apjungia moralinius bei teisinius aspektus ir teisės teisėtumą padaro priklausomą nuo atsakymo į tokius sudėtingus moralinius klausimus, kaip konkretaus įstatymo pagarba prigimtinai visų žmonių lygybei (Dworkin, 2004, p. 263). Todėl, visų pirma, svarbu nagrinėti lygybės užtikrinimą konstituciniu lygmeniu.

Žvelgiant istoriškai į lygiateisiškumo principą ir jo vystymąsi Lietuvoje ir Prancūzijoje, matyti, jog pastaroji valstybė jį įtvirtino ir pritaikė pilna apimtimi daug anksčiau nei Lietuva. Jau 1789 m. Žmogaus ir piliečio teisių deklaracijoje buvo paskelbta visų asmenų lygybė, kai, tuo tarpu, tuo pačiu laikotarpiu Lietuvoje, t. y. 1791 m. gegužės 3 d. Konstitucijoje, įtvirtinus luominės visuomenės principą, lygiateisiškumo principas buvo taikomas tik bajorams. Šiai dienai LR Konstitucijos 29 straipsnio 1 dalyje yra įtvirtintas visų asmenų lygybės įstatymui principas, kuris pripažįstamas demokratinės visuomenės pagrindu (LR KT 1996 m. balandžio 18 d. nutarimas). Beveik kiekviename Konstitucinio Teismo akte galima rasti šio straipsnio interpretaciją ar lygiateisiškumo, kaip konstitucinės teisinės valstybės principo elemento, išaiškinimą. Savo ruožtu Prancūzijoje lygybė yra viena iš trijų pagrindinių vertybių, įtvirtintų Prancūzijos devize greta laisvės ir brolybės, ir kuria Prancūzijos Konstitucinė Taryba savo

---

<sup>37</sup> Lygiateisiškumas yra įvardijamas labai įvairiai, pvz., konstitucinėje jurisprudencijoje vartojami tokie įvairūs terminai, kaip asmenų lygybės principas; visų asmenų lygybės įstatymui principas; žmogaus prigimtinei teisė būti traktuojamam vienodai su kitais; būtinumas įtvirtinti visiems vienodas pagrindines teises ir pareigas; asmenų nediskriminavimo ir privilegijų neteikimo principas; teisinės lygybės ir nediskriminavimo principas, etc.

išaiškinimuose remiasi dažniausiai (décision n° 85-200 DC du 16 janvier 1986, n° 87-237 DC du 30 décembre 1987, n° 2001-453 DC du 18 décembre 2001, *etc.*).

Kaip jau minėta, Prancūzijos 1789 m. Žmogaus ir piliečio teisių deklaracijoje skelbiama visų asmenų lygybė, numatant, kad „Žmones gimsta ir yra laisvi bei lygiateisiai. Socialiniai skirtumai gali būti grindžiami tik visuotine nauda“. Deklaracijos 6 straipsnis taip pat įtvirtina, jog prieš įstatymą visi lygūs. Tame tarpe, 13 straipsnyje numatant, jog valstybės aparatui išlaikyti ir administracinėms išlaidoms padengti būtinas bendras visų indėlis, turi būti nustatomas paskirstant našta vienodai (lygiai) visiems piliečiams, pagal jų išgales, yra įtvirtinamas tiek lygybės principo veikimas konkrečioje srityje prisiimant solidarią atsakomybę (naštą), tiek užkoduojamas jo santykis su proporcingumo principu. Paminėtina ir 1946 m. Konstitucijos preambulė (kaip minėta, esanti aktualios Prancūzijos Konstitucijos dalimi), visuotinai užtikrinanti atitinkamas socialines teises, kuri taip pat savyje talpina lygybės principą: „kiekvienas turi pareigą dirbti ir teisę gauti darbą. Niekam negali būti padaryta žala darbe dėl jų kilmės, nuomonės ar įsitikinimų“.

Atkreiptinas dėmesys, jog į konstitucines (tame tarpe socialines) žmogaus teises gali būti žvelgiama dviem kryptimis. Pirmiausia, vertinant šių teisių užtikrinimą kaip vertikalųjį santykį, t. y. santykis tarp žmogaus ir valstybės. Antra, vertinant kaip horizontalaus santykio teises, t. y. valstybės pareiga saugoti ir užtikrinti žmogaus teises nuo pažeidimų tarp lygiaverčių subjektų. Lietuvos konstitucinėje jurisprudencijoje yra išaiškinta, jog „žmogaus prigimtinė teisė būti traktuojamam vienodai su kitais saugo žmogaus laisvės sritį, nes iš esmės žmogus yra laisvas tiek, kiek yra lygus su kitais. Ši pamatinė žmogaus teisė <...> pažeidžiama, kai tam tikra grupė asmenų, kuriems yra skiriama teisės norma, palyginti su kitais tos pačios normos adresatais, yra kitaip traktuojama, nors tarp tų grupių nėra tokio pobūdžio ir tokios apimties skirtumų, kad toks nevienodas traktavimas būtų objektyviai pateisintinas“<sup>38</sup> (*inter alia* 1996 m. lapkričio 20 d. nutarimas). Lietuvos Respublikos Konstitucinis Teismas lygiateisiškumo principą taiko ir juo grindžia, *inter alia* socialinių garantijų mažinimo ekonominės krizės akivaizdoje doktriną. Aiškindamas krizės metu iš valstybės ir savivaldybės biudžeto lėšų asmenims mokamų atlyginimų mažinimo teisėtumą ir pagrįstumą, Konstitucinis Teismas nurodė, jog būtina ne tik laikytis proporcingumo principo, bet ir taip pat tai, kad konstitucinis

---

<sup>38</sup> T. Birmontienė taip pat pastebi, jog objektyvumo kriterijus taikomas ir nustatant socialinės paslaugos poreikį, kuris gali būti traktuojamas labai skirtingai ir vienais atvejais būtų laikomas socialine rizika dėl ko patektų į atitinkamas socialinės apsaugos schemas, tačiau kitais atvejais visuomenės požiūriu jau gali būti suvokiamas kaip tam tikros socialinės grupės siekis naudotis nepagrįstomis privilegijomis (Birmontienė, 2006, p. 325-336). Todėl turi būti atrandama proporcinga pusiausvyra ir argumentai, pagrindžiantys, jog taikomas reguliavimas, dėl kurio pažeidžiamas lygybės principas atskirų visuomenės grupių atžvilgiu, yra teisingas ir atitinkantis, *inter alia* proporcingumo principą, todėl privilegija bus pateisinama ir laikytina nusipelnymu.

socialinio solidarumo principas, aiškinamas konstitucinio asmenų lygiateisiškumo principo kontekste, suponuoja įstatymų leidėjo pareigą nustatyti nediskriminuojantį minėtų atlyginimų mažinimo mastą, pagal kurį atlyginimai būtų proporcingai mažinami visoms šių asmenų kategorijoms neatsižvelgiant į tai, kuriose valstybės ar savivaldybių institucijose kokias pareigas jie eina (LR Konstitucinio Teismo 2013 m. liepos 1 d. nutarimas). Tokiu būdu yra pabrėžiamas lygiateisiškumo principo užtikrinimas ne tik tarp skirtingų grupių, bet ir tos pačios grupės viduje.

J. Rawls išskiria du lygiateisiškumo aspektus (Rawls, 1999). Pirma, kiekvienam asmeniui turi būti garantuojamos lygios pamatinės teisės bei laisvės, suteikiančios vienodas objektyvias galimybes. Antra, tais atvejais, kada yra pažeidžiama socialinė bei ekonominė lygybė vardan teisingumo siekio, ši nelygybė turi būti siejama su asmens padėtimi bei pareigybe, kuri objektyviai yra prieinama visiems visuomenės nariams, grindžiant lygiomis galimybėmis, arba yra naudinga pažeidžiamiausiems ir skurdžiausiems visuomenės nariams bei jų grupėms. Šios J. Rawls suformuluotos taisyklės, jo teigimu, taip pat gali būti siejamos su Prancūzijos devize įtvirtintomis vertybėmis – laisve, lygybe ir brolybe (Rawls, 1999). Pasak jo, laisvė atitinka galimybę kiekvienam individui laisvai veikti savo nuožiūra, naudojantis lygiomis teisėmis ir laisvėmis. Lygybė atitinka pirmajame aspekte užkoduotą lygybės idėją drauge su vienodomis objektyviomis galimybėmis. Galiausiai, brolybė – atitinkanti skirtumo kompensavimo idėją. Tuo tarpu J. Bieliauskaitės teigimu, šie J. Rawls išskirti teisingumo principai lygiateisiškumo aspektu reiškia, jog kiekvienam individui yra suteikiamos lygios galimybės, kuriomis naudojantis jis yra laisvas imtis tam tikrų veiksmų, siekdamas įgyti teises į tam tikras gėrybes (Bieliauskaitė, 2011). Taigi, šios autorės pozicija atitinka ir Prancūzų autorių (M. Borgetto ir kt.) idėją, jog brolybė arba kitaip – solidarumas yra galimas tik tarp lygiateisių ir laisvų asmenų. Vis tik, remiantis J. Rawls mintimi, jog brolybė skirta kompensuoti skirtumus, galima pagrįsti anksčiau pateiktą disertacijos autorės poziciją, pagal kurią, lygybė yra ne tiek prielaida solidarumui veikti, kiek solidarumo bei jo veikimo išdava. Kadangi tarp visuomenės narių esant esminiams skirtumams, kurie lemia potencialią jų nelygybę, yra siekiama tuos skirtumus panaikinti (vardan socialinių teisių užtikrinimo), tam pradeda veikti solidarumo (Prancūzijoje kildinamas iš brolybės) principas.

Lygybės principo ir jo santykio su solidarumo principu kontekste paminėtinas Prancūzijoje įtvirtintas „nacionalinis solidarumas“, kuris šiandien jau yra tapęs elementu, naudojamu įgyvendinant kitas teises, kylančias iš solidarumo reikalavimų, numatytų 1946 m.

Konstitucijos Preambulės 10<sup>39</sup>, 11<sup>40</sup> ir 13<sup>41</sup> dalyse (Hounieu, 2003). J.-P. Hounieu nuomone, tokia situacija verčia svarstyti, jog nuoroda į konstitucinį „solidarumo reikalavimą“<sup>42</sup> yra priemonė įpareigoti įstatymų leidėją realiai įsikišti, kad galiausiai būtų garantuotas tam tikrų konstitucinių principų veiksmingumas (šiuo atveju tu, kurie kyla iš 1946 m. preambulės 10, 11 ir 13 dalių) (Hounieu, 2003, p. 319). Taigi šios teisės būtų užtikrintos tik tuo atveju, jei būtų laikomasi minėto solidarumo reikalavimo, kuris reiškia įvairių viešosios politikos sričių įgyvendinimą. Tuo tarpu, tai paneigia ir jau anksčiau minėtą, *inter alia* tokių autorių kaip F. Melin-Soucramanien poziciją, pagal kurią nacionaliniam solidarumui, kuris pats savaime yra per silpnas, būtinai reikalingas kito principo, ypač lygybės, palaikymas (Melin-Soucramanien, p. 287). Nacionalinio solidarumo ir lygybės principo ryšiai Prancūzijos konstitucinėje jurisprudencijoje tikrai yra aiškūs. Pavyzdžiui srityse, kuriose teismas užtikrina, jog įgyvendinus solidarumo principą, nebūtų pažeista lygybė valstybinių mokesčių srityje (pvz., Conseil Constitutionnel, décision 97-393 DC). Tame tarpe B. Mathieu teigimu, ryšys tarp šių dviejų principų yra labai stiprus ir gali būti laikomas neišardomu, pripažįstant, kad solidarumas įtakoja (ir keičia) lygybės principo taikymo sritį (Mathieu, p. 666). Todėl lygybės užtikrinimas yra siekis ir priklauso nuo solidarumo principo, nors tam tikra apimtimi lygybės principas ir lemia solidarumo taikymo ribas, tačiau nėra jo prielaida, laikant solidarumą savitiksliu.

Lygybės principas, kaip ir kiti konstituciniai principai, taikomas įvairiose teisės šakose, tačiau šios disertacijos kontekste yra aktualu nagrinėti tuos atvejus, kurie yra susiję su žmogaus socialinėmis teisėmis. Lygybės principas, lyginant su jo veikimu baudžiamojoje ar viešojoje teisėje, srityse susijusiose su politinėmis teisėmis (pvz., teise balsuoti, *etc.*), kitose srityse reikalauja jo moduliacijų, pagal tam tikras charakteristikas. Pavyzdžiui, pagal Deklaracijos 13 straipsnį, finansinė našta ir apskritai visuomenės nariams užkraunami visi apribojimai, grindžiami visuotine svarba, turi didėti priklausomai nuo išteklių dydžio (Le principe d'égalité, 2001 rugsėjo 18 d). Dėl ko pajamų mokesčio progresyvumo principas Prancūzijoje netgi įgijo konstitucinę reikšmę (Conseil Constitutionnel, décision de 1993). Tačiau, kaip teigiama, jei rinkliava turi augti kartu su galimybe prisidėti, ji vis dėlto neturi būti akivaizdžiai neproporcinga (tokiu būdu socialinio solidarumo našta būtų užkrauta vienai piliečių kategorijai) (Le principe d'égalité, 2001 rugsėjo 18 d.). Progresyvūs mokesčiai yra grindžiami lygybės siekiu pajamų

---

<sup>39</sup> Tauta užtikrina kiekvienam individui ir šeimai tinkamas ir reikalingas sąlygas jų vystymuisi.

<sup>40</sup> Tauta garantuoja visiems, ypač vaikams, motinoms ir seniems darbuotojams, sveikatos apsaugą, poilsį ir laisvalaikį. Kiekvienas žmogus dėl amžiaus, fizinės ar psichinės būklės, ekonominės situacijos, negalėdamas dirbti, turi teisę į bendras priemones, reikalingas jo išgyvenimui.

<sup>41</sup> Tauta garantuoja vaikams ir suaugusiems prieinamumą į mokslą, profesinį mokymą ir kultūrą. Valstybinis mokymas yra organizuojamas nemokamai ir turi būti užtikrinamas valstybės.

<sup>42</sup> Prancūzijos Konstitucinės tarybos praktikoje naudojama sąvoka, kaip atitikmuo solidarumo principui.

perskirstymo metu, kada valstybė per mokesčius ir socialines išmokas perskirsto pajamas tarp skirtingų visuomenės klasių ir tai atspindi socialinio teisingumo, apie kurį bus kalbama sekančiame skyriuje, idėją. Kai kurių autorių teigimu (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 69) toks reguliavimas yra abipusiškai naudingas, kadangi tai ne tik pagerina mažiau pasiturinčios klasės padėtį, bet pasiekama socialinė sanglauda ir socialinė taika taip pat atneša naudą labiau pasiturinčiai klasei. Kitaip sakant – stabili ekonomika su konkurencijos laisve, ekonominis augimas ir kt. lemia teigiamus rezultatus ir naudą ilgojoje perspektyvoje visuotinės gerovės atžvilgiu.

Asmenų lygybės užtikrinimo tikslas yra pagrindžiamas aiškiais argumentais, tačiau ne ką mažiau svarbus yra nelygybės pateisinimo klausimas. Srityse, kurios nėra nei tos, kuriose draudžiamas bet koks skirtingas požiūris, nei tos, kuriose tam tikra diferenciacija yra būtina, kitaip sakant, nemažoje dalyje atvejų, Prancūzijos Konstitucinės Tarybos nuomone (Le principe d'égalité, 2001 rugsėjo 18 d.), skirtingas asmenų traktavimas yra pilnai pateisinamas: „lygybės principas neužkerta kelio įstatymų leidėjui skirtingai reguliuoti skirtingas situacijas bei nukrypti nuo lygybės dėl bendro intereso (visuotinės svarbos tikslų), su sąlyga, jog tais atvejais taikomas skirtingas požiūris yra susijęs su jį nustatančio įstatymo tikslu“. Diferencijavimas turėtų būti pagrįstas objektyviu, protingu ir „tinkamu“ kriterijumi, atsižvelgiant į siekiamą tikslą. Taip pat galimas akcentas į tai, ar numatomos diferenciacijos pasekmės bus pakankamai teigiamos atsižvelgiant į siekiamą tikslą, kad būtų galima pateisinti šią diferenciaciją. Savo ruožtu Konstitucinė Taryba lygina tai su „proporcingumo patikra“. Šiai dienai jau aišku, jog diferencijavimas, nukrypstant nuo lygybės principo, yra taikomas ir lengviau visuomenėje priimamas, jeigu siekiamas tikslas yra visuotinės svarbos ir grindžiamas bendru interesu bei sietinas su tam tikra konstitucine nuostata (Le principe d'égalité, 2001 rugsėjo 18 d.). Panašią poziciją yra išdėstęs ir Lietuvos Konstitucinis Teismas, atskleisdamas asmenų lygybės principo, kaip neatsiejamo nuo kitų konstitucinių principų ir nuostatų, santykį su Konstitucijos 46 str. 3 dalies nuostata, nustatančia, jog valstybė reguliuoja ūkinę veiklą taip, kad ji tarnautų bendrai tautos gerovei ir kad šios nuostatos, viena kitą sąlygodamos, sudaro konstitucines prielaidas leisti įstatymus, kuriais reaguojama į tautos ūkio būklę, ekonomikos ir socialinio gyvenimo įvairovę bei kintamumą. Šiame kontekste Konstitucinis Teismas išaiškino, jog konstitucinis asmenų lygybės principas, kuris nustato draudimą diskriminuoti asmenis, t. y. taikyti jiems nepalankų ar mažiau palankų teisinį reguliavimą bei kitiems asmenims teikti privilegijas, savaime nepaneigia to, kad įstatymu gali būti nustatytas nevienodas teisinis reguliavimas tam tikrų asmenų kategorijų, esančių skirtingose padėtyse, atžvilgiu, o socialinė gyvenimo įvairovė gali lemti atitinkamą teisinio reguliavimo būdą bei turinį (*inter alia* LR KT 1996 m. vasario 28

d., 2002 m. balandžio 23 d. nutarimai). Lygiateisiškumo principo pažeidimas, kaip yra išaiškinta Lietuvos konstitucinėje doktrinoje, gali būti tiek tada, kai nėra nustatomas tapatus teisinis reguliavimas asmenims pasižymintiems tam tikrais vienodais požymiais, tiek tada, kuomet skirtingiems subjektams nepagrįstai yra nustatytas vienodas teisinis reguliavimas.

Tuo tarpu teisės doktrinoje akcentuojamas diferenciacijos dėmuo lygiateisiškumo užtikrinime. D. Miller teigimu socialinė nelygybė neturi būti tapatinama su teisine nelygybe, kadangi socialinės lygybės užtikrinimas yra pasiekiamas per diferenciaciją (Miller, 1999, p. 242–243). Svarbu tai, kad diferenciacija, nustatanti mažiau arba labiau palankų teisinį reguliavimą, lyginant su kitais asmenimis, galima tik tada, kai subjektai yra skirtingi (turi skirtingą statusą) ar atsiduria skirtingoje padėtyje dėl objektyvių priežasčių (Birmontienė, 2014, p. 303–332), dėl kurių, pavyzdžiui, nėra pajėgūs patys savimi pasirūpinti. Tokiu būdu gimsta teisėta teigiama diskriminacija<sup>43</sup>. Tuo tarpu F. Hayek (2013) pasisako už lygiateisiškumą, kaip visų asmenų lygybę prieš įstatymą, ir nors pritaria, kad valstybė galėtų garantuoti visuomenės nariams apsaugą nuo skurdo, garantuodama minimalias pajamas ir (ar) jį atitinkantį aprūpinimą, tačiau palaiko laisvosios rinkos idėją, kurioje nėra numatoma minėta apsauga iš valstybės. Tame tarpe J. Rawls (1990) teigimu, pajamų ir gėrybių perskirstymas yra teisingas tada, kuomet visuomenės nariams yra sudaromos lygios galimybės naudotis visuomenės ištekliais, kurių dėka galėtų siekti individualių tikslų. Visuomenėje pasiekiamas teisingumas tada, kuomet pajamų įgijimo galimybė yra nulemta ne atsitiktinumo ar sėkmės šansų, bet tuo, už ką patys visuomenės nariai individualiai yra atsakingi (Dworkin, 1998). Iš esmės ši teisės mokslo mintis tam tikru aspektu antrina LR Konstitucinio Teismo plėtojamai pozicijai, jog iš Konstitucijos nuostatų galima kildinti visuomenės narių reikalavimo teisę užtikrinti jiems socialines teises nereiškia jų asmeninės atsakomybės už savo likimą eliminavimo.

Apibendrinant, teisine prasme nei vienas asmuo nėra pranašesnis už kitą, tačiau lygiateisiškumas reiškia ne tai, jog asmenys yra tapatūs, bet tai, jog jie turi vienodas teises, o kaip jie jomis pasinaudos ir kokį rezultatą pasieks – priklauso tik nuo jų pačių gebėjimų, pastangų ir siekių. Tai reikštų valstybės pareigą kiekvienam visuomenės nariui užtikrinti lygias teises su kitais individais aktyviai veikti ir to rezultate gebėti prisiimti atsakomybę už savo ir savo šeimos gerovę. Socialinių teisių prigimtis implikuoja, jog jų užtikrinimas visiems visuomenės nariams garantuoja ir atitinkamą šių asmenų lygybę. Iš konstitucinių socialinių

---

<sup>43</sup> *Tai ypač taikytina pagalbos ar skatinimo priemonėms, inter alia ekonomikos, švietimo, sveikatos srityse, pagrįstoms poreikiu kompensuoti, inter alia individualius ir socialinius trūkumus. Prancūzijoje dažnai tai pasireiškia dotacijomis pvz., studijų finansavimas ar mokesčių lengvatos, kurios leidžia pažeidžiamoms grupėms įgyti vienodas galimybes su kitomis visuomenės grupėmis (Le principe d'égalité, 2001 rugsėjo 18 d.).*

teisių užtikrinimo formuluočių kildinamas solidarumo principas programuoja, jog valstybė prisiima įsipareigojimą užtikrinti socialines teises ir tą daro padalydama atsakomybę visuomenės nariams, iš ko kildinamos ir atskirų individų reikalavimo teisės. Todėl solidarumo principas laikytinas priemone asmenų teisinei lygybei socialinėje srityje užtikrinti per jiems pripažįstamų socialinių teisių garantavimą.

### 1.3.3. Teisingumo principas

Teisingumas svarstomas ir jo sampratos ieškoma nuo Antikos laikų. Jau prieš du su puse tūkstančio metų Platonas iškėlė klausimą, kas yra teisingumas, ir ieškojo į jį atsakymo. Kiti mąstytojai ir filosofai (Hobbes „Leviatane“, Hume „Traktate apie žmogaus prigimtį“ ir kt.) teisingumo paieškas tęsė remdamiesi savo pirmtakų mintimis, įvydami jas į dotuoju metu kilusias visuomenines, politines ir (ar) socialines problemas bei aktualijas. Atitinkamos teisingumo rūšys buvo plėtotos ir vėlesniais laikotarpiais, pavyzdžiui, Marksistinėje ir kt. teisingumo teorijose, siekiant nustatyti būdus ir priemones teisingumui pasiekti. Taip pat nemenką įtaką šiuolaikinio teisingumo principo sampratai vakarų pasaulyje (ypač teisės srityje) turėjo ir romėniškasis *aequitas* (lot. terminas išreiškiantis teisingumo, lygiateisiškumo, pusiausvyros ir sąžiningumo visumos koncepcija), kuris ženkliai įtakojo šiandieninio teisingumo, protingumo ir sąžiningumo principų turinį.

Teisingumas, kaip principas, egzistuojantis kasdieniame gyvenime tiek privačiuose, tiek viešuosiuose santykiuose ir atitinkama apimtimi taikomas visuose politikos, teisės, ekonomikos, kt. lygmenyse, yra suprantamas gana skirtingai, o dėl jo turinio nesutariama lyg šiol. Net tos pačios srities skirtingi mokslininkai teisingumą interpretuoja savitai ir kiekvienas jų yra tiek pat savaip teisingas, kiek ir visumos požiūriu neteisingas (Baublys, 2005, p. 59). Vis dėlto, neginčijamas teisingumo aspektas – jo, kaip pamatinio teisės principo, reikšmingumas ir žymus vaidmuo moksle bei praktikoje. Siekiant didesnio visuomenės narių bendrumo, yra būtinas konstitucinis teisingumo principo įtvirtinimas, kuris garantuoja teisingumo lygį pačioje visuomenėje (Rawls, 1999). Todėl teisingumo principas pirmiausiai turi būti įtvirtinamas valstybės aukščiausios teisinės galios įstatyme – Konstitucijoje. Prancūzijoje teisingumas grindžiamas pagarba Žmogaus ir piliečio teisių deklaracijai (1789), esančiai sudėtine aktualios Konstitucijos dalimi, ir Europos žmogaus teisių konvencijai (1950) – juose numatytoms asmens teisėms ir laisvėms. Šiuolaikinėje Lietuvos teisinėje sistemoje teisingumo principas yra įtvirtintas ne tik Konstitucijoje, bet taip pat daugelyje kitų teisės aktų, *inter alia* LR Mokesčių administravimo įstatyme, kuriame įtvirtinta, jog mokesčių paskirstymas, mokėjimas, *etc.* turi būti pagrįsti tame tarpe ir teisingumo principu. Teisingumas įtvirtintas ne vienoje LR Konstitucijos nuostatoje – preambulėje jis susietas su pilietine visuomene ir teisine valstybe, o 48 straipsnyje įtvirtintas kaip atitinkama socialinių teisių garantija. V. Vaičaitis teisingumą laiko bendruoju ir pamatiniu principu, kuriuo yra grindžiama visa Lietuvos teisinė sistema, kadangi šis principas ne tik įtvirtintas daugelyje teisės aktų, *inter alia* Konstitucijoje, bet ir ji

pati kildinama iš teisingumo, kaip ir visos Lietuvos visuomenės gyvenimas, valstybės santvarka ir teisinė sistema (Vaičaitis, 2009, p. 206-221).

Vis dėlto teisingumo samprata skiriasi, *inter alia* priklausomai nuo santykių ir srities, kur šis principas yra taikomas, nuo santykio subjektų, principo taikymo tikslų bei kriterijų, pagal kuriuos yra vertinamas teisingumo lygis. Tai lemia ir bent jau kelių sąlyginių teisingumo rūšių išskyrimą. Pagal vieną iš skirstymų, yra skiriamas (I) pataisomasis, (II) baudžiamasis, (III) procedūrinis ir (IV) paskirstomasis teisingumas (Posner, 2004). Pirmosios trys teisingumo rūšys nėra aktualios šios disertacijos kontekste, *inter alia* siekiant atskleisti teisingumo santykį su solidarumo ir kitais socialinės politikos principais, todėl jos nebus analizuojamos. Tačiau, atskleidžiant paskirstomojo teisingumo ypatumus, yra svarbu taip pat trumpai aptarti bendruosius teisingumo bruožus ir jo skirtingas sampratas formuojamas nuo seniausių laikų.

Aristotelis teisingumą, visų pirma, apibrėžė per proporcijos išlaikymą, teigdamas, jog tai, kas pažeidžia proporciją nėra teisinga, o teisingumas yra tarpe tarp to, kas yra geriausia ir to, kas yra blogiausia, todėl teisinga yra tai, kas proporcinga. Mąstytojas teisingumą taip pat siejo su asmenų lygybe (Aristotelis, 1990). Remdamasis Aristotelio idėjomis, L. Baublys skiria formalųjį teisingumą, lygiateisiškumo pagrindu, teigdamas, jog formalus teisingumas atsispindi principu, kad su lygiais yra elgiama lygiai (Baublys, 2005, p. 59). V. Vaičaitis taip pat pažymi, jog teisingumo samprata neatsiejama nuo tokių vertybių, kaip tiesa, teisybė, ir tame tarpe lygybė (Vaičaitis, 2009, p. 206-221). Atsigręžiant į seniausius laikus ir visų teisės principų ištakas, paminėtina graikų teisingumo deivė Temidė, vaizduojama užrištomis akimis ir vienoje iš rankų laikanti kalaviją, o kitoje – svarstyklės. Temidė yra teisingumo personifikacija, sietina, *inter alia* su lygybės idėja, o deivės rankoje laikomos svarstyklės simbolizuoja skirtingų interesų bei principų pusiausvyros siekį. Todėl teisingumas pasiekiamas per, *inter alia* proporcingumą, esantį pusiausvyros paieškos išraiška.

Paskirstomasis teisingumas, šiai dienai dar vadinamas socialiniu teisingumu<sup>44</sup>, siekia paskirstyti gėrybes visiems visuomenės nariams taip, jog nebūtų pažeista pusiausvyra. Pagal šią teisingumo rūšį, kurią taip pat išskyrė jau Aristotelis, gėrybės galėjo būti skirstomos atsižvelgiant į asmens kilmę, statusą ar valstybinius nuopelnus – sutinkant su tam tikra asmenų nelygybe arba, kitaip, santykinę lygybę. Šiame kontekste paminėtinas santykinės lygybės pripažinimas šiuolaikinėje gerovės valstybės kontekste. Konstitucinis Teismas yra pritaręs, jog tam tikras skirtingo asmenų teisinio statuso nustatymas, atsižvelgiant į jų nuopelnus valstybei

---

<sup>44</sup> Pats ankstyviausias žinomas socialinio teisingumo sąvokos paminėjimas fiksuojamas Prancūzijoje dar 1784 m. leidinio „L'esprit des journaux“ Liudvikui XVI skirtame skyriuje, kur buvo dėstomos mintys apie feodalizmą (p. 131).

bei visuomenei (lot. *iustitia distributiva*), neprieštarauja demokratinės valstybės principams (*inter alia* LR KT 2002 m. birželio 19 d., 2007 m. spalio 22 d. nutarimai), nors tokia samprata yra prieštaraujanti socialiniam teisingumui *iustitia directiva* prasme (Vaičaitis, 2009, p. 206-221). J. Žilys taipogi Lietuvos Konstitucijoje įtvirtintą teisingumą tapatina su lygybe prieš įstatymą, ir jo nuomone, tai socialumo erdvėje yra traktuojama socialinio (paskirstomojo) teisingumo principu, esančiu socialinio gyvenimo pagrindu (Žilys, 2006). Kitaip sakant, kiekvienam visuomenės nariui yra garantuojamos vienodos teisės, kuriomis jis gali pasinaudoti, tačiau tolimesnė eiga ir rezultatas priklauso nuo paties asmens (jo gebėjimų, pastangų, *etc.*) bei valstybės sudarytų sąlygų šių teisių įgyvendinimui (Bieliauskaitė, 2011, p. 130). E. Venckienė perskirstomojo teisingumo pažeidimą visuomenėje laiko socialinės nelygybės priežastimi, kadangi ši teisingumo forma, traktuojama kaip pusiausvyra tarp to, kas yra duotina, ir to, kas yra gražintina (Venckienė, 2013, p. 391-406). Todėl keltinas klausimas, ar paskirstymas teisingas, jeigu viskas paskirstoma visoms pusėms po lygiai?

Siekiant teisingumo, tikėtina, paskirstoma turi būti santykinai lygiai ir tuomet kyla proporcingumo principo taikymo poreikis. J. Bieliauskaitė, analizuodama socialinio teisingumo principą gėrybių perskirstymo aspektu, teigia, kad kiekvienam asmeniui garantuojamos lygios pamatinės teisės ir laisvės tuo pačiu turi derėti su kitų asmenų teisėmis ir laisvėmis<sup>45</sup> (Bieliauskaitė, 2009, p. 119-135). Tuo tarpu, F. Hayek, kritikuodamas socialinio teisingumo pasekmes, teigia, kad šis principas reiškia skirtingą elgesį su asmenimis patekusiais į „aukos“ padėtį, todėl tai reiškia diskriminaciją, t. y. lygybės pažeidimą įstatymuose. Turi būti skiriami du atvejai: (I) kaip vienodai elgtis su žmonėmis ir (II) kaip stengtis juos suvienodinti, nes pirmuoju atveju, tai yra laisvos visuomenės sąlyga, o antruoju – dar viena nauja visiškos priklausomybės forma (Hayek, 2013). Todėl tai, kas sulygina visus visuomenės narius, nėra teisinga.

Šiame kontekste paminėtina, jog teisingumą ir jo veikimą galima suprasti dviem kryptimis – horizontaliąja ir vertikaląja. Horizontalaus teisingumo koncepcijoje keliems asmenims, esantiems toje pačioje situacijoje, turėtų būti suteikiamos vienodos teisės ir pareigos

---

<sup>45</sup> J. Bieliauskaitės nuomone, išskirtinos tokios sąlygos, kurias turi tenkinti teisėta socialinė ir ekonominė nelygybė: „Asmeniui turi būti suteikta teisė disponuoti tokia gerove, kurią jis yra įgijęs teisėtais būdais. Padėtys ir pareigybės nešališkos galimybių lygybės sąlygomis turi būti prieinamos visiems. Visuomenės nariui turi būti skiriama ta kooperuojantis gautų išteklių dalis, kuri atitinka jo indėlį ir institucinius nuopelnus. Socialinė ir ekonominė nelygybė turi būti naudinga visuomenės nariams, kurių nepalankiausia padėtis. Esant pirminės lygybės situacijai (situacijai, kai visuomenė skirsto bendruosius išteklius, t. y. kuria ir vykdo įvairias socialinės paramos ir rūpybos programas) asmeniui turi būti suteikta teisė į tokią išteklių dalį, kuri atitinka jo motyvuotą gyvenimo būdo pasirinkimą. Gerinant asmenų, kurių padėtis blogiausia, sąlygas, atsižvelgiant į tai, kiek tokia padėtis yra nulemta objektyvių priežasčių, turi būti bent minimaliai tenkinami šių žmonių gyvybiniai (objektyvūs) poreikiai“.

– tai artima lygybės principui: „vienodoje situacijoje, vienodos paslaugos“. Vertikalaus teisingumo koncepcijoje yra siekiama užtikrinti, kad turtingiausi prisidėtų daugiau nei vargingiausi, taip sumažinant atskirtį tarp socialinių grupių. R. Titmuss visą socialinę politiką traktavo geranoriška perskirstomąja veikla, kuri reiškia galimybę perskirstyti gėrybes tarp klasių ir kartų (Titmuss, 1963). Jo nuomone, visa socialinė politika remiasi į socialinį teisingumą ir siekia sušvelninti atskirtį tarp skurstančių ir turtingų bei dirbančių ir nedalyvaujančių darbo rinkoje, garantuoti socialinį teisingumą asmenims pakliuvus į atitinkamą riziką ir užtikrinti lygias galimybes visiems asmenims, nepriklausomai nuo to, kokiam socialiniam sluoksniui jie priklauso (Titmuss, 1963). Šiuo atveju svarbus solidarumo veikimas, atsižvelgiant į poreikio kriterijų, t. y. nepriklausomai nuo asmens indėlio, jam vis tiek yra garantuojama atitinkama dalis nuo bendro gėrio tam, kad būtų patenkinti būtiniausi poreikiai. Kitaip tariant, visais atvejais numatoma universali pagalba, teikiama visiems, neleidžiant nukristi žemiau minimalios (pra)gyvenimo lygio ribos. Šiuo klausimu J. Bieliauskaitė teigia, kad solidaroms visuomenėms būdinga, jog: „visuomenė solidariai remia tą, kurio indėlis yra lygus, mažesnis arba jo iš viso nėra, tačiau objektyvūs (gyvybiškai svarbūs) poreikiai yra didesni“ (Bieliauskaitė, 2011, p. 129). Todėl solidarumo principas visuomet suteikia teisę į pagalbą tiems asmenims, nepriklausomai nuo jų indėlio, kurių padėtis yra kritinė žmogaus orumą atitinkančio gyvenimo lygio akivaizdoje. Šioje vietoje disertacijos autorė referuoja į romėniškąją *humanitas* (lt. Žmoniškumo, humaniškumo) principą. Prisimenant romėniškąją tradiciją, šalia *aequitas* principo nemažiau svarbiu buvo ir *humanitas* principas, kuris reiškė pagarbą žmogaus asmeniui. Tai laikytina ir šiuolaikinės vakarietiškos visuomenės pagrindu. Todėl humaniškumas arba kitaip – žmoniškumas, kaip principas, galėtų būti solidarumo principo taikymo, atitinkamai perskirstant pajamas, atspirties tašku.

Liberalizmo atstovai laikosi kitokios pozicijos, pagal kurią, socialinis teisingumas tinkamiausia apimtimi įsivyrąja savaime, leidus veikti laisvai ir atvirai rinkai, vietoj ieškojimo konkrečių priemonių užtikrinti teisingą gėrybių perskirstymą po lygiai (Anzenbacher, 1992, p. 285). Būtent šis požiūris dominuoja liberaliojo modelio gerovės valstybėse, kur atsakomybė už asmenų gerovę tenka patiems individams. Liberaliąją poziciją remia ir socialinį teisingumą perskirstant lėšas kvestionuoja F. Hayek, socialinį teisingumą pasmerkdamas kaip „miražą“ ir laikydamas jį klaida bei atavizmu. F. Hayek nuomone tai yra klaida, nes socialinio teisingumo idėja prasideda nuo žmonių ekonominių bėdų priskyrimo ekonominės tvarkos neteisingumui, tačiau ši tvarka priklauso nuo nuasmenintų jėgų sąveikos, todėl blogos žmogaus padėties ekonominėje tvarkoje negalima priskirti jokiai konkrečiai valiai (Hayek, 2013). F. Hayek teigimu, teisingumo sąvoka turi prasmę tik žmogaus ketinimo ir valios atžvilgiu, o tuo tarpu

gyvūno veiksmas nėra nei teisingas, nei neteisingas, uraganas nėra nei teisinga, nei neteisinga, ir tas pats priskirtina ekonominei tvarkai, nes ji atsiranda dėl spontaniško žaidimo ir nėra nei teisinga, nei neteisinga, o tik sėkminga arba nesėkminga. Todėl kalbėti apie socialinį teisingumą, pasak jo, yra beprasmiška (Hayek, 2013). Atavizmu socialinį teisingumą F. Hayek vadina todėl, kad jis vykdo antropomorfizmą: teisingumo sąvokos, turinčios prasmę tik per žmogaus intenciją, priskyrimą visuomenei, kaip valios neturinčiai esybei. Taip pat autoriaus nuomone, socialinis teisingumas veda link primityvios ir uždaros visuomenės, nes didelę ir pažangią visuomenę iš tikrųjų gali įgalinti tik tokie mechanizmai kaip rinka (Hayek, 2013), t. y. laisva tarpusavio konkurencija ir individuali atsakomybė. Kritišką požiūrį išsako ir R. Nozick, kurio nuomone valstybė neturėtų vykdyti pajamų ir turto perskirstymo, nes „nėra jokio centrinio paskirstymo, nėra jokio asmens ar asmenų grupės, turinčios teisę kontroliuoti visus išteklius ir spręsti, kaip jie turi būti padalyti“ (Nozick, 2003). Autorius taip pat teigia, jog socialiniame teisingume neturi būti labiausiai fokusuojamasi į kriterijus, skirtus nustatyti subjektui ir objektui, kam ir kas turi būti suteikiama iš visuomenės solidarumo pagrindu, ir neatsižvelgiama į tai, kad, pirmiausia, toks asmuo ir pats kažkuriuo metu ir atitinkamu būdu turi aktyviai prisidėti prie bendros sistemos finansavimo, jog galėtų vykti gėrybių mainai (Nozick, 2003, p. 186). Taigi, šiuo atveju yra kritikuojama ir pati socialinio teisingumo, kuris išreiškia pajamų ir turto perskirstymą valstybėje, prasmė. Tai išreiškia tiesioginę kritiką ir solidarumo principo atžvilgiu bei neigia šio principo reikalingumą, jam į opoziciją pastatant laisvą rinką, kurioje visuomenei ir jos nariams nekyla teisės ir pareigos vieniems kitų atžvilgiu.

Vis dėlto, jungtis į bendruomenes, įgyjant ne tik teisių, bet to pagrindu gaunant ir pareigų, individams ir atskiroms jų grupėms yra naudinga. Platonas diskutavo „ar valstybė arba kariuomenė, <...>, arba koks kitas žmonių būrys, kuris bendrai imasi ką nors daryti, galėtų ką nors laimėti, jei tie žmonės vieni su kitais elgtųsi neteisingai?“ (Platonas, 2014). Atsakymas vienareikšmiškas, jog jiems sektųsi geriau, jeigu jie vieni su kitais nesielgtų neteisingai, kadangi neteisingumas sukelia tarpusavio nesantaikas, vaidus, neapykantą, o teisingumas – santarvę ir draugystę. Platonas samprotauja, jog neteisingumas, nepriklausomai nuo to, kur jis gimsta, *inter alia* valstybėje ar kitoje bendrijoje, visų pirma, padaro neįmanomą sutartinį veikimą, kadangi sukelia nesantaiką, o galiausiai šią bendriją padaro priešų sau pačiai ir kitiems, kurie jai yra priešingi, tame tarpe ir teisingiesiems. Šiuolaikinėje konstitucinėje teisėje socialinis teisingumas, kaip žmonių socialinio orumo garantija, taip pat yra laikomas viena iš prielaidų bendram visuomenės gyvenimui ir jos narių santarvei užtikrinti (Žilys, 2006). Tad teisingumo užtikrinimas yra laikytinas prielaida asmenims teigiamai priimti solidarumą, kuris savo ruožtu ir lemia pajamų perskirstymą.

Paminėtina, jog gerovės valstybėse veikiantis solidarumas yra dvejetainis – rinkos solidarumas ir kartų solidarumas. Pastarasis užtikrina socialinės įtampos, galinčios kilti gerovės valstybei įsiterpiant į atitinkamas gyvenimo sritis, numalšinimą, todėl laikomas socialinės valstybės stabilumo bei tinkamo funkcionavimo garantu (Bieliauskaitė, 2011, p. 96-97). Tačiau solidarumo principas nuolatos yra kvestionuojamas ir bandomas atrasti naujai, kadangi bendrumas ir individualumas nuolatos stoja į vienas kito opoziciją, kurios likimas priklauso nuo visuomenės sprendimų dotuojų metu. Todėl, jei yra siekiama išvengti solidarumo atmetimo, yra svarbu neužgožiant bendrų tikslų, sudaryti pakankamas galimybes visuomenės nariams individualių interesų realizavimui. J. Bieliauskaitės teigimu „žmogus, kuris mano, jog su juo elgiamasi teisingai, t. y. visuomenėje išgalėję teisingumo standartai atitinka jo moralines preferencijas ir išreiškia jo autonominę būtį, bus lojalus visuomenei, kurioje jam gera gyventi bei nepuoselės priešiško jausmų tiems visuomenės nariams, kurie su juo elgiasi teisingai“ (Bieliauskaitė, 2011, p. 97). Tai išreiškia solidarumo principo suderinimo su teisingumo principu poreikį. V. Petrylaitė taip pat pastebi, kad neužtikrinus teisingumo principo valstybės socialinėje politikoje, t. y. nenustačius teisingų solidarumo ribų, dėl ko per didelė solidarumo našta būtų užkrauta vienai asmenų grupei kitos atžvilgiu, solidarumą gali ištikti krizė, ypač atsivėlgiant į tai, jog šiuolaikinėse gerovės valstybėse galioja socialinės apsaugos sistemos, dėl kurių solidarumas tam tikra prasme tampa prievartiniu (Petrylaitė, 2012). Šiame kontekste paminėtinas B. Barry požiūris, jog teisingumas – turi būti abipusiškai naudingas, t. y. visoms pusėms turi būti daug naudingiau susitarti nei konfrontuoti. Teisingumas veda prie bendro gėrio, o šis turi atliepti kiekvieno asmeninę gerovę. LR Konstitucinis Teismas taipogi yra ne sykį pabrėžęs, jog teisingumas neįmanomas, jei tenkinami tik vieno asmens ar vienos grupės interesai tuo pačiu neigiant kitų interesus, nes tada didėtų socialinių konfliktų tikimybė. Todėl svarbu, kad nebūtų remiamasi tik kažkurios vienos grupės interesais.

Taigi, socialinis teisingumas, veikiantis per gėrybių visuomenėje paskirstymą (pajamų ir (ar) turto perskirstymą), viena vertus, užtikrina tinkamas solidarumo principo, kuris gerovės valstybių socialinėje politikoje veikia privalomai, ribas. Kita vertus, socialinis teisingumas yra įgyvendinamas solidarumo principo, kuris įpareigoja asmenis (prisidėti prie sistemos finansavimo) ir suteikia asmenims teises (gauti pagalbą išmokų ir kt. formomis), pagrindu.

Apibendrinant visus tris gerovės valstybių socialinės politikos principus – proporcingumą, lygiateisiškumą ir teisingumą bei jų santykį su solidarumo principu, darytina išvada, kad solidarumo principas išreiškia asmenų teisių ir pareigų vienas kitų atžvilgiu kilimą, įveiklinant socialinį (paskirstomąjį) teisingumą. Tuo, visų pirma, yra siekiama garantuoti

asmenų socialines teises, kuriu tikslas – asmenų teisinės lygybės socialinėje srityje užtikrinimas. Siekis užtikrinti asmenų teisinę lygybę reiškia lygias galimybes įgyvendinti savo teises ir laisves, kurių rezultate kiekvienas individas taip pat būtų pajėgus pats pasirūpinti savo ir savo šeimos gerove. To pasėkoje asmenys įgyja ir atitinkamas pareigas prisidėti prie bendro sistemos palaikymo, nuo kurių taip pat priklauso įgyjamos asmenų teisės pajamų ir turto perskirstymo kontekste. Socialinis teisingumas lemia, jog asmenų lygybė pajamų perskirstyme yra santykinė, t. y. kiekvienas asmuo turi teisę gauti proporcingai tiek, kiek pats prisidėjo (nepaneigiant bazinių poreikių lygio ir suteikiamų paslaugų vienodumo). Tuo pačiu santykinė lygybė reiškia, jog iš tų asmenų, kurių pajamos ir turtas didesni gali būti reikalaujama prisidėti didesniu įnašu prie bendros gerovės, nei iš tų, kurių ekonominė padėtis prastesnė, tačiau tai suponuoja, jog šie asmenys taip pat įgyja teisę į proporcingai didesnę perskirstomų išteklių finansinę dalį (išmoką), kuomet jiems patiems ji yra reikalinga. Kitais atvejais, kada asmenys dėl objektyvių priežasčių negali prisidėti prie bendros sistemos ir neturi galimybės patenkinti net būtiniausių savo poreikių, siekiant užtikrinti socialinę taiką, tinkamą visuomenės funkcionavimą ir sumažinti socialinę atskirtį bei garantuoti humaniško reikalavimo visuomenėje užtikrinimą, solidarumo principas gali lemti pajamų paskirstymą pagal poreikį.

Taigi, proporcingumo principas gerovės valstybės socialinėje politikoje išreiškia naudojimosi socialinėmis teisėmis ribų ir šiose ribose naudojantis socialinėmis teisėmis siekiamų tikslų pusiausvyros paiešką. Ji atitinka siekį suderinti tarpusavyje konkuruojančius atskirų asmenų ir (ar) jų bei visuomenės ir valstybės interesus, apsaugant socialines asmenų teises ir laisves nuo nepagrįsto jų ribojimo, galinčio kilti paskirstant našta prisidėjimui prie visuomenės ir (ar) atskirų jos narių gerovės užtikrinimo. Tuo tarpu socialinis arba kitaip paskirstomasis teisingumas yra išreiškiamas per pajamų ir (ar) turto perskirstymą valstybėje, grindžiant jį visuomenės narių solidarumu ir siekiant užtikrinti žmonių socialines teises, kurios lemia asmenų teisinę lygybę. Tačiau nereiškia visų šių asmenų sulyginimo (vienodumo), nepriklausomai nuo jų pastangų ir asmeninio indėlio, *inter alia* jų pareigų ir teisių atžvilgiu socialinės politikos srityje. Iš esmės teisingas pajamų perskirstymas tiesiogiai koreliuoja su proporcingumo principu, kuris lemia tiek iš solidarumo principo kildinamų asmenų teisių ir pareigų sąsajumą, tiek jų apimtį, priklausomai nuo individualių asmens poreikių bei jo išgalių.

## 2. Solidarumo principas ir jo įgyvendinimas Lietuvoje ir Prancūzijoje

### 2.1. Solidarumo principo veikimas atskirose valstybės srityse

Žmogaus teisių ir laisvių apsauga yra tęstinis gerovės valstybės tikslas, orientuotas į dotuojų metu gyvenančios kartos gerovės užtikrinimą, bei grindžiamas, *inter alia* kartų solidarumo principu, kurio esmė – išteklių perskirstymas tarp skirtingų visuomenės kartų. Kartų solidarumas, kaip viena iš solidarumo rūšių socialinės apsaugos sistemoje, yra svarbus socialinės valstybės stabilumo bei efektyvaus funkcionavimo garantas (Bieliauskaitė, 2011, p. 96-97).

Pirmą kartą nuoroda į solidarumo principą Prancūzijos teisėje atsirado 1986 m. Sausio 16 d. sprendime (décision 85-200 DC), pagal kurį, remiantis Konstitucijos 34 straipsniu, įstatymas apibrėžia pagrindinius darbo teisės bei socialinės apsaugos principus ir šiuo atžvilgiu turi organizuoti solidarumą tarp dirbančiųjų, bedarbių ir pensininkų. Solidarumas, būtent kaip principas, buvo pabrėžtas Konstitucinės tarybos 1987 m. gruodžio 30 d. sprendime, pasakant, kad įstatymų leidėjas, įgyvendindamas nacionalinio solidarumo principą, privalo užtikrinti, jog dėl jo nustatytų kompensavimo sistemų įvairovės nebūtų akivaizdžiai pažeista visų asmenų lygybė mokesčių srityje (décision n° 87-237 DC). Todėl, nors tiksliai nebuvo įvardyta solidarumo principo vertė<sup>46</sup> šioje srityje, tačiau jis tiesiogiai patvirtintas ir susietas buvo su asmenų lygybe.

Solidarumo principu yra paremta tiek Prancūzijos, tiek Lietuvos socialinės apsaugos sistema, kurioje juo yra grindžiamas socialinis draudimas<sup>47</sup>. V. Petrylaitė solidarumo principą socialiniame draudime apibrėžia kaip konkrečiu metu dirbančių ir įmokas mokančių asmenų pareigą išlaikyti nedarbingus asmenis, praeityje mokėjusius atitinkamas socialinio draudimo įmokas, užtikrinant, kad pirmiesiems tapus nedarbingiems, juos išlaikyti bus įpareigoti tuo metu

---

<sup>46</sup> Prancūzijos Konstitucinė taryba savo sprendimuose (décision 2001-446 DC) per konstitucionalizuoto lygiateisiškumo principo atskleidimą yra tiesiogiai išaiškinusi konstitucinio principo reikšmę, atskiriant jį nuo bendrojo teisės principo.

<sup>47</sup> Šiai dienai Lietuvos socialinės apsaugos sistema susideda iš dviejų pagrindinių dalių: socialinio draudimo, kuris iš esmės yra Prancūzijos socialinio draudimo fondų (pranc. des caisses de Sécurité sociale) atitikmuo, ir socialinės paramos, kuri taip pat iš esmės atitinka prancūziškąją socialinės rūpybos sistemą (pranc. des organismes de tutelle). Ne tik Lietuvos socialinės apsaugos sistema remiasi fundamentaliu solidarumo principu, bet taip pat šis principas, kaip pagrindinis, kuriuo remiasi visa šalies socialinė apsauga, taikoma darbuotojams ir jų šeimos nariams socialinės rizikos atveju, yra įtvirtintas ir Prancūzijos socialinės apsaugos kodekso L 111-1 straipsnyje (Code de la sécurité sociale).

Prancūzijoje yra išskiriamos penkios socialinės apsaugos (susidedančios iš socialinio draudimo ir socialinės paramos) sistemos šakos: (I) ligos šaka (apimanti socialinę pagalbą ligos, motinystės, neįgalumo ir mirties atvejais), (II) šeimos šaka (apimanti socialinę pagalbą tam tikrais negalios atvejais, būsto užtikrinimą, etc.), (III) nelaimingų atsitikimų darbe ir profesinių ligų šaka, (IV) pensijų šaka (apimanti socialines garantijas senatvės ir našlystės atveju) bei (V) įmokų šaka (atsakinga už tinkamą įmokų surinkimą, kurios perskirstomos ir jomis finansuojama socialinės apsaugos sistema).

dirbantys (ir įmokas mokantys) asmenys (Petrylaitė, 2012). Pareigos prisidėti pagrindu kildinama ir šių asmenų teisė gauti jiems reikalingą pagalbą (ir jos reikalauti), ištikus rizikai.

Nepaisant to, kad šiai dienai kiekvienoje valstybėje egzistuoja socialinės apsaugos sistema, besiremianti socialinių draudimų ir (ar) socialine parama, tačiau ne visose šalyse ji yra išplėtotą tiek, jog pilnai ir pakankamai apsaugotų asmenis nuo socialinių rizikų. Pavyzdžiui, kai kuriose šalyse lyginant socialinių išmokų, *inter alia* pensijų, dydžius su vidutiniu darbo užmokesčiu, keltinas klausimas ar šios išmokos yra pakankamos užtikrinti orias ir tinkamas gyvenimo sąlygas. Tokiais atvejais asmenys privalo ieškoti papildomų priemonių užsitikrinti savo gerovei ir tai dažnai būna šeimos pagalba, ilgesnis likimas darbo rinkoje ar pan. Iš pirmo žvilgsnio tokia situacija kritikuotina, tačiau neigiamų aspektų kai kurie autoriai įžvelgia ir itin išplėtotose socialinės apsaugos sistemose, kadangi jos apima didžiąją daugumą žmogaus gyvenimo sričių bei sukurdamos gerovę buityje ligų ir senatvės atvejais, mažina šeimos kaip pagrindinės globos institucijos vaidmenį (Smalsys, 2005, p. 87). Ar tai turėtų būti vertinama neigiamai, disertacijos autorės nuomone, priklauso nuo kiekvieno subjektyvaus požiūrio, paremto moraliniais įsitikinimais, tačiau neigiamų aspektų itin išplėtotoje socialinės apsaugos sistemoje galima įžvelgti ir daugiau objektyviu lygmeniu. Pavyzdžiui, pastebima, jog tokios gerovės valstybės (pvz., turinčios daugiau socialdemokratiniam modeliui būdingų bruožų) pasižymi gana aukštu nedarbo lygiu (Trading economics, 2020). Garantuojamos didelės arba ne tokios žymios, bet ilgu periodu teikiamos socialinės išmokos mažina asmenų motyvaciją aktyviai dalyvauti darbo rinkoje (Einhorn, Logue, 2003, p. 313). Todėl gerovės valstybės modeliai su dosniomis socialinėmis išmokomis ir didelėmis lėšomis skiriamomis socialinėms paslaugoms, neabejotina, užkrauną didelį krūvį mokesčių mokėtojams, mažina konkurencingumą rinkoje ir iššaukia didelius mokesčius valstybėje, kas tampa vis sunkesne našta visuomenei ir jos nariams, ypač žvelgiant ilgojoje perspektyvoje per kartų solidarumo principą ir atsižvelgiant į šių dienų aktualias problemas, *inter alia* senėjančias ES valstybių narių visuomenes. Tame tarpe paminėtina 2020 m. Eurostat publikuota socialinės apsaugos išlaidų ES valstybėse statistika, pagal kurią, senatvės ir maitintojo netekimo išmokos sudaro didžiausią išlaidų dalį visose ES valstybėse narės, išskyrus Vokietiją (Eurostat rodikliai 2019). Tačiau, pagal tuos pačius duomenis, bendrai socialinės apsaugos išmokos Lietuvoje 2019 m. sudarė 16 proc. šalies BVP, kai tuo tarpu Prancūzijoje šis dydis buvo 31 proc. šalies BVP. Turint omenyje, jog solidarumo laipsnis valstybėje priklauso tiek nuo santykio tarp išmokas/pagalbą gaunančiųjų ir jas finansuojančiųjų, tiek išmokų dydžio, matyti, jog, remiantis antruoju kriterijumi, šis laipsnis Lietuvoje būtų traktuotinas žymiai žemesniu nei Prancūzijoje.

Paminėtina ir doktrininė pozicija, kurią išsako dr. V. Petrylaitė. Ji, laikydama solidarumą esminių socialinės apsaugos principu, išvelgia dvejopą jo santykį su socialine apsauga: iš vienos pusės, socialinė sistema yra paremta solidarumo principu, o iš kitos pusės, „konkrečios socialinės apsaugos priemonės ne tik išreiškia solidarumo principą, bet suteikia jam konkrečias veikimo formas, kurios kaip tik ir leidžia įvertinti, kiek socialinė apsauga remiasi solidarumu ir kaip šį principą įgyvendina“ (Petrylaitė, 2012). Todėl norint atskleisti solidarumo principo veikimą, analizuotinos atskiros socialinės apsaugos sritys, kuriose jis yra taikomas atitinkamo teisinio reguliavimo pagrindu ir įvardijamas konstitucinėje jurisprudencijoje, o atskirais atvejais ir kitų teismų sprendimuose bei teisės aktų paruošiamuosiuose dokumentuose (pranc. *travaux preparatoires*), etc.

### 2.1.1. Užimtumo politika

Asmenų užimtumo<sup>48</sup> darbo rinkoje poreikiu ir svarba yra neabejojama. 2010 m. Komisijos komunikatu priimtoje Europos strategijoje 2020, kaip pirmas ir vienas iš pagrindinių penkių<sup>49</sup> Europos tikslų, kurių turi siekti kiekviena valstybė narė ir nacionaliniu lygiu, buvo numatytas užimtumo siekis, nustatant jį 75 proc. 20–64 amžiaus žmonių dirbtų<sup>50</sup>. Pabrėžta, jog strategijos tikslai laikomi neatsiejamai tarpusavyje susijusiais ir itin svarbiais, jog visa strategija būtų sėkmingai įgyvendinta. Todėl žmonių užimtumas darbo rinkoje yra laikomas vienu iš veiksnių, užtikrinančių pažangumą ir ekonomikos vystymąsi Europos Sąjungoje<sup>51</sup> bei nacionaliniame lygmenyje ir esamų bei ateities kartų aukštą sveiko gyvenimo kokybę (Europos strategija 2020). Tiek šis siekiamas rezultatas, tiek jo prielaida sutampa su atitinkamais gerovės valstybės koncepcijos ramsčiais, aptartais ankstesniame disertacijos skyriuje.

Užimtumo klausimas gerovės valstybių teisinėje sistemoje matomas dviem kryptimis – tiek kaip asmens teisė į darbą, kurią pirmasis kaip subjektinę teisę po Didžiosios Prancūzijos revoliucijos įvardijo Charles Fourier (Verlet, 2000), tiek, kaip valstybių įsipareigojimas veikti sukuriant ir užtikrinant darbo vietas asmenims. Kaip vieną pagrindinių žmogaus teisių, teisę į darbą numatė ir Visuotinė žmogaus teisių deklaracija (23 straipsnis), įtvirtindama teisę į darbą, laisvą jo pasirinkimą, tinkamas darbo sąlygas, teisingą apmokėjimą ir apsaugą nuo nedarbo. Taip pat numatant kiekvienam dirbančiam žmogui teisę gauti teisingą ir tinkamą atlyginimą, kuris užtikrintų jam ir jo šeimai žmogaus orumą atitinkantį gyvenimo lygį, ir kuris, esant poreikiui, turi būti papildomas kitomis socialinės apsaugos priemonėmis. Todėl užimtumas yra neatsiejamas nuo jau identifikuotos gerovės valstybėms kylančios pareigos užtikrinti asmenims tinkamas ir orias gyvenimo sąlygas, kurių garantavimas yra grindžiamas, *inter alia* solidarumo principo veikimu.

---

<sup>48</sup> Užimtumu (*pranc. emploi*) yra laikomas dirbančių darbingo amžiaus asmenų skaičiaus santykis, lyginant su visa darbo jėga valstybėje, bendrijoje ar organizacinėje struktūroje. Visišku užimtumu laikomi atvejai, kuomet visi darbingi ir ieškantys darbo asmenys gali jį rasti, todėl užimtumo antonimu laikytinas – nedarbas. Tame tarpe, pagal aktualios redakcijos Lietuvos užimtumo rėmimo įstatymo pateikiamą sąvoką, užimtumas yra atlygintina arba neatlyginta teisėta fizinio asmens savarankiška, iš dalies savarankiška arba priklausoma veikla, kuria asmuo užsidirba pragyvenimo lėšų, taip pat veikla, kuria asmuo užsiima siekdamas įgyti darbinių ar profesinių įgūdžių, arba kita tęstinė veikla, kurią asmuo vykdo įstatymų nustatytais atvejais ir tvarka (Užimtumo rėmimo įstatymas, 2016).

<sup>49</sup> Penktasis ES strategijos tikslas buvo iki 2020 metų 20 mln. sumažinti ant skurdo ribos esančių žmonių skaičių.

<sup>50</sup> Pagal Eurostat pateikiamą statistiką, 2019 m. buvo pasiektas aukščiausias nuo 2005 m. 20–64 m. asmenų užimtumo lygis Europos Sąjungoje, t.y. 73,1 proc.

<sup>51</sup> Nedarbo lygis laikytinas svarbiu socialinio ir ekonominio gyvenimo rodikliu - didėjantis nedarbas lemia asmens pajamų praradimą, to pasekoje didėjanti spaudimą dėl Vyriausybės išlaidų socialinėms išmokoms.

Tuo tarpu LR Konstitucija teisės į darbą (ir pareigos jį suteikti), skirtingai nei sudėtinė Prancūzijos Konstitucija, kurios 1946 m. Konstitucijos preambulės dalyje įtvirtinta jog „kiekvienas turi pareigą dirbti ir teisę gauti darbą“, neįvardija, tačiau ši teisė išplaukia iš įtvirtintos galimybės pasirinkti darbą: „kiekvienas žmogus gali laisvai pasirinkti darbą bei verslą ir turi teisę turėti tinkamas, saugias ir sveikas darbo sąlygas, gauti teisingą apmokėjimą už darbą ir socialinę apsaugą nedarbo atveju“ (48 straipsnis). Prancūzijoje taip pat konstituciniu lygmeniu įtvirtinta, jog kiekvienas žmogus, negalintis dirbti dėl konkrečių objektyvių priežasčių (atitinkamų socialinių rizikų), turi teisę gauti priemones oriam pragyvenimui (V Respublikos Konstitucijos 2 dalis). Todėl, valstybėms tiek iš tarptautinio, tiek iš nacionalinio lygmens yra kildinama pareiga užtikrinti orias gyvenimo sąlygas kiekvienam visuomenės nariui per darbo vietos sukūrimą ir garantavimą arba nedarbo atveju – per socialinę pagalbą. Atsižvelgiant į tai ir į ankstesniuose skyriuose pateiktą gerovės valstybių socialinėse politikose taikomų principų – proporcingumo, lygiateisiškumo, teisingumo ir jų santykio su solidarumo principu analizę, akivaizdu, jog nuo visuomenės narių (ne)užimtumo lygio priklauso valstybei ir tame tarpe kiekvienam jos nariui tenkanti finansinė našta. Kadangi valstybė, neužtikrinusi asmeniui užimtumo, kurio pagrindu, jis gautų pajamų, reikalingų patenkinti jo poreikius, privalo prisiimti atsakomybę už orumą atitinkančio gyvenimo užtikrinimą ir to pagrindu jį išlaikyti (jam neišgalint pačiam tuo pasirūpinti), o prie šio išlaikymo prisideda visi visuomenės nariai, šią jų pareigą kildinant iš solidarumo principo.

Neatsiejama teisės į darbą dalis šiuolaikinėse gerovės valstybėse yra teisė į teisingą apmokėjimą. Pirmiausia, pats teisingumo principas reikalauja, kad už atliekama darbą, atsižvelgiant į jo vertę ir kitas sąlygas, *inter alia* svarbą ir naudą valstybei, būtų tinkamai atlyginama. Ši teisė yra įtvirtinta tarptautiniame lygmenyje (pvz., Europos socialinės chartijos 4 str.) ir, žinoma, nacionaliniame Prancūzijos bei Lietuvos teisiniame reguliavime. Pažymėtina, jog teisingo apmokėjimo principas apima ne tik Chartijos 4 straipsnyje įtvirtintų darbuotojų teisių įgyvendinimą, bet taip pat darbo įvertinimo kriterijų bei veiksmų visumą, pamatinius teisingumo dėsnius atlyginant už darbą, santykį su kitais darbo teisės principais, kurie praktikoje užtikrintų tinkamą teisingo apmokėjimo už darbą principo įgyvendinimą (Granickas, 2010, p. 311-328). LR Konstitucinis Teismas, aiškindamas konstitucinę nuostatą (48 str. 1 d.), įtvirtinančią kiekvieno teisę į teisingą apmokėjimą už darbą, pabrėžė, jog ši teisė yra daugelio kitų konstitucinių teisių įgyvendinimo prielaida ir ji tiesiogiai siejasi su visų asmenų lygybės įstatymui, proporcingumo ir kt. principais.

Šiuolaikinėje gerovės valstybėje, siekiant užtikrinti asmenų socialines teises, yra svarbu, jog kiekvienas dirbantis asmuo gautų atlygį, pakankamą patenkinti darbuotojo ir jo šeimos

poreikiams, atsižvelgiant į šalies<sup>52</sup> vidutinį darbo užmokestį, pragyvenimo kaštus, socialinės apsaugos išmokų dydžius ir skirtingų socialinių grupių pragyvenimo lygį, t. y. būtų nustatomas minimalus darbo užmokestis (pranc. *salair minimum de croissance*) (TDO konvencija Nr. 131), kuris LR KT teigimu yra „būtinąs „siekiant apsaugoti darbuotojo socialines reikmes“ (LR KT 1998 m. rugsėjo 24 d. nutarimas). Iš to sektų išvada, jog darbo užmokestis negali būtų tokio dydžio, jog paneigtų asmens motyvą užsiimti darbine ar profesine veikla, dėl per menko jo skirtumo nuo paramos išmokos dydžio. Taip pat atitiktų išsilavinimo ir kvalifikacijos, reikalingos atitinkamoje darbinėje ar profesinėje veikloje, lygį, t. y. nebūtų iškreipta rinka, kuomet už nekvalifikuotą darbą mokamas didesnis atlygis nei už kvalifikuotą.

Minimalaus darbo užmokesčio kriterijus yra svarbus ne tik užtikrinant į žemiausias pajamas pretenduojančių profesijų atstovų interesus ir gerovę. Prancūzijos Nacionalinės Asamblėjos teigimu, per mažos minimalaus darbo užmokesčio ribos nustatymas ir jos stagnacija stabdo šalies ekonomiką, lemia socialinės nelygybės augimą ir masinį menkai apmokamų nekvalifikuotų pareigų paplitimą, ir nepaisant to, kad tam tikros visuomenės grupės sutelkia didesnę turtą savo rankose, kitai – didžiajai visuomenės daliai, darbas nebėra pakankama priemonė apsaugoti nuo skurdo ir tai taip pat lemia socialinės apsaugos sistemos apkrovą (Assemblée nationale, 2019). Paminėtinas reguliavimas, inicijuotas Prancūzijoje 2018 m., kuriuo siekta įtvirtinti perkamosios galios didinimo priemones, numatantis priemokas asmenims, tenkinantiems atitinkamus kriterijus, *inter alia* šeimos statuso, tenkančio vienam šeimos nariui pajamų dydžio (Mesures d'urgence économique et sociale, 2018). Tokios priemonės sulaukė kritiško požiūrio, teigiant, jog jomis bandoma išvengti minimalaus darbo užmokesčio didinimo ir tai taip pat lemia neapmokestintus viršvalandžius, socialinės pašalpos, kuri papildo mažas pajamas, didinimą, *etc.* bei yra finansuojamos, *inter alia* remiantis nacionaliniu solidarumu, taigi, visų mokesčių mokėtojų sąskaita ir tai užkrauna jiems našta, kurios galima išvengti, sudarant visiems asmenims sąlygas patiems pasirūpinti savimi ir savo šeimos nariais, bei tai taip pat neatitinka pačių piliečių lūkesčių gyventi oriomis sąlygomis iš teisingo atlygio už savo darbą (Assemblée nationale, 2019). Tokia pozicija išreiškė, jog prioritetą yra asmenų skatinimas patiems užsidirbti ir garantuoti asmeninę gerovę iš darbinės ar profesinės veiklos pajamų, vengiant gyvenimo kaštus dengti socialinės apsaugos pagalbos priemonėmis (išmokomis). Todėl valstybės tikslas turėtų būti nukreiptas į tokio teisinio

---

<sup>52</sup> Kiekvienoje ES valstybėje narėje ir šiai dienai matomi dideli ekonominiai skirtumai, lemiantys ir minimalaus darbo užmokesčio nevienodumą, pvz., pagal Eurostat pateikiamus duomenis 2020 m. sausio mėn. minimalus darbo užmokestis skirtingose ES valstybėse narėse variavo nuo 312 EUR iki 2 142 EUR per mėn.

reguliuojamo nustatymą, kuris asmenims garantuotų ne platesnes ar didesnes įvairovės išmokas, tačiau užtikrintų asmenų užimtumą ir teisingą apmokėjimą už darbą. To rezultate, leidžiant visuomenės nariams patiems pasirūpinti savo ir savo šeimų gerove žmogaus orumą atitinkančiomis sąlygomis ir tuo pačiu apsaugant darbingą ir (ar) turtingesnę visuomenės dalį nuo per didelės naštos solidarumo principo pagrindu.

Apie prioritetą sudaryti sąlygas asmenims patiems užsitikrinti pragyvenimą, o ne didinti asmenų rėmimą per socialines priemones, yra tam tikru aspektu pasisakęs ir LR Konstitucinis Teismas. Jo išaiškinimu, valstybės nustatytas teisinis reguliavimas turi būti toks, jog sudarytų prielaidas, tame tarpe, kai valstybėje dėl iš esmės pablogėjusios ekonominės ir finansinės būklės ar kitų ypatingų situacijų tenka laikinai ir proporcingai mažinti, *inter alia* valstybinio socialinio draudimo išmokas, valstybei tenkančią naštą, atsižvelgiant, *inter alia* į solidarumo principą, konstitucinius socialinės darnos ir teisingumo imperatyvus, paskirstyti visuomenės nariams, tačiau paskirstyti ją taip, kad pareigos mokėti valstybinio socialinio draudimo įmokas vykdymas netaptų atitinkamiems asmenims per sunkia našta ir jie dėl to, kad vykdo šią pareigą, patys netaptų socialiai remtiniais (LR KT 2007 m. rugsėjo 26 d. nutarimas, 2010 m. balandžio 20 d. sprendimas). Taigi, užtikrinant didesnę asmenų užimtumą darbo rinkoje ir teisingą apmokėjimą už darbą, ko pasėkoje yra garantuojamos galimybės patiems asmenims pasirūpinti savo ir savo šeimų asmenine gerove dėl užtikrinamos asmenų lygybės (mažėjančios atskirties), socialinio solidarumo principo akivaizdoje, dėl išsiplėtusio finansuotojų rato ir susiaurėjusios finansavimą gaunančios asmenų dalies, darbingajai ir (ar) didesnes pajamas gaunančiai asmenų grupei tenka mažesnė našta. Yra palaikomas balansas tarp teisių ir pareigų, kildinamų iš solidarumo principo, siekiant asmenų lygybės, pajamų perskirstymo eigoje. Taip pat svarbus aspektas išskaitomas minėtame LR KT nutarime – proporcingumo principo taikymas iš solidarumo principo kildinamoms pareigoms. Konstitucinis Teismas, pažymėdamas, jog visuomenės narių pareiga prisidėti negali būti tokios apimties, jog lemtų jų pačių tapimą socialiai remtiniais, nustato solidarumo principo taikymo ribą. Taip pat atspindi skirtumo tarp suteikiamos paramos dydžio ir atlyginimo už darbą dydžio būtinumą, kuris užtikrintų asmenų motyvaciją dirbti ir nepaneigtų jų teisės į teisingą apmokėjimą.

LR Konstitucinis Teismas taipogi yra pateikęs socialinės teisės – teisės į teisingą apmokėjimą už darbą, kuris finansuojamas iš biudžeto ir savivaldybių lėšų, susidarius ypatingai situacijai valstybėje, ribojimo doktriną (*inter alia* 2009 m. gruodžio 11 d., 2013 m. liepos 1 d. nutarimai; 2009 m. sausio 15 d., 2010 m. balandžio 20 d. sprendimai). Visų pirma, LR KT pažymėjo, jog socialinio solidarumo principas suponuoja proporcingą dėl tokios padėties patiriamų praradimų paskirstymą visuomenės nariams ir šis konstitucinis principas, aiškinamas

kitų konstitucinių principų, *inter alia* proporcingumo ir teisingumo kontekste, nereiškia socialinės lygybės, t. y. nepaneigia reikalavimo diferencijuoti iš valstybės ar savivaldybės biudžeto lėšų mokamų atlyginimų dydžių, priklausomai nuo juos gaunančių asmenų atliekamų funkcijų pobūdžio, sudėtingumo ir apimties, tenkančios atsakomybės už tų funkcijų vykdymą, einamų pareigų ypatumų, šias pareigas einančių asmenų profesinio lygio bei kvalifikacijos (*inter alia* 2013 m. liepos 1 d. nutarimas). Konstitucinio Teismo teigimu, diferencijavimo reikalavimo taip pat privalo nepažeisti nustatant apmokėjimo už darbą mažinimo priemonės valstybėje dėl ypatingos padėties (aukščiau minėtais atvejais), nes socialinio solidarumo principas, atsižvelgiant į asmenų lygiateisiškumo principą, lemia valstybės pareigą nustatyti nediskriminuojantį asmenų, kuriems už darbą apmokama iš valstybės ar savivaldybės biudžeto lėšų, atlyginimų mažinimo mastą, kuris užtikrintų, jog atlyginimai būtų mažinami proporcingai visoms šių asmenų kategorijoms. Taigi, ypatingų neigiamą poveikį ekonomikai turinčių situacijų valstybėje metu socialinio solidarumo principui būdinga lemti didesnės apimties pareigų asmenims kilimą ir joms priešpriešinių teisių mažinimą. Tačiau tai negali paneigti objektyvios diferenciacijos užmokesčio ir socialinio draudimo įmokų nustatymo skirtingoms grupėms, bei lygiateisiškumo principo tai pačiai grupei priklausančių asmenų, kuriems tenka valstybės paskirstoma našta, atžvilgiu. Iš esmės užmokesčio diferenciacija, pagal atliekamų funkcijų sudėtingumą ir (ar) kvalifikaciją, privalo būti išsaugoma, net ir taikant ribojimus, kad nepažeistų, *inter alia* teisės į teisingą apmokėjimą.

Apibendrinant, užimtumo didinimas ir teisingas apmokėjimas už darbą turėtų būti prioritetiniu valstybės klausimu, kadangi, visų pirma, galimybė už darbinę veiklą ir prisidėjimą, kuriant vertę valstybėje, taip pat bendrą gerovę, gauti darbo užmokestį, kuris savo dydžiu skirtųsi nuo dotuojų metu mokamos socialinės paramos išmokų dydžių, atliepia lygybės ir teisingumo principus. Antra, didesnis užimtumas lemia mažesnę socialinės apsaugos sistemos apkrovą ir našta darbo rinkoje dalyvaujantiems bei didesnes pajamas gaunantiems asmenims. Trečia, užtikrina asmenų, galinčių iš darbinių ar savo vykdomos veiklos pajamų pasirūpinti asmenine ir savo šeimos gerove, žmogaus orumą atitinkantį statusą.

### 2.1.2. Socialinio draudimo sistema

Kiekvieno individo likimas dažnu atveju priklauso nuo jo paties pasirinkimų ir indėlio siekiant užsibrėžtų tikslų – kiekvienas, turėdamas pamatines teises ir laisves lygiai su kitais visuomenės nariais, gali planuoti ir įtakoti savo išsilavinimą, šeimyninį gyvenimą, profesinę karjerą, gyvenamąją vietą ir net tam tikra apimtimi sveikatą. Asmenų pajamos, kurios yra svarbiu veiksniu gyvenimo kokybei palaikyti ir minėtoms sferoms išpildyti, galėtų ir turėtų būti planuojamos ne tik trumpuoju periodu, bet taip pat numatant tikėtinas rizikas gyvenime<sup>53</sup>, kada gali ištikti pajamų sumažėjimas, jų netekimas arba žymus išlaidų padidėjimas. Dėl šios priežasties svarbu apsidrausti nuo minėtų rizikos atvejų, kad jiems ištikus asmenys neprarastų iki tol turėto gyvenimo lygio arba jo smukimas nebūtų kritiškai žymus.

Gerovės valstybėse, *inter alia* Prancūzijoje ir Lietuvoje, šis uždavinys tenka ne tik patiems individams, bet ir valstybei, kuri jį įgyvendina per nacionalinę socialinės apsaugos sistemą. Joje asmenys privalomai (grindžiant solidarumo principu) dalyvauja socialinio draudimo įmokų bei kitų mokesčių pagrindu, įgydami teisę į socialines išmokas ir (ar) kitos formos pagalbą. Kaip jau minėta ankstesniuose disertacijos skyriuose, asmenų socialinės teisės, prilygintos žmogaus teisėms ir iškeltos į konstitucinį lygmenį, suponuoja valstybės pareigą imtis atitinkamų priemonių joms bei nuo jų neatsiejamam žmogaus orumui, esančiam esmine žmogaus savybe, užtikrinti. Nors LR Konstitucinis Teismas ne sykį yra pažymėjęs kiekvieno asmeninės atsakomybės už savo likimą reikšmę, dėl ko ir valstybės teisinis reguliavimas turi sudaryti tiek prielaidas, tiek paskatas kiekvienam visuomenės nariui pačiam pasirūpinti savo ir savo šeimos gerove, o ne vien tik pasikliauti valstybės laiduojama socialine apsauga (*inter alia* LR KT 2002 m. lapkričio 25 d. nutarime), tačiau taip pat LR KT yra išaiškinęs (*inter alia* LR KT 2007 m. rugsėjo 26 d. nutarime), jog valstybė turi pareigą sukurti tokią socialinio aprūpinimo sistemą, grindžiamą solidarumo principu, suponuojančią proporcingą įsipareigojimų naštos paskirstymą visiems visuomenės nariams, kuri išlaikytų kiekvieno asmens orumą atitinkančias gyvenimo sąlygas, pažymint, jog abipusės atsakomybės tarp asmens ir visos visuomenės pripažinimas užtikrina socialinę darną bei laiduoja asmens laisvę ir galimybę apsisaugoti nuo sunkumų, kurių pats vienas asmuo nepajėgtų įveikti. Todėl Lietuvoje siekiant užtikrinti asmenų socialines teises, yra pasitelkiamas socialinis draudimas, kaip įrankis, grindžiamas solidarumo principu, socialinio teisingumo principo įgalinimui.

---

<sup>53</sup> *Nutikimus, kurie ne visais atvejais priklauso nuo individo valios, pvz., sveikata, nelaimingi atsitikimai, arba kitos rizikos, priklausančios nuo šeimos narių skaičiaus pasikeitimo, asmens amžiaus, etc.*

Prancūzijos socialinės apsaugos sistemos gimimas žymimas 1945 metų spalio mėn. priimtu įstatymu, kuriuo, remiantis Bismarko modeliu, sukurta socialinės apsaugos sistema. Joje atsakomybės ir valdymo funkcijos teko socialiniams partneriams, o finansavimas numatytas iš darbdavių ir darbuotojų mokamų įmokų (L'ordonnance du 4 octobre 1945). Šiame įstatyme įtvirtinta, jog socialinė apsauga skirta darbuotojui ir jo šeimai apsaugoti nuo bet kokių rizikų, sumažinančių ar panaikinančių galimybę užsidirbti, taip pat skirta padengti motinystės išlaidoms ir išlaidoms šeimai, kurią darbuotojas išlaiko. Taigi iš esmės rėmėsi vienos visuomenės grupės – darbuotojų ir tik nuo vienos rūšies pajamų – darbo užmokesčio surenkamomis įmokomis. Nuo to laikotarpio iki šių dienų Prancūzijos socialinėje sistemoje įvyko nemažai pertvarkų<sup>54</sup>, nulemtų siekiu tinkamai perskirstyti lėšas, tame tarpe, atsižvelgiant į socialinės apsaugos ir šalies ekonomikos nekvestionuotiną simbiozę. Svarbiausias pokytis tas, jog buvo praplėstas solidarumo principo taikymas, į sistemos finansavimą įtraukiant platesnį asmenų ir jų gaunamų pajamų spektrą.

Šiuo metu galiojančio Prancūzijos socialinės apsaugos kodekso pirmajame straipsnyje numatyta, jog visa socialinės apsaugos sistema remiasi nacionalinio solidarumo principu. Šiame kontekste paminėtina, jog iš administracinių teismų praktikos, matyti, jog tam tikrais atvejais net nėra poreikio sistemingai remtis 1946 m. Konstitucijos preambule, kad būtų argumentuojama visos tautos solidarumu. Todėl kartais teismai tiesiogiai remiasi konkrečiuose teisės aktuose, *inter alia* socialinės apsaugos kodekso 1 straipsnyje nustatytu nacionalinio solidarumo principu (8 juillet 1994, n° 96257). Nors, kai kurių autorių nuomone, nepaisant konstitucinės jurisprudencijos, kuri pripažino konstitucinę nacionalinio solidarumo principo vertę, administracinių teismų praktika iš pačių pradžių parodė tam tikrą nenorą taikyti šį principą. P. Jacquinet teigimu, Valstybės taryba (pranc. *Conseil d'État*) keletą kartų turėjo galimybę remtis 1946 m. Konstitucijos preambulės 12 dalimi, tačiau pradžioje manė, kad joje esantis solidarumo principas nėra tiesiogiai taikytinas, nes nėra įstatymų, leidžiančių įgyvendinti šią konkrečią Konstitucijos nuostatą (Jacquinet, 2009, p. 101-117). Nepaisant to, kaip jau minėta, administracinių teismų praktikoje, taip pat kaip Konstitucinės tarybos

---

<sup>54</sup> Pvz., 1967 m. „Jeanneney potvarkiai“, pavadinti juos išleidusio tuometinio socialinės apsaugos ministro vardu, iš esmės pakeitė socialinės apsaugos organizaciją, sukuriant tris nacionalinius fondus kiekvienai iš trijų pagrindinių rizikų: ligai, senatvei, šeimai. Bei patikėjo socialiniams partneriams užtikrinti šių trijų šakų finansinę pusiausvyrą. Kitas reikšmingesnis reformos momentas įvyko dėl to, kad Prancūzija nuo pat Bismarko įtakotos socialinės apsaugos sistemos sukūrimo sistemingai palaikė socialinių įmokų iš darbo pajamų mechanizmą, kuris visą finansavimo atsakomybę užkrovė darbo užmokesčiui ir eliminavo kito pobūdžio pajamas. Reforma buvo būtina ir 1991 m. vasario 1 d., buvo sukurta bendrojo socialinio indėlio (pranc. *Contribution Sociale Généralisée*) sistema. Pagrindinis jos principas yra tas, kad visos pajamos prisideda prie socialinės apsaugos finansavimo: ne tik atlyginimai, bet ir ne darbo užmokesčio pajamos, taip pat ir pensijos bei nedarbo išmokos, investicijos ir iš kapitalo gaunamos pajamos. Tokiu būdu buvo praplėstas solidarumo principo taikymas, prie sistemos finansavimo įtraukiant platesnį asmenų gaunamų pajamų spektrą.

praktikoje, galiausiai pradėta remtis solidarumo principu, tiesiogiai duodant nuorodą į įstatymų lygmenyje įtvirtintą šį principą.

Tuo tarpu Lietuvos socialinės apsaugos kilmė ir istorija yra tampriai susijusios su komplikuota šalies praeitimi – pavyzdžiui, Sovietų sąjungos periodu, kuomet socialinės apsaugos sistema buvo kuriama bendru šiai sąjungai pavyzdžiu. Dėl to po Nepriklausomybės atkūrimo Lietuvoje buvo imtasi reformuoti socialinės apsaugos sistemą, pasirenkant pavyzdžiu demokratines Vakarų valstybes ir numatant, jog, tame tarpe ir socialinio draudimo modelis bus grindžiamas kartų solidarumo principu (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 198). Pirmiausia, iš profesinių sąjungų, buvusių atsakingomis už socialinį draudimą iki 1990 metų, ši atsakomybė buvo perimta Vyriausiosios valstybinės socialinio draudimo valdybos, šiandien žinomos, kaip „SoDra“<sup>55</sup>. Tais pačiais metais buvo priimtas Valstybinio socialinio aprūpinimo sistemos pagrindų įstatymas, galiojęs su pakeitimais bei papildymais iki pat 2019 m. Jis atskyrė socialinį draudimą nuo socialinės paramos, taip pat jų finansavimo šaltinius, įteisindamas savarankišką socialinio draudimo biudžetą, be kita ko numatant esminį principą, jog dirbančiųjų įmokomis yra finansuojamos dabartinės išmokos ir, svarbiausia, garantuojama teisė ateityje į atitinkamas išmokas. Taip išreikšdamas kartų solidarumo principą. Taip pat šis įstatymas numatė socialinio aprūpinimo bei socialinės paramos finansavimą iš nedraudiminių valstybės lėšų, t. y. atskiriant valstybinio socialinio draudimo biudžetą nuo valstybės biudžeto.

Taip pat šiame kontekste paminėtinas ir šiuo metu Lietuvos Respublikos sveikatos draudimo įstatyme numatytas sveikatos draudimo modelis, kuris yra grindžiamas visuotinumu ir solidarumo principais. Tai tiesiogiai įtvirtinta vyriausybės nutarime dėl šio įstatymo nuostatų pakeitimo (Nr. I-1343, 2017). Šiame vyriausybės nutarime detalizuojama, jog solidarumo principas reiškia, kad visų dirbančių arba kitais būdais vykdančių aktyvią ekonominę veiklą ir bet kokios rūšies pajamų gaunančių asmenų privalomojo sveikatos draudimo įmokos, taip pat valstybės biudžeto lėšos prisideda prie privalomojo sveikatos draudimo lėšų kaupimo. Tokiu būdu yra sudaromos prielaidos apmokėti apdraustiesiems privalomuoju sveikatos draudimu suteiktų asmens sveikatos priežiūros paslaugų išlaidas. Tai reiškia, kad asmuo prisideda prie sveikatos sektoriaus finansavimo pagal savo galimybes (vienu atveju didesnėmis privalomojo sveikatos draudimo įmokomis, kitu – mažesnėmis), tačiau visiems sveikatos priežiūra užtikrinama vienodai ir tapačia apimtimi. Nustatant mažesnes privalomojo sveikatos draudimo įmokas ir (ar) privalomojo sveikatos draudimo įmokų mokėjimo lengvatas, prioritetas teiktinas labiausiai socialiai pažeidžiamoms grupėms (pensininkams, neįgaliems asmenims ir pan.) (LR

---

<sup>55</sup> *Jau tuomet prigijo trumpesnis pavadinimas – „Sodra“, kuris yra žodžių „socialinis draudimas“ trumpinys.*

Vyriausybės nutarimas dėl Lietuvos Respublikos sveikatos draudimo įstatymo Nr. I-1343, 2017). Taigi, šiuo atveju (sveikatos apsaugos) pareiga prisidėti yra diferencijuojama, pagal asmens galimybes, tačiau teisė visiems yra užtikrinama vienoda tiek savo apimtimi, tiek kokybe. Tai iš esmės siejama ne tik su žmogau socialinių teisių (šiuo atveju pvz., teise į sveikatos apsaugą), kildinamų iš tarptautinių dokumentų ir Konstitucijos nuostatų, užtikrinimu bei su tuo susieta valstybės pareiga aktyviai veikti, siekiant jų nepažeisti savo neveikimu, bet taip pat atliepia ankstesniame disertacijos skyriuje analizuotų principų – lygybės ir teisingumo reikalavimą.

Šiai dienai Lietuvos socialinio draudimo įstatymas, apibrėžiantis valstybinį socialinį draudimą, kaip valstybinės socialinės apsaugos sistemos dalį, „kurio priemonėmis visiškai ar iš dalies kompensuojamos apdraustiesiems asmenims ir įstatymų nustatytais atvejais jų šeimų nariams dėl draudžiamųjų įvykių prarastos darbo pajamos arba įstatymų nustatytais atvejais šioje dalyje nurodytiems asmenims išmokamos įstatymų nustatyto dydžio išmokos“ (2 str. 15 d.), numato šešias socialinio draudimo rūšis: pensijų, ligos, motinystės, nedarbo, nelaimingų atsitikimų darbe ir profesinių ligų socialinį draudimą bei privalomąjį sveikatos draudimą, t. y. rizikas, nuo kurių asmenys yra draudžiami – atvejus, kada asmuo įgyja teisę į atitinkamą išmoką. Šios išmokos, remiantis LR valstybinio socialinio draudimo įstatymo 8 str., yra finansuojamos socialinio draudimo įmokomis, priklausomomis nuo asmens draudžiamųjų pajamų. Tad solidarumo principas socialinio draudimo sistemoje reiškia, jog jo dalyviai mokantys įmokas nekaupia jų savo naudai, kad padengtų prarastas pajamas ar papildomas išlaidas juos ištikus atitinkamai rizikai, tačiau finansuoja pajamų negaunančius asmenis dotuojų metu ir įgyja teisę į išmoką ateityje, kurios finansavimo našta teks tuo metu pajamas gaunantiems asmenims. Taip pat atkreiptinas dėmesys į įstatymo 2 str. 15 d. formuluotės dalį „visiškai ar iš dalies kompensuojamos“, kuri išreiškia LR KT ne sykį pabrėžtą aspektą, jog solidarumo principas nepaneigia asmeninės individo atsakomybės už savo ir (ar) savo šeimos likimą. Tai reiškia, kad reikalavimo teisė į išmoką ar kitos formos pagalbą nėra neribota ir valstybė negarantuoja visais atvejais absoliučios paramos socialinio draudimo pagrindu.

Tuo tarpu Prancūzijoje Socialinės apsaugos kodeksas šiai dienai įtvirtina šias rizikas: ligos, neįgalumo, motinystės ir tėvystės, nedarbo, sveikatos, senatvės pensijų, nelaimingų atsitikimų darbe ir profesinių ligų, kurių atveju asmenys įgyja teisę į socialines išmokas bei paslaugas. Tolimesniuose socialinės apsaugos kodekso pirmojo skyriaus, pavadinimu „Organisation de la sécurité sociale“, numatančio socialinės apsaugos organizavimo principus, straipsniuose įtvirtintas visos tautos visuotinis, privalomas ir solidarus prisidėjimas padengiant sveikatos apsaugos išlaidas, kuomet kiekvienas prisideda pagal finansines išgales (art. L111-2-

1). Taip pat šio skyriaus L111-2-1 straipsnyje įtvirtintas kartų solidarumo principas, *inter alia* senatvės pensijų, kurių dydis priklauso nuo asmenų gautų pajamų ir mokėtų įmokų į bendrą sistemą, atveju. Tai išreiškia pajamų perskirstymo matą, kuris remiasi į kiekvieno asmens „indėlį“. Be viso to, kodekse įtvirtinta visų asmenų bendra pareiga prisidėti prie socialinės apsaugos sistemos, garantuojant laisvės užtikrinimą visiems asmenims (dirbantiems ar nuolatos gyvenantiems Prancūzijoje) per jiems suteikiama pagalbą savarankiškumo praradimo rizikai iškilus, finansavimo. Tad, kodekse yra tiesiogiai įtvirtinta, jog solidarumo principo įgyvendinimas yra asmens laisvės prielaida. Tai dar sykį pagrindžia disertacijos autorės poziciją, jog laisvė (kartu su asmenų lygybe) yra ne tiek reikšmingos sąlygos solidarumo principo veikimui, kiek jo tikslingas rezultatas. Solidarumas įpareigoja visus asmenis prisidėti prie bendros socialinės apsaugos sistemos finansavimo, kuri garantuoja atitinkamą (pakankamą) pragyvenimo lygį riziką patyrusiems asmenims – užtikrina visų visuomenės narių socialinių teisių apsaugą. Kita vertus, solidarumo principas Prancūzijoje, kaip ir Lietuvoje (remiantis LR KT išaiškinimais), yra ribojamas proporcingumo principo, kuris lemia kiekvieno asmens pareigos prisidėti ribas, neleidžiant paneigti pačių prisidedančių asmenų teisių ir interesų.

Prancūzijoje, skirtingai nei Lietuvoje, kur už socialinio draudimo įmokų ir išmokų valdymą yra atsakingas vienintelis fondas – SoDra, veikia virš dešimt fondų, atsakingų už atitinkamas išmokas – pvz., (I) ligos (atsakinga *Caisse primaire d'assurance maladie*), (II) šeimos, būsto bei kt., *inter alia* paramą skurdo atveju (atsakinga *Caisses d'Allocations Familiales* (Caf)), (III) nedarbo ir atitinkamas šeimos išmokas (atsakinga *Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales*), (IV) bendru režimu draustų asmenų senatvės pensijų bei nelaimingų atsitikimų darbe kompensacijų išmokas (atsakinga *Les caisses d'assurance retraite et de santé au travail*), etc. Taip pat paminėtini ir „papildomo draudimo fondai“ (pranc. *mutuelles*), kurie skirti atskiroms visuomenės grupėms, priklausomai nuo jų statuso, pvz., studentams, arba atitinkamai profesijai, pvz., ūkininkų papildomas draudimas, ir daugeliu atvejų taip pat yra privalomi atitinkamai kategorijai asmenų (2019; LOI n° 2013-504). Šie privatūs ne pelno siekiantys „papildomo draudimo fondai“<sup>56</sup> yra finansuojami būtent jų dalyvių (kuriuos sieja tam tikras bendrumas, pvz., atitinkama profesija) tarpusavio solidarumu grįstomis įmokomis, panaudojamomis minėtų socialinių rizikų atvejais (Code de mutualité). Šio solidarumo pagrindu teisės ir pareigos kildinamos tik atitinkamai grupei priklausantiems asmenims, kurie, pvz., profesijos pagrindu, tarp kartų finansuoja vieni

---

<sup>56</sup> Juos reikia skirti nuo privataus draudimo bendrovių, siekiančių pelno.

kitus, sukurdami papildomų šaltinių asmeninei gerovei užtikrinti. Vykstantis pajamų perskirstymas atitinkamos grupės viduje, kuri proporcingai yra siauresnė nei visą visuomenę „padengiantis“ bendras socialinis draudimas, garantuoja didesnę stabilumą ir aukštesnio lygio garantijas, kadangi leidžia nustatyti tokio dydžio įmokas bei išmokas, kurios priimtinos pagal tos grupės asmenų galimybes bei poreikius. Disertacijos autorė pažymi, jog šie ne pelno siekiantys fondai, atitinka ankstesniame disertacijos skyriuje analizuotoje Teisingumo Teismo praktikoje atskleidžiamus kriterijus, pagal kuriuos vertinama, ar fondo<sup>57</sup> vykdoma veikla yra grindžiama socialinio solidarumo principu ir patenka į (gerovės) valstybės vykdomos socialinės politikos ribas.

Apibendrinant, tiek Lietuvoje, tiek Prancūzijoje<sup>58</sup> valstybės socialinės apsaugos sistemoje dominuojantis socialinis draudimas numatytos konkrečios rizikos atveju garantuoja asmenims išmoką proporcingą jų įneštam indėliui (įmokai) į atitinkamą bendrą sistemą bei nuo jo nepriklausančios apimties (nediferencijuojamas) paslaugas, kiekvienam pagal poreikį, ir remiasi solidarumu, *inter alia* tarp kartų, kuomet sveiki darbingo amžiaus asmenys skiria savo pajamų dalį tiems, kurie dėl juos ištikusių atitinkamų rizikų, pavyzdžiui, sveikatos problemų, vaiko gimimo, senatvės, *etc.*, praranda turėtas pajamas arba patiria reikšmingą išlaidų padidėjimą. Solidarumas tarp kartų pasižymi tuo, jog paties asmens gyvenimo etapuose yra išdėstomos jo asmeninės lėšos ne jas kaupiant ir panaudojant dalimis ateityje, o naudojantis einamuoju finansavimu, grindžiamu aktyvios visuomenės dalies įnašais dotuoju periodu. Dėl to, siekiant užtikrinti socialinį teisingumą, solidarumo principas, įtakojamas proporcingumo principo, lemia, jog dydis išmokos, į kurią asmuo įgyja teisę, turi būti diferencijuojamas, priklausomai nuo asmens indėlio finansuojant socialinio draudimo sistemą.

Pastebėtina, jog atskirai analizuojant dotuoju metu esamus statistinius duomenis apie valstybinę mokesčių ir socialinių išmokų sistemą, susijusią su nuolatos didėjančiais pensijų, taip pat motinystės ir tėvystės, bei kt. išmokų dydžiais ir draudžiamąsias pajamas gaunančių asmenų mokestine našta, nėra matomas pilnas ir tikslus vaizdas, kuris tikėtina tik veda link atskirų visuomenės narių ir jų grupių su(si)priešinimo, kadangi gali susidaryti įspūdis, jog išmokas gaunantys asmenys (pensininkai; tėvai, auginantys mažamečius vaikus; darbo netekę asmenys; *etc.*) yra brangiai išlaikomi pajamas gaunančių ir mokesčius mokančių asmenų, o šiems anie yra sunki našta, neatnešanti apčiuopiamos naudos. Todėl atkreiptinas dėmesys, jog valstybės perskirstomos lėšos juda ne tik dotuoju metu tarp skirtingų asmenų ir jų grupių, bet

---

<sup>57</sup> Galimi įvairūs epitetai, priklausantys nuo teisinės formos ir apibūdinantys ne pelno siekiantį subjektą, vykdančią draudiminę veiklą.

<sup>58</sup> Prancūzijoje greta veikiančios ir „papildomiems draudimams“ (*mutuelles*) sveikatos ir kt. rizikų atvejais.

ir daugeliu atvejų yra paskirstomos tarp to paties asmens skirtingų gyvenimo etapų – vienais gyvenimo momentais asmuo gali būti labiau bendros sistemos finansuotojas, o kitais – naudos gavėjas. Šis asmens rolių solidarios visuomenės sistemoje pasikeitimas gali įvykti net ne porą, o kelis sykius per žmogaus gyvenimą. Dėl to, siekiant užtikrinti socialinį teisingumą, solidarumo principas, įtakojamas proporcingumo principo, lemia, jog dydis išmokos, į kurią asmuo įgyja teisę, turi būti diferencijuojamas, priklausomai nuo asmens indėlio finansuojant socialinio draudimo sistemą.

### 2.1.3. Socialinės paramos sistema

Pirmiausia žodžio „parama“ asociacija duoda nuorodą į terminą – pagalba. Taip pat tai, priklausomai nuo konteksto, gali būti labdaros, filantropinės veiklos ar globos sinonimu. Visuomenėje daugiau išteklių turinčių asmenų bei jų grupių parama yra teikiama tiems asmenims, kurie negali patys pasirūpinti savo ir (ar) savo šeimos gerove. Ši savo prigimtimi neatlygintinė pagalba pasireiškia įvairiomis formomis – asmenine labdara, privačių iniciatyvų fondais, labdaringomis organizacijomis, *etc.*, kurios rūpinasi skurstančiais. Privačios paramos formos labiau buvo paplitusios iki susikuriant šiuolaikinėms gerovės valstybėms, o šiai dienai įprastai visos gerovės valstybės turi tokias išvystytas socialinės apsaugos sistemas, į kurias patenka ir socialinė parama, pasireiškianti pinigine parama ir (ar) socialinėmis paslaugomis. Valstybė, siekdama mažinti skurdą ir užkirsti jam kelią, prisiima našta (proporcingai pasidalindama ją su visuomenės nariais) padėti tiems, kurių pajamos nesiekia tam tikro valstybės nustatyto lygio, atitinkančio ribą, sietiną su būtinųjų žmogaus poreikių patenkinimu<sup>59</sup>, ir jų galimybės pasirūpinti savimi ir (ar) savo šeima dėl objektyvių, t. y. nuo jų nepriklausančių priežasčių, yra ribotos. Valstybė teisę į paramą suteikia atskiroms konkrečioms visuomenės grupėms ir jų nariams, nepriklausomai nuo jų gaunamų pajamų ir (ar) turimo turto vertės, tiek remiantis pareiga garantuoti visiems asmenims orų gyvenimą, tiek remiantis jau analizuotu lygybės principu. Tuo pačiu tai atliepia bendrą interesą ir siekį prevenciškai kovoti su skurdo rizika, socialine atskirtimi ir užtikrinti socialinę taiką.

Kai kurių autorių teigimu (Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 209), svarbiausias principas skiriant socialinę paramą yra atitinkamų socialinių rizikų pripažinimas iš visuomenės pusės ir šios pritarimas socialinės paramos skyrimui asmenims patekusiems į tas rizikas. Tai reiškia, jog turi būti siekiama užtikrinti, kad socialinė parama atitektų būtent tiems, kuriems ji yra skirta, nepažeidžiant kitų visuomenės grupių interesų. Asmenys į socialinę paramą dažniausiai įgyja teisę tada, kuomet dėl tam tikrų objektyvių priežasčių nėra pajėgūs įgyti pakankamai pajamų savo ir savo šeimos gerovei užtikrinti, o taip pat ir dalyvauti socialinio draudimo sistemoje (kurios prielaida yra darbinė ar profesinė veikla), užtikrinsiančioje pagalbą jiems patekus į atitinkamą riziką.

Lietuvoje socialinę paramą galima skirstyti būtent pagal tai, ar nustatant asmens teisę į atitinkamą paramą yra vertinamos asmens ir jo šeimos pajamos bei turimas turtas, ar nėra. Bendrai socialinės paramos sistemoje Lietuvoje galima išskirti pinigine socialinę paramą

---

<sup>59</sup> Dėl valstybės išteklių ribotumo reikalinga identifikuoti, kokie žmogaus poreikiai yra būtini ir tenkintini pirmiausiai, o kurie yra antraeiliai ir jų patenkinimo užtikrinimas gali būti priklausomas nuo valstybės pajėgumo.

nepasiturintiems bei socialinę paramą šeimoms ir vaikams<sup>60</sup>. Piniginę socialinę paramą sudaro socialinė pašalpa, kuri garantuoja minimalias lėšas pagrindiniams ir būtiniams fiziologiniams žmogaus poreikiams patenkinti, t. y. įsigyti maistui, drabužiams, *etc.*, ir šildymo, geriamojo vandens bei karšto vandens išlaidų kompensacijos, kurios yra skirtos asmenų gyvenamojo būsto išlaidų daliniam padengimui (LR piniginės socialinės paramos nepasiturintiems gyventojams įstatymas). Teisę į šias išmokas asmenys įgyja, remiantis buities bei gyvenimo sąlygų lygiu ir priklausomai nuo bendrai šeimos gaunamų pajamų dydžio bei jų turimo turto vertės. Taigi, paramos atveju visuomenė solidarizuojasi tik siekiant garantuoti minimalius būtinus asmenų poreikius. Todėl, siekiant užtikrinti, jog nebus pažeisti šios besisolidarizuojančios visuomenės dalies interesai ir kad parama bus suteikta tikrai tinkamiems subjektams, yra vertinama visa finansinė asmenų padėtis, įsitikinant, jog jie neturi objektyvių (finansinių) galimybių patys pasirūpinti savimi ir savo šeima, todėl jiems būtina visuomenės narių pagalba.

Atsižvelgiant į socialinės paramos išmokų dydžius ir į tai, jog ji skirta palaikyti tik bazinį asmens ir jo šeimos pragyvenimo lygį, suprantama, jog socialinė parama neužtikrina ekonominio bei socialinio saugumo ilgalaikėje perspektyvoje bei neturėtų būti laikoma įprastu asmens ir jo šeimos pragyvenimo šaltiniu, kuris neskatinėtų stengtis patiems prisiimti atsakomybę ir pasirūpinti asmenine savo bei šeimos gerove. Kai kurių autorių (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 240) nuomone, didelės piniginės išmokos socialinėje paramoje, ypač nederinant jų su kitomis paslaugomis, mažina paskatas asmenims aktyviai ieškotis darbo ar priimti, kad ir menkai apmokamo darbo pasiūlymus, kadangi santykinai dosnios socialinės pašalpos ir (ar) nedarbo draudimo išmokos (tame tarpe vertinant gana ilgą jų mokėjimo laikotarpį) yra palyginamos su asmens pajamomis, kurias šie galėtų gauti dirbdami. Todėl, kaip minėta ankstesniuose šios disertacijos skyriuose, valstybė turėtų būti suinteresuota skatinti asmenų įsitraukimą į darbo rinką, kuris yra tiesiogiai susijęs su pakankamas ir didesnes pajamas gaunančiais visuomenės daliais tenkančia našta solidariai prisidėti prie tų visuomenės narių išlaikymo, kurie nėra pajėgūs to padaryti patys, ir tai daryti platesne apimtimi pasitelkdama aktyvias užimtumo rėmimo priemones bei labai atidžiai įvertindama išmokų dydžius, kuo labiau juos minimalizuojant, kiek tai leidžia objektyvūs kriterijai. Socialinės paramos sistema neturėtų būti tokia, kuri nemotyvuotų asmenų stengtis iš valstybės perimti atsakomybę už save

---

<sup>60</sup> *Atsižvelgiant į tai, jog pagrinde teisė į socialinę paramą atsiranda vertinant vienam asmeniui šeimoje tenkančios pajamas pragyvenimui ir jų (ne)pakankamumą, dažnai parama skurstantiesiems ir parama šeimoms yra viena su kita glaudžiai susijusios ar net tam tikra prasme persipynusios. Tas pats matoma ir Prancūzijoje, kuomet, pvz., parama būstui priskiriama prie paramos šeimai šakos socialinės apsaugos sistemoje ir teisė į šią paramą taip pat vertinama, pagal asmeniui šeimoje tenkančias pajamas.*

patiems. Kaip pažymima LR piniginės socialinės paramos nepasiturintiems gyventojams įstatymo<sup>61</sup> 3 straipsnio 3 dalyje, skiriant piniginę socialinę paramą, vadovaujamosi socialinio teisingumo ir veiksmingumo principais, kurie lemia, jog piniginė socialinė parama teikiama, siekiant sudaryti sąlygas ją gauti tada, kada jos labiausiai reikia, bei didinti asmenų motyvaciją integruotis į darbo rinką ir išvengti skurdo spąstų, racionaliai naudojant turimus išteklius. Taipogi todėl, vertinant teisę į piniginę socialinę paramą, yra vertinama ir tai, ar asmenys dėl objektyvių priežasčių neturi galimybės patys įgyti pakankamai lėšų savo ir savo šeimos pragyvenimui, ir yra tam išnaudoję visas objektyvias galimybes, bei nebuvę apdrausti privalomuoju socialiniu draudimu ir dėl to neturintys teisės į draudimines išmokas. Todėl piniginė socialinė parama nepasiturintiems iš esmės gali būti laikytina priemone, skirta kovoti su esamu skurdu ir jį mažinti, turint tikslą asmenis sugrąžinti į tokį būvį, kuriame jie norėtų ir galėtų ne tik patys pasirūpinti savimi ir savo šeima, bet taip pat užsitikrintų socialinę apsaugą nuo rizikų ateityje, remiantis socialiniu draudimu, prie kurio finansavimo prisidėtų.

Prancūzijoje taip pat greta socialinio draudimo sistemos veikia ir socialinės paramos sistema, kuri, kaip ir Lietuvoje, užtikrina piniginę socialinę paramą ir kompensacijas, padengiant būsto išlaikymo kaštus, transporto išlaidas, *etc.*, o taip pat socialinę paramą šeimoms ir vaikams bei jaunimui. Socialinės paramos atveju svarbios yra aktyvaus solidarumo išmokos (pranc. *le revenu de solidarité active (RSA)*), kurios skiriamos bedarbiams ir dirbantiems, kurių gaunamų pajamų lygis neperžengia minimalios nustatytos ribos, atsižvelgiant į pajamas tenkančias vienam šeimos nariui. Aktyvaus solidarumo išmokos (pranc. *RSA*) iš esmės atspindi pagrindinę visų piliečių teisę (kuri įtvirtinta 1946 m. Prancūzijos konstitucijos preambulėje ir patvirtinta Europos Taryboje) turėti pakankamai išteklių gyventi žmogaus orumą užtikrinančiomis sąlygomis. Svarbu tai, jog, kaip pažymima Solidarumo ir sveikatos ministerijos (pranc. *Ministère des Solidarités et de la Santé*) pranešime, teisė į šią paramą, kuri suteikiama vertinant asmens pajamas tenkančias vienam jo šeimos nariui, yra neatskiriama nuo asmens įgyjamos pareigos dėti maksimalias pastangas įsidarbinti arba dirbantiems padidinti savo pajamas (Le 27 novembre 2014). Tai sietina su socialinio teisingumo principo veikimu socialinio solidarumo pagrindu, kadangi, socialinės paramos skyrimas yra tam tikra prasme geranoriškas visuomenės įsipareigojimas, nesuponuojantis pagrįsto teisėto lūkesčio patiems mainais už įneštą indėlį gauti tam tikrą išmoką ar paslaugą ateityje (ištikus rizikai), skirtingai

---

<sup>61</sup> Taip pat šio įstatymo 3 str. 5 d. įtvirtintas įgalinimo principas, kuris reiškia, jog „teikiant piniginę socialinę paramą, siekiama sudaryti palankias nepasiturinčių gyventojų užimtumo galimybių didinimo sąlygas, taip pat sąlygas, skatinančias juos įsitraukti į visuomenės gyvenimą ir mažinančias ilgalaikę priklausomybę nuo socialinės paramos sistemos“.

nei socialinio draudimo atveju. Todėl socialinės paramos gavėjams neturėtų būti sudaromos palankios aplinkybės piktnaudžiauti suteikiamomis teisėmis, atsirandančiomis pagal objektyvų poreikį. Tad paramos suteikimas turi būti tokios apimties, kiek reikalinga, kad asmenis palaikytų orumą nepaneigiančiame pragyvenimo lygyje ir objektyviai greitai grąžintų į darbo rinką, kurios pagalba jie galėtų ne tik patys savimi rūpintis, bet ir prisidėti prie bendros gerovės bei pagalbos suteikimo tiems, kuriems tuo metu jos reikia.

Taigi, solidarumo principas, kaip ir socialiniame draudime, socialinės paramos srityje taip pat veikia, tačiau apima visą visuomenę, o ne tik dalyvaujančius socialiniame draudime. LR Konstitucinis teismas ne sykį yra pažymėjęs, jog iš Konstitucijos 52 str. yra kildinama pareiga įstatymų leidėjui įtvirtinti tokį teisinį reguliavimą, kuris valstybei leistų užtikrinti lėšų sukauptumą, reikalingą užtikrinti ir teikti, *inter alia* socialinę paramą, ir tenkanti finansinė našta būtų paskirstoma visiems visuomenės nariams, remiantis konstituciniu solidarumo principu, konstituciniais socialinės darnos ir teisingumo imperatyvais (LR KT 2010 m. balandžio 20 d. sprendimas, 2007 m. spalio 22 d., 2013 m. vasario 15 d., 2013 m. gegužės 16 d. nutarimai). Iš to taip pat matyti, jog solidarumas veikia ir kaip įstatymų leidybos principas, kuris realiai yra įvardijamas Lietuvos įstatymo leidėjo nutarimuose ir *travaux preparatoires*. Pavyzdžiui, LRV nutarime dėl Šalpos pensijų įstatymo pakeitimo (projekto Nr. xiiip-4432), remiamasi minėta Konstitucinio Teismo jurisprudencija dėl solidarumo principo, *inter alia* aspekto, jog šis principas nepaneigia asmeninės atsakomybės už savo likimą, ir nurodoma, jog pritarus siūlomam teisiniui reguliavimui, nebūtų pasiektas valstybės teikiamos socialinės paramos tikslas, nes priedas būtų mokamas ir asmenims, kurie dalyvauja darbo rinkoje ir kuriems negautų darbo pajamų nėra tikslo kompensuoti. Remiantis Prancūzijos Konstitucinės tarybos praktika, labai aišku, kad solidarumas Prancūzijoje taip pat yra įstatymų leidėjui privalomas principas. Tai įrodo, pavyzdžiui, 2001 m. Gruodžio 18 d. sprendimas, kuriame patikrinama, ar šio principo yra paisoma įstatymų leidyboje (Décision 2001–453 DC). Todėl tiek Lietuvoje, tiek Prancūzijoje solidarumo principas taip pat lemia ir pareigą įstatymų leidėjui nustatyti atitinkamą reguliavimą, kuriame atsispindėtų visuomenės narių teisių ir pareigų santykis socialinių teisių užtikrinimo srityje.

Kaip minėta, socialinės paramos srityje visuomenės atžvilgiu solidarumo principas pasireiškia asmenims prisidedant prie jos finansavimo per bendrųjų mokesčių mokėjimą, iš kurių yra finansuojama socialinė parama tiems asmenims, kuriems ji yra reikalinga. Todėl, tikėtina, jog solidarumo principo elementai išreiškiami aiškiausiai socialinio draudimo srityje, kuomet sistemos dalyviai mokėdami įmokas finansuoja asmenų, pakliuvusių į atitinkamą socialinę riziką, sumažėjusių ar netektų pajamų arba padidėjusių išlaidų dengiamą dalį, įgydami

patys teisę į pagalbą ateityje, ir tokiu būdu visi yra susiejami tiesioginiais tarpusavio ryšiais (Petrylaitė, 2012). Tuo tarpu, nepaisant to, jog socialinės paramos atveju (moraliniu aspektu) visuomenė solidarizuojama, užtikrinant, jog kiekvienas turi teisę į paramą, esant objektyviam poreikiui, todėl turi pareigą prisidėti ir prie jos finansavimo, pareiga prisidėti prie išlaikymo asmenų, kuriems jis reikalingas, nėra susieta su atitinkamos teisės įgijimu keliais aspektais. Pirma, išmokos dydžiu (skirtingai nei socialinio draudimo atveju, kuomet išmoka proporcinga įmokos dydžiui). Antra, paramos poreikis nėra preziumuojamas kiekvieno asmens gyvenimo atitinkamame etape ir nėra išankstinio lūkesčio gauti atitinkamą paramą, skirtingai nei pvz., vaiko auginimo išmoka dirbantiems, senatvės pensija ir pan., mokama socialinio draudimo pagrindu.

Apibendrinant, prie socialinės paramos sistemos veikimo solidariai prisideda visi visuomenės nariai, kurių bendrųjų mokesčių dalimi yra finansuojama socialinė parama jos gavėjams, kuriems teisė į ją yra suteikiama, remiantis tik poreikio kriterijumi ir taip pat atskirais atvejais vertinant vienam šeimos nariui tenkančias pajamas, o Lietuvoje – ir šeimos turtą. Todėl parama negali būti tokio dydžio, jog paneigtų ją finansuojančios visuomenės grupės interesus. Šį interesų pažeidimą lemtų ir ilgalaikis asmenų naudojimasis parama tais atvejais, kada objektyviai yra įmanoma, juos grąžinti į tokią padėtį, kurioje jie patys savimi galėtų pasirūpinti ir prisidėti prie paramos kitiems, kuriems dotuoju metu ji objektyviai reikalinga, suteikimo.

#### 2.1.4. Šeimos politika

Šeima, kaip pamatinis socialinis institutas, yra vertybė, kuri tokia pripažįstama tiek nacionalinėje konstitucinėje, (pvz., LR Konstitucijos 38 straipsnis įtvirtina, jog „šeima yra visuomenės ir valstybės pagrindas“), tiek tarptautinėje ir Europos Sąjungos (tai atsispindi ir Europos socialinio ramsčio tiksluose, šeimos politikos svarbą perkeliant į tarptautinių lygmenį) kategorijoje, sutinkant, jog kurti ir puoselėti šeimos santykius yra kiekvieno žmogaus socialinė teisė. Kiekviena valstybė, *inter alia* Lietuva ir Prancūzija, siekia užtikrinti šią žmogaus socialinę teisę įvairiais aspektais, tame tarpe garantuojant šeimos gerovę – per konkrečių su ja susijusių tikslų išsikėlimą ir atitinkamų priemonių jiems pasiekti pasitelkimą.

Remiantis konstitucine nuostata, Lietuvos valstybė saugo ir globoja šeimą, motinystę, tėvystę bei vaikystę (38 str. 2 d.). Prancūzijos konstituciniame bloke taip pat įtvirtinta, jog prancūzų tauta garantuoja asmeniui ir šeimai sąlygas, reikalingas jų vystymuisi (1946 Konstitucijos preambulės 10 punktas). Šeimos gerovės užtikrinimas lemia tinkamą kartų kaitumą, kuris yra tiesiogiai susijęs su tautos tęstinumu ir valstybės identiteto puoselėjimu. Todėl pagrindiniu Lietuvos strateginiu šeimos gerovės tikslu yra siekis „skatinti savarankiškos ir gyvybingos šeimos, pagrįstos narių savitarpio globa ir atsakomybe bei užtikrinančios kartų kaitą, išgalėjimą ir kurti teises, socialines, ekonomines sąlygas, stiprinančias šeimas bei užtikrinančias visavertį jų funkcionavimą“ (LR KT 2011 m. rugsėjo 28 d. nutarimas). Suprantama kodėl gerovės valstybių socialinės politikos atitinkama dalis visuomet yra orientuota į šeimos rėmimą, jos gerovės užtikrinimą ir puoselėjimą, taikant socialinės paramos priemones<sup>62</sup>. Tokiu būdu yra kuriama visa valstybės šeimos politika, kurią Prancūzijoje G. Seraphin apibūdina, kaip išmokų ar vaikų priežiūros metodų politiką, kuri taip pat apima, *inter alia* būsto, sveikatos ir švietimo politikas, kurias įgyvendindama valstybė, greta visa ko, sudaro palankias sąlygas šeimų savarankiškumui ir garantuoja asmenų laisvę (Seraphin, 2013). Šios teisės remiasi nacionalinio solidarumo principu, kuris šeimos apsaugos, kaip ir minėtu vyresnio amžiaus asmenų nepriklausomumo, atžvilgiu konstitucinėje jurisprudencijoje įvardijamas „konstituciniu nacionalinio solidarumo reikalavimu“ (Décision 97-393 DC). Tai patvirtina neabejotiną nacionalinio solidarumo ryšį su apsaugą šeimoms nustatančiomis Konstitucinėmis nuostatomis, kadangi Konstitucinės tarybos yra teigiama (Décision 98-405 DC), kad

---

<sup>62</sup> Kai kurių autorių nuomone (Damon, Paugam, 2017), Prancūzija yra viena iš šalių, kuri daugiausiai investicijų skiria šeimų atžvilgiu. Jos socialinė teisė yra iš esmės orientuota į šeimų gerovę, o pati šeima, kaip vertybė, yra viena labiausiai imponuojančių prancūzams, o taip pat tampa šalies politikų atspirties tašku jų veikloje.

konstitucinis reikalavimas, kylantis iš preambulės dešimto ir vienuolikto punktų (1946 m. Konstitucija) reiškia nacionalinio solidarumo šeimos atžvilgiu įgyvendinimą.

Lietuvių autoriai (Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 216) pastebi, kad kai kuriose šiuolaikinėse gerovės valstybėse, atsižvelgiant į didelį skirtingų visuomenės gyvenimo sferų integracijos lygį, šeimos politikos samprata, kuri dažniausiai traktuojama kaip priemonių visuma, siekiama sukurti normalaus šeimos funkcionavimo sąlygas. Taip pat skatinti jų savarankiškumą ir autonomiją, o palaikymo probleminėms šeimoms teikimas, yra neatsiejamas nuo socialinės politikos sampratos. Tame tarpe J. Bieliauskaitės teigimu, svarbu užtikrinti asmenims galimybę patiems užsidirbti ir veikiant savarankiškai patenkinti savo bei savo šeimos poreikius, ko pasėkoje šie asmenys gebėtų ir norėtų solidarizuotis bei padėti tiems, kuriems reikalinga pagalba, visų pirma, mažesnėse ribose – savo artimoje aplinkoje, šeimoje, o tai skatintų kartų solidarumą ir visos visuomenės apimtyje (Bieliauskaitė, 2011, p. 93). Tai reiškia, jog asmenys turėdami galimybę iš savo pajamų užtikrinti asmeninę bei savo šeimos gerovę ir tuo pačiu galėdami mokesčių pavidalu prisidėti prie kitos visuomenės dalies gerovės, yra labiau linkę solidarizuotis arba kitaip – teigiamai priimti jiems iš įstatymų kildinamas pareigas, grindžiamas socialinio solidarumo principu. Dėl to, teigtina, jog ir šioje srityje, norint užtikrinti tinkamą kartų solidarumą, gerovės valstybėse svarbu ne tik užtikrinti teisingumo ir proporcingumo principų veikimą socialinio draudimo sistemoje bei garantuoti paramą šeimai, kaip atitinkamai visuomenės grupei, kuri lemia kartų solidarumo veikimą ateities perspektyvoje, tačiau suteikiamą paramą orientuoti į asmenų užimtumo skatinimą, *inter alia* užtikrinant profesinio ir asmeninio gyvenimo balansą, kuris taip pat tiesiogiai priklauso nuo asmenų sveikatos būklės, išsilavinimo, tinkamų buitinių sąlygų užtikrinimo ir kt. veiksmų.<sup>63</sup>

Todėl šiai dienai stiprios ir atsakingos šeimos socialinės politikos formavimas nacionaliniu lygmeniu, tapo viena iš esminių gerovės valstybės veikimo sričių. Išskirtinai Lietuvoje, pagal strategijos „Europa 2020“ tikslus, kuriama socialinės apsaugos sistema, kuri asmenims ir šeimoms suteiktų būtiniems poreikiams patenkinti reikalingas pajamas, iš dalies kompensuotų dėl socialinės rizikos prarastą darbo užmokestį, o vaikų išlaikymo išlaidos visuomenėje būtų solidariai pasidalintos.

---

<sup>63</sup> Remiantis Lietuvos socialinės įtraukties didinimo 2014–2020 m. veiksmų planu, siekiant mažinti gyventojų riziką patirti skurdą ar socialinę atskirtį, pabrėžiama būtinybė išplėtoti socialinių, sveikatos, švietimo ir kultūros bei kitų viešųjų paslaugų sistemas, kad jas taikant gyventojai būtų sveiki, išsilavinę, socialiai integruoti, ypatingą dėmesį sutelkiant šeimų ir vaikų garantijoms.

#### 2.1.4.1. Motinystės ir tėvystės apsauga

Vaiko gimimas tėvams (įtėviams) ne tik sąlygoja papildomų išlaidų, trukšiančių visą vaiko auginimo laikotarpį, atsiradimą, bet ir šių asmenų užimtumo darbo rinkoje tikėtiną pasikeitimą. Dėl to, siekiant padėti asmenims be didesnių sukrėtimų išgyventi šį laikotarpį, valstybė įprastai jiems garantuoja savo paramą, kurios finansavimo našta solidariai (pagal įstatyminį reguliavimą) padalija visuomenės nariams, tuo pačiu jiems suponuodama ir teisę į šią paramą.

Lietuvoje konstitucinė valstybės pareiga saugoti bei globoti šeimą, motinystę, tėvystę ir vaikystę<sup>64</sup> yra įtvirtintas LR Konstitucijos 39 straipsnio 1 dalyje, kurioje garantuojama valstybės globa ir parama šeimoms, auginančioms ir auklėjančioms vaikus namuose. To paties straipsnio 2 dalyje – dirbančioms motinoms yra užtikrinamos mokamos atostogos iki gimdymo ir po jo, taip pat palankios darbo sąlygos bei kitos lengvatos (numatant jog valstybė jas laiduoja). Prancūzijos 1946 m. Konstitucijos preambulėje taip pat įtvirtinta, *inter alia* apsauga vaikams ir motinoms į sveikatos apsaugą, materialinį saugumą, poilsį ir laisvalaikį (11 punktą), šią nuostatą įgyvendinant per konkrečių socialinių išmokų ir tikslinių atostogų įtvirtinimą atskiruose nacionaliniuose teisės aktuose, *inter alia* darbo, socialinės apsaugos ir kt. kodeksuose, garantuojant diferencijuotą finansinę pagalbą motinystės ir tėvystės atveju tiek dirbantiems, tiek visiems nuolatiniais Prancūzijos gyventojams. Prancūzijos Konstitucinė taryba yra įtvirtinusi, kad iš 1946 m. Preambulės dešimto ir vienuolikto punktų kyla „solidarumo reikalavimas“ (Décision 2007-553 DC), kuris visiškai atitinka konstitucinius reikalavimus, nes šiuo atveju tai yra tarpusavio prisitaikymo ir privataus gyvenimo gerbimo klausimas. Taigi, iš konstitucinių nuostatų, kuriose įtvirtintos socialinės teisės motinoms ir tėvams, kildinamas ir jų užtikrinimo įpareigojimas valstybei (dalijantis su visuomene), grindžiamas solidarumo principu. Jo įgyvendinimui tiek Lietuvos, tiek Prancūzijos tam tikruose Konstitucijos straipsniuose yra tiesiogiai įvardijamos ir atitinkamos priemonės (pvz., apmokamos vaiko gimdymo atostogos).

XXI a. gyvenimo ritmas, kintantis požiūris į darbą ir laisvalaikį bei vyrų ir moterų užimtumą lemia poreikį užtikrinti tėvams profesinio ir asmeninio gyvenimo pusiausvyrą<sup>65</sup>.

---

<sup>64</sup> Konstitucinis Teismas yra konstatavęs, jog 38 straipsnio 1, 2 d. nuostatomis išreiškiamas valstybės įsipareigojimas įstatymais ir kitais teisės aktais nustatyti tokį teisinį reguliavimą, kuriuo būtų užtikrintas šeimos, motinystės, tėvystės ir vaikystės, kaip konstitucinių vertybių, visokeriopas puoselėjimas ir saugojimas (*inter alia* LR KT 2012 m. vasario 27 d., 2015 m. rugsėjo 22 d., 2016 m. kovo 15 d. nutarimai).

<sup>65</sup> Darbo ir šeimyninio gyvenimo suderinamumas šiuolaikinėje visuomenėje tampa nemažu iššūkiu, turinčiu neigiamą poveikį dažniausiai moterų užimtumui. Būtent tai, jog nėra paprasta suderinti profesines ir šeimynines pareigas, laikytina vienu svarbiausių veiksnių, lemiančiu nepakankamą moterų įsitraukimą į darbo rinką. Moterys daug dažniau negu vyrai naudojasi ne tik vaiko priežiūros atostogomis, bet ir apsiima prižiūrėti pagyvenusius ar priklausomus giminaičius. To pasekoje, tiek vaikus turinčios, tiek sergančios ar priklausomos giminaičio priežiūra

Galimybės derinti šeimyninį ir profesinį gyvenimą poreikis tiek vyrų, tiek moterų atžvilgiu yra akcentuojamas mokslininkų (Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 221), pabrėžiant kompleksinių paslaugų, pavyzdžiui, vaikų priežiūros, švietimo, *etc.* reikšmę, ko pasėkoje tėvams yra sudaromos galimybės sugrįžti į darbo rinką per protingą laikotarpį (nuo vaiko gimimo ir jo priežiūros namuose) ir joje išlikti. Todėl motinystės ir tėvystės apsauga, kurią garantuoja konstitucinės nacionalinės nuostatos, yra įgyvendinama ne tik per konkrečių išmokų nustatymą atitinkamų tikslinių atostogų metu, tačiau taip pat per paramą kitais būdais, lemiančiais sąlygas asmenims išlaikyti pusiausvyrą tarp šeimos ir profesinio gyvenimo, užtikrinant tinkamas sąlygas šeimų gyvenimui.

Antra, toks kompleksinių paslaugų nustatymas motinystės ir tėvystės apsaugai išreiškia atitinkamą solidarumo principo bruožą. Kaip ne sykį akcentavo LR KT, solidarumo principas nepaneigia asmeninės atsakomybės už savo likimą, todėl asmenys turi patys dėti pastangas ir siekti savo jėgomis užsitikrinti gerovę sau ir savo šeimai. Darbinės ar kitos veiklos pajamos užtikrina asmenims atitinkamą pragyvenimo lygį. Todėl, pagal disertacijos autorės poziciją, remiantis Prancūzijos tarybos išaiškinimu<sup>66</sup>, jog būtent galimybė iš darbinių pajamų pasirūpinti savo ir šeimos gerove užtikrina asmenų orumą ir atitinka kitus principus, remiant motinystę ir tėvystę per prielaidų asmenims išlikti ar sugrįžti į darbo rinką, kurioje užtikrinama, *inter alia* teisė į teisingą apmokėjimą, sudarymą, o ne išmokų (kurių paskirtis – palaikyti orų asmens pragyvenimo lygį terminuotai sunkiu laikotarpiu) teikimą, valstybė garantuoja sąlygas

---

*užsiimančios moterys dažnai daug mažiau laiko dirba apmokamą darbą, dažniau dirba ne visą darbo laiką arba iš viso pasitraukia iš darbo rinkos. Tai turi įtaką vyrų ir moterų darbo užmokesčio skirtumui, dėl kurio per darbingą amžių susidaro ženklus vyrų ir moterų pensijų skirtumas, lemiantis didesnę moterų skurdo ir socialinės atskirties riziką. Todėl vienu iš sprendimo būdu yra dažniausiai moterims tenkančios priežiūros naštos solidarūs pasidalijimas su vyrais, užtikrinant abiem lytim darbo ir šeimyninių pareigų pusiausvyrą. Jos svarba pabrėžiama Europos Sąjungos lygmeniu. 2019 m. buvo priimta nauja direktyva, kurios nuostatas ES valstybės narės į nacionalinę teisę turi perkelti iki 2022 m. rugpjūčio 2 d., dėl tėvų ir prižiūrinčiųjų asmenų profesinio ir asmeninio gyvenimo pusiausvyros (2019/1158). Šioje direktyvoje papildomai gerinamos esamos ir nustatomos naujos vyrų ir moterų teisės – įtvirtinami nauji ir keliami esami standartai, susiję su tėvystės, vaiko priežiūros atostogomis, su susitarimais dėl lanksčių darbo sąlygų taikymu dirbantiems tėvams. Numatyta, jog optimaliausia ir geriausių rezultatų būtų galima pasiekti įtvirtinus tokį priemonių paketą: vienos savaitės tėvystės atostogos, kompensuojamos bent ligos išmokos dydžio išmoka; keturių mėnesių neperleidžiamos vaiko priežiūros atostogos su galimybe jas panaudoti iki vaikai sueis 12 metų, kompensuojamos bent ligos išmokos dydžio išmoka; prižiūrinčiųjų asmenų penkių dienų per metus atostogos vienam giminingam asmeniui prižiūrėti, kompensuojamos bent ligos išmokos dydžio išmoka; tėvų ir prižiūrinčiųjų asmenų teisė prašyti lanksčių darbo sąlygų.*

*Nepaisant Europos Sąjungos reguliavimo, tiek Prancūzija, tiek Lietuva jau kuris laikas, kaip siekia asmeninio ir profesinio gyvenimo suderinamumo, įtvirtindamos atitinkamas teises priemones, t. y. dalį direktyvos pasiūlymų yra jau įgyvendinusios. Pavyzdžiui, Lietuvos įstatymai numato tėvystės atostogas, kurių, gimus kūdikiui, dirbantis tėvas, nepatirdamas jokių finansinių nuostolių (įgyjama teisė į socialinio draudimo išmoką), gali išeiti gerokai ilgesniam, nei siūlo direktyva laikui, t. y. vienam mėnesiui. Kas anksčiau buvo nesuprantama, šiandien tapo labai įprasta ir tėvai aktyviai naudojami šia teise, taip ženkliai palengvindami atitinkamą šeimos gyvenimo etapą. Tačiau žvelgiant iš moterų profesinio gyvenimo perspektyvų ir jų galimybių sėkmingai grįžti į darbo rinką, minėtas tėvų įsitraukimas nėra pakankamas.*

<sup>66</sup> Prancūzijos tarybos sprendimas, kuriame pasisakė apie minimalaus atlyginio dydžio nustatymą valstybėje, ir kuris buvo analizuotas ankstesniame disertacijos skyriuje..

asmenims aktyviai veikti ir patiems rūpintis savo gerove, o ne tikėtis jos palaikymo per finansinių išmokų gavimą. Iš ko seka ir tokių konstitucinių socialinių teisių, kaip teisė į darbą, užtikrinimas.

Trečia, kompleksinis paramos ne vien tik per išmokas šeimoms teikimas, palaiko teisių ir pareigų pusiausvyrą visuomenėje, kuri solidarumo principo pagrindu dalyvauja socialinės politikos sistemoje. Tai, kad asmenys įgyja teisę į atitinkamą išmoką (teisę į atitinkamos socialinės teisės garantavimą) ir tuo pačiu pareigą prisidėti prie šių teisių užtikrinimo kitiems visuomenės nariams, esant poreikiui (ištikus rizikai), reiškia, jog visi visuomenės nariai yra vienas su kitu susieti santykiniais socialiniais „prievolniais“ santykiais. Todėl individas gavęs paramą ar išmoką socialinio draudimo pagrindu iš valstybės (su likusia visuomenės dalimi pasidalijant šia našta) įgyja pareigą prieš šiuos visuomenės narius sugrįžti į tokį būvį, kuris leistų ne tik pačiam savimi pasirūpinti bet ir padėti kitiems, kuriems tuo metu reikia atitinkamos pagalbos. Tai reiškia, tam tikra prasme gražinti solidarai visuomenei tai, ką jis iš jos gavo.

Vis tik, motinystės ir tėvystės apsauga bendroje socialinės politikos sistemoje išsiskiria subjektų ratu, kuriems ši teisė yra garantuojama ir dėl to ne visuomet atitinka subjektus, kurie turi pareigą prisidėti prie sistemos finansavimo. Lietuvoje, pagal ligos ir motinystės socialinio draudimo įstatymą, skiriamos ir mokamos, *inter alia* motinystės, tėvystės, vaiko priežiūros išmokos<sup>67</sup> turintiems teisę jas gauti asmenims, t. y. asmenims, kurie drausti socialiniu draudimu ir turi pakankamą socialinio draudimo stažą. Šios išmokos yra mokamos motinai, tėvui arba seneliams, kurie atitinka įstatymo nustatytus kriterijus ir yra vaiko auginimo atostogose tam tikrą laikotarpį. Jos skirtos kompensuoti atitinkamą dalį anksčiau gauto darbo užmokesčio. J. Bieliauskaitės teigimu, nustatant minėtų išmokų trukmę, dydį bei sąlygas, svarbu, jog būtų pasiektas kompromisas visuomenėje, garantuojantis visų valstybinio socialinio draudimo sistemos dalyvių lygiateisiškumą (Bieliauskaitė, 2011, p. 142-143), ypač atsižvelgiant į tai, jog įmokos motinystės, tėvystės ir vaiko priežiūros išmokoms į šią sistemą mokamos bendrai visų dalyvių, nepriklausomai nuo jų lyties, amžiaus bei gyvenimo planų<sup>68</sup>

---

<sup>67</sup> Šios išmokos skiriamos turintiems teisę jas gauti apdraustiesiems asmenims atitinkamais įstatyme numatytais atvejais, t. y. motinystės išmoką – apdraustajam asmeniui nėštumo ir gimdymo atostogų metu; tėvystės išmoką – apdraustajam asmeniui tėvystės atostogų metu; vaiko priežiūros išmoką – apdraustajam asmeniui vaiko priežiūros atostogų metu, bendruoju atveju iki kol vaikui sueis vieni arba 2 metai. Tačiau asmenys, kurie neturi teisės į numatytą socialinio draudimo išmoką, valstybės konstitucinių įsipareigojimų pagrindu, taip pat yra apsaugoti kitomis priemonėmis. Pavyzdžiui, nėščiai moteriai, neturinčiai teisės gauti motinystės išmokos iš Valstybinio socialinio draudimo fondo lėšų, mokama vienkartinė išmoka nėščiai moteriai pagal Lietuvos Respublikos išmokų vaikams įstatymą.

<sup>68</sup> Ligos socialinio draudimo ir motinystės socialinio draudimo pajamas sudaro šiai draudimo rūšiai visų draudėjų ir apdraustųjų asmenų mokamos privalomosios valstybinio socialinio draudimo įmokos, taip pat delpinigia ir baudos.

(LR ligos ir motinystės socialinio draudimo įstatymo 30 str.). Tai reiškia, jog kiekvieno įmokomis finansuojamos visos socialinio draudimo išmokos, neatsižvelgiant, ar pats asmuo šios rūšies išmokomis kada nors gyvenime ketina pasinaudoti, galėtų tai padaryti ir iš tikrųjų pasinaudos, ar ne. Todėl solidarumo principas šiuo atveju lemia asmens pareigą prisidėti prie finansavimo net tada, kada objektyviai asmuo atitinkamos teisės negalėtų įgyti, pvz., vaiko gimdymo atostogų atveju, kurios tiesiogiai priklauso nuo asmens lyties. Nors visame socialiniame draudime teisė ir pareiga yra susietos ypač tampriai, tačiau nėra diferencijuojamos atskiros rizikų, nuo kurių asmuo draudžiamas ir dėl to prie jų finansavimo turi pareigą prisidėti, sritys. Taigi, solidarumo principas lemia universalią pareigą prisidėti prie užtikrinančios socialinės žmogaus teisės sistemos, kuriančios bendrą visuomenės gerovę, finansavimo, veikiant socialinio teisingumo principui, kas užtikrina atitinkamą asmenų lygybę, nepriklausomai nuo tokių ypatybių, kaip lytis, amžius, kt.

Kitas svarbus teisių į motinystę ir tėvystę, šeimos apsaugą aspektas yra numatytų išmokų dydis. Šiai dienai, vienos svarbiausių išmokų – „vaiko priežiūros išmokos“ dydis Lietuvoje priklauso nuo tėvų pasirinktos tikslinių atostogų trukmės<sup>69</sup> ir yra maksimaliai 77,58 procento išmokos gavėjo kompensuojamojo uždarbio dydžio, o minimaliai 31,03 procento išmokos gavėjo kompensuojamojo uždarbio dydžio. Sunku vertinti, ar toks teisiniu reguliavimu nustatytas dydis, visų pirma, atitinka pagrindinius socialinės apsaugos principus visų socialinio draudimo dalyvių atžvilgiu (užtikrinamas lygybės principo veikimas) ir šiuo atveju solidarumo principas dera su, *inter alia* socialinio teisingumo principu. Atsižvelgiant į tai, jog socialinio draudimo išmokos yra paremtos solidarumu tarp kartų, o jų dydis priklauso nuo mokėtų įmokų dydžio bei tai, jog socialinio draudimo išmokos, skirtingai nei socialinės paramos atveju, kur išmokų tikslas yra užtikrinti minimalių poreikių patenkinimą, turi garantuoti panašų pragyvenimo lygį, kokį asmuo turėjo prieš patekdamas į atitinkamą riziką, manytina, jog net tai, kad įstatymas numato, jog ši išmoka per mėnesį negali būti mažesnė už 6 bazinės socialinės išmokos dydžius, dažniausiu atveju neužtikrina asmenims panašaus pragyvenimo lygio, koks buvo iki apmokamų vaiko priežiūros atostogų. Turint omenyje, jog atsiradus papildomam asmeniui (vaikui) šeimoje, išlaidos joje padidėja, o ne lieka tokios pačios ar juolab sumažėja, todėl numatyti net mažesnę išmoką nedarbo metu, auginant vaiką, nei iki padidėjant išlaidoms turėtas darbo užmokestis, disertacijos autorės nuomone, neatitinka vieno iš socialinio draudimo

---

<sup>69</sup> Jei asmuo vaiko priežiūros atostogų metu pasirenka gauti išmoką iki vaikui sueis vieni metai, ji yra 77,58 procento išmokos gavėjo kompensuojamojo uždarbio dydžio. Jeigu apdraustasis pasirenka gauti vaiko priežiūros išmoką, kol vaikui sueis 2 metai, šios išmokos dydis iki vaikui sueis vieni metai yra 54,31 procento, o iki vaikui sueis 2 metai – 31,03 procento išmokos gavėjo kompensuojamojo uždarbio dydžio (LR ligos ir motinystės socialinio draudimo įstatymo (2020 m. gruodžio mėn. redakcija) 24 str.).

tikslų – padėti asmenims išgyventi laikotarpį, kada padidėja išlaidos, o ne tik tada, kada jų netenkama. Taip pat šis procentinis dydis kvestionuotinas didesnes pajamas gaunančių asmenų atžvilgiu teisingumo ir proporcingumo aspektu.

Šiame kontekste, atkreiptinas dėmesys į ganėtinai ilgą suteikiamų vaiko priežiūros atostogų laikotarpį, per kurį garantuojamas santykinai mažas išmokų procentas. Kiek proporcingai šioje srityje veikia solidarumo principas (pareigos prisidėti prie finansavimo ir teisės į išmoką masto atžvilgiu)? Ši proporcija atspindi ir solidarumo laipsnį, suteikiant teisę asmenims į vaiko priežiūros atostogas. Kaip minėta, prie šios išmokos finansavimo prisideda visi visuomenės nariai, nepriklausomai nuo to, ar gali objektyviai įgyti teisę į šią išmoką ar paslaugą ir ar ja ketina pasinaudoti bei pasinaudos. Vadinasi, finansuotojų ratas yra santykinai daug platesnis už šios išmokos gavėjų ratą. Tačiau išmokos dydis (lyginant su asmens iki tol turėtomis pajamomis) nėra proporcingas. Tai savaime atspindi žemą solidarumo laipsnį šeimos išmokų atžvilgiu. Turint omenyje, jog solidarumo principas siekia užtikrinti asmenų lygybę, kuri socialinio draudimo atveju išreiškiama per tikslą garantuoti į riziką patekusiems asmenims iki tol jų turėtą pragyvenimo lygį (išlaikyti tokį patį materialinį santykį su kitais visuomenės nariai kaip ligi šiol), o socialinio teisingumo ir proporcingumo principai užtikrina, jog išmokų dydis koreliuoja su buvusiu asmens indėliu (įmokų dydžiu), yra kvestionuotini garantijos gauti iki tol turėtas pajamas neatitinkančią išmoką ilgame laikotarpyje tikslai. Disertacijos autorės nuomone, toks išmokų skyrimas gali būti traktuojamas, kaip Konstitucinio Teismo išaiškinimo, jog solidarumas nepaneigia kiekvieno asmeninės atsakomybės už save, išraiška, kurios išvestinis aspektas siejamas su siekiu skatinti kuo platesnį asmenų užimtumą (grįžimą į darbo rinką). Išmokų šeimai atveju tai pasireikštų siekiu sukliudyti tėvams, auginantiems vaikus namuose, prarasti profesinius įgūdžius, kurių neturėjimas komplikotų jų grįžimą į darbo rinką ir lemtų pajamų ateityje sumažėjimą ar netekimą. Tačiau, autorė pažymi, jog tokia situacija netiesiogiai kliudo asmenims pasinaudoti konstitucine motinystės ir tėvystės apsaugos garantija, kadangi jie neturi galimybės ilgą laiką patys prižiūrėti savo vaikus. Būtent šioje socialinės politikos srityje Prancūzijoje yra nustatytas modelis, kuris tiesiogiai yra orientuotas į asmenų palaikymą darbo rinkoje vaiko priežiūros metu, todėl leidžia asmenims derinti šeimyninį ir profesinį gyvenimą.

Prancūzijoje vaiko priežiūros (ugdymo) išmoka (pranc. *la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE)*) (esanti Lietuvoje įtvirtintos vaiko auginimo ir priežiūros atostogų išmokos atitikmeniu) numatyta, kaip valstybės garantuojama pagalba, leidžianti vienam ar abiem tėvams nutraukti arba sumažinti savo darbinę (profesinę) veiklą, kad galėtų rūpintis savo vaiku vienerius metus savo pasirinktu laikotarpiu iki jam sukaks 3 metai, ir teisė

į ją priklauso nuo asmens darbo stažo – ne mažiau nei vieneri metai iki vaiko priežiūros atostogų (Code du travail L1225-47 – L1225-59). Taip nustatant priklausomybės ryšį tarp teisės į išmoką įgijimo ir buvusio tvaraus dalyvavimo darbo rinkoje.

Priklausomai nuo pasirinkimo – dirbti pusę darbo laiko ar iš viso nedirbti vaiko priežiūros metu, yra skiriama atitinkamo dydžio išmoka, pažymint, jog laisvu nuo darbo metu asmuo negali užsiimti jokia kita veikla, iš kurios gaunamos pajamos, kaip tik vaiko priežiūra. Ši išmoka nėra diferencijuojama, nei priklausomai nuo aktualiu metu asmens gaunamų pajamų, nei nuo prieš tai mokėtų įmokų<sup>70</sup>. Taip pat yra numatyta teisė į antrą išmoką – socialinę paramą vaiko priežiūros atostogų metu, į kurią teisė priklauso nuo vaiko priežiūros metu gaunamų asmens pajamų, kurios neturi viršyti atitinkamo valstybės nustatyto dydžio (*inter alia* Code du travail L1225). Todėl Prancūzijoje, garantuojant teisę tėvams rūpintis vaiku, siekiama tuo pačiu skatinti juos kuo greičiau sugrįžti į darbo rinką arba padėti joje dalinai išsilaikyti, jog po atitinkamo laikotarpio, naudojantis teise į laisvą nuo profesinės veiklos laiką skirtiną vaiko priežiūrai, asmuo kuo lengviau grįžtų į darbo rinką, nepraradęs profesinės kvalifikacijos bei motyvacijos ir tuo pačiu galėtų toliau aktyviai dalyvauti socialinės apsaugos sistemoje, prisidėdamas prie jos finansavimo.

Tuo tarpu Prancūzijoje numatytas motinystės ir tėvystės socialinis draudimas padengia išlaidas, susijusias su nėštumo ir gimdymo periodu, taip pat užtikrina išmokas motinoms atostogų metu prieš ir po gimdymo<sup>71</sup> bei tėvystės atostogų metu. Šių išmokų dydis tiesiogiai priklauso nuo mokėtų įmokų dydžio bei laikotarpio<sup>72</sup>, o teisė į jas priklauso asmenims tik tada, jeigu šių atostogų laikotarpiu asmuo nutraukia bet kokią darbinę veiklą (Code de la sécurité sociale). Tai reiškia, kad išmoka priklauso tik tuo atveju, jeigu asmeniui tuo laikotarpiu nėra garantuojamos jokios pajamos ir jis pilna apimtimi realizuoja savo šeimynines pareigas,

---

<sup>70</sup> Šia teise gali vienu metu pasinaudoti ir abu tėvai, tačiau bendrai jų gaunamų išmokų dydis negali viršyti nustatytų maksimalių „lubų“. Pavyzdžiui, 2020 metais numatytas vienam iš tėvų tenkantis išmokos dydis, kuomet visiškai sustabdoma profesinė veikla, siekia beveik 400 EUR ir tai yra maksimali suma, kurią tėvai gali gauti bendrai, abu naudodamiesi vaiko priežiūros atostogomis, o pasirinkus dirbti pusę darbo laiko, vienas iš tėvų turi teisę į 258 EUR išmoką.

<sup>71</sup> Paminėtina, jog tuo tarpu Lietuvoje, LR KT išaiškinimu, Konstitucijos 39 straipsnio 2 dalyje įtvirtinta mokamų atostogų dirbančioms motinoms iki gimdymo ir po jo garantija, kuria užtikrinama viena iš dviejų Konstitucijoje *expressis verbis* nurodytų mokamų atostogų rūšių, lemia įstatymų leidėjo pareigą, be kita ko, nustatyti tokį teisinį reguliavimą, pagal kurį šių atostogų apmokėjimas būtų siejamas su dirbančios moters iki atostogų gautu atlyginimu ir šių atostogų metu mokamų išmokų dydis atitiktų per protingą laikotarpį iki atostogų gauto atlyginimo vidurkį (LR KT 2012 m. vasario 27 d., 2016 m. kovo 15 d. nutarimai).

<sup>72</sup> Prancūzijos Konstitucinė Taryba taip pat yra pabrėžusi lygybės principo svarbą ir tinkamą užtikrinimą, garantuojant išmokas, *inter alia* motinystės ir tėvystės atveju, pažymint, jog lygybės principas neįpareigoja pašalinti visus skirtumus tarp asmenų ir nedraudžia tam tikros diferenciacijos socialiniame draudime. Skirtingas požiūris į asmenis, gaunančius motinystės ir tėvystės išmokas, priklausomai nuo to, ar jie gavo pajamas iš profesinės veiklos, ar ne ir teisę į išmoką įgijo nuolatinio gyvenimo Prancūzijoje pagrindu, atitinka socialinio draudimo sistemos, palaipsniui plėtojamo Prancūzijoje, principus (Décision n° 2018-735 QPC)

kurioms atlikti galimybė yra sudaroma atleidžiant jį nuo darbinės veiklos (numatant atitinkamus laikotarpius, kurie, lyginant su numatytais laikotarpiais Lietuvoje, pasižymi savo santykinai trumpa trukme). Disertacijos autorė daro išvadą, jog tokiu būdu įgyvendinamas pagrindinis tikslinių tėvystės-motinstės atostogų siekis ir išvengiama nepagrįsto papildomo didelės apimties finansavimo. Kadangi solidarumo principas, suponuodamas visuomenės narių teisės ir pareigas, siekia būtent lygybės užtikrinimo per socialinių teisių garantavimą, todėl jo pagrindu atsiradusi papildomo finansavimo galimybė paneigtų šio principo esmę.

Prancūzijoje garantuojamas motinstės atostogų laikotarpis, susidedantis iš apmokamo laisvo nuo darbo laiko prieš gimdymą ir po gimdymo, iš viso yra 16 savaitių trukmės, kas iš esmės atitinka Lietuvoje nustatytą bendrąjį motinstės atostogų laikotarpį – 126 kalendorines dienas<sup>73</sup>, o tėvystės atostogos Prancūzijoje garantuojamos 11 dienų iš eilės trukmės, kai tuo tarpu Lietuvoje yra suteikiamos 30 dienų nepertraukiamos tėvystės atostogos bet kuriuo metu iki vaikui sueis 3 mėnesiai (LR socialinio draudimo įstatymas, LR darbo kodeksas (2020 m. gruodžio mėn. redakcija), Code du travail, Code de la sécurité sociale). Tačiau tėvystės išmokos dydis, lygiai kaip ir išmokos nėštumo ir gimdymo atostogų metu motinoms, Lietuvoje šiuo metu sudaro 77,58 procento išmokos gavėjo kompensuojamojo uždarbio dydžio, kai tuo tarpu Prancūzijoje dienos motinstės ar tėvystės išmokos dydis yra lygus vidutiniam asmens darbo užmokesčiui už tris paskutinius mėnesius iki atitinkamų tikslinių atostogų suteikimo, numatant maksimalių mėnesinių išmokų „lubas“<sup>74</sup>. Todėl šioje srityje solidarumo principas Prancūzijoje, lyginant su Lietuva, yra išreikštas aukštesniu laipsniu.

Apibendrinant, Prancūzijos motinstės ir tėvystės apsaugai, lyginant su motinstės ir tėvystės apsauga Lietuvoje, yra būdingi trumpesni laikotarpiai ir didesnės išmokos jų metu, atsižvelgiant į turėto asmens užmokesčio dydį. Galimybė patiems tėvams prižiūrėti savo vaikus iki atitinkamo jų amžiaus, atitinkanti apmokamas vaiko auginimo ir priežiūros atostogas Lietuvoje, Prancūzijoje yra finansuojama bendra fiksuota suma, vertintina, kaip sąlyginai nedidele Prancūzijos ekonominio lygio kontekste, tačiau orientuota į tėvų skatinimą greičiau

---

<sup>73</sup> *Konstitucinis Teismas yra ne sykį pabrėžęs, jog Konstitucijos 39 straipsnio 2 dalyje nustatyta konstitucine mokamų atostogų iki gimdymo ir po jo garantija dirbančioms motinoms, atsižvelgiant į ypatingą moterų būklę ir sveikatos apsaugos poreikį bei ypatingą motinos ir vaiko ryšį tam tikrą laiką po gimdymo, yra siekiama užtikrinti nėščios ir pagimdžiusios moters fiziologinės būklės apsaugą, ypatingą motinos ir vaiko ryšį pirmosiomis jo gyvenimo savaitėmis, sudarant galimybę dirbančiai moteriai tam tikrą pagrįstą laiką atsitraukti nuo darbinės (profesinės) veiklos (LR KT 2012 m. vasario 27 d., 2016 m. kovo 15 d. nutarimai). Atsižvelgiant į tai, įstatymų leidėjas privalo nustatyti ne tik šių atostogų suteikimo sąlygas, pagrįstą jų trukmę, užtikrinti, jog šių atostogų metu būtų mokamos išmokos, kurių dydis atitiktų per protingą laikotarpį iki atostogų gauto atlyginimo vidurkį. LR KT teigimu, šios atostogos gali būti finansuojamos valstybės biudžeto lėšomis, taip pat gali būti nustatytas toks teisinis reguliavimas, pagal kurį šių atostogų apmokėjimas būtų grindžiamas socialiniu draudimu, arba gali būti pasirenkamas dar kitoks jų finansavimo modelis.*

<sup>74</sup> 2019 metais jos atitiko 10.284 EUR.

grįžti ir (ar), pasirenkant pusę darbo laiko ir dalinę valstybės išmoką, išlikti aktyviems darbo rinkoje net ir vaiko priežiūros metu, tokiu būdu derinant profesinį ir asmeninį gyvenimą. Todėl solidarumo laipsnis Prancūzijoje, kurioje numatyti trumpi laikotarpiai ir didesnės išmokos bei galimybė gauti fiksuotą dalinę pagalbą iš valstybės derinant darbinę veiklą ir vaiko priežiūrą vienu metu, laikytinas aukštesniu nei Lietuvoje, kurioje garantuojami ilgi laikotarpiai, tačiau nedidelės išmokos ir nenumatyta jokia galimybė pasirinkti dalinę pagalbą iš valstybės, derinamą su daline darbine ar profesine veikla. Tokioje sistemoje yra mažiau palaikomas šeimyninio-profesinio gyvenimo balansas, nes ilgas nedarbo laikas lemia sudėtingą grįžimą į darbo rinką, o nedidelė išmoka (ypač socialinio draudimo atveju) neužtikrina asmenims jų turėto gyvenimo lygio iki vaiko gimimo, po kurio šeimos išlaidos padidėja, nors ir tam tikra prasme skatina asmenis greičiau grįžti užsiimti darbine ar profesine veikla. Taip pat Prancūzijoje įtvirtinta galimybė, dirbant pusę darbo laiko gauti dalinę pagalbą (finansavimą) iš valstybės, skatina asmenis išlaikyti profesinės veiklos nepertraukiamumą ir derinti asmeninį-profesinį gyvenimą. Tai sudaro prielaidas solidarumo principo pagrindu kylančių teisių ir pareigų (gauti pagalbą bei prie jos prisidėti) visuomenėje balanso palaikymui.

#### 2.1.4.2. Parama šeimai

Lietuvoje, jau minėta, valstybinė šeimų ir vaikų rėmimo sistema yra dvipusė. Tai parama teikiama visiems, nepriklausomai nuo šeimos turto ir pajamų, bei parama nepasiturintiems gyventojams, kuri teikiama įvertinus jų turta ir pajamas. Prancūzijoje teikiama paramą šeimoms taip pat galima išskirti į tokias pačias dvi rūšis. Remiantis Prancūzijos Respublikos socialinės apsaugos kodekso L512-1 straipsniu, kiekvienam nuolatiniam šalies gyventojui, nepriklausomai nuo jo pilietybės, yra garantuojamos šeimos paramos išmokos, jeigu jis augina vieną ar daugiau vaikų, tačiau atitinkamai atvejais tam tikra parama gali priklausyti nuo asmens gaunamų pajamų dydžio ir fakto, ar jis turi teisę į socialinio draudimo išmoką, kuri skirta tokiam pačiam tikslui kaip ir socialinės paramos išmoka.

LR Konstitucinis Teismas, aiškindamas iš Konstitucijos 38 str. 2 d. kylančią valstybės pareigą kurti šeimai, motinystei, tėvystei ir vaikystei palankią aplinką, be kita ko yra konstatavęs, jog nepilnamečių vaikų turinčioms šeimoms, atsižvelgiant į jų poreikius ir visuomenės bei valstybės išgales, gali būti teikiama tam tikra parama<sup>75</sup> (2012 m. vasario 27 d., 2015 m. rugsėjo 22 d. nutarimai). Pažymėtina, jog LR Konstitucijoje nėra *expressis verbis* įtvirtinta paramos šeimoms, auginančioms ir auklėjančioms vaikus namuose, teikimo pagrindų, sąlygų, terminų ar dydžių. LR KT teigimu, tai privalo nustatyti įstatymų leidėjas, įstatymais reguliuodamas paramos šeimoms santykius ir būtinai paisydamas visuomenės bei valstybės išgalių (*inter alia* 2004 m. kovo 5 d., 2012 m. vasario 27 d. nutarimai). Šiai dienai Lietuvoje yra numatyta pakankamai gausi paramos šeimai priemonių visuma, kuri apima (I) vienkartinę išmoką nėščiai moteriai, kuri pagal Ligos ir motinystės socialinio draudimo įstatymą neturi teisės gauti motinystės išmokos; (II) vienkartinę išmoką<sup>76</sup> kiekvienam gimusiam vaikui; (III) išmoką per mėnesį<sup>77</sup> kiekvienam vaikui nuo gimimo dienos iki pilnametystės bendruoju atveju arba atitinkamais atvejais ir vyresniam vaikui, bet ne ilgiau nei iki jam sukaks 21 metai; (IV) išmoką besimokančio ar studijuojančio asmens vaiko priežiūrai; (V) išmoką gimus vienu metu daugiau kaip vienam vaikui, *etc.*<sup>78</sup>, bei ankstesniame skyriuje minėtą piniginę paramą šeimoms,

---

<sup>75</sup> Taip pat LR KT yra pabrėžęs, kad šioje srityje įstatymų leidėjas, atsižvelgdamas į įvairius socialinius, demografinius, ekonominius veiksnius, *inter alia* valstybės materialines bei finansines galimybes, turi plačią diskreciją pasirinkti konkrečias apsaugos ir paramos priemones.

<sup>76</sup> 2020 m. ji sudarė 11 bazinių socialinių išmokų dydžio (429 EUR).

<sup>77</sup> 2020 m. ji sudarė 1,54 bazinės socialinės išmokos dydžio (60,06 Eur).

<sup>78</sup> Taip pat yra nustatyta socialinė parama mokiniams – nemokamas mokinių maitinimas ir parama mokinio reikmenims įsigyti, kuri priklauso nuo pajamų, tenkančių vienam šeimos nariui, dydžio, o nuo 2020 m. sausio 1 d. visi mokiniai, kurie mokosi pagal priešmokyklinio ugdymo programą savivaldybių bendrojo ugdymo mokyklose, kuriose maitinimas organizuojamas taikant savitarnos principą, turi teisę į nemokamus pietus, nepriklausomai nuo šeimos gaunamų pajamų. Paminėtina, kad visa socialinė parama mokiniams yra

priklausomai nuo jų pajamų, tenkančių vienam šeimos nariui, ir taip pat turimo turto. Tuo tarpu Prancūzijoje šiai dienai šeimos ir vaikų rėmimo sistema pasižymi dar platesne išmokų bei garantijų įvairove ir gali būti preliminariai skirstoma į tokius blokus, kaip : (I) bendrąją šeimos paramą priežiūrai (pranc. *prestations générales d'entretien*), (II) paramą naujagimių ir mažamečių vaikų priežiūrai (pranc. *prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)*), ir (III) specialiosios paskirties šeimos paramą (pranc. *prestations à affectation spéciale*).

Pirmoji paramos grupė apima (I) šeimų, turinčių du ir daugiau nepilnamečių vaikų, teisę į kasmėnesinę piniginę išmoką, kurios dydis priklauso nuo vaikų skaičiaus ir šeimos pajamų (pranc. *les allocations familiales*); (II) šeimų, kuriose auga 3 ar daugiau vaikų, tačiau nebegauna dalies išmokų pagal *les allocations familiales*, kadangi vienas ar daugiau vaikų sulaukia 20 metų amžiaus; (III) teisę į fiksuotą papildomą išmoką šeimoms (pranc. *l'allocation forfaitaire*); (IV) šeimų, kuriose auga trys ir daugiau vaikų nuo 3 metų amžiaus, bet ne vyresni nei 21 metų amžiaus, atsižvelgiant į jų šeimos pajamas, galimą teisę į papildomą išmoką – priedą šeimoms (pranc. *le complément familial*), *etc*<sup>79</sup>.

Antrajai paramos šeimai grupei priklauso (I) teisė į gimimo išmoką vaikui, kuri skiriama atsižvelgiant į šeimos pajamas ir turtą (pranc. *la prime à la naissance*) bei ją sekanti kita (II) teisė į paramą, kuri mokama vaikui nuo kito mėnesio po jo gimimo iki kol sueis treji metai, jeigu šeimos turimos lėšos neviršija nustatytos valstybės remiamo dydžio (pranc. *l'allocation de base*), *etc*<sup>80</sup>.

Trečiajai grupei priklauso specializuota parama, kaip pvz., piniginė išmoka, į kurią turi teisę šeimos, priklausomai nuo jų pajamų, skirtą padengti vaiko mokyklinių priemonių išlaidoms (pranc. *l'allocation de rentrée scolaire*), *etc*<sup>81</sup>.

Didžioji dalis šeimoms teikiamos finansinės paramos Prancūzijoje priklauso nuo asmenų finansinės padėties ir, remiantis socialinės apsaugos kodeksu (pranc. *code de la sécurité sociale*), nuo fakto, ar asmuo turi teisę į socialinio draudimo išmoką. Taip pat ji gali būti įgyjama ir nevertinant šeimos finansų, jeigu yra auginami du ir daugiau vaikų šeimoje, tačiau

---

*finansuojama iš valstybės biudžeto specialios tikslinės dotacijos savivaldybių biudžetams, valstybės biudžete skirtų bendrųjų asignavimų Švietimo, mokslo ir sporto ministerijai, savivaldybių biudžetų lėšų, nevalstybinių mokyklų steigėjų skirtų lėšų ir įstatymų nustatyta tvarka gautų kitų lėšų.*

<sup>79</sup> Pvz., pašalpa šeimai (pranc. *l'allocation de soutien familial*) skiriama, nevertinant šeimos pajamų ir išlaikomų vaikų skaičiaus, bet kuriam vaikui, neturinčiam tėvo ir/ar motinos.

<sup>80</sup> Pvz., bendra vaiko priežiūros išmoka (pranc. *la prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE)*), mokama visiems esantiems vaiko priežiūros atostogose arba dirbantiems nepilną darbo dieną, pagal tai ir pagal vaikų skaičių diferencijuojant šios išmokos dydį; parama vaiko priežiūrai (pranc. *Le complément de libre choix du mode de garde*), kuri teikiama šeimoms, auginantiems vaikus iki 6 metų amžiaus, ir skirta padengti pilnai ar iš dalies išlaidas vaiko priežiūros įstaigoje (darželyje) arba jį prižiūrinčio asmens (auklės) atlyginimą.

<sup>81</sup> Taip pat, pvz., parama šeimos būstui (pranc. *l'allocation de logement familiale*), skirta padengti pilnai ar iš dalies šeimos būsto išlaidas.

tokiu atveju paramos dydis diferencijuojamas, atsižvelgiant į vaikų skaičių šeimoje ir (ar) juos prižiūrinčio asmens darbo laiko režimą. Tuo tarpu parama, į kurią teisė yra universali yra susijusi su tėvų, auginančių nepilnamečius vaikus, skatinimu grįžti į darbo rinką ir (ar) joje išsilaikyti. Todėl iš esmės paramą gavę tėvai yra įpareigojami ją gražinti per jų pačių gražinimą į darbo rinką.

Paramos šeimai sritis Prancūzijoje, kuri finansuojama jai skiriama dalimi iš bendro visai valstybės socialinei apsaugai skirto biudžeto (LOI n° 2019-1446), yra viena plačiausių iš visų sričių, sudarančių bendrąją socialinės apsaugos sistemą<sup>82</sup>. Ji susideda tiek iš finansinės paramos, tiek socialinių paslaugų teikimo (Code de l'action sociale et des familles)<sup>83</sup>. Tiek Lietuvoje (LR išmokų vaikams įstatymas), tiek Prancūzijoje (Code de la sécurité sociale) socialinė parama šeimoms ir vaikams yra dvejopa – ta, į kurią teisė įgyjama atsižvelgiant į šeimos gaunamas pajamas (Lietuvos atveju ir į turimą turtą), ir ta, į kurią asmenys turi teisę, nepriklausomai nuo jų pajamų ir (ar) turto vertės. Šiuo atveju tai gali būti laikytina skurdo prevencija, kurią R. Lazutka ir kiti autoriai taip pat traktuoja, kaip šeimos politikos priemonę (Aidukaitė *et al.*, 2012, p. 209), kadangi šeimoms, auginančioms vaikus tenka patirti papildomų su tuo susijusių išlaidų, kurios ir lemia teisę į socialinę paramą, siekiant padengti išlaidų skirtumą.

Visuomenė solidariai finansuodama ant skurdo ribos esančią kitą visuomenės grupę, turi būti užtikrinta šios prisiimamos naštos pagrįstumu, todėl, kaip pastebi Lietuvos autoriai (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 216-218), privalu, jog būtų vertinamos ne tik pajamos, bet ir turimas šeimos turtas, nes kitu atveju pinigine socialine parama yra piktnaudžiaujama ir tai pakerta visuomenės pasitikėjimą tiek valstybės vykdoma socialine politika, tiek asmenimis, gaunančiais šią paramą. Tad, LR KT, teigdamas, jog solidarumo principas nepaneigia asmeninės atsakomybės, duoda nuorodą ne tik į tai, jog asmenys neturi pasitikėti vien tik valstybės garantijomis, tačiau taip pat neturi tikėtis iš to pralobti.

Nepaisant to, kaip minėta, valstybė, remdama šeimas, tam tikrai atvejais nevertina nei šeimos turimo turto, nei gaunamų pajamų. Viena tokių piniginių paramos formų Lietuvoje yra universali išmoka vaikams, kitaip vadinama „vaiko pinigais“. Lietuva, įstojusi į Europos Sąjungą, pasekė kitų valstybių narių praktika ir pradėjo remti kiekvieną vaiką nuo gimimo iki pilnametystės, nustatydamą fiksuotą periodinę išmoką, finansuojamą bendraisiais mokesčiais iš valstybės biudžeto, tačiau 2008 metų ekonominės krizės laikotarpiu teko imtis reformų

---

<sup>82</sup> Sukurta 1945 metais paramos šeimai šaka yra viena iš keturių šakų, sudarančių bendrąją socialinės apsaugos režimą Prancūzijoje, greta paramos ligos atveju, apsaugos senatvėje ir asignavimų užtikrinimo.

<sup>83</sup> Parama šeimai Prancūzijoje taip pat yra suteikiama per mokesčių lengvatas.

socialinėje srityje, siekiant sumažinti išlaidas, dėl ko 2009–2010 m. universali išmoka kiekvienam vaikui iki 16 metų buvo pamažu panaikinta, pradžioje ją mokant nepasiturinčioms šeimoms, o galiausiai – tik daugiavaikėms šeimoms. Nepaisant to, Lietuvoje ne tik ekonomikos krizės laikotarpiu, bet ir po jos iki pat 2011 m. nuolat didėjo išlaidos socialinei apsaugai<sup>84</sup> (Socialinės įtraukties didinimo 2014–2020 m. veiksmų planas). Didėjantis nedarbo lygis lėmė socialinės paramos poreikį, o greta to išryškėjo ir kitos tokios valstybės problemos, kaip senėjanti visuomenė bei žemėjantys demografiniai rodikliai, dėl to socialinės įtraukties didinimo 2014–2020 m. veiksmų plane, be visa ko, buvo numatytas prioritetas kurti šeimai palankią aplinką, atsižvelgiant į tai, jog išsipareigojimai šeimai didina tikimybę gauti mažesnes pajamas, o didesnis vaikų skaičius šeimoje didina skurdo riziką. Dėl šios priežasties svarbu stiprinti patekimo į skurdą ir socialinę atskirtį prevenciją, tame tarpe sudarant visiems vaikams lygias galimybes sveikai augti bei užtikrinti jiems visapusišką vystymąsi, kurio svarba taip pat pabrėžiama Prancūzijos socialinėje politikoje ir konstituciniame lygmenyje. Šalies Konstitucijos preambulės 10 ir 11 pastraipose įtvirtinta prancūzų tautos garantija kiekvienam individui ir šeimai užtikrinti sąlygas, būtinas jų vystymuisi bei numatyta, jog visiems vaikams ir motinoms garantuojama sveikatos apsauga, materialinis saugumas, poilsis ir laisvalaikis.

Šiai dienai Lietuvoje vėl yra numatyta teisė į universalią išmoką vaikui, kuri mokama kiekvienam nuo gimimo iki 18 metų ir vyresniam, priklausomai nuo to, ar jis dar mokosi, bet ne ilgiau, iki jam sukaks 21 metai (LR išmokų vaikams įstatymas). Dosni universali vaiko išmoka, vadinama „vaiko pinigais“, disertacijos autorės vertinama kritiškai, kadangi ji nėra naujas šeimos pajamų papildinys, o vienos pagalbos formos pakaitalas. Iš esmės „vaiko pinigai“ pakeitė iki 2018 m. galiojusią netiesioginės paramos šeimai formą – taikomą papildomą neapmokestinamą pajamų dydį<sup>85</sup> (taip pat vadinama PNP) (LR gyventojų pajamų mokesčio įstatymas). Naujoji sistema, nors joje ir nėra vertinamos šeimos pajamos, yra orientuota tik į pačias skurdžiausias šeimas (Aiškinamasis raštas Nr. XIIIIP-3738) ir nors suteikiant fiksuotą

---

<sup>84</sup> Pagal LR socialinės apsaugos ir darbo ministerijos pateikiamus duomenis, lyginant 2011 m. su 2007 m., išlaidos socialinei apsaugai padidėjo 3935,1 mln. litų. Eurostato duomenimis, 2010 m. Lietuvos valstybės išlaidų struktūroje BVP dalis, tenkanti socialinei apsaugai, buvo 14,5 proc., t. y. 5,4 procentinio punkto mažesnė už ES vidurkį (19,9 proc.). 5,76 proc. visų socialinei apsaugai skirtų išlaidų sudarė socialinės piniginės paramos išlaidos.

<sup>85</sup> Be tiesioginės paramos šeimai išmokų ar paslaugų pavidalu, valstybėje gali būti teikiama ir kitokia netiesioginė parama, inter alia per taikomas mokesčių lengvatas (būsto išlaikymo, vaikų ikimokyklinio ugdymo kaštams, etc. bei nekilnojamojo turto ar kt. mokesčių lengvatas). LR Konstitucinis Teismas yra pažymėjęs, jog viena iš šeimoms, inter alia turinčioms nepilnamečių vaikų, apsaugos ir paramos formų, kurios gali būti plėtojamos įgyvendinant iš Konstitucijos 38 str. 2 d. kylančių valstybės priedermę kurti šeimai, motinystei, tėvystei ir vaikystei palankią aplinką, gali būti mokesčių išimčių ir lengvatų nustatymas, kurio atveju įstatymų leidėjas neabejotinai privalo paisyti visuomenės ir valstybės išgalių bei nepažeisti konstitucinių principų (LR KT 2015 m. rugsėjo 22 d. nutarimas).

universalią finansinę paramą vaikams yra formaliai pasiekiamas didesnis vienam šeimos nariui tenkančių pajamų dydis, kuris svarbus vertinant skurdo riziką, tačiau tai, deja, neskatina šių šeimų užimtumo, kadangi teisė gauti išmoką nėra kildinama iš dalyvavimo darbo rinkoje fakto ir niekaip su ja nesisieja, skirtingai nei taikant PNPĐ. Taip pat nustačius ganėtinai nemažą šios išmokos dydį, kiltų grėsmė skurdesnėms šeimoms atsidurti pajamų spąstuose, kuomet išmoka mažina asmenų motyvaciją dirbti (Laisvosios rinkos institutas, 2019). Tuo tarpu didesnes pajamas gaunančios šeimos, nepriklausomai nuo to, jog taip pat patiria papildomų išlaidų, susijusių su vaiko auginimu ir priežiūra, bei dalyvaudamos darbo rinkoje solidarumo principo pagrindu prisideda tiek prie socialinio draudimo, tiek bendrųjų mokesčių ir išmokų sistemos, tačiau, vertinant proporcingumo ir socialinio teisingumo principų kontekste, nėra atitinkamai motyvuojamos. Toks teisinis reguliavimas solidarumo principo kontekste kvestionuoja socialinio teisingumo veikimą ir juolab lygybės užtikrinimą, kuomet vaiko pinigus, kurie iš esmės skirti visų vaikų gerovei užtikrinti, finansuoja aktyvūs darbo rinkoje ir profesinėje veikloje asmenys, o gaunamos išmokos pagrindumas argumentuojamas vien tik ant skurdo ribos esančių asmenų padėtimi.

Pirma, tokios išmokos, kaip „vaiko pinigai“, nustatymas pasiekia gerovės valstybės tikslą – lygybės užtikrinimą, tik iš vienos pusės. Nors yra (su)mažinimas skurdo lygis visuomenėje, teoriškai skaičiuojant ant skurdo ribos esančių šeimų gaunamas pajamas, kurias bendrame kontekste padidina šios išmokos gavimas, tačiau asmenų lygybės principas, kaip jau minėta nereiškia asmenų suvienodinimo, neatsižvelgiant į jų asmeninį indėlį, siekius, *etc.* ir negali paneigti kitų konstitucinių nuostatų bei principų, pažeisti aktyvios darbo rinkoje dalyvaujančios asmenų grupės interesų, jų nemotyvuoti stengtis įgyti didesnes pajamas. Todėl nediferencijuojamas išmokos dydis neatitinka proporcingumo principo, atsižvelgiant į dirbančių ir prie sistemos finansavimo prisidedančių asmenų indėlį.

Antra, PNPĐ visiems asmenims (tiek gaunantiems mažesnes, tiek didesnes pajamas) garantuotą papildomą pagalbą, auginant vaikus ir tuo pačiu tiesiogiai motyvuotą dalyvauti darbo rinkoje bei siekti didesnio užmokesčio, nes nuo to proporcingai priklausytų ir padidėjančių pajamų dydis, pritaikius PNPĐ. Todėl universalios paramos išmokos vaikams, atsižvelgiant į ribotas valstybės finansines išgales, taip pat į siekį skatinti asmenų užimtumą ir užtikrinti solidarumo principo, veikiančio perskirstant lėšas, suderinamumą su kitais socialinės politikos principais, bei siekį garantuoti asmenų lygybę, nėra tinkama priemonė, kuomet yra taikoma viena pati. Disertacijos autorės nuomone, šios priemonės – universali vaiko išmoka ir papildomas neapmokestinamas pajamų dydis asmenims, veikdamas tuo pačiu metu, nepaneigtų viena kitos, bet drauge sudarytų bendrą sistemą, užtikrinančią apsaugą visoms šeimoms,

auginančioms vaikus. Veikdamos sistemiskai, jos ne tik padėtų šeimoms, balansuojančioms ant skurdo ribos, bet ir motyvuotų tiek jas, tiek tas šeimas, kurių pajamos yra didesnės, įsitraukti į darbo rinką ir joje aktyviai veikti. To rezultate suveiktų ne tik solidarumo principas, kuris, taikant PNPD pasireiškia per likusios visuomenės, kuriai šis papildomas neapmokestinamas pajamų dydis nepritaikomas, solidarizavimąsi, sutinkant su šio PNPD nustatymu, bet taip pat socialinio teisingumo ir lygybės principai. Šie principai, taikant PNPD, veiktų per užtikrinimą, jog asmenys, kurių išlaidos padidėja dėl vaiko(-ų) šeimoje, turėtų didesnes pajamas (paliekant jiems didesnę darbo užmokesčio dalį arba kitaip – atleidžiant juos nuo mokesčių dalies), kurios leistų jiems turėti tokio paties lygio pragyvenimą, kaip kitiems panašios kvalifikacijos ir panašų darbą dirbantiems ar panašia profesine veikla užsiimantiems asmenims, kurie neaugina vaikų, nesukakusių tam tikro amžiaus.

Apibendrinant, Prancūzijoje, skirtingai nei Lietuvoje, paramos šeimai sistema, kuri daugumoje atvejų pradeda veikti šeimoms turinčioms du ir daugiau vaikų, yra orientuota į teikimą finansinės pagalbos, kuri susieta asmenų dalyvavimu darbo rinkoje, skatinimu į ją įsitraukti ir (ar) joje išlikti. Tai ne tik leidžia asmenims susikurti aukštesnį pragyvenimo lygį, bet taip pat užtikrina solidarumo principo tinkamą įgyvendinimą, garantuojant asmenims jų socialines teises ir tuo pačiu nepažeidžiant aktyvios, prie taikomų priemonių finansavimo prisidedančios, visuomenės dalies interesų.

### 2.1.5. Senatvės ir kitų pensijų rūšių ypatumai

Prancūzijos teisė į pensiją kildinama iš 1946 m. Konstitucijos preambulės, kurioje teigiama, jog Prancūzų tauta visiems, ypač <...> seniems darbuotojams, garantuoja sveikatos apsaugą, materialų saugumą, poilsį ir laisvalaikį, ir kiekvienas žmogus, kuris dėl savo amžiaus, fizinės ar psichinės būklės, ekonominės padėties negali dirbti, turi teisę gauti iš visuomenės jam reikalingas priemones tinkamam pragyvenimui. Įstatymas dėl pensijų reformos (Loi n° 2003-775; Code de la sécurité sociale, art. L111-2-1), žinomas kaip Fillon įstatymas, patvirtino, kad būtent senatvės pensija yra kertinis Prancūzijos tautos pagyvenusių darbuotojų apsaugos sistemos elementas. Šiame įstatyme nurodoma, kad tauta iškilmingai dar kartą patvirtina, kad kartas vienijančio socialinio pakto esmė yra senatvės pensijos, ir kiekvienas pensininkas turi teisę į išmoką, proporcingą pajamoms, kurias jis uždirbo iš savo veiklos darbingo amžiaus metu. Šia nuostata patvirtinamas solidarumo tarp kartų principas, kuris, viena vertus, susieja asmens teisę į išmoką su asmens pareiga į imokas. Kita vertus, įtvirtina, jog asmens pensijos dydis turi būti diferencijuojamas ir priklausyti nuo jo turėtų pajamų ir atitinkamo gyvenimo lygio darbingame amžiuje.

Lietuvoje teisė gauti pensiją yra įtvirtinta Konstitucijos 52 straipsnyje, kuriame nurodoma, jog „Valstybė laiduoja piliečių teisę gauti senatvės ir invalidumo pensijas, socialinę paramą nedarbo, ligos, našlystės, maitintojo netekimo ir kitais įstatymų numatytais atvejais“. Konstitucinio Teismo išaiškinimu iš šios nuostatos valstybei kyla pareiga nustatyti pakankamas teisės į socialinę apsaugą įgyvendinimo priemonės: „valstybė turi kurti tokią socialinio aprūpinimo sistemą, kuri padėtų išlaikyti asmens orumą atitinkančias gyvenimo sąlygas, o prireikus suteiktų asmeniui būtiną socialinę pagalbą“ (*inter alia* LR KT 2007 m. rugsėjo 26 d. nutarimas). Todėl vienas iš kriterijų senatvės pensijų srityje Lietuvoje, apibrėžiantis teisę į ją ir jos dydį, (greta socialinio draudimo pagrindu susiejamos teisės su turėta pareigos) yra asmens orumą užtikrinantis pragyvenimo lygis.

Siekiant konstituciniame lygmenyje įtvirtintų socialinių teisių užtikrinimo ir sekant išaiškinimus konstitucinėje doktrinoje, šiai dienai Lietuvos įstatyminėje bazėje yra skiriamos keturių rūšių – senatvės, netekto darbingumo, našlių ir našlaičių<sup>86</sup> socialinio draudimo pensijos (LR socialinio draudimo pensijų įstatymas). Savo ruožtu Prancūzijoje yra išskiriamos senatvės ir invalidumo pensijos, bei su pensijų kategorija susijusios (kartu grupuojamos) našlystės išmokos ir nelaimingų atsitikimų darbe rentos (Code de la sécurité sociale), kurios nėra

---

<sup>86</sup> Nuo 2021 m. liepos 1 d. našlių ir našlaičių pensiją pakeičia vienišų asmenų pensija.

kildinamos iš konkrečių šalies Konstitucijos nuostatų, tačiau siejamos su bendrai garantuojamomis žmogaus teisėmis ir laisvėmis, *inter alia* teise į tinkamas gyvenimo sąlygas.

Taigi, abeiose valstybėse teisė į atitinkamas pensijas ir pensines išmokas bei jų dydis yra neatsiejami nuo tinkamų, asmens orumą atitinkančių, gyvenimo sąlygų pensiniame amžiuje užtikrinimo visiems žmonėms. Todėl nacionalinės senatvės pensijos tiek Prancūzijoje, tiek Lietuvoje sudaro didžiąją dalį pensijų sistemos ir įprastai paliečia kiekvieną visuomenės narį. Preziumuojama, jog kiekvienas asmuo savo gyvenime tam tikru periodu įgis teisę į senatvės pensiją, kai tuo tarpu kitos pensijų rūšys (netekto darbingumo, našlių ir našlaičių (vieniųjų asmenų)) yra specifinės ir asmenys į jas teisę įgyja išskirtiniais atvejais bei bendroje sistemoje jų gavėjai sudaro santykinai nedidelę dalį, skirtingai nei senatvės pensijų atveju<sup>87</sup> (Oficialios statistikos portalas). Atsižvelgiant į tai kartų solidarumo principo, kuriuo grindžiama valstybės pensijų finansavimo sistema, kontekste ir į ribotą disertacijos apimtį, pasirinkta detaliau analizuoti senatvės pensijas, neaptariant kitų aukščiau minėtų pensijų rūšių. Taip pat pensijų tematikoje yra svarbu išskirti specifinę jų rūšį – valstybines pensijas, reguliariai susilaukiančias dėmesio ir keliančias diskusijas visuomenėje bei socialinės politikos srityje, kurių metu šios pensijos yra kvestionuojamos dėl savo pagrįstumo, reikalingumo ir tam tikrų grupių asmenų galimo privilegijavimo aspektų. Todėl šios disertacijos temoje yra reikšminga detaliau atskleisti būtent senatvės ir atskirų valstybinių pensijų rūšių ypatumus, susijusius su solidarumo principo veikimu.

---

<sup>87</sup> Lietuvoje su senatve susijusias pensijas 2019 m. pabaigoje gavo 667,8 tūkst. asmenų, arba ketvirtadalis šalies gyventojų. 1 tūkst. gyventojų teko 239 šių pensijų gavėjų. Su senatve susijusių pensijų gavėjų kategorijoje didžiausią dalį (92 proc.) sudarė valstybinio socialinio draudimo senatvės pensijų gavėjai. Prancūzijoje senatvės pensijas 2019 m. pabaigoje gavo 14,495 milijono asmenų, arba daugiau nei 21 proc. šalies gyventojų. Taip pat pabrėžtina, jog tiek Lietuvoje, tiek Prancūzijoje pastebimas gyventojų senėjimas, kaip ir daugumoje Europos šalių. Vidutinis prancūzo amžius yra 42 metai, o 75 metų ir vyresni žmonės sudaro apie 9,5% gyventojų. Remiantis 2015 m. Europos senėjimo (2013-2060 m.) ataskaita, pensiją gaunantys pensinio amžiaus asmenys sudaro šiuo metu nemažą ir dėl visuomenės senėjimo vis didėjančią Europos Sąjungos gyventojų dalį – apie 124 mln., arba ketvirtadalį visų ES gyventojų.

### 2.1.5.1. Senatvės pensijų sistema

Penkioliktas „Europos socialinių teisių ramsčio“<sup>88</sup> principas teigia, kad į pensiją išėję darbuotojai ir savarankiškai dirbę asmenys turi teisę gauti jų įmokoms proporcingą ir adekvačias pajamas (pragyvenimo lygį) užtikrinančią pensiją, ir kiekvienam individui senatvėje yra suteikiama teisė į išteklius, kurie užtikrintų orų gyvenimą (Europos komisija, 2017). Kiekvienos valstybės pensijų sistemos, kurios tikslas<sup>89</sup> yra užtikrinti vyresnio amžiaus asmenų nebedalyvaujančių darbo rinkoje adekvačias pajamas (kurios juos ne tik apsaugotų nuo skurdo, bet jiems garantuotų savarankiškumą ir orias gyvenimo sąlygas) finansinis tvarumas priklauso nuo kelių veiksnių – (I) valstybės nustatyto pensinio amžiaus ribos, (II) šalies demografinės situacijos ir darbingo bei pensinio amžiaus asmenų skaičiaus santykio, (III) pensijų dydžio.

Valstybės senatvės pensijos, mokamos pagal einamojo finansavimo<sup>90</sup>, grįsto kartų solidarumu, modelį, yra vienas pagrindinių vyresnio amžiaus asmenų pragyvenimo šaltinių (Europos Komisija. Pensijų tvarumas ir adekvatumas, 2017). Daugelis šiuolaikinių gerovės valstybių, *inter alia* Prancūzija ir Lietuva, senatvės pensijų sistemą grindžia bendruoju socialiniu draudimu, paremtu kartų solidarumo principu, kuomet dirbantieji asmenys solidarizuojasi su vyresnio amžiaus nebedirbančiais asmenimis, kurie anksčiau solidariai prisidėjo prie dar vyresnės kartos išlaikymo. Kitaip tariant, jaunoji karta turi pareigą mokėti įmokas, kuriomis yra finansuojamos dotuoju metu pensinio amžiaus kartų išmokos, ir to pagrindu įgyja teisę į pensijas ateityje, kurias finansuos tuo metu būsimi darbingo amžiaus ir rinkoje aktyvi karta savo įmokomis.

Prancūzijoje teisė į pensiją ir jos užtikrinimas per solidarumo principo veikimą buvo išaiškintas konstituciniame lygmenyje. 1997 m. sausio 21 d. sprendime dėl autonomijos užtikrinimo išlaikomiems vyresnio amžiaus asmenims (Décision 96-387 DC) Prancūzijos Konstitucinė taryba savo sprendime vartojo frazę „nacionalinio solidarumo reikalavimas“. Nepaisant to, jog nebūtinai matoma solidarumo principo sąsaja su Konstitucijos 11 dalimi, kuria buvo remtasi byloje, kai kurių autorių teigimu, akivaizdu, kad teismo yra aiškiai nustatomas solidarumo principo ir šios nuostatos ryšys (Mathieu, 2002, p. 666). Tame tarpe J.-P. Hounieau

---

<sup>88</sup> 2017 m. Geteborgo aukščiausiojo lygio susitikime Europos Parlamentas, Europos Taryba ir Europos Komisija paskelbė Europos socialinių teisių ramstį. Ramstyje išdėstyta dvidešimt pagrindinių principų, kurie yra laikomi kelrodžiais, nukreipiančiais link tvirtos, teisingos, įtraukios ir XXI a. daugiau galimybių suteikiančios, socialinės Europos.

<sup>89</sup> Europos Komisija pažymi, jog pagrindiniai ES pensijų politikos tikslai apima siekį užtikrinti adekvačias pajamas senatvėje ir finansinį tvarumą, o taip pat siekį didinti užimtumą, skatinant asmenis siekti stabilios oficialios profesinės karjeros ir ilgesnio profesinio gyvenimo (Pensijų tvarumas ir adekvatumas, 2017).

<sup>90</sup> Šiandien dirbančiųjų sumokėtos įmokos naudojamos nedelsiant mokėti pensijas, tuo pačiu suteikiant darbuotojams teises į būsimą pensiją, finansuotą dotuoju metu mokėtinomis tuometinių dirbančiųjų įmokomis.

teigimu, tokia nuoroda į nacionalinio solidarumo reikalavimą reiškia gilesnį nacionalinio solidarumo įteisinimą konstruktyviu ir drąsiu būdu (Hounieu, 2003, p. 297). Šiame kontekste paminėtina, jog Prancūzijos Konstitucinės tarybos yra patvirtinta, jog konstitucinis solidarumo reikalavimas, atsirandantis dėl Konstitucijos preambulės 11 punkto nuostatų, kurios numato apsaugą, *inter alia* vyresnio amžiaus asmenims, reiškia nacionalinės solidarumo politikos įgyvendinimą pensininkų labui (Décision 2003-483 DC). Todėl iš 12 Konstitucijos preambulės punkto kildinamas solidarumas yra taikomas itin plačiai, t. y. veikia ne tik nacionalinių nelaimių akivaizdoje, kaip, kad paraidžiui yra įtvirtinta minėtoje nuostatoje.

Europos Komisija pabrėžia, kad nepaisant to, jog pensijos yra pagrindiniu pensinio amžiaus europiečių pajamų šaltiniu, tačiau pragyvenimo lygis senatvėje taip pat priklauso nuo kitų veiksnių – tokių, kaip turima nuosavybė (būstas), finansinė gerovė, susijusi su santaupomis ar pasyviomis pajamomis, *etc.*, taip pat galimybė gauti kitas išmokas bei paslaugas. Šiuo atveju paminėtina, jog siekiant apsaugoti nuo numatytų rizikų, su kuriomis gali susidurti vyresnio amžiaus asmenys, sulaukę valstybėje nustatyto pensinio amžiaus, gali būti pasitelkiamos kitos priemonės, nei pvz., socialinio draudimo išmokos. A. Bitinas, išanalizavęs Lietuvos ir Prancūzijos pensijų sistemas, daro išvadą, jog didėjant socialinio draudimo fondo biudžeto deficitui ir blogėjant demografiniams rodikliams, turi būti įtvirtintos su vyresnio amžiaus užimtumo skatinimu susijusios priemonės (Bitinas, 2016). Tai, kad vyresnio amžiaus asmenų užimtumas yra didinamas, ilginant darbingo amžiaus viršutinę ribą, griežtinamos sąlygos pensijai gauti ir kt., nėra ne tik pakankamos priemonės tikslui pasiekti, tačiau turi tokių neigiamų padarinių, kaip socialinės įtampos kylimas ir solidarumo bei socialinio teisingumo principų veikimo teisės sistemoje slopinimas (Bitinas, 2016, 99, p. 43-63). Todėl socialinė valstybių politika turėtų būti orientuota ne tik į socialinio draudimo biudžeto balanso palaikymą, bet skatinimą teigiamomis priemonėmis asmenis likti darbo rinkoje kiek įmanoma ilgiau.

Europos komisija akcentuoja pensijų adekvatumo, kuris reiškia pensininkų gebėjimą patenkinti bendruosius ir senstant vis didėjančius su sveikatos gerinimu ir priežiūra susijusius poreikius, svarbą (Pensijų tvarumas ir adekvatumas, 2017). Tame tarpe T. Birmontienė analizuodama teisės į pensiją aspektus ir jos į įtvirtinimą LR Konstitucijoje, pažymi, jog tai, kad Konstitucijoje nenumatytas įpareigojimas valstybei laiduoti atitinkamo dydžio pensiją, nereiškia, kad valstybė gali nustatyti net minimalių žmogaus poreikių neatitinkantį pensijos dydį, nes teisė į pensiją turi būti vertinama sistemiškai su kitomis konstitucinėmis teisėmis, *inter alia* teise į žmogaus orumo apsaugą, teise būti apsaugotam nuo orumo žeminimo, kurios negali būti paneigtos (Birmontienė, 2006, p. 330). Taigi, pensijų dydis turi ne tik būti

diferencijuojamas<sup>91</sup> skirtingiems asmenims, priklausomai nuo jų turėtų pajamų ir mokėtų įmokų, kuriomis jie solidariai prisidėjo prie bendros socialinio draudimo sistemos finansavimo, dydžio (*inter alia* LR KT 2007 m. rugsėjo 26 d. nutarimas), tačiau taip pat minimalus pensijos dydis (atskaitos taškas diferencijuojamiems dydžiams), turi būti nustatytas toks, jog būtų pakankamas sukurti orioms sąlygoms, įvertinus tos konkrečios valstybės pragyvenimo lygį ir atsižvelgus į vyresnio amžiaus asmenų išlaidų padidėjimą, susijusį su prastėjančia jų sveikata ir poreikiu ją palaikyti. Tačiau socialinio draudimo pensijos, kurios grindžiamos socialiniu solidarumu, nuo asmens mokėtų įmokų dydžio priklauso tik dalinai, nes vienas pagrindinių faktorių, lemiančių jų dydžius yra valstybės ekonominė padėtis (gebėjimas taikyti socialinio teisingumo principą, nepažeidžiant tos visuomenės dalies, kuri yra finansuotoja, teisių ir interesų) dotuoju metu. Pagal V. Vaičiailio pateikiamą pavyzdį, sunkmečio, įtakoto karo, ekonominių krizių ir kt., metu vyresnio amžiaus asmenys, turintys teisę į pensiją, deja, gauna ją mažesnio dydžio nei tie, kurie gyvena ekonominio pakilimo periodu ir tai priklauso ne nuo jų anksčiau mokėtų įmokų dydžio, bet nuo einamuoju metu surenkamų įmokų iš tuo laikotarpiu dirbančių asmenų (Vaičaitis, 2010, p. 36). Dėl to, valstybės, siekdamos užtikrinti, jog nesant ekonominių ir kt. išgalių valstybinio socialinio draudimo pensijų dydžius palaikyti adekvačiais, vyresnio amžiaus asmenims netektų patirti skurdo, renkasi įvairias kitas priemones. Jos bendrojo socialinio draudimo sistemą, grindžiamą visuotinio solidarumo principu, taip pat papildė kitais režimais ir (ar) privačiais pensijų kaupimo fondais, kuriuose asmenis skatina dalyvauti.

LR Konstitucinis Teismas teigdamas, jog socialinės apsaugos priemonės išreiškiančios visuomenės solidarumo idėją, padeda asmeniui apsisaugoti nuo galimų socialinių rizikų, yra ne kartą konstatavęs, jog socialinio solidarumo principas valstybėje nepaneigia kiekvieno asmens individualios atsakomybės už savo likimą ir tai taip pat taikytina senatvės pensijų, mokamų socialinio draudimo pagrindu, atžvilgiu (*inter alia* LR KT 1997 m. kovo 12 d. nutarimas). Todėl šios sistemos tinkamas funkcionavimas priklauso ir nuo asmens asmeninio indėlio rūpinantis savo gerove senatvėje – santaupų, investicijų į privačius pensijų fondus, draudimo polisus, *etc.* (Vaičaitis, 2010, p. 36). Atsižvelgiant į pensijoms skirtą išmokų dalį ir į minėtą LR KT

---

<sup>91</sup> LR KT yra konstatavęs, jog asmens teisė į socialinę paramą ir socialinę apsaugą interpretuotina, atsižvelgiant į Konstitucinius socialinės darnos ir teisingumo imperatyvus bei konstitucinius asmenų lygiateisiškumo ir proporcingumo principus. Laikas, per kurį asmuo pats moka arba už jį yra mokamos valstybinio socialinio draudimo įmokos, ir šių įmokų dydis lemia materialines prielaidas mokėti senatvės pensiją ir to pasėkoje kyla asmens teisė gauti ją atitinkamu dydžiu, kuris negali nepriklausyti nuo asmens sumokėtų įmokų į valstybinio socialinio draudimo biudžetą, o įstatymų leidėjui kyla pareiga užtikrinti lėšų, būtinų pensijoms ir socialinei paramai, kaupimą ir jų mokėjimą, įtvirtinant atitinkamą teisinį reguliavimą. Tai reiškia, kad solidarumo principas lemia įstatymų leidėjo pareigą garantuoti asmens socialinę teisę į pensiją ir atitinkamą jos dydį, priklausomą nuo asmens indėlio solidarizuojantis praeityje.

išaiškinimą, matyti, jog solidarumo principas Lietuvoje garantuoja tokio dydžio išmokas, kurios užtikrintų bazinius poreikius, o neaukštas išmokų dydis atspindi gana žemą solidarumo laipsnį visuomenėje.

Šiai dienai Lietuvoje, atsižvelgiant į minėtas problemas, susijusias su senėjančia visuomene, demografinėmis problemomis bei nepalankiu dirbančiųjų ir pensijas gaunančių asmenų skaičiaus santykiu, greta socialinio draudimo pensijų, finansuojamų einamaisiais socialinio draudimo mokesčiais, yra taikomas papildomas senatvės pensijų kaupimas, kuris lemia trijų pakopų pensijų sistemą (LR socialinio draudimo pensijų įstatymas). Pirmąją pakopą sudaro bendroji valstybinio socialinio draudimo sistema.

Antrąją pakopą – nuo 2019 m. įsigaliojusi nauja kaupimo formulė, pagal kurią, papildomai savo senatvei kaupti norintys asmenys, gali pervesti 3 proc. nuo savo gaunamo darbo užmokesčio, o valstybė prie šio asmens kaupimo prisideda skirdama 1,5 proc. nuo vidutinio šalies darbo užmokesčio dydžio. Suprantama, jog tokiu būdu iš valstybės pusės yra kuriama paskata asmenims kaupti papildomai, jog sukakus pensinį amžių, socialinio draudimo pensiją mokama, finansuojant tuo metu dirbančiųjų įmokomis, nebūtų vieninteliu pajamų šaltiniu, o valstybė, turėdama pareigą užtikrinti atitinkamą pragyvenimą visiems, *inter alia* vyresnio amžiaus asmenims, siekia apsidrausti nuo potencialiai ant skurdo ribos atsidursiančių asmenų kiekio augimo, kuris taip pat lemtų visuomenei padalijamos išlaikymo naštos padidėjimą. Šis savo ruožtu solidarumo principo įtakoje didintų ir dotuojų metu besisolidarizuojančios visuomenės dalies teisėtus lūkesčius ateityje gauti atitinkamas išmokas ir paslaugas, proporcingas jų buvusiam indėliui.

Trečioji pensijų pakopa apima savanorišką kaupimą pensijų fonduose arba dalyvavimą gyvybės draudime. Paminėtina, kad siekiant didinti senatvės pensijų dydį, atitinkama pensijų kaupimo sistema Lietuvoje atsirado jau 2004 m., kuri leido dalį socialinio draudimo įmokos kaupti privačiuose fonduose, dėl ko, T. Birmontienės teigimu, buvo atsisakyta absoliutaus socialinio solidarumo principo, atsigręžiant į liberalųjį socialinės apsaugos modelį, kuris remiasi kaupimo principu (Birmontienė, 2006, p. 327). Pensijų kaupimas, mažinant valstybinio socialinio draudimo pensijų garantijas, Lietuvos mokslininkų vertintas kritiškai, teigiant jog toks pasirinktas problemos sprendimo būdas, susidūrus su minėtais iššūkiais, yra priešingas socialinės Europos vizijai (Guogis, 2004). Tame tarpe A. Bitinas palaikė R. Lazutkos išsakytą nuomonę, jog 2004 m. įvykdyta reforma nebuvo apgalvota ir asmenys perėję į privačius pensijų fondus, siekdami socialinio saugumo, gali sulaukti priešingo rezultato, kadangi, sumažėjus į socialinį draudimą mokamai įmokų daliai, sumažėja ir būsima socialinio draudimo pensijos dalis, kurią garantuoja valstybė, ir tai mažina socialinį solidarumą (Bitinas, 2008, p.18-26).

Tačiau V. Petrylaitės teigimu, socialinio draudimo pensijos nebūna pakankamos ir negali būti laikomos vieninteliu pragyvenimo šaltiniu pensiniame amžiuje (Petrylaitė, 2012). Todėl reikalinga pasirinkti kompleksinį pensijų sistemos modelį, kuris, neatsisakant socialinio draudimo garantijų, leistų asmenims užsitikrinti išteklius senatvėje, *inter alia* kaupiant papildomai ir vadovaujantis ne tik solidarumo, bet ir rinkos principais. Tam šiai dienai Lietuvoje veikia nauja kaupimo formulė, pagal kurią nebeliko socialinio draudimo fondo pervedimų į privačius pensijų fondus ir yra taikoma jau minėta trikopė pensijų sistema.

Prancūzijoje šiuo metu taikoma trijų lygių pensijų sistema, sudaryta iš (I) privalomojo bendrojo pensijų režimo, (II) dažniausiai atskirų profesijų asmenims privalomo papildomo režimo bei (III) neprivalomojo pensijų režimo, ir veikia pagal einamąjį finansavimą, grįstą solidarumo principu (Code de la sécurité sociale). Remiantis Prancūzijos socialinės apsaugos kodeksu, matyti, jog visuose privalomuosiuose pensijų sistemų režimuose veikia skirtingų rūšių solidarumas – (I) perskirstant lėšas tarp skirtingų visuomenės kartų ir (II) tarp tos pačios kartos, kuomet vykdomas perskirstymas tarpusavyje skirtingų profesinių kategorijų ir lyčių atžvilgiu. Pastebėtina, jog solidarumas nacionaliniu lygmeniu taip pat pasireiškia įvairiomis formomis (Code de la sécurité sociale, livre 1). Visų pirma, visi vyresnio amžiaus asmenys, atsižvelgiant į jų išteklius, gali turėti teisę į minimalią pensiją. Antra, valstybė subsidijuoja tam tikrus pensijų režimus, pagal kuriuos, papildomai drausdamiesi, teisę į pensiją įgyja atitinkamų profesijų atstovai, pvz., ūkininkai, jūreiviai, atitinkami viešojo transporto (pranc. *RATP*) darbuotojai, *etc.* Ir galiausiai, valstybės kuriamas senatvės solidarumo fondas (pranc. *le fonds de solidarité vieillesse*), kuris moka ne tik minimalias senatvės išmokas, bet taip pat yra atsakingas už karo tarnybą atliekančių asmenų, ankstyvo išėjimo į pensiją, *etc.* išmokas. Todėl Prancūzijos pensijų sistema yra kompleksinė ir remiasi tiek kartų solidarumu, tiek tos pačios kartos, bet profesiniu ar kitu pagrindu grindžiamu visuomenės grupės solidarumu.

Nepaisant pasirinktos ir įgyvendinamos pensijų sistemos valstybėje bei jai taikomų saugiklių, užtikrinsiančių pensijų adekvatumą, visuomenės gyvenimo eigoje iškyla ne tik galimos numatyti problemos, pvz., susijusios su visuomenės senėjimu, bet taip pat susiduriama ir su netikėtais iššūkiais, kurių akivaizdoje iškyla poreikis persvarstyti valstybės garantuojamų pensijų aspektus solidarumo ir kitų socialinės politikos principų kontekste. Viena vertus, asmeniui paskirta ir mokama senatvės pensija suponuoja pagrįstą jo lūkestį ją gauti dabar ir (ar) ateityje. Kita vertus, kaip jau minėta, valstybės pensijų mokėjimas tiesiogiai priklauso nuo einamojo laikotarpio ekonominės padėties šalyje ir valstybėje dėl įvairių priežasčių gali susidaryti ypatinga situacija, susijusi su ekonomine krize, gaivaline nelaime ar kt., kurios metu objektyviai sumažėja lėšų ir to pasekoje atsiranda jų trūkumas, *inter alia* senatvės pensijų

mokėjimui (*inter alia* LR KT 2002 m. lapkričio 25 d. nutarimas). LR Konstitucinis Teismas aiškindamas Konstitucijos 52 straipsnio formuluotą „valstybė laiduoja“, kuri įpareigoja įstatymų leidėją nustatyti atitinkamą teisinį reguliavimą, kuris užtikrintų lėšų, reikalingų pensijoms sukauptimą ir jų mokėjimą, yra konstatavęs, jog išimtiniais atvejais, kaip pvz., ekonominės krizės metu, pensijų sistemos teisinis reguliavimas gali būti koreguojamas mažinant jau paskirtas bei mokamas pensijas, tačiau (I) ne didesniu mastu, nei kad būtina užtikrinti gyvybiškai svarbius visuomenės interesus ir apsaugoti kitas konstitucines vertybes, ir (II) šis sumažinimas turi būti taikomas (a) tik išnaudojus visas vidines ir išorines galimybes surinkti reikiamas lėšas, ir (b) tik joms nepasiteisinus. Taip pat jis turi būti (c) laikinas ir trukti tik tol, kol valstybėje iš tikrųjų yra susidariusi ypatinga situacija. Svarbiausia, jog valstybės taikomos priemonės įveikti šalyje susiklosčiusiai sunkiai ekonominei – finansinei padėčiai turi būti kompleksinės ir suderintos tarpusavyje, kad nepažeistų asmens ir visuomenės interesų pusiausvyros, t. y. turi būti laikomasi proporcingumo principo (Taminskas, 2011, p. 150-165). Taigi, disertacijos autorė pastebi, jog solidarumo principas šioje situacijoje, suveikia iš kitos pusės, t. y. įprastomis sąlygomis valstybėje dirbantieji solidarizuojasi su nedirbančiais per įmokų ir išmokų sistemą socialiniame draudime, o esant ypatingai situacijai šalyje, nedirbantieji solidarizuojasi su dirbančiais, kuomet jiems yra mažinamos išmokos, nes prastėjant ekonominei situacijai valstybėje, mažinamas darbo užmokestis, ko pasekoje yra mažinamos ir socialinio draudimo įmokos. Vis dėlto, konstitucinis proporcingumo principas, susiklosčius ypatingai situacijai šalyje ir dėl to kilus būtinumui laikinai sumažinti senatvės pensijų dydžius, tuo pačiu sistemiškai apsaugant konstitucines vertybes, lemia būtinybę, jog pensijų mažinimo mastas būtų nediskriminacinis, tolygus ir nepažeidžiantis tai pačiai kategorijai priklausančių pensininkų išmokų dydžių proporcijos<sup>92</sup> (LR KT 2010 m. balandžio 20 d. sprendimas). Konstitucinis Teismas taip pat konstatavo, jog konstituciniai lygiateisiškumo, teisingumo ir proporcingumo principai nepaneigia to, kad būtų nustatyta tam tikra pensijų dydžio riba, sietina su būtinais užtikrinti minimaliais poreikiais, sietiniais su žmogaus orumą atitinkančiomis gyvenimo sąlygomis, žemiau kurios nebegalimas mažinimas net ir esant sunkiai ekonominei padėčiai valstybėje. Todėl, A. Taminsko teigimu, tokio dydžio pensija, kuri užtikrina tik minimalius ją gaunančio asmens socialiai priimtinius poreikius, iš viso negali būti mažinama

---

<sup>92</sup> *Tame pačiame nutarime Konstitucinis Teismas remdamasis proporcingumo, teisingumo ir solidarumo principais atskyrė senatvės pensijų ir valstybinių pensijų mažinimo galimybes, pasakydamas, jog valstybinių pensijų, kurios savo prigimtimi ir pobūdžiu skiriasi nuo senatvės pensijų ypatumai suponuoja tai, kad įstatymų leidėjas gali koreguoti tokių skirtingos prigimties pensijų teisinį reguliavimą mažindamas šias pensijas didesniu mastu nei senatvės pensijas, tačiau tai darant neturi būti pažeistos iki itin sunkios padėties susidarymo valstybėje nustatytos valstybinių pensijų dydžių proporcijos.*

(Taminskas, 2011, p. 150-165). Taigi, pensinių išmokų besisolidarizuojančiai visuomenės grupei mažinimas, visų pirma, gali būti laikomas teisingu<sup>93</sup>, jeigu jis yra grindžiamas proporcingumo principu, kuris lemia, jog nėra bloginama padėtis (perskirstant lėšas) tų asmenų, kurie yra pačioje sudėtingiausioje situacijoje, t. y. šiuo atveju gauna mažiausias pensijas.

Remiantis Konstitucinio Teismo plėtojama solidarumo principo samprata, disertacijos autorė palaiko poziciją, jog papildomos priemonės lėšoms senatvėje užsitikrinti yra būtinas veiksnys, sąlygojantis galimybę asmenims turėti panašų pragyvenimo lygį kaip iki pensinio mažiaus. Kadangi valstybės mokamos pensijos dydį riboja valstybės ekonominės išgalės (pajamų perskirstymas kiekvienu laikotarpiu priklauso nuo rinkoje dalyvaujančių asmenų skaičiaus, jo santykio su išmokų gavėjų skaičiumi, bendros ekonominės padėties, *etc.*), todėl visuomenės nariai negali būti užtikrinti, ar įgis teisę į absoliutų bei aukštą pragyvenimo lygį garantuojantį išlaikymą senatvėje. Taip pat, oponuojant anksčiau išsakytai A. Bitino ir R. Lazutkos pozicijai dėl sumažėjančio pensijų dydžio papildomo kaupimo privačiuose fonduose atveju, pažymėtina, jog nepaisant to, kad sumažėjus įmokoms į socialinio draudimo sistemą, sumažėtų ir potencialių išmokų dydis, jis negalėtų būti toks, kad neatitiktų bazinių asmens poreikių patenkinimo, kadangi teisė į pensiją ir aprūpinimą pensiniame amžiuje, kaip socialinė teisė, įtvirtinta konstituciniame lygmenyje ir negali būti paneigta. Tuo tarpu išmokos dydis diferencijuotųsi, kaip minėta, ir priklausomai nuo kitų tokių aplinkybių, kaip valstybės ekonominės padėtis ir (ar) demografiniai rodikliai dotuojamu metu. Todėl esant nepalankiai

---

<sup>93</sup> Taip pat paminėtina, jog teisę į pensiją ne syki įvairiais aspektais yra interpretavęs Europos Žmogaus Teisių Teismas, remdamasis EŽTK 6, 8 ir 14 straipsniais bei šios konvencijos protokolo Nr. 1 pirmu straipsniu, numatančiu, jog „kiekvienas fizinis ar juridinis asmuo turi teisę netrukdomas naudotis savo nuosavybe. Iš nieko negali būti atimta jo nuosavybė, išskyrus tuos atvejus, kai tai būtina visuomenės interesams ir tik įstatymo nustatytais sąlygomis bei vadovaujantis bendraisiais tarptautinės teisės principais“, teigė, jog socialinių teisių gynyba gali būti įvairios apimtys, ypač tais atvejais, kuomet teisė į pensiją yra siejama su teise į nuosavybę.

Tuo tarpu, Europos Žmogaus Teisių Komisija yra pabrėžusi, jog asmenys į socialinio draudimo fondus mokamų įmokų pagrindu, neįgyja teisės į pensijas, atitinkančias įmokų dydžius, kadangi, atkreipiant dėmesį tai, jog valstybės socialinio draudimo sistema skiriasi nuo privačių draudimo kompanijų, todėl EŽTK negarantuoja teisės į atitinkamo dydžio pensiją, tačiau tam tikrais atvejais, kuomet dėl išmokų svyravimo pensijos dydis sumažėja, tai gali vis dėl to būti laikoma Europos žmogaus teisių konvencijos pažeidimu (*Muller v. Austrija*).

Europos Žmogaus Teisių Teismas, toliau plėtodamas savo praktiką (*inter alia* byloje *Willis v. Jungtinė Karalystė; Koua v. Prancūzija*), įtvirtino, jog teisė į socialinės apsaugos sistemos išmokas, kurios grindžiamos einamųjų įmokų principu, yra laikytina teise į nuosavybę. Šiame kontekste pažymėtina, jog LR Konstitucinis Teismas 2014 m. kovo 7 d. sprendime nustatė valstybinio socialinio draudimo pensijų, sumažintų dėl ypatingos situacijos valstybėje, kompensavimą vyresnio amžiaus asmenims, patyrusiems dėl to nuostolius, ir jo mechanizmus. LR KT išaiškino, jog valstybėje nebelikus ypatingos situacijos ir įvertinus valstybės išgales, visiems asmenims turi būti užtikrintas teisingas kompensavimas jų patirtų praradimų, atsiradusių sumažinus senatvės pensijas įstatymo nuostatomis, kurios pripažintos prieštaraujančiomis Konstitucijai (LR KT 2013 m. liepos 1 d. nutarimas).

Tuo tarpu, J. Bieliauskaitė pateikia kritišką poziciją dėl valstybės įsipareigojimo mokėti kompensacijas, kadangi tam reikalingos papildomos lėšos, kurios gaunamos įmokų pagrindu ir nesvarbu, ar į socialinio draudimo arba valstybės biudžetą, tačiau pagal tą pačią sistemą, kuri užkrauna padidėjusią naštą ant visos visuomenės narių pečių (Bieliauskaitė, 2011, p. 139-140).

situacijai valstybėje ir negalint palaikyti aukšto solidarumo laipsnio, ko pasėkoje būtų perskirstomos lėšos suteikiant teisę į nedideles išmokas, tiek tie asmenys, kurie kaupė papildomai ir prisidėjo prie bendros sistemos finansavimo mažesnėmis įmokomis, tiek tie, kurie nekaupė papildomai ir viską skyrė tik socialinio draudimo įmokoms, negalėtų gauti mažiau nei reikalinga jų tinkamo ir oraus gyvenimo lygio palaikymui. Tačiau pastarieji, remiantis tuo, jog solidarumo principas nepaneigia kiekvieno asmeninės atsakomybės už savo likimą, neįgytų reikalavimo teisės į pensiją, padengiančią platesnius jų poreikius, net jei ji ir turėtų būti tam tikra dalimi didesnė nei pensija tiems asmenims, kurių įmokos buvo mažesnės dėl jų pasirinkimo kaupti privačiai.

Apibendrinant, abeiose valstybėse – tiek Prancūzijoje, tiek Lietuvoje šiai dienai greta socialinio draudimo pensijų, yra numatytas galimas atitinkamas pensijų kaupimas ir (ar) atskirai grupei taikomas papildomas socialinis draudimas, taip pat grindžiamas einamųjų lėšų perskirstymų solidarumais. Per šias papildomas priemones asmenys realizuoja pareigą ir patiems pasirūpinti savo likimu, tačiau šios priemonės ir aktyvus asmenų veikimas nepaneigia valstybės įsipareigojimo užtikrinti visiems orų pragyvenimo lygį atitinkančias senatvės pensijų išmokas. Šios turėtų būti tik diferencijuojamos į didesnę pusę nuo minimalios ribos, atsižvelgiant į buvusį kiekvieno individo prisidėjimą prie sistemos finansavimo, grindžiant solidarumo principu.

### 2.1.5.2. Valstybinės pensijos

Greta socialinio draudimo pensijų tiek Lietuvoje, tiek Prancūzijoje, yra skiriamos ir mokamos pensijos tam tikriems asmenims, siejant teisę į jas su šių asmenų išskirtiniu statusu, jų veikla ir (ar) nuopelnais valstybėje.

Pagal Valstybinių pensijų įstatymą Lietuvoje yra nustatytos šešios tokios pensijos rūšys, vadinamos valstybinėmis pensijomis: (I) LR pirmojo ir antrojo laipsnių valstybinės pensijos, (II) nukentėjusiųjų asmenų, (III) pareigūnų ir karių, (IV) mokslininkų, (V) teisėjų valstybinės pensijos bei (VI) LR Prezidento sutuoktinio valstybinė pensija<sup>94</sup>. Kiti LR įstatymai numato daugiau asmenų, kuriems skiriamos šio tipo garantijos už jų išskirtinį statusą ir (ar) atliktas funkcijas valstybėje – pvz., Lietuvos Respublikos Prezidentui, įtvirtinant rentos mokėjimą nuo jo funkcijų pasibaigimo dienos iki gyvos galvos, arba LR Lietuvos Nepriklausomybės Akto signatarams garantuojama renta. Tad šiai dienai greta socialinio draudimo pensijų Lietuvoje egzistuoja ir kita – gana išplėtotą valstybinių pensijų grupė.

Prancūzijoje šiai dienai yra skiriamos ir mokamos civilinės bei karių pensijos, į kurias teisę turi valstybės pareigūnai bei kariai, teisėjai, prokurorai, kt. Taip pat yra skiriama papildoma valstybės pensija kovotojams ir nusipelnusiems asmenims, kuriems paskirtas garbingas valstybinis apdovanojimas – *La Légion d'honneur et la Médaille militaire*. Tame tarpe Prancūzijoje Respublikos Prezidentui, baigusiam savo kadenciją iki gyvos galvos yra skiriama išmoka, savo dydžiu lygi dotuojamu metu nustatytam valstybės patarėjo (pranc. *le conseiller d'État*) darbo užmokesčiui, ir taip pat pusė šios išmokos Prezidento mirties atveju yra garantuojama ir mokama jo našlei<sup>95</sup>, o esant nepilnamečių vaikų – iki jie sukaks pilnametystės amžių ir jiems (Loi n° 55-366 du 3 avril 1955, art. 19).

Lietuvoje valstybinės pensijos yra mokamos iš valstybės biudžeto ir asmenims skiriamos už jų atliktą tarnybą (pvz., pareigų ir karių valstybinės pensijos) ar nuopelnus

---

<sup>94</sup> Ši pensija yra sąlyginai nauja valstybinių pensijų rūšis, pagal kurią yra numatoma garantija Respublikos Prezidento sutuoktiniui įgyti teisę į valstybinę pensiją, jeigu Prezidento kadencijos metu ne mažiau kaip 3 metus vykdė valstybiniame ir (ar) diplomatiniam protokole nustatytas Respublikos Prezidento sutuoktinio funkcijas. Taigi dėl to negalėjo užsiimti kita profesine veikla, o taip pat atliko specifines funkcijas valstybėje ir visuomenėje.

<sup>95</sup> Tuo tarpu LR Konstitucinio Teismo išaiškinimu, teisė gauti Prezidento valstybinę našlių rentą nekyla iš Konstitucijoje ir LR Prezidento įstatyme įtvirtinto Prezidento teisinio statuso, todėl tokios rentos skyrimas ir mokėjimas yra privilegija, kurios negina Konstitucija, juolab tais atvejais, kada ši renta skiriama asmeniui, kuris nebuvo Respublikos Prezidento sutuoktiniu jam einant šias pareigas. Šiai dienai yra panaikinta anksčiau galiojusi teisė į Respublikos Prezidento našlės/našlio rentą, o atsvarai jai įtvirtinta anksčiau minėta Prezidento sutuoktinio renta, kuri nėra siejama su našlės/našlio rentą, o atitinka teisingumo, proporcingumo ir socialinės darnos principus, pagal kuriuos yra suteikiamos garantijos tiems asmenims, kurie faktiškai ne tik buvo sutuoktiniais, bet ir tam tikra apimtimi atliko iš to jam kylančias pareigas valstybėje ir visuomenėje.

Lietuvos valstybei (pvz., LR pirmojo ir antrojo laipsnio valstybinės pensijos), arba kompensacijos pobūdžiu nukentėjusiems asmenims įstatyme įvardintais atvejais (pvz., asmenims, kurie dalyvavo likviduojant Černobylio atominės elektrinės avarijos padarinius, *etc.*). Prancūzijoje matoma tapati skyrimo ir mokėjimo sistema bei finansavimo pobūdis. Tai suponuoja, jog abeiose šalyse teisė į šias pensijas siejama ne su asmens dalyvavimu socialinio draudimo sistemoje mokant atitinkamas įmokas, bet su asmens statusu, pasireiškiančiu per jo atliktą tarnybą, nuopelnus valstybei, išskirtinį indėlį. Tai reiškia, jog visuomenė, atsidėkodama šiems jos nariams, papildomai solidarizuojasi tam, kad suteiktų jiems papildomą finansinę apsaugą.

LR Konstitucinis Teismas ne sykį konstatavo, jog valstybinės pensijos, kurios, skirtingai nei valstybinio socialinio draudimo pensijos, nėra tiesiogiai įvardintos Konstitucijos 52 straipsnyje, nuo pastarųjų skiriasi savo prigimtimi ir pobūdžiu (*inter alia* LR KT 2012 m. vasario 6 d. nutarimas). Tačiau Konstitucijos 52 straipsnio, pagal kurį KT aiškinimu įstatymuose gali būti numatytos ir kitokios, ne tik jame nurodytos pensijos ar socialinė parama, nuostatos, laiduojančios teisę į socialinį aprūpinimą, įpareigoja valstybę nustatyti pakankamas tos teisės įgyvendinimo ir teisinio gynimo priemones (LR KT 2009 m. rugsėjo 2 d. nutarimas). Nustatant asmenis, kuriems yra skiriama ir mokama valstybinė pensija, taip pat šios pensijos skyrimo ir mokėjimo pagrindus ir sąlygas, jos dydžius yra privalu paisyti konstitucinio socialinės darnos imperatyvo, teisingumo, protingumo ir proporcingumo principų, atsižvelgiant į esamą situaciją valstybėje (Taminskas, 2011, p. 150-165). Taigi, nepaisant to, jog valstybinių pensijų prigimtis ir pobūdis suteikia įstatymų leidėjui plačias diskrecijos ribas jų reglamentavimui (diferencijuoti skyrimo sąlygas, priklausomai nuo ekonominių galimybių valstybėje, nustatyti maksimalų jų dydį, *etc.*), taikomas įpareigojimas valstybei, prisiėmus pareigą skirti ir mokėti atitinkamą pensiją asmeniui, atitinkančiam įstatymo nustatytas sąlygas, jos laikytis, bei taip pat galioja teisėtų lūkesčių principas ir šią pensiją turinčio gauti asmens teisė reikalauti valstybės vykdyti jos prisiimtą įsipareigojimą.

Įstatymų leidėjui sudėtingesnė užduotis tenka tuomet, kada valstybė susiduria su ekonominiais ir (ar) kitais iššūkiais, dėl kurių kyla būtinumas reformuoti valstybinę socialinės apsaugos sistemą, *inter alia* taikant ribojimus, mažinant ar naikinant atitinkamas garantijas, *etc.*, to pasėkoje pradedamos kvestionuoti valstybinių pensijų garantijos lygiateisiškumo, teisingumo ir solidarumo principų kontekste. Vienas šių atvejų Lietuvoje pasireiškė 2009 Socialinio draudimo ir pensijų sistemos reformos koncepcijoje, pateikiant siūlymą iš viso atsisakyti visuomenėje kurį laiką kritikuotų ir, kai kurių autorių privilegijuotomis vadinamų, valstybinių pensijų (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 206). Socialinės apsaugos

poreikis, T. Birmontienės teigimu, gali būti skirtingai traktuojamas ir vienais atvejais laikomas priimtiniu, o kitais – tam tikros visuomenės grupės ar atskirų asmenų nepagrįstų privilegijų siekiu (2006, p. 325-336). Tačiau turi būti keliamas ne tik privilegijos pagrįstumo klausimas, *inter alia* vertinant tam tikrą valstybinę pensiją, jos skyrimą ir mokėjimą, tačiau tai, ar atitinkama pensija apskritai yra privilegija, ar – objektyvus nusipelnymas. A. Taminskas, išanalizavęs Konstitucinio Teismo doktriną valstybinių pensijų aspektu, padarė išvadą, kad pagal LR KT formuojamą doktriną, Konstitucija nesaugo ir negina tokių asmenų įgytų teisių, kurios savo turiniu yra privilegijos, todėl lestinimo riboti privilegijas klausimas apskritai negali būti keliamas. Skiriant pensiją, turi būti atsižvelgiama į asmenų, kuriems ji skiriama statusą ir veiklą, jos specifiką, konkrečių pareigų pobūdį ir kt. esmines aplinkybes, kurios garantuotų, *inter alia* teisingumo ir proporcingumo principų laikymąsi, ir skiriama pensija netaptų privilegija, kurios Konstitucija negalėtų laiduoti (Taminskas, 2011, p. 150-165). Taigi, įstatymų leidėjui yra keliami pagrindinė užduotis – nepažeisti įvairių visuomenės grupių interesų, ko siekiant, manytina, reikia (į)vertinti skiriamos ir mokamos pensijos tikslus ir socialinius poreikius, kuriuos tenkina ši pensija. Tai, kad visuomenė tam tikru laikotarpiu solidariai įsipareigoja suteikti tokią pensiją asmenims, suponuoja šių asmenų, kurie pasirenka atitinkamą profesiją, veiklą, *etc.*, kas yra pagrindas valstybinei pensijai gauti, ne tik teisę į ją atėjus tam tikram laikui, bet ir teisėtą lūkestį, jog ji bus suteikta. Todėl šios teisės panaikinimas, net jeigu ir būtų svarstomas, turėtų būti numatytas atitinkamas pereinamasis laikotarpis, kuriam suėjus ji būtų panaikinta, nepažeidžiant tų asmenų teisėtų lūkesčių ir interesų, kurie rinkdamiesi profesiją, vykdydami veiklą ir kt. prisidėjo prie visuomenės gerovės kūrimo ne tik atitinkamomis finansinėmis įmokomis, tačiau specifine vykdoma veikla, kuriančia visuomenei ypatingą vertę ir dėl to tikėjo, jog jiems bus suteikta teisė į valstybinę pensiją. Kitaip tariant, disertacijos autorės nuomone, šie asmenys taip pat solidarizavosi su visuomene, bet ne tikslingomis finansinėmis įmokomis, o savo išskirtine veikla. Todėl solidarumo principas šiuo atveju susieja atitinkamus asmenis ir jų grupes su visuomene ne per „įmokų-išmokų“ ir (ar) „galimybės suteikti-poreikio gauti pagalbą“ ryšius, bet per papildomas ir (ar) išskirtines vertes visuomenei kūrimo ir to (į)vertinimo iš visuomenės pusės ryšį.

Atkreiptinas dėmesys, jog visa pensijų sistema Lietuvos valstybėje prasidėjo nuo senatvės pensijų garantavimo tiems asmenims, kuriems šiai dienai yra skiriamos ir valstybinės pensijos greta socialinio draudimo pensijų. Tarpukariu socialinio draudimo senatvės pensija buvo teikiama tik kariams, valstybės tarnautojams ir pasižymėjusiems visuomenės veikėjams, kas atspindėjo valstybės įsipareigojimą pirmiausia padėti tiems, kurie tam tikru būdu išsiskiria iš kitų visuomenės narių savo veikla ir pan., pavyzdžiui, dalyvauja kovoje už valstybės

nepriklausomybę ir (ar) dėl to yra nukentėję, dirba valstybinėse institucijose ir kuria bei įgyvendina valstybės politiką (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 135). Konstitucinis Teismas savo nutarimuose pabrėžia, jog atsižvelgiant į asmenų nuopelnus valstybei ir visuomenei, gali būti nustatytas skirtingas šių asmenų teisinis statusas (LR KT 2002 m. birželio 19 d., 2007 m. spalio 22 d. nutarimai). Tokia samprata, suderinama su socialiniu (paskirstomuoju) teisingumu, nors, V. Vaičičio teigimu, prieštarauja tiesioginiam teisingumui, kadangi valstybinė pensija skiriama tik kai kuriems asmenims ir jų grupėms (Vaičaitis, 2009, p. 206-221). A. Guogis taip pat kritiškai vertina valstybines pensijas, teigdamas, jog siekiant pagerbti asmenis už jų nuopelnus valstybei ir visuomenei yra numatyta daug kitų priemonių, kaip valstybinių apdovanojimų skyrimas, premijos, *etc.*, o specialios pensijos yra „tarybinių laikų reliktas“ (iš Bieliauskaitė, 2011, p. 142). Tačiau Konstitucinio Teismo samprata tam tikra prasme atitinka teisingo apmokėjimo už darbą principą, kuris reikalauja, jog kiekvienam asmeniui būtų teisingai atlyginta už jo atlikto darbo vertę ir su tuo yra siejamos pensinės garantijos, pagal socialinio draudimo sistemą, kada išmokų dydžiai priklauso nuo įmokų, o valstybinių pensijų, kurios mokamos, atsižvelgiant į išskirtinius asmens nuopelnus, jo statusą ar veiklos pobūdį, ne visada pamatuojama materialiai<sup>96</sup>, atveju teisinga įvertinti tai ir tolimojoje perspektyvoje, t. y. užtikrinant asmenims papildomas garantijas pensiniame amžiuje.

Tačiau ne visos valstybinės pensijos siejasi su trumpalaikiais, konkrečiais asmens veiksmais, pasiekimais, *etc.*, už kuriuos asmenį siekiama pagerbti ar tam tikra prasme apdovanoti. Dėl to viena iš išskirtinių ir daugiausiai Lietuvoje diskusijų sulaukiančių valstybinių pensijų yra teisėjų valstybinė pensija, praplečianti šios profesijos atstovų socialines garantijas ir siejama su teisėjo statusu. Šiame kontekste taip pat paminėtina, jog nepaisant to, kad kiekvienas žmogus turi bendrą prigimtinių orumą, pripažįstamą esmine ir neatskiriama žmogaus savybe, pagal LR Konstitucinio Teismo doktriną, greta jo, tam tikriems asmenims taikytinos konstitucinės apsaugos aspektu yra būdingas su jų ypatingu vaidmeniu visuomenėje ir (ar) jų konstituciniu statusu susijęs orumas<sup>97</sup>. Konstituciniu Teismo išaiškinimu, teisėjo pensija, kaip ir kitos valstybinės pensijos mokama iš valstybės biudžeto lėšų, nepakeičia valstybinio socialinio draudimo pensijos, nėra pirminė ar pagrindinė pensija, taip pat nėra

---

<sup>96</sup> Pavyzdžiui, pagal LR Valstybinių pensijų įstatymą, labiausiai pasižymėję neginkluoto pasipriešinimo (rezistencijos) dalyviai – laisvės kovų dalyviai, olimpinių žaidynių čempionai, paralimpinių žaidynių čempionai, kurčiųjų žaidynių čempionai, *etc.*

<sup>97</sup> Pavyzdžiui LR prezidento arba Teisėjo orumas. Konstitucinis Teismas yra pažymėjęs, jog įstatymų leidėjui iš Konstitucijos kyla pareiga nustatyti tokį Prezidento pensijos dydį, jos skyrimo ir mokėjimo sąlygas, kurios, be visa ko, atitiktų Prezidento, kaip valstybės vadovo, orumą, jo individualų ir išskirtinį teisinį statusą (2002 m. birželio 19 d. nutarimas). Tuo tarpu teisėjų atveju, Konstitucinis Teismas yra pažymėjęs, jog, remiantis Konstitucija, teisėjų atlyginimai turi būti nustatomi įstatymu, jų dydžiai, kaip ir teisėjams nustatytos materialinės bei socialinės garantijos, turi būti tokie, kad atitiktų teisėjo konstitucinį statusą ir jo orumą (2006 m. rugpjūčio 8 d. nutarimas).

privilegija (LR KT 2010 m. birželio 29 d. nutarimas), ir ją nuo kitų valstybinių pensijų skiriantis vienas iš aspektų yra tas, jog ši pensija yra laikoma teisėjo nepriklausomumo garantija (LR KT 2007 m. spalio 22 d. nutarimas), bei valstybei kyla pareiga suteikti teisėjui socialinį aprūpinimą, atitinkantį jo teisėjo statusą tiek jo pareigų metu, tiek pasibaigus kadencijai (LR KT 2006 m. rugpjūčio 8 d. sprendimas). Todėl teisėjams suteikiamos garantijos taip pat matuojamos asmens orumo matu. Vis tik teisėjų valstybinėms pensijoms Lietuvoje ir jas palaikantiems argumentams nėra vieningai pritariama. V. Vaičiaičio teigimu, teisėjų valstybinė pensija vertintina ne tik, kaip nepriklausomumo garantija, bet ir kaip tam tikra privilegija kitų visuomenės narių atžvilgiu, kuri kelia klausimą ar tai atitinka socialinės lygybės principą, ypač atsižvelgiant į tai, jog Konstitucinis Teismas savo jurisprudencijoje dėl asmens teisės į pensiją gynimo panaikina skirtumą tarp socialinio draudimo bei valstybinių pensijų ir tame tarpe teisėjų valstybinėms pensijoms suteikia apsaugą nuo jų panaikinimo net ir pensijų sistemos reformos atveju (Vaičaitis, 2010, p. 38). Šiai pozicijai nepritartina ypač dėl to, kad teisėjų pensija yra vertinama ne tik per siekį užtikrinti teisėjams su jų išskirtiniu statusu siejamą orumą atitinkantį pragyvenimo lygį, kuris galimai galėtų būti kvestionuojamas, *inter alia* lygiateisiškumo aspektu, bet taip pat valstybės tikslas yra užtikrinti teisėjų nepriklausomumą, kuris atliepia visos visuomenės interesą. Šiam interesui užtikrinti solidarizuojasi visi visuomenės nariai, taip pripažindami, jog teisėjų ir teismų nepriklausomumas yra prioritetas.

Šiame kontekste paminėtina Prancūzijos Respublikos Prezidentui garantuojama pensija, į kurią, kaip ir į Lietuvos valstybines pensijas bei visas Prancūzijos pensijas, priskirtinas valstybinių pensijų kategorijai, teisę įgyja asmenys, remiantis jų išskirtiniu statusu, nuopelnais ir (ar) veikla. Teisei į Prezidento pensiją įgyti be kita ko nėra taikoma amžiaus riba, o jos skyrimo ir pradėjimo mokėti momentu yra Respublikos Prezidento kadencijos pabaiga. Šios disertacijos temoje paminėtina Prancūzijoje nuo 2018 m. pradėti planuoti pensijų sistemos reforma ir jos įtakota dabartinio Respublikos Prezidento pozicija jam priklausysiančios valstybinės Prezidento pensijos atžvilgiu. Pagal ją, solidarizuojantis su visa visuomene, tais atvejais, kada baigęs kadenciją Respublikos Prezidentas toliau vykdo tam tikras pareigas<sup>98</sup>, iš kurių gauna atlygį, Prezidentas neturėtų gauti prezidentinės išmokos (Elysée rūmų pranešimas spaudai, 2019). Šia pozicija ne tik išreiškiamas moralinis solidarumas, kuris dera su solidarumo principu teisiniame lygmenyje perskirstant lėšas valstybėje – atliepia socialinio teisingumo principą, bet taip pat atskleidžiamas solidarumo principo bruožas, kuris išreiškia teisės į išmoką

---

<sup>98</sup> *Buvęs Prancūzijos Respublikos Prezidentas savaime turi teisę tapti Konstitucinės Tarybos nariu ir, gaudamas užmokestį už šį darbą, nepraranda teisės (ir ji nėra sumažinama) į buvusio Respublikos Prezidento išmoką (Lietuvos valstybinės Prezidento rentos atitikmenį).*

atsiradimą tuo atveju, kada asmeniui prireikia pagalbos iš visuomenės, nesukuriant dvigubo apmokėjimo išskirtinai aukštomis kainomis. Esminis aspektas Prancūzijos Prezidento rentos atveju yra tas, jog ši išmoka nebuvo siejama nei su (I) asmens amžiumi (išėjimu į pensiją), nei su (II) jo potencialiai (ne)gaunamomis kitomis pajamomis, vykdant profesinę ar darbinę veiklą, nei su (III) kitais objektyviais kriterijais. Todėl iš esmės tokios išmokos nustatymas laikytinas paneigiančiu solidarumo principu suteikiamos teisės į išmoką prigimtį, susijusią su besisolidarizuojančios visuomenės pareigomis. Skirtingai nei Lietuvos atveju mokamos valstybinės pensijos, kurios yra senatvės pensijų papildinys, sukuriantis aukštesnį pragyvenimo lygį, nei bazinis, asmeniui sulaukus pensinio amžiaus.

Apibendrinant, valstybinės pensijos, esančios bendros pensijų sistemos dalimi, nėra laikytinos privilegijomis ir nepažeidžia asmenų lygiateisiškumo principo, jeigu šių pensijų skyrimas ir mokėjimas yra siejamas su į jas turinčio teisę asmens išskirtiniu statusu valstybėje, jo veikla ir (ar) nuopelnais valstybei bei visuomenei, ko pagrindu kildinama visuomenės pareiga finansuoti valstybinę pensiją šiems asmenims, kurie prisidėjo prie bendros gerovės kūrimo ir palaikymo valstybėje ypatingu savo veiklos indėliu, ir jeigu šiomis išmokomis nėra sukuriamas papildomo finansavimo mechanizmas, kuomet jie dar netenkina kitų objektyvių sąlygų, (pvz., pensinis amžius), kurios siejamos su teisės į senatvės pensiją įgijimu. Taip pat, veikiant solidarumo principui prisidėjimas valstybėje prie bendros gerovės nėra apibrėžiamas vien tik per įmokų mokėjimą (lėšų perskirstymą sumokant mokesčius), tačiau taip pat jo išraiška gali būti ir asmens ypatinga veikla bei nuopelnai valstybei, kurie lemia išskirtinių teisių šiems asmenims suteikimą ir iš to sekančią visuomenės pareigą šias teises garantuoti, atsiskaitant už buvusį asmenų indėlį.

## 2.1.6. Viešosios paslaugos

Viešosios paslaugos, kurios pasireiškia nematerialios formos parama ir pagalba asmenims, siekiant jų ir visos visuomenės gerovės, yra valstybės socialinės apsaugos sistemos dalimi, taip pat sudaro ir valstybės sveikatos apsaugos, švietimo ir mokslo, bei kt. sistemas. Viešosios paslaugos gali būti suprantamos įvairiai ir išskiriamas platus jų spektras, tačiau, atsižvelgiant į ribotą disertacijos apimtį, yra pasirinkta plačiau aptarti dvi viešųjų paslaugų (švietimo ir sveikatos apsaugos) grupes, kurios šiai dienai, manytina, yra aktualiausios ir jose geriausiai atsiskleidžia solidarumo principo veikimas.

Šių sričių aktualumas grindžiamas tuo, jog jos yra tiesioginės prielaidos asmens tinkamai būklei ir atitinkamam statusui palaikyti, kas lemia asmens gebėjimą būti konkurencingu rinkoje bei apskritai joje dalyvauti, taipogi už(si)tikrinti galimybę susikurti asmeninę gerovę bei prisidėti prie bendros gerovės valstybėje kūrimo ir palaikymo, taip pat prie finansavimo pagalbos tiems asmenims, kuriems ji yra reikalinga.

Solidarumo principas labiausiai pasireiškia švietimo ir sveikatos apsaugos srityse, ypač atsižvelgiant į tai, jog su šiomis sritimis kažkuriuo gyvenimo etapu neabejotinai susiduria kiekvienas visuomenės narys, gaudamas bendrai visos visuomenės indėliu finansuojamas mokslo ar medicinos, sveikatos priežiūros paslaugas bei pats solidarizuodamasis (turėdamas pareigą prisidėti) jų finansavimui savo darbingo amžiaus laikotarpiu.

### 2.1.6.1. Nemokamas mokslas

Mokyti – prigimtinė kiekvieno žmogaus teisė. Tiek Europos Sąjungos, tiek tarptautiniai teisės aktai garantuoja kiekvieno teisę į nemokamą privalomąjį švietimą bei teisę į profesinį ir tęstinį mokymą. Tarptautinis ekonominių, socialinių ir kultūrinių teisių paktas įtvirtina, jog visos susitarančios šalys pripažįsta<sup>99</sup> žmogaus teisę į mokslą. Teisės į švietimą užtikrinimo svarba pasireiškia ne tik individualiu kiekvieno asmens interesu.

Teisės į mokslą užtikrinimas yra svarbus visos visuomenės gerovės ir valstybės stabilumo bei pažangos garantas, taip pat socialinės apsaugos sistemos tinkamo funkcionavimo netiesioginė prielaida. Technologijų pažanga ir mokslo vystymosi praktiniai aspektai lemia ne

---

<sup>99</sup> „Šalys sutaria, jog švietimo tikslas – siekti, kad žmogaus asmenybė visapusiškai vystytųsi ir suvoktų savo orumą, taip pat didinti pagarbą žmogaus teisėms ir pagrindinėms laisvėms. Jos taip pat sutaria, kad išsimokslinimas turi suteikti visiems žmonėms galimybę tapti naudingais laisvos visuomenės dalyviais, padėti ugdyti savitarpio supratimą, pakantumą ir draugystę <...>.“

tik nekvalifikuotos darbo jėgos poreikio mažėjimą, bet taip pat ir atitinkamų kvalifikuoto darbo atstovų poreikio pasikeitimą, tame tarpe, naujų profesijų atsiradimą, ko pasekoje auga tiek švietimo, tiek per(si)kvalifikavimo poreikis ir reikšmė. Kai kurių autorių (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 50) teigimu, su tuo tiesiogiai yra susijęs nedarbo augimas ir dėl to valstybės turėtų orientuotis ne į apsaugos bei pagalbos mechanizmus asmenims patekusiems į socialines rizikas, bet, orientuojantis į žmogiškuosius išteklius, investuoti į švietimo, mokslo ir perkvalifikavimo sistemas. To pasekoje asmenims būtų sukuriama apsauga nuo nedarbo, nes asmuo, turėdamas atitinkamą išsilavinimą ir (ar) kvalifikaciją, yra konkurencingas darbo rinkoje ir turi galimybę pats pasirūpinti savimi bei savo šeimos gerove. Pagal Europos socialinių teisių komiteto išaiškinimą asmens teisė į mokslą laikytina viena svarbiausių sąlygų naudotis kitomis teisėmis, *inter alia* teise į darbą (Europos socialinė chartija: vadovas, 2002, p. 142). Todėl teisės į mokslą užtikrinimas turi į ateitį nukreiptą tikslą, orientuotą į asmens galimybes užsiimti atitinkama profesine veikla, kuri, pirmiausia, jam pačiam garantuotų reikalingas pragyvenimui pajamas, o taip pat būtų garantas visuomenėje, jog toks asmuo netaps jai našta, bet atvirkščiai – potencialiai kurs pridėtinę vertę.

Europos Sąjungos pagrindinių teisių chartijos 14 straipsnis įtvirtina kiekvieno asmens teisę į mokslą ir prieinamumą visiems į profesinį bei tęstinį mokymą. Ši teisė apima galimybę nemokamai įgyti privalomąjį išsilavinimą. Nemokamo privalomojo išsilavinimo principas, nepaneigiant tam tikrų specialių švietimo formų, profesinio ar tęstinio mokymo įstaigų, ypač privačių, už kurias reikia mokėti, veikimo, reiškia, kad kiekvienas vaikas turi turėti galimybę lankyti nemokamo mokslo įstaigą (ES pagrindinių teisių agentūros komentaras). Europos Žmogaus teisių konvencijos protokolo 2 straipsnis teigia: „niekam neturi būti atimta teisė į mokslą. Valstybė, rūpindamasi švietimu ir mokymu, įsipareigoja gerbti tėvų teisę parinkti savo vaikams švietimą ir mokymą pagal savo religinius ir filosofinius įsitikinimus.“ Apžvelgus ir kitus, tokius Europos Sąjungos aktus, kaip Europos Žmogaus teisių konvencija, matyti, jog šiame lygmenyje įtvirtintos visų žmonių lygios teisės į visų pakopų išsilavinimą, o privalomajam, t. y. viduriniam išsilavinimui įgyti, visiems turi būti sudaryta galimybė mokytis nemokamai.

Savo ruožtu Prancūzijos Respublikos Konstitucija skelbia, kad tauta garantuoja tiek vaikams, tiek suaugusiems vienodas mokymo, profesinio ugdymo ir kultūros galimybes. Nemokamo ir pasaulietinio visų lygių mokslo organizavimas yra valstybės pareiga (1946 m. Konstitucijos preambulė), o ji įgyvendinama atitinkamomis specialiųjų įstatymų normomis. Konstitucinė taryba, kaip jau minėta ankstesniame skyriuje, pasak J.-P. Hounieu, nacionalinio solidarumo principą įteisino konstruktyviu ir drąsiu žingsniu atskirose socialinių teisių srityse,

jų užtikrinimui nurodydama „nacionalinio solidarumo reikalavimą“ (Hounieu, 2003, p. 297). Šis reikalavimas taip pat nukreipiamas ir į 1946 m. Konstitucijos preambulės 13 punktą, susijusį su vienodomis vaikų ir suaugusiųjų galimybėmis gauti išsilavinimą ir profesinį mokymą (bei kultūros prieinamumą). Toks požiūris Konstitucinės tarybos buvo įtvirtintas, peržiūrint įstatymą, kuris nustatė įvairias nuostatas, susijusias su profesionaliu sportu (Décision 2004-507 DC). Todėl konstitucinėje jurisprudencijoje tiesiogiai buvo įtvirtinta pareiga visiems visuomenės nariams Prancūzijoje prisidėti prie švietimo finansavimo, į kurį teisė taip pat yra visuotinė.

Lietuvoje, kaip ir Prancūzijoje, mokslą ir švietimą reglamentuoja specialūs įstatymai, kurių nuostatos atitinka ir yra formuojamos principų, įtvirtintų pagrindiniame šalies įstatyme – Konstitucijoje, pagrindu. Trys LR Konstitucijos straipsniai yra skirti švietimo ir mokslo Lietuvoje sričiai, o šios disertacijos temos apimtyje reikšmingos Konstitucijos 41 ir 42 straipsnių nuostatos, kurios, be kita ko, kalba apie švietimo ir mokslo Lietuvoje finansavimą bei jų prieinamumą visiems žmonėms. Konstitucijos 42 straipsnis įtvirtina mokslo, tyrinėjimų bei dėstymo laisvę ir valstybės paramą kultūrai bei mokslui. Tuo tarpu 41 straipsnis ne tik numato privalomą ugdymą asmenims iki 16 metų amžiaus, bet taip pat įtvirtina, jog „mokymas valstybinėse ir savivaldybių bendrojo lavinimo, profesinėse bei aukštesniosiose mokyklose yra nemokamas, o aukštasis mokslas prieinamas visiems pagal kiekvieno žmogaus sugebėjimus. Gerai besimokantiems piliečiams valstybinėse aukštesniosiose mokyklose laiduojamas nemokamas mokslas“. Dėl šio straipsnio nuostatų, kurios įtvirtina, siekiant išsilavinimo, taikomus visuotinės lygybės ir diferenciacijos, pagal kiekvieno asmeninius gebėjimus, principus<sup>100</sup>, bei garantuoja gerai besimokantiems piliečiams nemokamą mokslą valstybinėse aukštesniosiose mokyklose, išaiškinimą ne viename savo nutarime yra pateikęs LR Konstitucinis Teismas. Jo teigimu, žmogaus teisė siekti aukštojo mokslo (išsilavinimo) – svarbi įvairių jo teisių bei teisėtų interesų įgyvendinimo sąlyga (LR KT 2002 m. sausio 14 d. nutarimas), o konstitucinė teisė siekti aukštojo mokslo suponuoja ir valstybės pareigą sudaryti prielaidas šios teisės įgyvendinimui. Pirmą sykį plačiau atskleisdamas „gerai besimokančio piliečio“ sąvoką Konstitucinis Teismas 2002 metų sausio 14 dienos nutarime, nurodė, jog tada, kuomet LR

---

<sup>100</sup> Lietuvos Respublikos Konstitucinis Teismas 2002-01-14 nutarime pasisakė, jog nuostata, kad aukštasis mokslas yra prieinamas visiems pagal kiekvieno žmogaus sugebėjimus, reiškia, jog kiekvienam žmogui pagal jo sugebėjimus turi būti prieinamos ir valstybinės, ir įstatymo nustatyta tvarka įsteigtos nevalstybinės aukštosios mokyklos, visa aukštojo mokslo įstaigų sistema. Tai reiškia taip pat tai, kad negalima nustatyti siekiantiesiems aukštojo mokslo tokių reikalavimų, kurie būtų grindžiami ne jų pačių sugebėjimais, o kokiais nors kitais kriterijais. Taigi nurodyta nuostata yra neatsiejama nuo Konstitucijos 29 straipsnyje įtvirtinto asmenų lygybės principo, nuo šio straipsnio 2 dalies nuostatų, kad žmogaus teisių negalima varžyti ir teikti jam privilegijų dėl jo lyties, rasės, tautybės, kalbos, kilmės, socialinės padėties, tikėjimo, įsitikinimų ar pažiūrų pagrindu.

pilietis valstybinėje aukštojoje mokykloje mokosi gerai (t. y. mokymasis atitinka nustatytus gero mokymosi kriterijus), valstybei kyla konstitucinė pareiga prisiimti jo aukštojo mokslo išlaidas. Pagal Konstitucijos 41 straipsnio 3 dalį valstybinėse aukštosiose mokyklose gerai besimokančių piliečių aukštojo mokslo išlaidos, Konstitucinio Teismo teigimu, negali būti jokia forma užkrautos patiems šiems asmenims ir valstybinėse aukštosiose mokyklose gerai besimokančių piliečių aukštąjį mokslą finansuoja valstybė. Taigi, nemokamas mokslas vienareikšmiškai finansuojamas atitinkama valstybės biudžeto lėšų dalimi.

Dėl įprastai vartojamos „nemokamo mokslo“ formuluotės, visuomenėje vyrauja gajus požiūris, jog mokslas, ypač bendrojo ugdymo įstaigose, nieko nekainuoja. Tiesa, jog tiesiogiai patys paslaugų gavėjai ar jų tėvai/globėjai už mokslą nemoka, kadangi mokslo ir švietimo paslaugas, kaip minėta, finansuoja valstybė bendro biudžetas lėšomis, surinktomis mokesčių pagrindu, ir skiriamomis viešosioms funkcijoms finansuoti – t. y. sritims, kurios priklauso valstybės prerogatyvai, nes visuomenės nariai patys atskirai jomis pasirūpinti dėl vienokių ar kitokių priežasčių<sup>101</sup> negalėtų. Konstitucinio Teismo teigimu, Konstitucijos 41 straipsnio 3 dalis<sup>102</sup> aiškintina Konstitucijos preambulėje įtvirtintos atviros, teisingos, darnios pilietinės visuomenės ir teisinės valstybės siekio bei, svarbiausia, visuomenės solidarumo nuostatos kontekste. Faktas, jog mokestinė našta tenka visiems gyventojams nepaisant to, jog švietimo paslaugomis daugelis jų asmeniškai nesinaudoja ne tik dotuojų momentu, bet nesinaudojo pilna apimtimi ir ankstesniu metu bei galimai niekada nesinaudos ateityje<sup>103</sup>, grindžiamas visuomenės sociumui būdingu solidarumu. Tai reiškia, kad visuomenės dalis, kuri turi pareigą dotuojų metu mokėti mokesčius, tokiu būdu finansuoja, *inter alia* švietimo ir mokslo paslaugas tuo metu jas gaunantiems. Disertacijos autorės nuomone, šiuo atveju pasireiškia solidarumo principas tarp skirtingų kartų. Jis yra retrospektyvus, o ne nukreiptas į ateitį. Kadangi švietimas yra finansuojamas mokesčių mokėtojų, kurie daugumoje atvejų yra pilnamečiai ir darbingi asmenys, lėšomis, todėl tikėtina, jog šie asmenys jau yra įgiję ne tik privalomą, bet taip pat

---

<sup>101</sup> *Atsižvelgiant į laisvos rinkos dėsnius ir, jeigu valstybė neprisiimtų pareigos rūpintis švietimo ir mokslo sritimi, tuo pačiu užtikrinant švietimo prieinamumą visiems asmenims, o švietimas ir mokslas, kaip daugelis paslaugų laisvai „cirkuliuotų“ rinkoje, kas reiškia, jog jų kaina tiesiogiai priklausytų nuo paklauskos ir pasiūlos masto, galimai tai taptų ne visiems įperkama „preke“.* Tai, kad valstybė turi interesą nuolatos palaikyti atitinkamą skaičių tam tikros srities specialistų bei siekį, jog jie būtų aukščiausios galimos kvalifikacijos, turi būti sudarytos galimybės patiems geriausiems studentams įgyti atitinkamą išsilavinimą nemokamai. Taip pat būtina sudaryti galimybes įgyti pagrindinį išsilavinimą, ugdymo iki 16 m. amžiaus, kuris yra privalomas visiems žmonėms, pagrindu, užtikrinant, kad šis švietimas bus nemokamas ir dėl to prieinamas visiems be išimties.

<sup>102</sup> „Aukštasis mokslas prieinamas visiems pagal kiekvieno žmogaus sugebėjimus. Gerai besimokantiems piliečiams valstybinėse aukštosiose mokyklose laiduojamas nemokamas mokslas“.

<sup>103</sup> *Tai paaiškintina įvairiomis priežastimis, pvz., žmonės renkasi privataus mokymo įstaigas ir už mokymo bei studijų paslaugas moka tiesiogiai patys, todėl niekada nepasinaudoja nemokamo švietimo galimybe, garantuojama valstybės ir finansuojama iš jos biudžeto.*

profesinį ar (ir) universitetinį išsilavinimą, kuris taip pat dotuojų metu buvo finansuotas einamųjų mokesčių lėšomis.

Vis tik, solidarumo principo veikimas švietimo ir mokslo srityje, disertacijos autorės teigimu, taip pat nukreiptas ir į ateities perspektyvą. Aukštojo mokslo prieinamumu kiekvienam žmogui, pagal jo sugebėjimus, ir nemokamo mokslo aukštosiose valstybinėse mokyklose laidavimu gerai besimokantiems piliečiams siekiama užtikrinti ne tik šių asmenų, bet ir visuomenės bei valstybės interesą, *inter alia* poreikį turėti aukštos kvalifikacijos įvairių sričių specialistų (LR KT 2002 m. sausio 14 d. nutarimas), kurie ateityje prisidėtų, tame tarpe ir prie socialinės apsaugos sistemos finansavimo. Paminėtina, jog pagal Europos socialinių teisių komiteto išaiškinimą asmens teisė į mokslą laikytina viena svarbiausių sąlygų naudotis kitomis teisėmis, *inter alia* teise į darbą (Europos socialinė chartija: vadovas, 2002, p. 142). Todėl teisės į mokslą užtikrinimas turi į ateitį nukreiptą tikslą, orientuotą į asmens galimybes užsiimti atitinkama profesine veikla.

Tuo tarpu, D. Farrington laikosi kritiškos pozicijos dėl jaunų Europos Sąjungos valstybių taikomos studentų atrankos į aukštąsias mokyklas, vadovaujantis būsimos darbo jėgos paruošimu, kuris vadinamas valstybės teikiamu specialistų užsakymu. Pasak profesoriaus, tai veda prie pernelyg reguliuojamo ir apriboto studijų programų turinio (Farrington, Palfreyman, 2016). Jo teigimu, nemokamos studijos turėtų būti suteikiamos, remiantis finansiniu kiekvieno asmens poreikiu, o ne valstybės poreikiu ateityje turėti tam tikrų specialistų kiekį. Visgi, disertacijos autorė laikosi LR Konstitucinio Teismo išplėtos pozicijos, nes jos nuomone, teisės į nemokamą mokslą įgyvendinimas taip pat yra visos visuomenės gerovės garantas. Todėl vystytina mintis, jog kiekvienam asmeniui, esančiam visuomenės dalimi bei naudojantis neapmokamo iš asmeninių lėšų mokslo galimybe, tenka solidari priedermė dalinai prisidėti prie šios – jo studijas ir (ar) kvalifikacijos įgijimą finansuojančios, visuomenės gerovės užtikrinimo, ir ši pareiga dera su, *inter alia* socialinio teisingumo principu.

Tuo tarpu valstybės investicijų į atrinktus kandidatus, kuomet jų studijų kaštus turi apmokėti visi mokesčių mokėtojai, teisingumą kvestionuoja M. Friedman, kurio teigimu, toks valstybės vykdomas pajamų perskirstymas yra savavališkas ir neteisingas: „jeigu subsidijos būtų teikiamos visiems norintiems gauti išsilavinimą ir patenkinantiems minimalius kvalifikacinius reikalavimus, prasidėtų perteklinis investavimas į žmones. <...> Norėdama išvengti tokių perteklinių investicijų, valstybė turėtų riboti subsidijas. Jau nekalbant apie tai, kad būtų sunku apskaičiuoti „teisingą“ investicijų dydį, tai pareikalautų iš esmės savavališkos investicijų kandidatų atrankos. Tie laimingieji, kurių lavinimas būtų subsidijuojamas, gautų visas pajamas iš tokių investicijų, tuo tarpu visus jų kaštus turėtų pakelti eiliniai mokesčių

mokėtojai – būtų visai savavališkai ir beveik neabejotinai neteisingai perskirstomos pajamos. Tikslas turėtų būti ne perskirstyti pajamas, o sudaryti apylyges investicijų tiek į žmogiškąją, tiek į fizinį kapitalą galimybes“ (Friedman, 2010). Šis autorius akcentuoja lygias galimybes investuoti į žmogiškąją kapitalą, užtikrinant vienodą aukštojo mokslo prieinamumą, t. y. sudaryti galimybes asmenims nemokamai studijuoti, o po to atitinkamu laikotarpiu padengti su jų išsilavinimu susijusius kaštus.

Priešinga pozicija, kaip minėta, vystoma LR Konstitucinio Teismo praktikoje. LR KT teigimu, vienas pagrindinių teisės, kaip socialinio gyvenimo reguliavimo priemonės, tikslų yra teisingumas, kuris gali būti įgyvendintas užtikrinant tam tikrą interesų pusiausvyrą, išvengiant atsitiktinumų ir savivalės, socialinio gyvenimo nestabilumo, interesų priešpriešos bei užtikrinant, jog nebus įgyvendinami tik vienos grupės arba vieno asmens interesai, kartu neigiant kitų interesus (LR KT 1995 m. gruodžio 22 d., 1998 m. spalio 27 d. nutarimai). Todėl iš vienos pusės, turint gerovės valstybės teikiamas garantijas ir taip pat solidarios visuomenės dėka galint įgyvendinti ne tik savo teises, bet taip pat pasinaudoti jų pagrindu suteikiamomis plačiomis profesinėmis ir kitomis galimybėmis, iš kitos pusės, visuomenės nariams tenka pareiga prisidėti prie šios bendros sistemos, kuri sudaro galimybes patenkinti tiek asmenų individualius, tiek bendrus visos visuomenės interesus, kurie, *inter alia* garantuoja mokslo, technologijų ir kitų sričių pažangą bei tinkamą valstybės funkcionavimą. Neabejotina, priemonės (šiuo atveju iš valstybės biudžeto skiriamas finansavimas švietimui), reikalingos įgyvendinti vienu asmenų (siekiančių įgyti aukštąjį išsilavinimą nemokamai) interesus, negali būti taikomos tokia apimtimi ir būdais, jog paneigtų kitų žmonių (mokesčių mokėtojų, iš kurių lėšų finansuojamas mokslas, ir tam tikrų išmokų iš valstybės biudžeto gavėjų, kuriems išmokų dydis nustatomas, pagal valstybės finansines išgales) teises ir interesus. Disbalansas daugumoje atveju jokioje srityje nėra laikomas teigiama būseną. Taigi, galima teigti, jog pusiausvyrą turi būtų išlaikoma ir tarp žmogaus teisėtų interesų ir visuomenės bei valstybės reikmių. Grįsdamas šią mintį, Konstitucinis Teismas plėtoja ją žmonėms valstybės suteikiamų garantijų, įgyvendinant atitinkamas teises, ribų aspektu. Jis 2002 m. sausio 14 dienos nutarime pažymi, jog valstybės finansinės galimybės, tame tarpe galimybės finansuoti aukštąjį mokslą, nėra ir negali būti beribės. Konstitucinės nuostatos, jog aukštasis mokslas yra prieinamas visiems pagal kiekvieno žmogaus sugebėjimus, negalima interpretuoti kaip nustatančios valstybės pareigą jos lėšomis užtikrinti bet kurio gebančio siekti aukštojo išsilavinimo žmogaus bet kokio aukštojo mokslo siekimą, neatsižvelgiant į visuomenės ir valstybės poreikius bei galimybes (LR KT 2002 m. sausio 14 d. nutarimas), pabrėžiant, kad, kaip jau minėta, tarp žmogaus teisėtų interesų ir visuomenės bei valstybės reikmių turi būti pusiausvyrą, o valstybės finansinės galimybės (ir

galimybės finansuoti aukštąjį mokslą) yra ribotos. Įstatymu negali būti nustatytas toks aukštojo mokslo finansavimo modelis, kuris nebūtų pagrįstas subalansuotu visuomenės ir valstybės poreikių bei valstybės finansinių galimybių įvertinimu ir kurio valstybė akivaizdžiai nebūtų pajėgi įgyvendinti – tokio modelio nustatymas prieštarautų *inter alia* konstituciniam socialinės darnos imperatyvui, neleistų valstybei vykdyti įvairių kitų savo priedermių (LR KT 2008 m. kovo 20 d. nutarimas). Taigi, valstybė turi pareigą sudaryti galimybes įgyti aukštąjį išsilavinimą nemokamai, tačiau tik turėdama objektyvias tam galimybes ir tik tokia apimtimi, jog aukštojo mokslo finansavimas nepažeistų kitų asmenų teisių, t. y. nebūtų pažeisti, *inter alia* socialinio teisingumo ir proporcingumo principai įmokas bei mokesčius mokančių ir skirtingas išmokas bei paslaugas gaunančių asmenų atžvilgiu, kas reikštų ne tik asmenų individualių, bet ir visos visuomenės interesų pažeidimą, *inter alia* solidarumo principo disbalansą.

Tos pačios nuostatos, kad aukštasis mokslas yra prieinamas visiems pagal kiekvieno žmogaus sugebėjimus negalima aiškinti ir taip, kad būtų paneigiama žmogaus konstitucinė teisė siekti aukštojo mokslo pagal savo sugebėjimus net ir tuomet, kai valstybė jo nefinansuoja dėl to, kad tai viršija visuomenės ir valstybės poreikius bei galimybes (LR KT 2002 m. sausio 14 d. nutarimas). Taigi, pagal Konstitucinį Teismą, tai reiškia, jog visuomenės ir valstybės poreikis turėti aukštąjį išsilavinimą įgijusių įvairių sričių specialistų bei galimybė finansuoti tik tam tikro kiekio, kuris yra reikalingas pačiai valstybei atitinkamu metu, specialistų rengimą, negali būti kliūtis žmogui pagal savo sugebėjimus siekti aukštojo mokslo ne valstybės lėšomis ir tuomet, kai tai viršija visuomenės bei valstybės galimybes. Tad, galimybė įgyti norimą išsilavinimą, finansuojant studijas iš asmeninių lėšų, atvira ne tik ribotam kiekiui geriausiai besimokančiųjų, taip užtikrinant konstitucinę kiekvieno žmogaus teisę siekti aukštojo išsilavinimo ir sudaryti palankesnes galimybes asmens savarankiškumui. Kai kurių autorių nuomone, asmenų gyvenimo kokybė tiesiogiai priklauso nuo švietimo sistemos prieinamumo ir kokybiškumo, kuris taip pat lemia socialinės nelygybės, skurdo ir socialinės atskirties lygį šalyje (Aidukaitė *et al*, 2012, p. 50). Šiame kontekste atkreiptinas dėmesys, jog LR Konstitucijoje nedraudžiama, esant palankesnei ekonominei situacijai pagal turimas galimybes, valstybei prisiimti ir didesnius finansinius įsipareigojimus besimokantiejiems aukštosiose mokyklose, negu išplaukia iš konstitucinės nuostatos, kad valstybinėse aukštosiose mokyklose nemokamas mokslas laiduojamas gerai besimokantiems piliečiams, tačiau, Konstitucinio Teismo išaiškinimu, tokiu atveju neturi būti paneigiamas Konstitucijoje įtvirtintas teisingos ir darnios visuomenės siekis (LR KT 2002 m. sausio 14 d., 2011 m. gruodžio 22d. nutarimai). Todėl, atsižvelgiant į tai, kad visi visuomenės nariai solidariai dalijasi aukštojo mokslo finansavimo našta, grindžiant švietimą ir mokslą bendru visuomenės interesu ir nepaneigiant teisingumo

principo, teisė į nemokamą mokslą suteikiama, visų pirma, tokiam kiekiui specialistų, koks yra poreikis visuomenėje ir valstybėje dotuojamu metu. Antra, finansuojamos tik pačių geriausių ir potencialiai labiausiai kvalifikuotų ateityje specialistų studijos. Tai laikytina siekiu subalansuoti santykį tarp konstitucinių solidarumo, teisingumo ir proporcingumo principų. Todėl, valstybė, turėdama pareigą finansuoti aukštąjį mokslą ir užtikrindama visų visuomenės narių teisių bei interesų pusiausvyrą ir bendrą visuomenės gerovę, valstybinėse aukštosiose mokyklose nemokamą mokslą laiduoja piliečiams, kurie studijuoja valstybės užsakymu, tenkinant jos nustatytą atitinkamų sričių specialistų poreikį, jeigu jų mokymasis atitinka įstatymo nustatytus gero mokymosi kriterijus, ir atsižvelgiant į finansines valstybės galimybes.

Apibendrinant, šiai dienai gerovės valstybei būdinga, jog, reguliuodama mokslo ir švietimo sritį nacionaliniu lygmeniu, užtikrina teises į švietimą ir mokslą visuomenės nariams tarptautiniame bei ES lygmenyje įtvirtinto reguliavimo arba platesne apimtimi, o teisei į nemokamą mokslą užtikrinti yra pasitelkiami įvairūs teisiniai ir ekonominiai instrumentai, kurie, kaip ir kitų viešųjų paslaugų, kurios tenka valstybės prerogatyvai, atveju, pasireiškia lėšų, surinktų iš mokesčių mokėtojų, perskirstymu ir kiekvienai valstybės reguliuojamai sričiai skiriamu atitinkamu finansavimu. Taigi, nemokamą mokslą atitinkamai visuomenės grupei dotuojamu momentu solidariai finansuojant visiems tuometiniams mokesčių mokėtojams, yra siekiama sudaryti galimybes asmenims įgyti atitinkamą kvalifikaciją, kurios dėka jie būtų pajėgūs pasirūpinti savo ir savo šeimos gerove ir taip pat galėtų aktyviai prisidėti prie, *inter alia* socialinės apsaugos finansavimo ir pagalbos labiausiai jos reikalingiems visuomenės nariams, taip pat bendrą valstybei ir visuomenei interesų patenkinimo bei gerovės užtikrinimo, lemiamų atitinkamų mokslo, technologijų, *etc.* sričių lygio bei pažangos, kuriuos sąlygoja tam tikrų specialistų paruošimas.

### 2.1.6.2. Teisė į sveikatos apsaugą

Sveikatos apsauga ir jos prieinamumo reikšmė yra pripažįstami tiek tarptautiniame, tiek nacionaliniame lygmenyse. Europos socialinė chartija numato, jog „kiekvienas žmogus turi teisę naudotis visomis priemonėmis, leidžiančiomis pasiekti aukščiausią, kokį tik galima, sveikatingumo lygį“, o kituose straipsniuose įtvirtina sveikatos apsaugos prieinamumą kiekvienam, siekį užtikrinti sveikas ir saugias darbo sąlygas, taip pat atitinkančias sveikatos būklę gyvenimo sąlygas, *etc.*

Asmenų darbingumas, neatsiejamai susijęs su jų sveikatos būkle, yra tiesioginė prielaida šalies ekonomikos augimui ir tvariai plėtrai. Todėl asmenų sveikatos lygis yra reikšmingas dėmuo nacionaliniu lygiu valstybės gyvenime. Lietuvoje šalies gyventojų sveikata pripažįstama didžiausia visuomenės socialine ir ekonomine vertybe<sup>104</sup> (LR sveikatos sistemos įstatymas). Sveiki visuomenės nariai, skirtingai nei turintys sveikatos problemų, kurios sąlygoja darbingumo sumažėjimą, gydymo ir priežiūros išlaidų atsiradimą ir dėl to išaugusią riziką prarasti darbą bei patirti socialinę atskirtį, turi geresnes galimybes darbui ir tobulėjimui, aukštesnės gyvenimo kokybės kūrimui ir palaikymui (Socialinės įtraukties didinimo 2014–2020 m. veiksmų planas). Todėl, kaip teigiama socialinės įtraukties didinimo veiksmų plane, sveikesnė visuomenė geba efektyviau prisidėti prie darbo našumo, ekonominio šalies augimo ir konkurencingumo, o taip pat yra veiksmu mažinančiu socialinę atskirtį.

Savo ruožtu Prancūzijos 1946 m. Konstitucijos preambulėje yra įtvirtinta teisė į sveikatos apsaugą visiems asmenims, numatant, jog tauta garantuoja ją suteikti (al. 11). „Teisės į sveikatą“ vieta konstitucinės teisės atžvilgiu, *inter alia* atskleidžia sveikatos srities Prancūzijoje politinį svorį ir pagal ją taip pat matuojamas šalies, kaip gerovės valstybės, lygis (Byk, 2001). Ši konstitucinė garantija, Prancūzijoje plėtojantis privalomojo sveikatos draudimo sistemai, šiai dienai yra taikoma visiems gyventojams, nepriklausomai nuo jų amžiaus, sveikatos būklės, pajamų lygio, išsilavinimo ar kt. aplinkybių, tame tarpe Prancūzijos teisiniame reguliavime įtvirtinant, jog fundamentali teisė į sveikatos apsaugą turi būti įgyvendinta visomis galimomis priemonėmis, užtikrinant jos prieinamumą visiems asmenims be išimties (Code de la santé publique, art. L1110-1).

---

<sup>104</sup> LR sveikatos sistemos įstatyme taip pat teigiama, jog „sveikatos potencialą ir jo palaikymo sąlygas lemia ekonominės sistemos raidos stabilumas, visuomenės socialinio saugumo ir švietimo garantijos, gyventojų užimtumas ir jų pakankamos pajamos, apsirūpinimas būstu, prieinama, priimtina ir tinkama sveikatos priežiūra, kokybiška mityba, darbo, gyvenamosios ir gamtinės aplinkos kokybė, gyventojų pastangos ugdyti sveikatą“

Lietuvos Respublikos Konstitucijos 53 straipsnis numato asmenų teisę į sveikatos apsaugą ir valstybės pareigą ją užtikrinti, įtvirtindamas, jog „valstybė rūpinasi žmonių sveikata ir laiduoja medicinos pagalbą bei paslaugas žmogui susirgus“, o „įstatymas nustato piliečiams nemokamos medicinos pagalbos valstybinėse gydymo įstaigose teikimo tvarką“. Todėl šiai dienai Lietuvoje visiems nuolatiniais gyventojams yra garantuojama teisė į skubią medicininę pagalbą, o apdrausti sveikatos socialiniu draudimu<sup>105</sup> turi teisę į platesnį spektrą sveikatos paslaugų, kurios yra finansuojamos sveikatos draudimo lėšomis. Lietuvoje galiojantis privalomasis sveikatos draudimas, pagal LR sveikatos draudimo įstatymą, yra suprantamas, kaip valstybės nustatyta sveikatos priežiūros ir ekonominių priemonių sistema, kuri garantuoja sveikatos priežiūros paslaugų teikimą ir jų išlaidų apmokėjimą, medikamentų kainos bei medicinos pagalbos priemonių ir įrangos įsigijimo ar nuomos išlaidų kompensavimą privalomuoju sveikatos draudimu draudžiamiems asmenims, įvykus draudiminiam įvykiui. Tuo tarpu visi likusieji asmenys, kurie nėra draudžiami privalomuoju sveikatos draudimu arba papildomu savanorišku sveikatos draudimu, turi patys padengti jiems teikiamų sveikatos paslaugų kaštus.

Tinkama asmens sveikata ir jos užtikrinimas yra neatsiejami ir nuo kitų asmens teisių bei laisvių, *inter alia* žmogaus orumo garantavimo. Suprantama, jog siekiant užtikrinti asmens sveikatą ir realiai garantuoti teisę į sveikatos apsaugą, suteikiamos sveikatos priežiūros paslaugos bei priemonės turi būti jiems prieinamos. Tuo tarpu, siekiant garantuoti sveikatos paslaugų prieinamumą, turi būti užtikrinamas finansinis sveikatos priežiūros aspektas<sup>106</sup>. Nors I. Špokienė, remdamasi LR Konstitucinio Teismo jurisprudencija, solidarumo principą sveikatos apsaugos srityje apibrėžia, kaip visuomenės „finansinę atsakomybę už sveikatos

---

<sup>105</sup> *Draudžiasi ne tik dirbantieji asmenys savo įmokomis, tačiau taip pat už juos įmokas gali mokėti kiti asmenys ar valstybė, pavyzdžiui, šiuo draudimu valstybės yra draudžiami nepasiturintys gyventojai, gaunantys socialinę pašalpą (LR sveikatos draudimo įstatymas, 6 str. 2 d.).*

<sup>106</sup> *L. Gudžinskas analizuodamas sveikatos politikos tikslus, išskiria finansų nešališkumo sveikatos apsaugos sistemoje dvilypumą, kuris pasireiškia finansinio saugumo aspektu, užtikrinančiu, jog asmenys nepatirtų neproporcingų išlaidų vedančių link skurdo dėl savo ir/ar šeimos gydymo išlaidų, ir taip pat nešališko finansavimo aspektu, kuris išreiškia lėšų, skirtų sveikatos apsaugai finansuoti surinkimą progresine ar proporcinga sistema (atitinkančia privalomąjį socialinį draudimą), kuomet skurdžiau gyvenantys asmenys prie jos finansavimo prisidėtų mažesne dalimi nei didesnes pajamas gaunantys asmenys (Gudžinskas, 2012), taip siekiant išlaikyti socialinį teisingumą.*

*Šiame kontekste taip pat pastebėtina, jog Prancūzijos privalomajame sveikatos draudime, galima išskirti veikiančius du solidarumo tipus. Pirmiausia, veikia „horizontalusis“ solidarumas tarp sveikųjų ir tų kuriems reikalingos sveikatos paslaugos. Tai įmanoma finansuojant privalomosiomis įmokomis, išskaitytomis iš atlyginimų, ir šis privalomas pobūdis iš tiesų praplečia visų darbuotojų įmokų bazę ir tokiu būdu leidžia operatyviai vykdyti mažai ligos rizikai ir didelei rizikai priklausančių žmonių solidarumą. Antra, veikia „vertikalusis“ solidarumas, pagrįstas kiekvieno indėliu pagal jo pajamas, kuris būtinas norint išplėsti sveikatos paslaugų prieinamumą platesniam ratui asmenų (Nuo 2000 metų, įvedus universalų sveikatos draudimą (pranc. la Couverture maladie universelle (CMU)), sveikatos apsaugos sistema tapo praktiškai visuotinė.) nei tik dirbantiesiems ir tuo pačiu nulemtas natūraliam sveikatos išlaidų augimui.*

priežiūrą tų visuomenės narių, kurie negali susimokėti už sveikatos priežiūros paslaugas arba kuriems susirgus gresia patirti ypač dideles išlaidas ar iš viso tų paslaugų negauti“, tačiau taip pat autorė pastebi, jog solidarumo principas sveikatos apsaugos srityje veikia kartu su lygiateisiškumo ir teisingumo principais kiekvieno asmens socialinių teisių užtikrinimo kontekste (Špokienė, 2010, p. 329-348), todėl šiuolaikinės gerovės valstybės sveikatos apsaugos sistemoje solidarumo principas reiškia nemokamą sveikatos paslaugų suteikimą kiekvienam, atsiradus poreikiui.

Suprantama, jog asmenų lūkesčiai tinkamos ir prieinamos sveikatos apsaugos atžvilgiu didėja proporcingai augančioms galimybėms, įtakojamoms medicinos mokslo, technologijų, *etc.* pažangos, kurios dėka taip pat ilgėja vidutinė asmenų gyvenimo trukmė, gerėja gyvenimo kokybė, *etc.* ir viso to pasėkoje auga valstybės finansinė našta, kurios pasidalijimas su visos visuomenės nariais gerovės valstybėse turi būti proporcingas ir teisingas, siekiant patenkinti individualius asmenų poreikius ir nepažeisti kitų asmenų ar jų grupių interesų. I. Špokienė pažymi, kad teisę į sveikatos priežiūrą, esančią socialine Sąjungos piliečio teise, suponuoja solidarumo principas, kuris taip pat implikuoja ir iš to paties kylančias solidarumo pareigas (Špokienė, 2010, p. 329-348). Asmenims sveikatos draudimo pagrindu ne tik garantuojama teisė į sveikatos apsaugą, bet ir pareiga prisidėti prie finansavimo. Tačiau, pastebėtina, kad skirtingai nei socialinio draudimo atvejais, kada, atsižvelgiant į asmenų įmokas ir stažą yra mokamos diferencijuojamos, *inter alia* motinystės ir tėvystės išmokos, pensijos, *etc.*, sveikatos draudimo atveju medicinos paslaugos yra skiriamos ir teikiamos, nepriklausomai nuo asmens buvusio indėlio sistemą finansuojant, o atsižvelgiama tik į esamą poreikį ir faktą, jog asmuo yra draudžiamas. Disertacijos autorė pabrėžia, jog šiuo atveju solidarumo lygis yra itin aukštas, nes sveikatos sistemą finansuoja, lyginant su sveikatos paslaugų gavėjų skaičiumi, santykinai maža visuomenės dalis. Iš to seka tai, jog valstybės išgalės sveikatos apsaugos srityje, užtikrinant nemokamą mediciną, priklauso nuo darbingų asmenų skaičiaus šalyje, jų užimtumo, o tai yra įtakojama, *inter alia* asmenų sveikatos būklės ir su ja susijusių objektyvių asmenų galimybių. Taigi, viena vertus, valstybės gebėjimas užtikrinti nemokamas sveikatos paslaugas – jų kiekį, kokybę, ribas, priklauso ir nuo to, koks yra sveikų ir sveikatos draudimo sistemą finansuojančių asmenų skaičiaus ir sveikatos paslaugomis besinaudojančių asmenų skaičiaus santykis. Kita vertus, nuo to, kiek valstybė gali užtikrinti sveikatos paslaugų prieinamumą visuomenei, tikėtina, priklauso ir darbingų, sveikų asmenų, galinčių prisidėti prie sistemos finansavimo ir sumažinti bendrą našta, skaičius.

Taigi, teisė į sveikatos apsaugą visiems visuomenės nariams Lietuvoje yra garantuojama privalomojo sveikatos draudimo, grindžiamo aukštu solidarumo lygiu, pagrindu. I. Špokienė

(2010, p. 329-348) kvestionavo ar tokiu solidarumu grindžiama sveikatos apsaugos sistema atitinka teisingumo ir lygybės principus, ypač esant sunkesnei ekonominei padėčiai ir dar 2010 metais ši autorė prognozavo, jog solidarumo mastas sveikatos apsaugos sistemoje turėtų menkėti ta apimtimi, kiek didės asmeninė atsakomybė. Jos pozicija, solidarumas turėtų išlikti, tačiau kitu pavidalu, t. y. ne priverstinėmis įmokomis, bet pačių asmenų savimone, savanoriškumu, *etc.* Visgi, per dešimtmetį esminių pasikeitimų neįvyko ir solidarumo principo mastas sveikatos apsaugos sistemoje nesumažėjo – lyg šiol yra garantuojama ne tik būtinoji medicininė pagalba, bet ir kitos sveikatos priežiūros paslaugos, o įmokų mokėjimas (dalyvavimas šiame draudime) yra privalomas visiems asmenims. Todėl, nesant pasirinkimo galimybei dėl dalyvavimo šiame draudime, visi drausti asmenys turi tapačią reikalavimo teisę į sveikatos apsaugą – paslaugas, nepaisant individualių kiekvieno asmens ypatybių, rizikų, kt. subjektyvių aplinkybių.

Tuo tarpu R. Lazutka laikosi priešingos pozicijos, kad solidarumas turėtų tik stiprėti valstybiniame lygmenyje, nes tai vienintelis būdas valstybei palaikyti tinkamą sveikatos (bei pensijų) sistemą. Vis dėlto, kaip ir kitose socialinio draudimo srityse, taip ir užtikrinant sveikatos apsaugą, negalima laikytis absoliutaus garantavimo pozicijos<sup>107</sup>. Kadangi, kaip jau buvo ne sykį minėta, pilietinėje visuomenėje solidarumo principas nepaneigia kiekvieno asmeninės atsakomybės už savo likimą, nepaisant to, jog „socialinės apsaugos priemonės išreiškia visuomenės solidarumo idėją, padeda asmeniui apsisaugoti nuo galimų socialinių rizikų“ (*inter alia* LR KT 1997 m. kovo 12 d. nutarimas). Tam antrina dar vieno mokslininko pozicija, pagal kurią, iš LR Konstitucijos kylanti pareiga valstybei užtikrinti nemokamą medicininę pagalbą neturėtų būti suabsoliutinama valstybinių gydymo įstaigų atžvilgiu ir turėtų būti siekiama kompromiso tarp konstitucinės teisės į nemokamą medicinos pagalbą bei valstybės ekonominių išgalių (Markauskas, 2005). Todėl asmenys turėtų siekti užsitikrinti savo sveikatos apsaugą, pasikliaujant ne tik valstybe, bet taip pat asmeniškai, pvz., draudžiantis papildomu sveikatos draudimu.

Lietuvoje LR sveikatos draudimo įstatymas greta privalomojo sveikatos draudimo, numato papildomą, arba kitaip savanorišką, sveikatos draudimą. Tame tarpe Prancūzijos medicinos išlaidų kompensavimo sistema taip pat pasižymi dviem etapais: pagrindiniu privalomuoju sveikatos draudimu ir papildomu sveikatos draudimu (Nezosi, 2016). Remiantis

---

<sup>107</sup> *Disertacijos autorės pabrėžiamas sąlygotumas nereiškia privilegijų, išimčių ar diskriminacijos atskirų asmenų ar jų grupių atžvilgiu. Lygybės principas reikalauja traktuoti visus asmenis ir jų grupes lygiai socialinių teisių užtikrinimo srityje, kuomet šie asmenys tapačiai (kiekvienas pagal savo galimybes) solidarizuojasi ir to pasekoje įgyja atitinkamas reikalavimo teises.*

istoriniais šaltiniais, toks privalomasis sveikatos draudimas sietinas su vokiškąja socialinės apsaugos sistema, tiesiogiai susijusia su Vokietijos *socialinės valstybės* koncepcija, pagal kurią visuomenės nariai solidarizuojasi padedami valstybės per jos taikomas priemones ir būdus, tam, kad suteiktų pagalbą ir paramą vieni kitiems, iškilus tam tikroms išgyvenimo problemoms (Vaišvila, 2004, p. 491; Špokienė, 2010, p. 329-348). Tuo tarpu papildomame (savanoriškame) sveikatos draudime, draudiminėmis įmokomis finansuodami reikalingų medicinos paslaugų ir (ar) priemonių kainos padengimą vieni kitiems, tarpusavyje solidarizuojasi tik šiame draudime dalyvaujantys asmenys.

Ne visą gydymą valstybė yra pajėgi ir gali asmenims finansuoti, todėl atskirais atvejais dalį gydymo išlaidų (tam tikrų priemonių, medikamentų, *etc.*) asmenys turi padengti savo lėšomis. Papildomi mokėjimai yra numatyti tokiais atvejais, kuomet pasirenkamas gydymas yra brangesnis nei galimas kitas ar asmuo siekia pasinaudoti brangesne paslauga, medikamentais – tada jam kyla pareiga pačiam finansuoti šį pasirinkimą – kainos skirtumą (LR sveikatos sistemos įstatymas, 48 str.), nes valstybės, kuri garantuoja asmenims teisę į sveikatos apsaugą, finansinės ir ekonominės galimybės nėra beribės – sveikatos apsaugos išlaikymo našta, paskirstyta visuomenės nariams negali būti nepagrįsta ir jos reikalavimas finansuoti brangesnes paslaugas nei būtinas asmens sveikatai palaikyti ir išsaugoti už mažesnę kainą, kaip jau minėta, kvestionuotinas proporcingumo ir lygiateisiškumo aspektu. Vis dėlto, L. Gudžinsko nuomone, papildomas apmokestinimas neturėtų būti pernelyg didelis, kadangi kitu atveju galėtų atgrasyti asmenis nuo būtino gydymo pasirinkimo ir tai paneigtų sveikatos draudimo esmę (Gudžinskas, 2012). Tačiau, tai, disertacijos autorės nuomone, galiotų tik tais atvejais, kada nėra alternatyvaus gydymo pasirinkimo, kur valstybė vieną iš jų asmeniui kompensuotų. Kadangi, kaip pabrėžia ir LR Konstitucinis Teismas, garantuojama nemokama medicininė pagalba asmenims turi būti prieinama, kokybiška ir teikiama pagal tokias sąlygas ir tvarką, jog nebūtų pažeistas asmens orumas (LR KT 2013 m. gegužės 16 d. nutarimas). Tačiau, kitu atveju, t. y. esant galimybei asmeniui rinktis tarp brangesnio gydymo, už jį ar jo dalį susimokant asmeninėmis lėšomis, ir pigesnio, kurį finansuoja valstybė pilnai ar didesne dalimi, o likusi dalis nėra pernelyg brangi pačiam asmeniui ir neturi žymios reikšmės, yra kiekvieno asmeninio pasirinkimo teisė, kurios teisingumo neverta kvestionuoti. Priešingu atveju, kuomet asmeniui nebūtų sudaromos galimybės rinktis papildomo ar brangesnio gydymo, susimokant už jį ar jo dalį iš individualių lėšų, taip pat pažeistų jo teisę į sveikatos apsaugą – pasirinkimo laisvę.

Kitas pilnų sveikatos apsaugos kaštų padengimo iš valstybės pusės (socialinio draudimo sistemoje ji garantuoja kaštų padengimą), nenumatant galimų papildomų mokesčių už tam tikras paslaugas ar medikamentus, neigiamas aspektas yra tas, jog tokiu atveju nei asmenys,

kurie naudojami šia sistema, nei gydymo įstaigos netaikytų jokių ribojimų, *inter alia* savo keliamų reikalavimų ar siūlomo gydymo atžvilgiu, kas reikštų padidėjusius gydymo kaštus ir to pasėkoje išaugusią finansinę naštą sistemos finansuotojams – visiems solidariai prisidedantiems visuomenės nariams. Kadangi nei gydytojai, nei paslaugų naudotojai nejaustų poreikio taupyti, todėl socialinio draudimo fondas, skirtas sveikatos apsaugai, imtų greitai menkti ir tai, tikėtina, lemtų įmokų didinimo būtinybę (Gudžinskas, 2012). Tai tikėtinai grėstų nekontroliuojamu išlaidų augimu, lemiančiu neproporcingą sistemą finansuojančių asmenų naštos didėjimą, todėl nustatytas papildomas apmokėjimas už sveikatos paslaugas (priemonės, medikamentus, *etc.*) tam tikrais atvejais, ne tik atitinka teisingumo principą, bet ir veikiant solidarumo principui užtikrina iš jo kylančių visuomenės narių teisių bei pareigų balansą.

Apibendrinant, darytina išvada, jog valstybės garantuojamų nemokamų sveikatos paslaugų apimtyje solidarumo principo veikimas yra itin aukštas, atsižvelgiant į įmokų mokėtojų skaičiaus ir paslaugų gavėjų skaičiaus santykį bei diferenciacijos principo netaikymą, priklausomai nuo kiekvieno asmens indėlio. Tai atitinka lygybės bei socialinio teisingumo principus, atsižvelgiant į tai, jog tiek sveikatos užtikrinimas yra sietinas su kiekvieno asmens prigimtinėmis teisėmis, tiek visuomenės sveikatos būklė tiesiogiai įtakoja valstybės socialinę, ekonominę, *etc.* padėtį – nuo to priklauso asmenų gebėjimas patiems pasirūpinti savo ir savo šeimų gerove, o dalyvavimas sveikatos draudimo sistemoje yra privalomas visiems be išimties.

Apibendrinant skyrių, išskirtina, jog socialinės politikos srityje iš solidarumo principo kildinamos pareigos pasižymi universalumu. Tai reiškia, jog socialinio teisingumo principo įtakoje, pareiga prisidėti prie socialinės apsaugos sistemos finansavimo asmenims kyli, visų pirma, nepriklausomai nuo to, ar asmuo naudojosi, ketina ar net objektyviai turi galimybę pasinaudoti teise į atitinkamą paslaugą ir (ar) išmoką. Antra, pareigos apimtis nėra diferencijuojama, priklausomai nuo to, ar dėl asmens fizinės būklės, amžiaus, darbo ar profesinės veiklos specifikos bei kt. aplinkybių šiam asmeniui padidėja tikimybė pakliūti į atitinkamą riziką, ko pasėkoje jis įgytų teisę į tam tikrą pagalbą (išmoką ar paslaugą).

Taip pat, darytina bendra skyriaus išvada, jog aukšto laipsnio solidarumas, kuriam būdingas neproporcingas teisių ir pareigų santykis, gali pasireikšti ir turėtų būti toleruojamas, ištikus krizinėms situacijoms valstybėje, pavyzdžiui, tokiais atvejais kaip sunkios ekonominės-finansinės padėties metu, kada kai kurie asmenys ar jų grupės patiria didelius praradimus. Todėl kitų visuomenės narių ar jų grupių gaunamos didesnės pajamos teisiniu reguliavimu perskirstomos, siekiant padėti tiems asmenims, kurie nebeturi jokių pajamų ir (ar) turto, išgyventi kriziniu laikotarpiu ir grįžti į darbo rinką, kad galėtų vėl patys pasirūpinti savo ir savo

šeimos gerove. Tokiu atveju, aukšto solidarumo laipsnio pagrindu, yra siekiama visuomenėje išsaugoti visas socialines grupes ir sumažinti asmenų, gyvenančių žemiau skurdo ribos, skaičių.

Tuo tarpu aukšto laipsnio solidarumui (kuomet mokamos didelės išmokos ir (ar) išmokų gavėjų ratas yra didesnis už jas finansuojančiųjų ratą) yra būdingas laikinumas. Vienu visuomenės narių suteikiama, solidarumo principu grindžiama, pagalba socialinėje rizikoje atidūrusiems visuomenės nariams yra santykinai laikina būseną, kadangi siekiama šiuos asmenis kuo greičiau sugrąžinti į tokį būvį, kuris leistų jiems patiems pasirūpinti savo gerove. Kai solidarumo laipsnis nėra aukštas, pagalbos trukmei būdingi ilgesni laikotarpiai.

## 2.2. Solidarumo principas gerovės valstybių perspektyvoje

Solidarumo principas pasireiškia ir yra taikomas daugelyje tarpusavyje susijusių valstybės socialinės politikos sričių ir jose vykstančių procesų, *inter alia* socialinės apsaugos sistemoje, darbo santykiuose, šeimos politikoje, *etc.* Nuolatos besiplečianti visuomenės gyvenimo įvairovė tarsi suponuoja didėjančio finansavimo iš valstybės pusės poreikį, taigi, ir didėjančią pajamų perskirstymą. Kita vertus, galimas priešingas posūkis, ypač socialinės politikos srityje, kuomet valstybės įsiterpimas į visuomenės gyvenimo sritis būti minimalus, dėl ko taip pat menktų socialinio solidarumo principo veikimas.

Viena vertus, dėka mokslo ir technologijų pažangos, žmonių gyvenimai tampa mažiau sudėtingi ir saugesni – išsivysčiusi medicina, mokslo pasiekimai, *etc.* leidžia priimti tinkamus sprendimus ilginančius gyvenimo trukmę ir gerinančius jo kokybę. Kita vertus, drauge su pažanga kyla ir nauji iššūkiai. Šiuolaikinės gerovės valstybės susiduria gausybe naujų išbandymų ir (ar) krizių, kurios nekildavo ankstesniais laikmečiais, kadangi nei asmenų judėjimas nepasižymėjo šiems laikams būdingu intensyvumu, nei priemonių, kurių naudojimas ne tik palengvina gyvenimo sąlygas ir (ar) sukuria naujas galimybes, bet taip pat atneša rizikas žalai atsirasti, gausa neprilygo šiandieninei. Rizikų akivaizdoje kylanti žala gali pasireikšti tiesiogiai arba netiesiogiai, gali būti trumpalaikė arba ilgalaikė. Kova su gamtos užterštumu, kovos dėl galios ir išteklių, ideologiniai nesutarimai, *etc.* – visa tai lemia ekonomines, migrantų, sveikatos ir kt. krizes bei neigiamas pasekmes visuomenei bei atskiriems individams. Greta šių globalių veiksmų ir problemų, kiekvienai gerovės valstybei tenka susidurti su kitų iššūkių gausa. Pavyzdžiui, visuomenės senėjimas ir gimstamumo rodiklių žemėjimas, kas lemia demografines problemas, tiesiogiai veikiančias socialinio draudimo sistemą. Taip pat besikeičiantys rinkos poreikiai, lemiantys atitinkamų profesijų atsiradimą ir (ar) išnykimą, per(si)kvalifikavimo būtinybę, kas sąlygoja augantį nedarbo lygį, skurdą, *etc.* Visų iššūkių akivaizdoje valstybėms ir jų visuomenėms tenka susidurti su esminiais klausimais, tiesiogiai atliepiančiais tiek pagrindinių žmogaus teisių užtikrinimo poreikį, tiek prikeliančiais nuo seniausių laikų diskutuotinių principų, *inter alia* solidarumo principo ir su juo kartu veikiančių bei tarpusavyje derinamų kitų – teisingumo, proporcingumo ir lygiateisiškumo principų išraiškos, taikymo ir ribų klausimą.

Išanalizavus solidarumo principą ir jo bruožus (socialinės politikos srityje), kuris visuomenėje yra traktuojamas labai įvairiai, žinoma, jog pačia bendriausia prasme tai yra visuomenės ir jos narių tarpusavio atsakomybės ryšys, lemiantis teisių ir pareigų kilimą, kuris dažniausiai pasireiškia per socialinio teisingumo principo, derinamo su proporcingumo

principu, taikymą, ir siekia palaikyti asmenų lygybę. Todėl, kaip teigia, A. Supiot, solidarumas, nėra nei (socialinis) draudimas, nei pašalpa ir jis neturėtų skirstyti pasaulio tarp tų, kurie duotų negaudami, ir tų, kurie gautų neturėdami ką duoti: visi prisideda pagal savo galimybes ir gauna pagal savo poreikius (Supiot, 2013). Europos Sąjungos ir tarptautiniai teisės aktai kartu su laisve, lygybe ir teisingumu šiai dienai solidarumą iškelė į pagrindinių principų lygmenį, *inter alia* socialinės politikos srityje. Tačiau tuo pat metu liberali ideologija skatina kitokį požiūrį, teigdama, jog rinkos tvarka įkurta „didelė visuomenė“ solidarumui nėra naudinga (Hayek, 2013). Todėl kyla klausimas, ar solidarumas yra laikinos teisinės tvarkos, pasmerktos išnykti, komponentas, ar vienas iš nepakeičiamų elementų jos ateities perspektyvoje?

J. Bieliauskaitė įžvelgia stiprius individualizacijos procesus XXI amžiaus visuomenėse, kurie lemia asmenų susvetimėjimą, egoizmo stiprėjimą ir nepasitikėjimą vieni kitais – atitrūkumą nuo pirminių bendruomenių, t. y. šeimos, darbo kolektyvo, *etc.*, o globalizacijos ir Europos Sąjungos valstybėms narėms poveikyje, jos nuomone, solidarumas tampa formaliu gerovės valstybės principu, kurio vertė visuomenės akyse kaskart vis labiau menksta (Bieliauskaitė, 2011). V. Petrylaitės požiūris, kuriame solidarumas laikomas iš esmės prievartiniu socialinio draudimo sistemoje (Petrylaitė, 2012), taip pat paremia poziciją, jog solidarumas yra institucionalizuojamas ir jo pagrindine išraiška yra atitinkamas teisinis reguliavimas, įpareigojantis asmenis tam tikra apimtimi prisidėti prie kitų visuomenės narių gerovės, siekiant bendrų valstybės interesų patenkinimo. Todėl, disertacijos autorė daro išvada, jog solidarumui, kaip esminiam socialinės politikos principui, didžiojoje daugumoje atvejų gerovės valstybėse nesant savanorišku, esminiu klausimu yra ne jo egzistavimo ir išlikimo faktas ar reikalingumas, o jo ribos ir laipsnis, siekiant, jog būtų patenkinti visų visuomenės grupių teisės ir interesai, t. y. siekiant socialinės politikos tikslų (žmogaus socialinių teisių užtikrinimo), nebūtų pažeidžiamos kitų asmenų ir jų grupių teisės bei interesai.

Vis dėlto, nepaisant natūralių gyvenimo pokyčių nulemtų sprendimų valstybėje, kurie keičia visuomenės teisių ir pareigų vienu prieš kitus pusiausvyrą, įstatymų leidėjui įtvirtinant atitinkamą teisinį reguliavimą, solidarumo principas išliks ir veiks bent tokia apimtimi, kuri yra užprogramuota nacionaliniuose aukščiausios galios teisės aktuose – Konstitucijose. Jose nustatytos socialinės žmogaus teisės, už kurių garantavimą valstybė prisiima atsakomybę, negali būti paneigtos, dėl ko valstybė privalo įsiterpti į tam tikras visuomenės gyvenimo sritis ir sureguliuoti santykius jose.

Kiekvienas iššūkis, su kuriuo susiduria gerovės valstybės – ar tai būtų visuomenės sveikatos lygio pasikeitimas, ar demografinių rodiklių kitimas, *etc.* lemia socialinės politikos ir atskirų jos sričių reformas. Siekiant padėti šeimoms, auginančioms vaikus, valstybė

pareikalauja solidarumo iš vaikų neauginančių visuomenės grupių ir nustato atitinkamą teisinį reguliavimą – pvz., įtvirtinti „vaiko pinigai“, papildomos mokesčių lengvatos, *etc.* Matant tendencingą visuomenės senėjimą (Visuomenės struktūra ir senėjimas, 2020) ir darbingų asmenų skaičiaus mažėjimą, valstybė, remiantis konstitucinėmis nuostatomis (Visuomenės struktūra ir senėjimas, 2020), yra įpareigota žvelgti perspektyviai ir reformuoti pensijų sistemą, pvz., skatindama didesne dalimi asmenis kaupti savarankiškai jų pensiniam amžiui, dalyvauti privačiuose draudimo fonduose ar pan. Tame tarpe, A. Bitinas, išanalizavęs Lietuvos ir Prancūzijos pensijų sistemas, teigia, jog didėjantis socialinio draudimo biudžeto deficitas ir prastėjantys demografiniai rodikliai, lemia ne tik būtinybę atitinkamiems pakeitimams pensijų sistemoje, bet taip pat suponuoja būtinybę nukreipti valstybės taikomas priemones (tiek socialinės apsaugos, tiek darbo teisėje) asmenų užimtumui skatinti ir vyresniame amžiuje (Bitinas, 2016, p. 43-63.). Suprantama, jog tik pradėjus kurtis šiuolaikinės gerovės valstybės koncepcijai bei pradiniuose šių valstybių vystymosi etapuose, ypač esant ekonominiams pakilimams, šalys buvo daugiau ar mažiau pajėgios užtikrinti pakankamai aukšto lygio gerovę net ir ekonomiškai neaktyviems visuomenės nariams, tačiau, kaip pastebi kai kurie autoriai (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 56), jau daugiau nei prieš tris dešimtmečius išryškėjo pasikeitusi situacija, kuri lemia aktyvių darbo rinkos priemonių poreikį. Šiai dienai, demografiniams rodikliams tik prastėjant ir gerovės valstybių visuomenėms sparčiai senėjant, situacija išlieka tendencinga ir reikalaujanti taikyti solidarumo principą daugiau aktyvių, o ne pasyvių priemonių įgyvendinimui.

Valstybės ekonominės išgalės yra vienas svarbiausių veiksnių socialinėje politikoje nustatant jos kryptį. Tačiau taip pat svarbu, jog ekonominiai šalies rodikliai yra tampriai susiję su vykdoma socialine politika ir jos sėkme. Laikantis pozicijos, jog šiuolaikinės gerovės valstybės<sup>108</sup> siekis yra kiekvieno asmens saugumo didinimas per socialinės politikos priemones, suprantama, jog taip pat turi būti taikomas (bei skatinamas) ir atitinkamos apimties (laipsnio) solidarumas visuomenėje. Tokioje gerovės valstybėje, kai kurių Lietuvos autorių teigimu, svarbu taikyti tokią socialinę politiką, kuri būti patikima, apsaugota nuo piktnaudžiavimo ir (ar) polinkio elgtis neatsakingai ir, tame tarpe, svarbiausia rolė turėtų tekti „sparčiai reintegracijai į darbo rinką, o ne ilgalaikiai paramai darbingo amžiaus asmenims“ (Aidukaitė *et al*, 2012, p. 53-56). Suprantama, jog šiuolaikinės gerovės valstybės priimtinausia vizija būtų tokia, kuri talpintų savyje darnų ir subalansuotą ekonominį bei socialinį vystymąsi greta oraus gyvenimo užtikrinimo kiekvienam individui, tame tarpe, taikant universalią sveikatos, švietimo bei

---

<sup>108</sup> *Tų valstybių, kurios priskiriamos aukštos gerovės valstybių teoriniams modeliams.*

socialinės apsaugos sistemą su dosnėmis išmokomis ir plačiomis paslaugomis. Tačiau atsižvelgiant į anksčiau minėtus faktus ir vis naujus iššūkius, kylančius ne tik atskirose šiuolaikinėse gerovės valstybėse, *inter alia* Lietuvoje ir Prancūzijoje, bet bendrai visoje besiplečiančioje ir nuolatinį keitimąsi išgyvenančioje Europoje, abejojama ar socialinis solidarumas, kuriuo grindžiamos socialinės politikos sistemos, suponuoja šių sistemų universalumą ir dosnumą bei įpareigoja valstybes suteikti ir užtikrinti visiems jų visuomenės nariams plačias socialines garantijas, netaikant ribojimų, išlygų, griežtos diferenciacijos, kt.

Tačiau ne tik dosnios išmokos parodo solidarumo principo veikimo lygį. Valstybės socialinėje politikoje solidarumo principas gali pasireikšti labai aukštu laipsniu, net ir esant ribotiems valstybės ištekliams ekonomikos ir finansų srityje, dėl ko išmokos tokiu atveju toli gražu nepasižymėtų aukštomis kainomis. Vienas iš atvejų, minėtų ankstesniuose skyriuose, susijęs su prieš šiek tiek daugiau nei dešimtmetį (2008 m.) kilusia ekonomine krize<sup>109</sup>, parodė, jog būtent jos laikotarpiu solidarumo principas pradėjo dominuoti – apėmė plačią visuomenės dalį ir tuo pačiu pasižymėjo aukštu laipsniu. Konstitucinio Teismo 2010 m. balandžio 20 d. sprendime plėtojamoje socialinių garantijų mažinimo valstybėje ekonomikos ir finansų krizės metu doktrinoje, pabrėžiamas šių ribojimų atitikimas, *inter alia* lygiateisiškumo, teisingumo, proporcingumo ir socialinio solidarumo principų imperatyvams. Drastiškai pasikeitus ekonominei situacijai, kurios pasekoje žymiai sumažėja įnašai tiek į valstybės, tiek į socialinio draudimo biudžetą, solidarizuotis tenka tiek aktyvioms visuomenės grupėms, tiek pasyvioms, gaunančioms išmokas bei paslaugas, kuomet yra ne tik mažinami darbo užmokesčiai valstybiniame bei savivaldybių sektoriuje, bet taip pat socialinių išmokų dydžiai, naikinamos atitinkamos garantijos, *etc.*, tuo pačiu veikiant aukščiau minėtiems principams – teisingumui, lygybei ir proporcingumui, kurie lemia, jog tik iš mažiausias pajamas gaunančių ir sunkiausiai pragyvenančių asmenų solidarumo reikalauti negalima, nes būtų pažeista orių gyvenimo sąlygų riba (LR KT 2010 m. balandžio 20 d. sprendimas). T. Birmontienė taip pat pabrėžia, jog įstatymų leidėjas nustatydamas tokį teisinį reguliavimą, kuris apriboja asmenų socialinių poreikių tenkinimą ir jų socialines teises (pvz., mažinami senatvės pensijų dydžiai, motinystės ir tėvystės išmokų dydžiai, kt.), turi būti taipogi įvertinamas šių ribojimų būtinumas, jų proporcingumas siekiamam teisėtam tikslui, viešo intereso poreikis ir, svarbiausia, nepažeidžiamas lygiateisiškumo principas skirtingų visuomenės grupių atžvilgiu (Birmontienė, 2006, p. 325-336). Todėl solidarumo principas ir jo taikymas yra laikytinas ne tikslu patys

---

<sup>109</sup> *Ekonominė krizė gali būti suprantama kaip valstybės padėtis, įpareigojanti įstatymų leidėją imtis išskirtinių priemonių, kurios taip pat gali pateisinamai sąlygoti tam tikrus ribojimus, inter alia žmogaus socialinių teisių srityje (LR KT 2002 m. lapkričio 25 d. nutarimas).*

savaime, tačiau priemone siekti lygybės (koreliuojančios su žmogaus socialinėmis teisėmis) užtikrinimo visuomenėje.

Visuomenės grupių atskyrimas ir joms tenkančios nevienodos teisės bei pareigos kildinamos iš solidarumo principo ir priklauso nuo jo taikymo apimties bei jo santykio su kitais socialinės politikos principais. Solidarumo principo taikymo pasėkoje yra diferencijuojami ne tik asmenų socialiniai įsipareigojimai, bet ir garantijos (išmokų, į kurias įgyjama teisė, dydžiai, *etc.*). Deja, skirtumai visuomenėje pasireiškia ir neigiamais aspektais – socialine atskirtimi ir atskirų grupių balansavimu ties skurdo riba. Būtent skurdas yra vienas iš veiksnių, kuris lemia ir palaiko solidarumo principo valstybėje poreikį. Skurdas ir žmogaus orumą atitinkančios gyvenimo sąlygos – du matai, kurie reikalauja bet kuriame gerovės valstybės vystymosi etape, net ir tuose modeliuose, pagal kuriuos valstybės laikomos minimalios gerovės valstybėmis, visuomenės narių prisidėjimo (nors ir skirtinga apimtimi) prie išlaikymo ir pagalbos suteikimo tiems asmenims, kuriems ji yra reikalinga.

Skurdo amžius nesuskaičiuojamas – tai reiškinyz egzistavęs tiek, kiek siekia žmonijoje perduodamos žinios, o kai kurių autorių (Maceina, 1938, p. 7; Venckienė, 2013, p. 391-406) teigimu, skurdo ateitis taip pat garantuota ir neįmanomos jokios priemonės (net ir pačios teisingiausios socialinės santvarkos įtvirtinimas), kurios pilnai užkirstų kelią skurdui, lemiančiam socialinę atskirtį ir nelygybę visuomenėje. Nepaisant to, net ir esant neįmanomu socialinės nelygybės<sup>110</sup> panaikinimui, vis tiek reikalinga ir yra galima ją maksimaliai sumažinti ir (ar) sušvelninti (Krupavičius, 1930 iš Venckienė, 2013, p. 391-406). Tai, koks socialinės lygybės laipsnis yra tam tikroje visuomenėje, laikoma vienu iš socialinės valstybės rodiklių, kuris, suprantama, lemia, ar valstybė laikytina išsivysčiusia gerovės valstybe. K. Lapinskas pabrėžia, jog išsilaisvinimas iš skurdo pančių yra viena iš prielaidų asmenims tapti visaverčiais visuomenės nariais ir, *inter alia* socialinio gyvenimo dalyviais, taip pat pilna apimtimi naudotis savo teisėmis ir laisvėmis (Lapinskas, 2006, p. 366.), bei įgyti pareigas visuomenės atžvilgiu, kurios kildinamos iš solidarumo principo taikymo. Taigi, valstybei mažinant socialinę atskirtį ir skurdo lygį, siekiama tiek užtikrinti asmenų teises ir garantuoti orumą atitinkantį gyvenimo lygį, tiek sumažinti visuomenei tenkančią solidarumu grįstą naštą, išlaikant tuos visuomenės narius, kurie negali pasirūpinti savimi patys.

G. Esping-Andersen, aiškindamas gerovės valstybės veiklos kryptis, kurios apima ir pajamų nelygybės, skurdo bei socialinės atskirties problemų sprendimą, pažymi, jog teigiami rezultatai šioje srityje teigiamai veikia ir kitas sferas, *inter alia* asmenų išsilavinimo lygį,

---

<sup>110</sup> *Santykis tarp skurstančiųjų asmenų visuomenėje skaičiaus ir vidutinės pajamos gaunančiųjų skaičiaus.*

užimtumo lygį, demografinius pokyčius, *etc.* (Esping-Andersen, 1990). Tai reiškia, jog valstybės siekis „ištraukti“ asmenis iš skurdo ir sumažinti socialinę nelygybę, atliepia kiekvieno visuomenės nario interesus, nes pasiekus šių tikslų, mažėja socialinės paramos išlaidos, kadangi asmenims suteikiamos galimybės patiems pasirūpinti asmenine ir šeimos gerove. Todėl ši parama neturi tapti ilgalaikiu ir vieninteliu asmens ir jo šeimos pajamų šaltiniu bei sudaryti sąlygų asmenims nedėti pastangų patiems įgyti pajamų savo ir savo šeimos poreikių tenkinimui, kadangi tokiu atveju būtų paneigiami solidarumu grįstų santykių tikslai, kas reikštų besolidarizuojančios visuomenės grupės interesų pažeidimą. Taip pat, laikantis pirminės pozicijos, jog skurdas ir socialinė atskirtis – neįmanomos galutinai išspręsti ir nuolatinei pasikartojančios problemos, neabejotinas jų egzistavimas ir ateityje. Ligi šiol, išskyrus solidarumo principą, nėra žinoma kita teisinė priemonė, kuri galėtų padėti spręsti skurdo problemą ir su juo kovoti, siekiant asmenų lygybės per valstybės prisiimtus įsipareigojimus. Todėl, disertacijos autorė laikosi pozicijos, jog solidarumas ir jo veikimas ateities perspektyvoje išliks esminiu principu gerovės valstybių socialinės politikos srityje.

Taip pat svarbiu klausimu laikytinas solidarumo principo veikimo laukas. Paminėtina, jog kova su skurdu ir socialine atskirtimi gali būti tiesioginė ir netiesioginė, bei turinti trumpalaikį ir ilgalaikį rezultatą. Dosnios, pvz., socialinės paramos išmokos, suteikia sunkiai besiverčiantiems asmenims trumpalaikį finansinį saugumą, tačiau nepadės jiems ilgojoje perspektyvoje, nes nutraukus šių išmokų teikimą, asmuo vėl atsidurtų ant skurdo ribos ar žemiau jos. Tame tarpe, tokia sistema kvestionuotina ir teisingumo principo kontekste aktyvių, pajamas gaunančių ir valstybės biudžetą bei socialinio draudimo fondą finansuojančių, visuomenės narių atžvilgiu. Kaip buvo minėta ankstesniuose disertacijos skyriuose – mokslo prieinamumas ir jo kokybė lemia asmenų gyvenimo lygį ateityje. Kai kurie autoriai pažymi, jog tose gerovės valstybėse, kuriose valstybė garantuoja nemokamo kokybiško mokslo prieinamumą, skurdo ir socialinės nelygybės lygis yra mažesnis nei tose valstybėse, kuriose tinkamas švietimas nėra visiems prieinamas (Aidukaitė, Bogdanova, Guogis, 2012, p. 50). Asmens išsilavinimas ir įgyti gebėjimai, kvalifikacija, t.t., yra neatsiejami nuo fakto, ar asmuo bus konkurencingas darbo rinkoje, pajėgus joje išsilaikyti ir gauti atitinkamas pajamas, kurių dėka pats pasirūpintų savo ir savo šeimos gerove, bei gebėtų solidarizuotis pats tam, kad padėtų tiems asmenims, kuriems dotuoju metu yra reikalinga pagalba. Todėl, disertacijos autorė laikosi pozicijos, jog įstatymų leidėjo teisinis reguliavimas turėtų būti orientuotas į kovą su skurdu bei socialine nelygybe ilgojoje perspektyvoje, taikant ilgalaikį rezultatą turinčias tokias priemones, kaip švietimo ir ugdymo užtikrinimas, kvalifikacijos kėlimas, aktyvios užimtumo rėmimo

priemonės, skatinančios asmenų įsidarbinimą, *etc.*, kas atitiktų socialinio teisingumo ir solidarumo principų esmę.

Dar vienas svarbus aspektas siekiant tikslų, kurių link kelyje taikomas solidarumo principas, derinant jį su kitais socialinės politikos principais, yra įstatymų leidėjo nustatomo teisinio reguliavimo (įtvirtintų garantijų ir taikomų priemonių) sistemiškumas. Kai kurių Lietuvos autorių pastebėjimu, šeimos gerovė yra tiesiogiai priklausoma ne tik nuo solidarumo principo, bet ir nuo valstybės vykdomos darbo bei užimtumo politikos ir, žinoma, jos sėkmės, taip pat švietimo politikos, sveikatos apsaugos sistemos (Aidukaitė *et al*, 2012, p. 220). Tame tarpe, nuo valstybės vykdomos šeimos politikos, turinčios garantuoti šeimų gerovę, priklauso ne tik tiesioginis siekiamas tikslas, bet ir pvz., socialinio draudimo sistemos sėkmė ir pensinio amžiaus asmenų gerovė ta dalimi, kurią garantuoja valstybė socialinio draudimo išmokomis. Kadangi, kaip pastebi V. Vaičaitis „visuomenėje santykinai didėjant asmenų, sulaukusių senatvės pensijos amžiaus, ir mažėjant dirbančiųjų <...> galima pasiekti tokią ribą, kai socialinio solidarumo sistema tiesiog neveiks, nes bus per daug gaunančių ir per mažai mokančių“ (V. Vaičaitis, 2010, p. 36). Iš esmės visos socialinės politikos sritys yra neatsiejamai viena su kita susijusios ir viena kitą įtakojančios, todėl jos turi būti vertinamos sistemiškai tiek pat, kiek jose taikomos priemonės. Kitu atveju, rizikuojama ne tik pažeisti atskirų visuomenės grupių interesus, bet taip pat netikslingai švaistyti valstybės išteklius, tuo pačiu užkraunant nepagrįstą finansinę našta visiems visuomenės nariams, kuriems ji yra padalijama, veikiant solidarumo principui. Kadangi priemonės taikant atskirai, nekuriant sistemos ir (ar) nevertinant jos ypatumų, nėra pasiekiami išsikelti tolimieji tikslai, kaip pvz., skurdo ir socialinės atskirties mažinimas, šeimų gerovės užtikrinimas, tinkamo asmens gyvenimo lygio garantavimas pensiniame amžiuje, *etc.*

Apibendrinant, solidarumas, kaip esminis gerovės valstybės socialinės politikos principas, tinkamai veikia ir pasiekia tikslų tada, kada yra taikomas, *inter alia* jį derinant su kitais principais – teisingumu, proporcingumu ir lygiateisiškumu, sistemiškai visose socialinės politikos srityse, kurios yra neatsiejamai viena nuo kitos susijusios, ir siekiant ilgalaikių tikslų skurdo, socialinės nelygybės mažinimo ir visuotinės gerovės užtikrinimo srityse, bei atsižvelgiant į kylančių iššūkių nacionaliniu ir globaliu mastu tendencijas, bei būtiną užtikrinti asmenims gebėjimą (švietimo, sveikatos apsaugos, kt. pagalba), nepaisant besikeičiančių gyvenimo sąlygų, patiems užsitikrinti savo ir savo šeimų gerovę. Solidarumo principas išliks ir veiks gerovės valstybių socialinėse politikose bent artimiausioje ateityje, kadangi šiuo metu nėra žinoma jokia kita priemonė, kuri galėtų užtikrinti valstybės pareigą, kildinamą iš konstitucinių nuostatų garantuoti socialines žmonių teises, kurios yra tiesiogiai susijusios su

skurdo mažinimu ir lygybės užtikrinimu, per nustatomą atitinkamą teisinį reguliavimą. Nepaisant to, solidarumas, šiuolaikiniame kontekste (visuomenių senėjimas, kintantis demografinis lygis, kt.), manytina, pasiekia ilgalaikių tikslų tik tada, kai veikia sistemiškai taikomose priemonėse (per reikalingas paslaugas, derinamas kartu su trumpalaikėmis išmokomis, *etc.*) ir kai yra orientuotas į visuomenės įgalinimą pačiai rūpintis savo gerove ir prisidėti prie pagalbos teikimo tiems, kuriems ji reikalinga, bei finansavimo tų sričių (švietimo, mokslo, sveikatos apsaugos), kurios įgalintų ir sekančias kartas prisiimti atsakomybę už savo likimą bei solidarizuotis, esant poreikiui.

## IŠVADOS

1. Šiuolaikinė gerovės valstybė (siaurąja prasme dar kitaip vadinama socialine) yra tokia valstybė, kurios aukščiausios teisinės galios teisės aktuose yra įtvirtintos žmogaus socialinės teisės ir įstatymuose nustatytas atitinkamas jas užtikrinantis teisinis reguliavimas, garantuojantis kiekvienam visuomenės nariui orias, saugias ir tinkamas gyvenimo sąlygas, koreliuojančias su tokiomis objektyviomis aplinkybėmis, kaip asmens finansinė padėtis ir (ar) socialinis statusas. Šios konstitucinės teisės taip pat suponuoja valstybės pareigą jos vykdomos socialinės politikos (kurią sudaro žmogaus socialinių teisių užtikrinimas socialinės paramos ir socialinio draudimo, sveikatos apsaugos, užimtumo ir švietimo, šeimos, ir kt. politikos srityse) priemonėmis sudaryti asmenims objektyvias sąlygas, leidžiančias patiems savo pastangomis užsitikrinti asmeninę ir savo šeimos gerovę bei būti pilnaverčiais visuomenės gyvenimo dalyviais. Šios priemonės įgalinamos socialinio solidarumo principo (kuris lemia visuomenės narių teisių ir pareigų vieniems kitų atžvilgiu kilimą, pasireiškiantį per socialinį (perskirstomąjį) teisingumą) pagrindu.

Skirtingus gerovės valstybės modelius lemia atsakomybės už individo gerovės užtikrinimą pasidalijimo laipsnis tarp valstybės, visuomenės ir rinkos. Tačiau visiems modeliams būdinga kuo didesnio asmenų užimtumo sąlyga, kuri, priklausomai nuo kiekvieno modelio, sudaro galimybes: (I) suteikti pagalbą visiems visuomenės nariams, atsižvelgiant į objektyvų poreikį, (II) garantuoti dideles išmokas asmenims pakliuvusiems į socialinę riziką, remiantis jų dalyvavimo draudimo sistemoje faktu, susietu su buvimu darbo rinkoje, (III) įgalinti visuomenės narius rūpintis tik savimi ir savo šeima per asmeniškai gaunamas pajamas iš darbinės ar profesinės veiklos.

LR Konstitucijoje įtvirtintos konkrečios socialinės teisės bei garantijos jas suteikti, atsakomybę prisiimant valstybei ir ją pasidalijant su visuomenės nariais, lemia, jog Lietuva nėra priskirtina minimalios gerovės (liberaliajam) modeliui. Tuo pačiu LR Konstitucinio Teismo išaiškinimas, jog solidarumo principas nepaneigia asmeninės kiekvieno individo atsakomybės už savo likimą, suponuoja atitinkamą gerovės valstybės modelį, nutolindamas jį nuo socialdemokratiniam modeliui būdingų bruožų. Pagal esamas socialines garantijas, Lietuva priskirtina mišriam posovietinių valstybių modeliui, kuriam būdingas socialinio draudimo dominavimas socialinės apsaugos sistemoje ir plati visuomenės narių aprėptis socialinėje paramoje, tačiau nedidelės išmokos, kas suponuoja žemesnį nei vidutinį solidarumo laipsnį.

Savo ruožtu Prancūzijos, kaip gerovės valstybės, modelis grindžiamas nacionalinio solidarumo principu, taikomu visiems piliečiams. Iš jo kildinamas plačios apimties socialinės paramos sistemos taikymas, kas atspindi socialdemokratiniam modeliui būdingus bruožus. Nepaisant to, Prancūzijoje dominuoja privalomasis socialinis draudimas, greta kurio veikia kompleksinė papildomų (dažnais atvejais privalomų, atsižvelgiant į asmens priklausymą tam tikrai profesinei, *etc.* grupei) draudimo režimų sistema, sumoje garantuojanti didesnes išmokas ir (ar) platesnes sveikatos paslaugas. Tai, jog didžioji socialinės apsaugos sistemos dalis grindžiama dirbančiųjų įtraukimu į ją, ir atsakomybė už asmenų gerovę iš esmės yra pasidalijama atitinkama apimtimi tarp valstybės ir pačių visuomenės narių (*inter alia* tarpusavyje solidarizuojasi atskiros darbo rinkoje dalyvaujančios visuomenės grupės), lemia Prancūzijos valstybės priartėjimą prie konservatyviojo modelio.

2. Gerovės valstybės ir solidarumo principo santykis pasireiškia tuo, kad tokios valstybės pareiga užtikrinti asmenų socialines teises įpareigoja įstatymų leidėją, reglamentuojant santykius atitinkamose visuomenės gyvenimo srityse, nustatyti tokį teisinį reguliavimą, kuriuo būtų padalyta finansinė našta visuomenės nariams. Tam yra pasitelkiamas solidarumo principas, kaip priemonė pasiekti minėtam valstybės tikslui, per teisių ir pareigų visuomenės nariams vieniems kitų atžvilgiu nustatymą.

Tuo tarpu tarptautinių ir ES teisės aktų nuostatos suponuoja, jog solidarumo principas, įgyvendinant žmogaus socialines teises, veikia valstybės finansinių išgalių ir valstybės įsipareigojimo užtikrinti asmens orumą, kaip maksimalaus ir minimalaus matų (standartų), ribose.

3. Solidarumo principo taikymas socialinės politikos srityje, siekiant nepaneigti aktyvios prie socialinės apsaugos finansavimo prisidedančios visuomenės dalies teisių ir interesų, suponuoja įstatymų leidėjui pareigą nustatyti tokį teisinį reguliavimą, kuriuo būtų sukuriama paskata asmenims, kuriems buvo suteikta teisė į pagalbą (išmoką, paslaugą, *etc.*), kuo greičiau ir (ar) sėkmingiau integruotis ar grįžti į darbo rinką, užsiimti profesine ar kita veikla, garantuojančia pajamas. Šis principas neturi būti suprantamas, kaip prielaidų gyventi iš svetimo gerbūvio sudarymas.
4. Teisingas (proporcingas darbo pobūdžiui ir apimčiai) apmokėjimas už darbą yra sąlyga tinkamam solidarumo principo funkcionavimui gerovės valstybėje, kadangi lemia galimybę asmenims patiems susikurti gerovę dotuoju metu ir užsitikrinti ją ateityje (ištikus rizikai) socialinio draudimo pagrindu. Atsižvelgiant į Prancūzijos pavyzdį, siekiant, kad asmenų, kurie dirba, gyvenimo lygis nebūtų žemesnis nei skurdo riba,

reikšmingas ne tiek socialinės paramos išmokų kiekis ir įvairovė, kiek aukšto minimalaus darbo užmokesčio dydžio nustatymas.

5. Asmenims suteikiamos teisės į išmokas, paslaugas ir kitas pagalbos formas turi veikti kompleksiskai. Kompleksinės pagalbos priemonės turi būti tokios, kad skatintų asmenis išlaikyti profesinės veiklos nepertraukiamumą arba į ją operatyviai sugrįžti, *inter alia* derinti asmeninį-profesinį gyvenimą. Šiuo aspektu perimtini gerieji pavyzdžiai iš Prancūzijos socialinės apsaugos šeimos srityje, kurioje, pvz., sudaromos galimybės dirbti ne visą darbo laiką, gaunant darbo užmokestį, ir tuo pačiu metu gauti proporcingą dalį socialinės išmokos. Taip pat Prancūzijoje aukštesnį nei Lietuvoje solidarumo laipsnį lemia didesnės išmokos, nors ir mokamos trumpesnį laikotarpį. To rezultate Prancūzijoje tėvams yra užtikrinamas iki vaiko gimimo, po kurio padaugėja išlaidų, turėtas pajamų lygis ir tuo pačiu greitesnis, todėl ir lengvesnis, sugrįžimas į darbo rinką.
6. Socialinio teisingumo principas, siekiant sudaryti kuo palankesnes sąlygas kiekvienam visuomenės nariui dirbti, užsiimti profesine veikla ir pačiam kurti asmeninę gerovę sau ir savo šeimai, suponuoja poreikį nuo pirmųjų kiekvieno asmens gyvenimo etapų užtikrinti aukšto lygio atitinkamų viešųjų paslaugų, kurios sudaro prielaidas, *inter alia* įgyti išsilavinimą ir kvalifikaciją, palaikyti tinkamą sveikatos būklę, *etc.*, ir būti konkurencingais rinkos dalyviais, prienamumą. Dėl to prioritetu, perskirstant lėšas, turėtų būti tokių sričių ir priemonių, kaip švietimo, sveikatos priežiūros, šeimos-darbo balanso, kt. finansavimas.
7. Išskyrus solidarumo principą, šiai dienai nėra žinoma kita priemonė, kuri įgalintų socialinio teisingumo principo veikimą asmenų socialinių teisių užtikrinimui ir lygybės visuomenėje siekimui, kovojant su skurdu. Todėl teisinėse sistemose tų gerovės valstybių, kurios prisiima platesnę atsakomybės dalį, nei tik tokia, kuri reikalinga minimaliai visuomenės narių gerovei užtikrinti, šis principas laikytinas išsaugosiančiu savo reikšmę bent artimiausioje ateities perspektyvoje.

# ŠALTINIŲ SĄRAŠAS – ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

## 1. Norminiai teisės aktai – Législation

### 1.1. Tarptautiniai norminiai teisės aktai – Législation internationale

- 1) Social Security (Minimum Standards) Convention. International Labour Organisation, 1952, No. 102.
- 2) Tarptautinės darbo organizacijos konvencija Nr. 131 dėl minimalaus darbo užmokesčio nustatymo, ypač atsižvelgiant į besivystančias šalis. Valstybės žinios, 1996-04-03, Nr. 30-736.
- 3) Tarptautinės darbo organizacijos deklaracija dėl socialinio teisingumo siekiant sąžiningos globalizacijos, 2008 m. birželio 10 d. priimta Tarptautinės darbo konferencijos 97-oje sesijoje Ženevoje.
- 4) Tarptautinis ekonominių, socialinių ir kultūrinių teisių paktas. Valstybės žinios, 2002-08-02, Nr. 77-3290.
- 5) Visuotinė žmogaus teisių deklaracija. Valstybės žinios, 2006-06-17, Nr. 68-2497.

### 1.2. Europos Sąjungos norminiai teisės aktai – Législation de l'Union Européenne

- 6) Europos socialinė chartija (pataisyta). Valstybės žinios, 2001-06-08, Nr. 49-1704.
- 7) Europos parlamento ir tarybos direktyva 2019/1158 dėl tėvų ir prižiūrinių asmenų profesinio ir asmeninio gyvenimo pusiausvyros, kuria panaikinama Tarybos direktyva 2010/18/ES. Europos Sąjungos oficialusis leidinys L 188/79, 2019-06-20.
- 8) Europos žmogaus teisių ir pagrindinių laisvių konvencija. Valstybės žinios, 1995-05-16, Nr. 40-987.
- 9) Lisabonos sutartis. Europos Sąjungos oficialusis leidinys, C 306, 2007-12-17.
- 10) Pagrindinių teisių chartija. Europos Sąjungos oficialusis leidinys, 2016/C 202/02.

11) Tarybos Direktyva 76/207/EEB dėl vienodo požiūrio į vyrus ir moteris principo taikymo įsidarbinimo, profesinio mokymo, pareigų paaukštinimo ir darbo sąlygų atžvilgiu. Europos Sąjungos oficialusis leidinys, 1976-02-09.

### **1.3. Lietuvos Respublikos norminiai teisės aktai – Législation lituanienne**

12) Lietuvos Respublikos Konstitucija. *Valstybės žinios*. 1992, Nr. 33-1014.

13) Lietuvos Respublikos gyventojų pajamų mokesčio įstatymas. *Valstybės žinios*, 2002-07-19, Nr. 73-3085.

14) Lietuvos Respublikos išmokų vaikams įstatymas. *Valstybės žinios*, 1994-11-18, Nr. 89-1706.

15) Lietuvos Respublikos Lietuvos Nepriklausomybės Akto signatarų ir Lietuvos Laisvės Kovos Sąjūdžio Tarybos 1949 m. vasario 16 d. deklaraciją pasirašiusių asmenų statuso įstatymas. *Valstybės žinios*, 2003-10-29, Nr. 101-4543.

16) Lietuvos Respublikos ligos ir motinytės socialinio draudimo įstatymas. *Valstybės žinios*, 2000, Nr. 111-3574.

17) Lietuvos Respublikos mokesčių administravimo įstatymas. *Valstybės žinios*, 2004-04-28, Nr. 63-2243.

18) Lietuvos Respublikos mokslo ir studijų įstatymo Nr. XI-242 pakeitimo įstatymas. *TAR*, 2016-07-14, Nr. 20555

19) Lietuvos Respublikos nedarbo socialinio draudimo įstatymas. *Valstybės žinios*, 2004, Nr. 4-26.

20) Lietuvos Respublikos nelaimingų atsitikimų darbe ir profesinių ligų socialinio draudimo įstatymas. *TAR*, 2016-07-05, Nr. 18827.

21) Lietuvos Respublikos papildomo savanoriško pensijų kaupimo įstatymas. *Valstybės žinios*, 1999, Nr. 55-1765.

22) Lietuvos Respublikos pensijų kaupimo įstatymas. *Valstybės žinios*, 2003, Nr. 75-3472.

23) Lietuvos Respublikos pensijų kaupimo įstatymo Nr. IX-1691 pakeitimo įstatymas. *TAR*, 2018-07-05, Nr. 11459.

- 24) Lietuvos Respublikos pensijų sistemos reformos įstatymas. *Valstybės žinios*, 2002, Nr. 123- 5511.
- 25) Lietuvos Respublikos piniginės socialinės paramos nepasiturintiems gyventojams įstatymas. *Valstybės žinios*, 2003-07-23, Nr. 73-3352.
- 26) Lietuvos Respublikos Prezidento valstybinės rentos įstatymas. *Valstybės žinios*, 2006-12-28, Nr. 141-5405.
- 27) Lietuvos Respublikos profesinio mokymo įstatymas. *Valstybės žinios*, 1997, Nr. 98-2478.
- 28) Lietuvos Respublikos socialinių paslaugų įstatymas. *Valstybės žinios*, 2006, Nr. 17-589.
- 29) Lietuvos Respublikos sveikatos draudimo įstatymas. *Valstybės žinios*, 1996-06-12, Nr. 55-1287.
- 30) Lietuvos Respublikos sveikatos sistemos įstatymas. *Valstybės žinios*, 1994-08-17, Nr. 63-1231.
- 31) Lietuvos Respublikos švietimo įstatymas. *Valstybės žinios*. 1991, Nr. 23-593.
- 32) Lietuvos Respublikos švietimo įstatymo pakeitimo įstatymas. *Valstybės žinios*, 2011-03-31, Nr. 38-1804.
- 33) Lietuvos Respublikos valstybės apdovanojimų įstatymas. *Valstybės žinios*, 2002, Nr. 68-2762
- 34) Lietuvos Respublikos valstybinių pensijų įstatymas. *Valstybės žinios*, 1994-12-30, Nr. 101-2018.
- 35) Lietuvos Respublikos valstybinio socialinio aprūpinimo sistemos pagrindų įstatymas. *Valstybės žinios*, 1990, Nr. 32-61.
- 36) Lietuvos Respublikos valstybinio socialinio draudimo įstatymas. *Valstybės žinios*, 1991, Nr. 17-447.
- 37) Lietuvos Respublikos valstybinių socialinio draudimo pensijų įstatymas. *Valstybės žinios*, 1994-08-03, Nr. 59-1153.
- 38) Lietuvos Respublikos užimtumo rėmimo įstatymas. *TAR*, 2016-07-05, Nr. 18825.

- 39) Lietuvos Respublikos Aukščiausiosios Tarybos-Atkuriamojo Seimo nutarimas „Dėl Lietuvos nacionalinės sveikatos koncepcijos ir jos įgyvendinimo“. *Valstybės žinios*, Nr.33-893, 1991.
- 40) Lietuvos Respublikos Prezidento 2007 m. liepos 5 d. dekretas Nr. 1K–1041 „Dėl Lietuvos Respublikos Seimo priimto Lietuvos Respublikos valstybinio socialinio draudimo įstatymo 5, 8, 19, 25, 27, 28, 29, 30 straipsnių papildymo ir pakeitimo įstatymo grąžinimo Lietuvos Respublikos Seimui pakartotinai svarstyti“. *Valstybės žinios*, 2007. Nr. 77-3071.
- 41) Lietuvos Respublikos Vyriausybės nutarimas dėl Lietuvos Respublikos sveikatos draudimo įstatymo Nr. I-1343, 17 straipsnio pakeitimo įstatymo projekto Nr. XIIIIP-866, 2017-12-13, Nr. 1049. *TAR*, 2017-12-20, Nr. 20446.
- 42) Lietuvos Respublikos Vyriausybės nutarimas Nr. 360 dėl socialinės paramos koncepcijos. *Valstybės žinios*, 1994, Nr. 36-653.
- 43) Lietuvos Respublikos Vyriausybės nutarimas dėl Lietuvos Respublikos šalpos pensijų įstatymo Nr. I-675, 10 ir 15 straipsnių pakeitimo įstatymo projekto Nr. XIIIIP-4432. *TAR*, 2020-12-28, Nr. 28658.
- 44) Lietuvos Respublikos sveikatos apsaugos ministro 2004 m. balandžio 8 d. įsakymas Nr. V- 208 „Dėl būtiniosios medicinos pagalbos ir būtiniosios medicinos pagalbos paslaugų teikimo tvarkos bei masto patvirtinimo“. *Valstybės žinios*, 2004, Nr. 55-1915.

#### **1.4. Prancūzijos Respublikos norminiai teisės aktai – Législation française**

- 45) Constitution de la République française du 4 octobre 1958. *Journal officiel de la République française*, No. 0238. 1958.
- 46) Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946. Interaktyvi nuoroda: <https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/preambule-de-la-constitution-du-27-octobre-1946>.
- 47) Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Interaktyvi nuoroda: <https://www.conseil-constitutionnel.fr/le-bloc-de-constitutionnalite/declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen-de-1789>.

- 48) Le décret d'Allarde du 2 mars 1791 / Loi du 17 mars 1791 portant suspension de tous les droits d'aides, de toutes les maîtrises et jurandes et établissement des droits de patente.
- 49) Décret du 14 juin 1791 relatif aux assemblées d'ouvriers et artisans de même état et profession, dit "Loi Le Chapelier".
- 50) L'Ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale. *Journal officiel de la République française*, 1945.
- 51) Code de l'action sociale et des familles. Annoté & commenté - 15e ed. *Dalloz*, 2019.
- 52) Code de la mutualité. *Argus De L'assurance*, 2018.
- 53) Code de la santé publique. Annoté et commenté en ligne - 33e ed. *Dalloz*, 2019.
- 54) Code de la sécurité sociale. Codes Bleus. *LexisNexis*, 2015.
- 55) Code des pensions civiles et militaires de retraite. *LegiFrance*, 2019.
- 56) LOI du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats professionnels.
- 57) LOI n° 55-366 du 3 avril 1955 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour l'exercice 1955 (I:Charges communes).
- 58) LOI n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.
- 59) LOI n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites.
- 60) LOI n° 2013-504 du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi (1).
- 61) LOI n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie (1).
- 62) LOI n° 2018-1213 du 24 décembre 2018 portant mesures d'urgence économiques et sociales (1).
- 63) LOI n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 (1).

### **1.5. Kitų užsienio šalių norminiai teisės aktai – Législation des autres États**

64) La Constitution de la République italienne de 1947. *Gazzetta Ufficiale*, 1947, no 298.

65) La Constitution Espagnole de 1978. Madrid: *Agencia Estatal Boletín Oficial del Estado*.

#### **1.6. Rekomendaciniai aktai, komunikatai ir komentarai – Recommandations, communications et commentaires**

66) Assemblée nationale, Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 23 janvier 2019. Proposition de LOI *visant à augmenter le salaire minimum et interprofessionnel de croissance et les salaires en accompagnant les très petites entreprises et petites et moyennes entreprises*. 2019.

67) Europos Komisijos 2005 m. spalio 25 d. komunikatas Europos Parlamentui, Tarybai, Europos ekonomikos ir socialinių reikalų Komitetui bei Regionų Komitetui „Visų Europos galimybių išnaudojimas: 2006 m. Komisijos teisėkūros ir darbo programa“, KOM(2005) 531 galutinis.

68) Europos Komisijos 2007 m. gegužės 10 d. komunikatas Europos Parlamentui, Tarybai, Europos ekonomikos ir d. socialinių reikalų komitetui ir Regionų komitetui „Skatinti kartu solidarumą“, KOM(2007) 0244 galutinis.

69) Europos Komisijos komunikatas, Briuselis, 2016 12 07 COM(2016) 942 galutinis.

70) Europos Komisijos komunikatas. Darni Europa – iki 2030 m. Briuselis, 2019 01 30 COM(2019) 22 galutinis.

71) Europos Komisijos komunikatas, Briuselis, 2020 06 26 COM(2020) 288 galutinis.

72) Europos Komisijos komunikatas. 2020 m. Europa, pažangaus, tvaraus ir integracinio augimo strategija. Briuselis, 3.3.2010 KOM(2010) 2020 galutinis.

73) Europos Sąjungos pagrindinių teisių agentūros komentaras dėl ES pagrindinių teisių chartijos nuostatų. Interaktyvi prieiga: <https://fra.europa.eu/en/eu-charter/title/title-ii-freedoms>.

74) Europos Socialinė Chartija: vadovas. Vilnius: *Lietuvos žmogaus teisių centras*, 2002.

- 75) Europos Tarybos 1992 m. birželio 24 d. rekomendacija 92/441/EEB „Dėl pakankamų pajamų ir socialinės paramos socialinės apsaugos sistemose bendrų kriterijų“. 1992, OL, L245.
- 76) Ministère des Solidarités et de la Santé. Qu'est-ce que le RSA ? Le 27 novembre 2014.
- 77) Protokolas dėl subsidiarumo ir proporcingumo principų taikymo. Europos Sąjungos oficialusis leidinys C 310/207.

## **2. Specialioji literatūra – Littérature spécialisée**

### **2.1. Monografijos, disertacijos, komentarai, vadovėliai, traktatai – Monographies, Theses, Ouvrages, Manuels, Traités**

- 78) ABEL-SMITH, Brian; TITMUSS, Kay. The Philosophy of Welfare: selected writings of Richard M. Titmuss. London: Allen & Unwin, 1987.
- 79) AIDUKAITĖ, Jolanta; BOGDANOVA, Natalija; GUOGIS, Arvydas. Gerovės valstybės kūrimas Lietuvoje: mitas ar realybė? Vilnius: Lietuvos socialinių tyrimų centras, 2012.
- 80) ALISON, Jones; BRENDA, Sufrin. EU Competition Law. Text, Cases, and Materials. Oxford University Press, 2005.
- 81) ANDRULIENĖ, Akvilė et al. Žmogaus teisės. Diskriminacijos draudimas Lietuvos ir tarptautinėje teisėje. Vilnius: Lietuvos žmogaus teisių centras, 2004.
- 82) ANZENBACHER, Arno. Filosofijos įvadas. Vilnius: Katalikų pasaulis, 1992.
- 83) ARISTOTELIS. Rinktiniai raštai. Nichomako etika. Vilnius: Mintis, 1990.
- 84) ARISTOTE. Ethique de Nicomaque. Paris: Flammarion, 1992.
- 85) ARNE, Serge. Existe-t-il des normes supra-constitutionnelles ? Contribution à l'étude des droits fondamentaux et de la constitutionnalité. Paris: Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1993.
- 86) AVRIL, Pierre; GICQUEL, Jean. Lexique. Droit constitutionnel. Paris: PUF, 1995.
- 87) BALLOT, Elodie. Les insuffisances de la notion de droits fondamentaux. Mare et Martin, 2014.

- 88) BARAK, Aharon. Proportionality: Constitutional Rights and Their Limitations. Cambridge: Cambridge University Press, 2012.
- 89) BARRY, Brian. Teisingumo teorijos. Socialinio teisingumo traktatas. I tomas. Vilnius: Eugrimas, 2002
- 90) BAUBLYS, Linas. Antikinė teisingumo samprata ir jos įtaka Vakarų teisės tradicijoje. Vilnius: Mykolo Romerio universitetas, 2005.
- 91) BEINORAVIČIUS, Darius; BIRMONTIENĖ, Toma; BUTVILAVIČIUS, Darius et al. Lyginamoji konstitucinė teisė. Vadovėlis. MRU, Registrų centras, 2016.
- 92) BERNOTAS, Dainius; GUOGIS, Arvydas. Socialinės politikos modeliai: dekomodifikacijos ir savarankiškai dirbančiųjų problemos. Vilnius: LTU Leidybos centras, 2003.
- 93) BIELIAUSKAITĖ, Jolanta. Šiuolaikinė socialinės teisinės valstybės samprata. Daktaro disertacija Socialiniai mokslai, teisė (01 S). Vilnius: MRU, 2011.
- 94) BIOY, Xavier. Droits fondamentaux et libertés publiques. Paris: Editions Lextenso, 2014.
- 95) BIRMONTIENĖ, Toma. Žmogaus teisių konstitucinė samprata. Lietuvos konstitucinė teisė: raida, institucijos, teisių apsauga, savivalda. Kolektyvinė monografija. Vilnius: MRU 2007.
- 96) BIRMONTIENĖ, Toma; ČEKANAVIČIUS, Linas; LAZUTKA, Romas et al. Žmogaus socialinė raida. Vadovėlis. Vilnius: Homo liber, 2001.
- 97) BITINAS, Audrius; TARTILAS, Juozapas; LITVAITIENĖ, Jovita. Socialinės apsaugos teisė. Vilnius: MRU Leidybos centras, 2011.
- 98) BITINAS, Audrius. Socialinė apsauga Europos Sąjungoje: pensijų sistemų modernizavimas. Vilnius: Leidykla MES, 2011.
- 99) BORGETTO, Michel. La notion de fraternité en droit public français. Le passé, le présent et l'avenir de la solidarité. Paris: LGDJ, 1993.
- 100) BOURGEOIS, Léon. Solidarité. Nabu Press, 2010.
- 101) BRAIBANT, G. Le principe de proportionnalité. Mélanges offerts à Marcel Waline : le juge et le droit public. Paris: LGDJ, 1974.

- 102) CHEVALLIER, Jacques. Le service public. Paris: Presses Universitaires de France, 1987.
- 103) CHEVALLIER, Jacques. L'État post-moderne. Paris: Librairie générale de droit et de jurisprudence, 2014.
- 104) DAMON, Julien; PAUGAM, Serge. Les politiques familiales en enjeux. Repenser la solidarité. Paris: Presses Universitaires de France, 2007.
- 105) DANLEY, John R. Robert Nozick and the Libertarian Paradox. Mind New Series, Vol. 88, No. 351. UK: Oxford University Press, 1979.
- 106) DERESZOWSKI, Hélène. La solidarité selon la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Bruxelles: Pour la Solidarité, 2011.
- 107) DUHAMEL, Olivier; MENY, Yves. Dictionnaire constitutionnel. Paris: Presses Universitaires de France, 1992.
- 108) DURKHEIM, Emile. The Division of Labour in Society. USA: The Free Press of Glencoe, Illinois, 1960.
- 109) DOUGAN, Michael; SPAVENTA, Eleanor. Wish You Weren't Here... New Models of Social Solidarity in the European Union. Social welfare and EU law. Oxford: Hart Publishing, 2005.
- 110) DUGUIT, Léon. Le Droit social, le droit individuel et les transformations de l'État. Paris: Félix Alcan, 1911.
- 111) DWORKIN, Ronald. Laisvė, lygybė, bendruomenė. Šiuolaikinė politinė filosofija (sudarė Janos Kis). Vilnius: Pradai, 1998.
- 112) DWORKIN, Ronald. Rimtas požiūris į teises. Vilnius: Lietuvos rašytojų sąjungos leidykla, 2004.
- 113) EINHORN, Eric S; LOGUE, John. Modern welfare states. Scandinavian Politics and Policy in the Global Age. London: Praeger, 2003.
- 114) ELSTER, Jon. Local Justice. How Institutions Allocate Scarce Goods and Necessary Burdens. Cambridge University Press, 1992.
- 115) ESPING – ANDERSEN, Gósta. The Three Worlds of Welfare Capitalism. Cambridge: Polity Press, 1990.

- 116) ESPING-ANDERSEN, Gósta. Social Foundations of Postindustrial Economies. Oxford: University Press, 1999.
- 117) ESPING-ANDERSEN, Gósta. Les trois mondes de l'Etat-providence: essai sur le capitalisme moderne. Paris: Presses Universitaires de France, 2007.
- 118) EWALD, François. L'État-providence. Paris: Le Seuil, 1986.
- 119) FARRINGTON, Dennis; PALFREYMAN, David. The Law of Higher Education. Oxford, 2016.
- 120) FRIEDMAN, Milton. Capitalisme et liberté. Leduc.S Éditions, 2010.
- 121) FROMONT, Michel. Le principe de proportionnalité. AJDA, 1995.
- 122) GOESEL-LE BIHAN, Valérie. Le contrôle de proportionnalité exercé par le Conseil constitutionnel : présentation générale. Les Petites Affiches, 2009, n° 46.
- 123) GUDŽINSKAS, Liutauras. Pokomunistinių valstybių ir jų gerovės režimų transformacija: baltijos šalių lyginamoji analizė. Daktaro disertacija, Socialiniai mokslai, politikos mokslai (02 S), Vilnius, 2012.
- 124) GUOGIS, Arvydas. Socialinės politikos modeliai. Vilnius: Eugrimas. 2000.
- 125) GUOGIS, Arvydas. Socialinės politikos modeliavimas Europos integracijos procese: Lietuvos atvejis. Socialdemokratinės minties instituto 2006 m. vasario 25 d. konferencija „Gerovės valstybė“. Vilnius: Lietuvos socialdemokratų sąjunga, 2004.
- 126) HAYEK, Friedrich. Droit, législation et liberté. Paris: Presses Universitaires de France, 2013.
- 127) HECLLO, Hugh. Modern Social Politics in Britain and Sweden. London: ECPR Press, 2010.
- 128) HOBBS, Thomas. Leviatanas. Vilnius: Pradai, 1999.
- 129) HOUNIEU, Jean-Pierre. La solidarité nationale en droit public français. Thèse en droit. Bordeaux, 2003.
- 130) HUME, David. Traktatas apie žmogaus prigimtį. Vilnius: Charibdė, 2007.
- 131) JARAŠIŪNAS, Egidijus. Daugybė šiuolaikinės konstitucijos veidų: bendri ir individualūs bruožai. Konstitucinio reguliavimo įvairovė. Vilnius: MRU, 2006.

- 132) JACQUINOT, Nathalie. La constitutionnalisation de la solidarité. Toulouse: Librairie générale de droit et de jurisprudence, 2009.
- 133) KAARIAINEN, Juha; LEHTONEN, Heikki. The Variety of Social Capital in Welfare State Regimes – a Comparative Study of 21 Countries. *European Societies*, Vol. 8 (1), 2006.
- 134) KABAŠINSKAITĖ, Dalė. Vaiko teisės ir politika: socialinių edukacinių rekonstrukcijų kontekstai. Daktaro disertacijos santrauka. Šiauliai: Šiaulių universitetas, 2006.
- 135) SAMPFORD, Charles J. G.; GALLIGAN, Denis James. Law, Rights and the Welfare State. London: Croom Helm, 1986.
- 136) KŪRIS, Egidijus. Lietuvos Respublikos Konstitucijos principai. Lietuvos konstitucinė teisė. 2 leidimas. Vilnius: Lietuvos teisės universitetas, 2002.
- 137) LAMIOT, Dominique. LANCRY Pierre-Jean. La Protection sociale. Les enjeux de la solidarité. Paris: Nathan, 1989.
- 138) LAROQUE, Pierre. Les grands problèmes sociaux contemporains. Paris: les Cours de droit, 1968.
- 139) LAZUTKA, Romas. Pension reform in Lithuania. Pension reform in the Baltic States. Budapest: ILO, 2006.
- 140) LAZUTKA, Romas; POVILIŪNAS, Arūnas. In-Work poverty and labour market segmentation. A study of national policies. Lithuania: Vilnius University, 2010.
- 141) LEFEBRE, Mathieu; PESTIEAU, Pierre. L'État-providence en Europe. Performance et dumping social. Paris: Editions Rue d'Ulm, 2012.
- 142) LENAERTS, Koen; HEREMANS, Tinne. Contours of a European Social Union in the Case-Law of the European Court of Justice. *European Constitutional Law Review*. 2006.
- 143) LURBE, P. William Temple et les origines théologiques du Welfare State. Le Royaume-uni: culture et identités, 2010.
- 144) MACEINA, Antanas. Socijalinis teisingumas: kapitalizmo žlugimas ir naujos santvarkos socijaliniai pagrindai. Kaunas: Žaibas, 1938.
- 145) MACKENBACH, Johan. Health inequalities: Europe in profile. An independent, expert report commissioned by the UK Presidency of the EU. Rotterdam, 2006.

- 146) MAKSIMAITIS, Mindaugas. Žmogaus teisių doktrinos raida tarpukario Lietuvoje. Teisės reforma Lietuvoje ir Lenkijoje ir Europos žmogaus teisių konvencija. Vilnius: Lietuvos žmogaus teisių centras, 1999.
- 147) MATHIEU, Bertrand; VERPEAUX, Michel. La République en droit français. Paris: Economica, 1996.
- 148) MATHIEU, Bertrand. Contentieux constitutionnel des droits fondamentaux. Paris: Librairie générale de droit et de jurisprudence, 2002.
- 149) MILLER, David. Principles of Social Justice. Cambridge: Harvard University Press, 1999.
- 150) MERRIEN, François-Xavier. L'État-providence. Paris: Presses Universitaires de France, 2007.
- 151) MOSSIALOS, Elias; McKEE, Martin. EU Law and the Social Character of Health Care. Oxford: Peter Lang, 2002.
- 152) NEZOSI, Gilles. La protection sociale. Découverte de la vie publique. La documentation française, 2016.
- 153) NOZICK, Robert. Anarchija, valstybė, utopija. Vilnius: Eugrimas, 2003.
- 154) PETRYLAITĖ, Vida. Pamatiniai socialinės apsaugos teisės principai. Daktaro disertacija, Socialiniai mokslai, teisė (01 S). Vilnius : VU, 2012.
- 155) PLATONAS. Valstybė. Vilnius: Margi raštai, 2014.
- 156) POSNER, Richard A. Jurisprudencijos problemos. Vilnius: Eugrimas, 2004.
- 157) POTHIER R.-J. Traité des obligations [1761], préface de J.-L. Halpérin, Paris, Dalloz/Sirey, 2011.
- 158) PRELOT, Pierre-Henry. Droit des libertés fondamentales, Paris: Hachette, 2007.
- 159) PRETOT, Xavier. Droit de la sécurité sociale. Paris: Dalloz, 2015.
- 160) PIETERS, Danny. Įvadas į pagrindinius socialinės apsaugos principus. Vilnius: Eugrimas, 1998.

- 161) PIETERS, Danny; SCHOUKENS, Paul. Legal Comparison of the Social Security Protection of the Self-Employed in the Member States of the European Community. Social Protection of the Self-Employed in the European Union, 1994.
- 162) RAWLS, John. Political Liberalism. NY: Columbia University Press, 1993.
- 163) RAWLS, John. A Theory of Justice. UK: Harvard University Press, 1999.
- 164) RENOUVIER, Charles. Manuel républicain de l'homme et du citoyen. Paris: Garnier, 1981.
- 165) ROSANVALLON, Pierre. L'État en France de 1789 à nos jours. Paris: SEUIL, 1990.
- 166) ROSANVALLON, Pierre. La crise de l'État-providence. Paris: POINTS, 1992.
- 167) TITMUS, Richard. The social division of welfare, in Essays on the Welfare State. Chicago: Allen and Unwin, 1963.
- 168) WILENSKY, Harold L. Rich Democracies: Political Economy, Public Policy, and Performance. University of California Press, 2002.
- 169) SCHOUKENS, Paul. Comparison of the Social Security Law for Self-Employed Persons in the Member-States. Changing Work Patterns and Social Security. Hague: Kluwer Law International, 2000.
- 170) SMITH, William. A Dictionary of Greek and Roman Antiquities. London: John Murray, 1875.
- 171) TARTILAS, Juozapas et al. Socialinės apsaugos teisė: vadovėlis. Vilnius: MRU, 2011.
- 172) SERAPHIN, Gilles. Comprendre la politique familiale. Paris: Dunod, 2013.
- 173) STANKŪNIENĖ, Vlada; EIDUKIENĖ, Virginija; GRUŽEVSKIS, Boguslavas et al. Paramos šeimai politika: samprata ir patyrimas. Kolektyvinė monografija. Vilnius: Lietuvos filosofijos ir sociologijos institutas, 2001.
- 174) SUPIOT, Alain. La solidarité. Enquete sur un principe juridique. Paris: Odile Jacob, 2015.
- 175) SUPIOT, Alain. Grandeur et misère de l'État social. Paris: Leçons inaugurales du Collège de France, 2013.

- 176) URICOECHEA, Fernando. La théorie de la solidarité de Durkheim: une critique. Paris: PUF, 1979.
- 177) VAIŠVILA, Alfonsas. Teisės teorija. Vilnius: Justitia, 2004
- 178) VARNAS, Juozas. Dėl demokratijos esmės. Tėvynės sargas, Nr. 2 (40), 1978. iš MAKSIMAITIS, Mindaugas; MILIAUSKAITĖ, Kristina; ŠAPOKA, Gintaras. Valstybės ir teisės problemos Lietuvių išėivijos publikacijose (1944–1990). Vilnius: MRU, 2011.
- 179) VONK, Gijsbert; KATROUGALOS, George. The Public Interest and the Welfare State: A Legal Approach. Social Security as a Public Interest: A Multidisciplinary Inquiry into the Foundations of the Regulatory Welfare State. Antwerp: Intersentia, 2010.
- 180) VONK, Gijsbert; MARSEILLE, Bert. Country Report on the Netherlands. Security: A General Principle of Social Security Law in Europe. Antwerp: ELP, 2010
- 181)

## **2.2. Konferencijų medžiaga ir pranešimai – Matériel et présentations des conférences**

- 182) CANIVET, Guy. *La fraternité dans le droit constitutionnel français*. Conférence en l'honneur de Charles Doherty Gonthier, mai 2011.
- 183) CONSEIL CONSTITUTIONNEL. *Le principe d'égalité*. Exposé présenté lors de la visite au Conseil constitutionnel le 18 septembre 2001 d'un groupe d'universitaires britanniques, 2001.
- 184) HUBER, Evelyne; STEPHENS, John D. *Internationalization and the social democratic welfare state*. Paper presented at the conference on Challenges to Labor: Integration, Employment and Bargaining in Scandinavia and the United States, Berkeley, CA. March 1996.
- 185) HUBER, Evelyne; STEPHENS, John D. *Political power and gender in the making of the social democratic service state*. Paper presented at the Meetings of the American Political Science Association, San Francisco. September 1996.
- 186) WILDHABER, L. *Dabartinė Europos Žmogaus Teisių Teismo jurisprudencija*. Konstitucinis teisingumas ir teisės viešpatavimas: tarptautinė konferencija, skirta Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo įsteigimo 10-mečiui (2003 m. rugsėjo 4 d). Vilnius : Lietuvos Respublikos Konstitucinis Teismas, 2004.

**2.3. Periodiniuose (moksliniuose) leidiniuose publikuoti straipsniai – Articles publiés dans des périodiques (scientifiques)**

- 187) ALEXY, Robert. *Balancing, Constitutional Review and Representation*. International Journal of Constitutional Law, Vol. 3, No. 4, October, 2005.
- 188) BALTUTYTĖ, Elvyra. Europos Socialinė Chartija ir socialinės teisės Konstitucijoje. Jurisprudencija, t. 30(22), 2002.
- 189) BELIŪNIENĖ, Lina. *Konstitucinių vertybių pusiausvyra ir jos pagrindimas konstitucinėje jurisprudencijoje*. Konstitucinė jurisprudencija. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis Nr. 2 (10), 2008.
- 190) BIELIAUSKAITĖ, Jolanta. *Solidarumo vaidmuo socialinėje teisinėje valstybėje*. Socialinių mokslų studijos, Vol. 1 (1), 2009.
- 191) BIELIAUSKAITĖ, Jolanta. Socialinio teisingumo principų sistema šiuolaikinėje Vakarų teisės tradicijoje. Socialinių mokslų studijos, Vol. 2 (2), 2009.
- 192) BIRMONTIENĖ, Toma. *Konstitucinės teisės gauti pensiją interpretavimas Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo jurisprudencijoje*. Konstitucinė jurisprudencija. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis Nr. 4, 2006
- 193) BIRMONTIENĖ, T. *Šiuolaikinės žmogaus teisių konstitucinės doktrinos tendencijos*. Konstitucinė jurisprudencija. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis, Vol. 1(5), 2007.
- 194) BIRMONTIENĖ, Toma. *Ūkinės veiklos laisvės konstituciniai pagrindai*. Konstitucinė jurisprudencija. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis Nr. 2 (18), balandis-birželis, 2010.
- 195) BIRMONTIENĖ, Toma. Ekonomikos krizės įtaka konstitucinei socialinių teisių doktrinai. Jurisprudencija, Vol. 19 (3). 2012
- 196) BIRMONTIENĖ, Toma. *Konstitucinė lygiateisiškumo principo doktrina*. Konstitucinė jurisprudencija. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis. Nr. 1 (33), sausis-kovas, 2014.

- 197) BYK, Christian. La place du droit à la protection de la santé au regard du droit constitutionnel français. *Revue générale de droit*, Vol. 31 (2), 2001.
- 198) BORGETTO, Michel. *Le concept de fraternité et la protection sociale*. *Informations sociales: La protection sociale et ses valeurs*, 1-2 (No. 196-197), 2018.
- 199) BOTTINI, Fabien. *The Roots of French Welfare State*. *Jurisprudence*, Volume 20 (2), 2013.
- 200) BITINAS, Audrius. Lietuvos pensijų sistemos modelis ir pensijų garantijų perspektyvos. *Jurisprudencija* Vol. 8 (110), 2008.
- 201) BITINAS, Audrius. Teisinio reguliavimo įtaka dalyvauti darbo rinkoje sukakus pensinį amžių ir problemas Lietuvoje ir Prancūzijoje. *Teisė*, 99, 2016.
- 202) CAPPELEN, Alexander W; NORHEIM, Ole Frithjof. *Responsibility, fairness and rationing in health care*. *Health Policy*, Vol. 76 (3), 2006.
- 203) DEREŠKEVIČIŪTĖ, Miglė. Procedūrinio teisingumo elementai Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo jurisprudencijoje. *Teisė*, Nr. 87, 2013.
- 204) GOESEL-LE BIHAN, Valérie. *Une grande décision : la décision n° 2016-611 QPC*. *Actualité juridique. Droit administratif*, n° 8, 2017.
- 205) GRANICKAS, Vaidotas. *Teisingo apmokėjimo už darbą principo įgyvendinimo bruožai*. *Socialinių mokslų studijos*, Vol. 3 (7), 2010.
- 206) GUOGIS, Arvydas. Globalizacijos poveikis socialinei apsaugai ir socialinei atskirčiai. *Politologija*, Nr. 4, 2004.
- 207) GUOGIS, Arvydas. Kai kurie socialinio solidarumo praradimo aspektai Vakaruose ir Lietuvoje. *Socialinis darbas*, Nr. 5, 2006.
- 208) JARAŠIŪNAS, Egidijus. Europos sąjungos pagrindinių teisių chartija Teisingumo Teismo jurisprudencijoje. *Jurisprudencija*, Vol. 24 (1), 2017.
- 209) KRUPAVIČIUS, Mykolas. Bažnyčios socialiniai dėsniai. *Židinys*, 1930 iš VENCKIENĖ, Eglė. Katalikų socialinė mintis tarpukario lietuvoje: socialinės teisinės valstybės vaizdinys socializme. *Jurisprudencija*, Vol. 20 (2), 2013.

- 210) LAPINSKAS, Kęstutis. *Asmens socialinių teisių apsaugos klausimai Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo jurisprudencijoje*. Konstitucinė jurisprudencija. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis Nr. 4, 2006.
- 211) LAZUTKA, Romas. Lietuvos socialinio draudimo pensijų dalinio privatizavimo tikslai ir rezultatai. *Ekonomika*, t. 82, 2008.
- 212) LAZUTKA, Romas. Socialinis teisingumas ir socialinių-ekonominių grupių reprezentavimas skirtingo prestižo studijų programose Lietuvoje. *Acta pedagogica Vilnensia*, t. 28, 2012.
- 213) LENAERTS, Koen. European Union citizenship, national welfare systems and social solidarity. *Jurisprudence*, Vol. 18 (2), 2011.
- 214) LEPSIUS, Oliver. Human Dignity and the Downing of Aircraft: The German Federal Constitutional Court Strikes Down a Prominent Anti-terrorism Provision in the New Air-transport Security Act. *German Law Journal*, Vol. 07, No. 09, 2006.
- 215) LEONAITĖ, Erika. Proporcingumo principas ir jo taikymas EŽTT bylose prieš Lietuvą pagal EŽTK 8 straipsnį. *Teisė* Nr. 77, 2010.
- 216) MARKAUSKAS, Laimonas. Konstitucinė teisė į nemokamą gydymą: interpretavimo problemos. *Jurisprudencija*, Vol. 64 (56), 2005.
- 217) O'CONNOR, Julia S. From Women in the Welfare State to Gendering Welfare State Regimes. *Current Sociology*, Vol. 44 (2), 1996.
- 218) RUŠKYTĖ, R. *Nuosavybė ir nuosavybės apsauga Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo jurisprudencijoje*. Konstitucinė jurisprudencija. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis Nr. 2 (14), 2009.
- 219) SASS, Hans-Martin. *The new triad: responsibility, solidarity and subsidiarity*. *The Journal of Medicine and Philosophy: A Forum for Bioethics and Philosophy of Medicine*, Vol. 20 (6), 1995.
- 220) SKUODIS, Marius. Naujųjų Europos sąjungos valstybių narių gerovės režimų vieta tradicinių Europos socialinių modelių tipologijoje. *Filosofija, sociologija*, T. 20. Nr. 2, 2009.

- 221) SMALSKYS, Vainius. „Gerovės valstybės“ ir socialinės viešosios politikos krypčių teoriniai aspektai. Viešoji politika ir administravimas. Vilnius: Lietuvos teisės universiteto Leidybos centras, Nr. 11, 2005.
- 222) SPRUOGIS, Ernestas. Socialinės asmens teisės ir jų konstitucionalizacija Lietuvoje. Jurisprudencija, Vol. 59 (51), 2004.
- 223) SVIRBUTAITĖ-KRUTKIENĖ, Giedrė; DUŽINSKAS, Raimundas. *Pokomunistinių valstybių socialiniai modeliai*. Socialinis ugdymas vol. 50 (3). Lietuvos edukologijos universitetas, 2018.
- 224) SWAAN, Abram. *The Receding Prospects for Transnational Social Policy*. Theory and Society: Special Issue on Recastin Citizenship, Vol. 26 (4), 1997.
- 225) ŠILEIKIS, Egidijus. *Teisėtų lūkesčių principas ir Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo jurisprudencija*. Konstitucinė jurisprudencija. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis Nr. 3 (19), liepa-rugsėjis, 2010.
- 226) ŠPOKIENĖ, Indrė. Solidarumo principo turinys ir vaidmuo sveikatos priežiūros teisinio reguliavimo srityje. Jurisprudencija, Vol. 3(121), 2010.
- 227) TAMINSKAITĖ, Gabrielė. Socialinės (gerovės) valstybės modelio raida ir įtaka socialinės apsaugos teisių garantijoms bei teisiniam reguliavimui Prancūzijoje. Teisė Nr. 111, 2019.
- 228) TAMINSKAS, Algirdas. *Galimybės riboti įgytąsias socialines teises interpretavimas Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo jurisprudencijoje*. Konstitucinė jurisprudencija. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis Nr. 2 (22), balandis-birželis 2011.
- 229) TAMINSKAS, Algirdas; MESONIS, Gediminas. *Žmogaus orumas: konstitucinės refleksijos*. Jurisprudencija, Vol. 21(4), 2014.
- 230) VAIČAITIS, Vaidotas. Ką nusprendė ir ko nenusprendė Konstitucinis Teismas dirbančių pensininkų naudai. Justitia, Nr. 1–2, 2003.
- 231) VAIČAITIS, Vaidotas. *Teisingumo samprata ir Lietuvos Respublikos Konstitucinis Teismas*. Konstitucinė jurisprudencija. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis, Nr. 1 (13), sausis-kovas 2009.

- 232) VAIČAITIS, Vaidotas. Teisė į pensiją ir konstitucinio teismo praktika. Teisė, Nr. 77, 2010.
- 233) VAIDELYTĖ, Eglė. Socialinė politika ir filantropija Lietuvoje: teorinės interpretacijos ir empirinės išvalgos. Viešoji politika ir administravimas, Nr. 21, 2007.
- 234) VENCKIENĖ, Eglė. Katalikų socialinė mintis tarpukario Lietuvoje: socialinės teisinės valstybės vaizdinys socializme. Jurisprudencija, Vol. 20 (2), 2013.
- 235) ŽALIMAS, Dainius. Lietuvos Konstitucinės tapatybės ir žmogaus teisių apsaugos sąveika. Jurisprudencija, Vol. 24(1), 2017.
- 236) ŽILYS, Juozas. *Konstitucijos socialinės prasmės*. Konstitucinė jurisprudencija, Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo biuletenis Nr. 4, 2006.

#### **2.4. Specializuotuose interneto puslapiuose publikuoti straipsniai – Articles publiés sur des sites spécialisés**

- 237) PRANEVIČIŪTĖ, Jovita. Ir sukūrė jie gerovę pažadais apsiginklavę. XXI amžiaus priedas: visuomenės gyvenimo analizė ir komentarai. Atodangos Nr. 2, 2003. Interaktyvi prieiga: <http://www.xxiamzius.lt/archyvas/priedai/atodangos/20030228/04.html>.
- 238) SCHMIDT, Harald. Patients' charters and health responsibilities. BMJ, 2007. Interaktyvi prieiga: <https://www.bmj.com/content/335/7631/1187>.
- 239) VERLET, Bruno. De l'association à l'organisation du travail. CCF n°11, 2000. Interaktyvi prieiga: <http://www.charlesfourier.fr/spip.php?article42>.

#### **2.5. Mokslinės studijos – Études scientifiques**

- 240) Unequal Welfare States: distributive consequences of population ageing in six European countries. Social and Cultural Planning Office. Hague: SCP, 2004.
- 241) Lietuvių emigracija: problema ir galimi sprendimo būdai. Pilietinės visuomenės institutas. Vilnius, 2005. Interaktyvi nuoroda: [http://www.civitas.lt/wp-content/uploads/2015/07/Tyrimas\\_Lietuviu\\_emigracija\\_Studija.pdf](http://www.civitas.lt/wp-content/uploads/2015/07/Tyrimas_Lietuviu_emigracija_Studija.pdf).

### **3. Teismų praktika – Jurisprudence**

#### **3.1. Tarptautinių teismų praktika, ataskaitos, komentarai, GA išvados – Jurisprudence internationale, Rapports, Commentaires, Conclusions de l'Avocat général de la CJUE**

- 242) CJCE 28 octobre 1975. Roland Rutili v Ministre de l'intérieur, C-36/75.
- 243) CJCE 17 mai 1984. Denkvit Nederland BV v Hoofdproduktschap voor Akkerbouwprodukten, C-15/83
- 244) CJCE 17 February 1993. Christian Poucet v. Assurances générales de France et Caisse mutuelle régionale du Languedoc-Roussillon, C-159/91 & C-160/91, EU:C:1993:63
- 245) CJCE 16 November 1995. Fédération Française des Sociétés d'Assurance and Others v Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, C-244/94.
- 246) CJCE 21 September 1999. Albany International BV v Stichting Bedrijfspensioenfonds Textielindustrie, C-67/96.
- 247) CJCE 20 September 2001. Rudy Grzelczyk v Centre public d'aide sociale d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, C-184/99.
- 248) CJCE 22 January 2002. Cisal di Battistello Venanzio & C. Sas v. Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro (INAIL), C-218/00.
- 249) CJCE 24 July 2003. Altmark Trans GmbH et Regierungspräsidium Magdeburg v Nahverkehrsgesellschaft Altmark GmbH, en présence de Oberbundesanwalt beim Bundesverwaltungsgericht, C-280/00.
- 250) CJCE 16 March 2004. AOK Bundesverband, Bundesverband der Betriebskrankenkassen (BKK), Bundesverband der Innungskrankenkassen, Bundesverband der landwirtschaftlichen Krankenkassen, Verband der Angestelltenkrankenkassen eV, Verband der Arbeiter-Ersatzkassen, Bundesknappschaft für See-Krankenkasse v. Ichthyol-Gesellschaft Cordes, Hermani & Co. C-264/01, C-306/01, C-354/01, C-355/01.

- 251) CJCE 5 March 2009. *Kattner Stahlbau GmbH v Maschinenbau- und Metall-Berufsgenossenschaft*, C-350/07.
- 252) CJCE. 11 June 2020. *European Commission / Dôvera zdravotná poisťovňa a.s., Slovenskej Republiky, Únia zdravotná poisťovňa a.s.*, C-262/18 P & C-271/18 P.
- 253) ECtHR (5849/72) 16 December 1974 – Decision – *Müller v. Austria*.
- 254) ECtHR (27004/95, 27011/95) 23 October 1997 – Decision – *Szrabjet and Clarke v. The United Kingdom*.
- 255) ECtHR (36042/97) 11 May 1999 – Decision – *Willis v. Jungtinė Karalystė*.
- 256) ECtHR (40892/98) September 2003 – Decision – *Koua Poirrez v. France*.
- 257) Commentaire de la décision *Kreuzberg* du 14 juin 1882 par le juriste allemand Fleiner en 1912 cité par B. STIRN dans *Vers un droit public européen*, LGDJ, 2015, 2<sup>ème</sup> édition.
- 258) Generalinio advokato FENNELLY, Nial 1997 m. vasario 6 d. išvada byloje *Sodemare SA, Anni Azzurri Holding SpA and Anni Azzurri Rezzato Srl v. Regione Lombardia*, Nr. C-70/95.

### **3.2. Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo jurisprudencija – Jurisprudence de la Cour constitutionnelle de la République de Lituanie**

- 259) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1995 m. sausio 24 d. išvada. Byla Nr. 22/94.
- 260) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1994 m. birželio 15 d. nutarimas. Byla Nr. 11-1993/9-1994.
- 261) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1995 gruodžio 22 d. nutarimas. Byla Nr. 9/95.
- 262) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1996 m. sausio 24 d. nutarimas. Byla Nr. 7/95.
- 263) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1996 m. vasario 28 d. nutarimas. Byla Nr. 10/95.

- 264) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1996 m. balandžio 18 d. nutarimas. Byla Nr. 12/95.
- 265) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1996 m. lapkričio 20 d. nutarimas. Byla Nr. 2/96.
- 266) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1997 m. sausio 20 d. nutarimas. Byla Nr. 14/96.
- 267) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1997 m. kovo 12 d. nutarimas. Byla Nr. 5/96.
- 268) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1998 m. rugsėjo 24 d. nutarimas. Byla Nr. 1/98.
- 269) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1998 spalio 27 d. nutarimas. Nr. 15/97.
- 270) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1998 m. gruodžio 9 d. nutarimas. Byla Nr. 2/98.
- 271) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 1999 m. spalio 6 d. nutarimas. Byla Nr. 12/98.
- 272) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2001 m. sausio 11 d. nutarimas. Byla Nr. 7/99-17/99.
- 273) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2001 m. gruodžio 18 d. nutarimas. Byla Nr. 16/200.
- 274) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2002 m. sausio 14 d. nutarimas. Byla Nr. 25/01.
- 275) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2002 m. balandžio 23 d. nutarimas. Byla Nr. 27/2000.
- 276) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2002 m. birželio 19 d. nutarimas. Byla Nr. 29/2000.
- 277) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2002 m. liepos 11 d. nutarimas. Byla Nr. 49/01.

- 278) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2002 m. spalio 23 d. nutarimas.  
Byla Nr. 36/2000.
- 279) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2002 m. lapkričio 25 d. nutarimas. Byla Nr.  
36/2000.
- 280) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2004 m. sausio 26 d. nutarimas.  
Byla Nr. 3/02-7/02-29/03.
- 281) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2005 m. rugsėjo 29 d. nutarimas.  
Byla Nr. 15/02.
- 282) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2006 m. gegužės 31 d. nutarimas.  
Byla Nr. 42/03.
- 283) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2006 m. rugpjūčio 19 d. nutarimas. Byla  
Nr. 23/04.
- 284) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2007 m. rugsėjo 26 d. nutarimas.  
Byla Nr. 35/04-37/04-72/06.
- 285) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2007 m. birželio 7 d. nutarimas.  
Byla Nr. 12/05-14/05-18/05-20/05-21/05-22/05-25/05-01/06-03/06-06/06-07/06-08/06-  
15/06-17/06-21/06-24/06-25/06-28/06-40/06-41/06-47/06-48/06-53/06-55/06-63/06-  
68/06-02/07-07/07-09/07-13/07-15/07-19/07-20/07-21/07-22/07
- 286) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2007 spalio 22 d. nutarimas.  
Byla Nr. 38/04-39/04.
- 287) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2008 kovo 20 d. nutarimas.  
Byla Nr. 28/07-29/07.
- 288) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2008 m. gruodžio 24 d. nutarimas. Byla Nr.  
09/06-30/06-01/07-30/08.
- 289) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2009 m. kovo 2 d. nutarimas.  
Byla Nr. 28/08.
- 290) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2009 m. rugsėjo 2 d. nutarimas.  
Byla Nr. 26/06.

- 291) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2009 m. gruodžio 11 d. nutarimas. Byla Nr. 14/07-17/08-25/08-39/08.
- 292) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2010 m. balandžio 20 d. sprendimas. Byla Nr. 41/2000, 47/2001-08/2003-20/2003-32/2003-38/2003, 7/03-41/03-40/04-46/04-5/05-7/05-17/05, 35/04-37/04-72/06, 38/04-39/04, 06/05-08/05, 09/06-30/06-01/07-30/08, 15/98, 33/03.
- 293) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2010 m. birželio 29 d. nutarimas. Byla Nr. 06/2008-18/2008-24/2010.
- 294) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2011 m. rugsėjo 28 d. nutarimas. Byla Nr. 21/2008.
- 295) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2012 m. vasario 27 d. nutarimas. Byla Nr. 15/2008-19/2010-25/2010-106/2010-27/2011-36/2011.
- 296) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2012 m. spalio 31 d. nutarimas. Byla Nr. 21/2009-32/2009.
- 297) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2013 m. vasario 15 d. nutarimas. Byla Nr. 28/2009.
- 298) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2013 m. gegužės 16 d. nutarimas. Byla Nr. 47/2009-131/2010.
- 299) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2013 m. liepos 1 d. nutarimas. Byla Nr. 125/2010-26/2011-21/2012-6/2013-8/2013-10/2013.
- 300) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2014 m. kovo 7 d. sprendimas. Nr. KT8-S5/2014.
- 301) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2014 m. liepos 3 d. nutarimas. Nr. KT34-N9/2014. Byla Nr. 6/2011.
- 302) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2015 m. gegužės 14 d. nutarimas. Byla Nr. 12/2013-21/2013-15/2014-1/2015.
- 303) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2015 m. birželio 16 d. nutarimas. Nr. KT19-N12/2015. Byla Nr. 17/2012.

- 304) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2015 m. rugsėjo 22 d. nutarimas. Nr. KT24-N14/2015. Byla Nr. 17/2013.
- 305) Lietuvos Respublikos Konstitucinio Teismo 2016 m. kovo 15 d. nutarimas. Nr. KT9-N6/2016. Byla Nr. 7/2015.

### **3.3.Prancūzijos Konstitucinės Tarybos jurisprudencija – Jurisprudence du Conseil Constitutionnel**

- 306) Conseil Constitutionnel. Décision n° 74-54 DC du 15 janvier 1975.
- 307) Conseil Constitutionnel. Décision n° 79-105 DC du 25 juillet 1979.
- 308) Conseil Constitutionnel. Décision n° 80-117 DC du 22 juillet 1980.
- 309) Conseil Constitutionnel. Décision n° 85-200 DC du 16 janvier 1986.
- 310) Conseil Constitutionnel. Décision n° 87-237 DC du 30 décembre 1987.
- 311) Conseil Constitutionnel. Décision n° 96-387 DC du 21 janvier 1997.
- 312) Conseil Constitutionnel. Décision n° 97-393 DC du 18 décembre 1997.
- 313) Conseil Constitutionnel. Décision n° 98-405 DC du 29 décembre 1998.
- 314) Conseil Constitutionnel. Décision n° 2001-446 DC du 27 juin 2001.
- 315) Conseil Constitutionnel. Décision n° 2001-453 DC du 18 décembre 2001.
- 316) Conseil Constitutionnel. Décision n° 2003-483 DC du 14 août 2003.
- 317) Conseil Constitutionnel. Décision n° 2004-497 DC du 1<sup>er</sup> juillet 2004.
- 318) Conseil Constitutionnel. Décision n° 2004-507 DC du 9 décembre 2004.
- 319) Conseil Constitutionnel. Décision n° 2006-540 DC du 27 juillet 2006.
- 320) Conseil Constitutionnel. Décision n° 2007-553 DC du 3 mars 2007.
- 321) Conseil Constitutionnel. Décision n° 2016-611 QPC du 10 février 2017.
- 322) Conseil Constitutionnel. Décision n° 2018-717/718 QPC du 6 juillet 2018.
- 323) Conseil Constitutionnel. Décision n° 2018-735 QPC du 27 septembre 2018.

### 3.4. Prancūzijos Valstybės Tarybos praktika – Doctrine de Conseil d’État

324) Conseil d’État. 1/4 SSR, du 8 juillet 1994, req.no 96257, inédit au recueil Lebon.

## 4. Kiti šaltiniai – Autres sources

### 4.1. Statistinių duomenų suvestinės, apžvalgos ir ataskaitos – Résumés statistiques, Enquêtes et Rapports

325) Europos Komisija (Ekonomikos ir finansų reikalų GD) ir Ekonominės politikos komitetas (EPK), 2015 m. senėjimo ataskaita „Ekonomikos ir biudžeto prognozės 28 ES valstybėms narėms (2013– 2060 m.)“, European Economy 3/2015.

326) EUROSTAT rodikliai 2019. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2020-11-04]: <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20201104-1>

327) EUROSTAT minimalaus darbo užmokesčio statistika. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2020-09-04]: [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Minimum\\_wage\\_statistics/lt#C5.A0ali.C5.B3\\_minimalaus\\_darbo\\_u.C5.BEmokes.C4.8Dio\\_skirtumai](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Minimum_wage_statistics/lt#C5.A0ali.C5.B3_minimalaus_darbo_u.C5.BEmokes.C4.8Dio_skirtumai).

328) Expenditure on social protection benefits, 2018. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2019-12-03]: [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Social\\_protection\\_statistics\\_-\\_social\\_benefits](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Social_protection_statistics_-_social_benefits).

329) Europos Komisija. Europos semestro teminė informacijos suvestinė. Pensijų adekvatumas ir tvarumas. 2017.

330) Nacionalinis pranešimas apie Lietuvos socialinės apsaugos ir socialinės aprėpties strategijas 2006-2008 m.

331) Oficialios statistikos portalas. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2020-06-01] <https://osp.stat.gov.lt/informaciniai-pranesimai?articleId=7641174>.

332) Oficialiosios statistikos portalas [žiūrėta 2021-12-01] [https://osp.stat.gov.lt/statistiniu-rodikliu-analize?hash=18ca8c57-af38-4a19-8d38-2f1494b1c7b0#](https://osp.stat.gov.lt/statistiniu-rodikliu-analize?hash=18ca8c57-af38-4a19-8d38-2f1494b1c7b0#/)

- 333) Social protection expenditure, 2017. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2018-12-19]: [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Social\\_protection\\_statistics\\_-\\_overview](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Social_protection_statistics_-_overview).
- 334) Social protection expenditure, 2019. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2020-11-06]: <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/ddn-20201104-1>
- 335) Social protection statistics - net expenditure on benefits, 2016. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2017-12-05]: [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Social\\_protection\\_statistics\\_-\\_net\\_expenditure\\_on\\_benefits&oldid=349643](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Social_protection_statistics_-_net_expenditure_on_benefits&oldid=349643).
- 336) Statista – oficialios statistikos portalas Prancūzijoje. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2020-06-01] <https://fr.statista.com/statistiques/675163/nombre-total-retraites-france/> ; <https://fr.statista.com/statistiques/471946/population-totale-france/>.
- 337) Taxation in 2018. Tax-to-GDP ratio up to 40.3% in EU. A one-to-two ratio across Member States. Eurostat, 166/2019 - 30 October 2019.
- 338) Trading Economics, Unemployment Rate | Europe. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2020 spalio 2 d.] <https://tradingeconomics.com/country-list/unemployment-rate?continent=europe>
- 339) Visuomenės struktūra ir senėjimas, Eurostat. 2020. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2020-09-21]: [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Population\\_structure\\_and\\_ageing/lt](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Population_structure_and_ageing/lt)

## 4.2.Travaux préparatoires

- 340) Aiškinamasis raštas XIIIIP-3738 dėl Išmokų vaikams įstatymo Nr. I-621 6, 17 ir 18 straipsnių pakeitimo įstatymo projekto.

## 4.3.Interneto portalai – Portails Internet

- 341) Larousse prancūzų kalbos žodynas. Interaktyvi prieiga: [žiūrėta 2017-10-20] <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/solidarit%C3%A9/73312>.

- 342) Le portail du service public de la sécurité sociale. Interaktyvi prieiga: [žiūrėta 2016-02-27]. Prieiga per internetą: <http://www.securite-sociale.fr/Historique-du-systeme-francais-de-Securite-sociale>.
- 343) Valstybinė lietuvių kalbos komisija. Interaktyvi prieiga: [žiūrėta 2017-10-20] <http://www.vlkk.lt/konsultacijos/2838-solidarumas>.
- 344) 20 Europos socialinių teisių ramsčio principų. Europos komisija, 2017. Interaktyvi prieiga [žiūrėta 2019-09-06]: [https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/economy-works-people/jobs-growth-and-investment/european-pillar-social-rights/european-pillar-social-rights-20-principles\\_lt](https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024/economy-works-people/jobs-growth-and-investment/european-pillar-social-rights/european-pillar-social-rights-20-principles_lt).

#### 4.4. Kita – Autre

- 345) BOLLMANN, Ralph. *Der Mann, der den Sozialstaat erfand*. 2013. Interaktyvi prieiga: [žiūrėta 20/03/2018]: <http://www.faz.net/aktuell/finanzen/basiswissen/lorenz-von-stein-der-mann-der-den-sozialstaat-erfand-12656320.html>.
- 346) *De Bismarck à Beveridge: la sécurité sociale pour tous*. Interaktyvi prieiga: [žiūrėta 2018-03-03] [http://www.ilo.org/global/publications/world-of-work-magazine/articles/ilo-in-history/WCMS\\_120184/lang--fr/index.htm](http://www.ilo.org/global/publications/world-of-work-magazine/articles/ilo-in-history/WCMS_120184/lang--fr/index.htm).
- 347) *Elysée rūmų pranešimas spaudai*, 2019. Interaktyvi prieiga: [žiūrėta 2020-01-03]: [https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/sncf/greve-a-la-sncf/retraite-des-presidents-trois-questions-sur-le-renoncement-d-emmanuel-macron-a-sa-future-pension-d-ancien-chef-d-etat\\_3756667.htm](https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/sncf/greve-a-la-sncf/retraite-des-presidents-trois-questions-sur-le-renoncement-d-emmanuel-macron-a-sa-future-pension-d-ancien-chef-d-etat_3756667.htm).
- 348) Interviu su Paryžiaus Sorbonos universiteto profesoriumi dr. Christophe Ramaux, tema: “*Qu'en est-il de l'état social*”. Interaktyvi nuoroda: [žiūrėta 08/03/2018] <https://sorbonneco.hypotheses.org/2450>.
- 349) KĖVALAS, Kęstutis. *Turėtume kalbėti apie gerovės, o ne apie globos valstybę*. Interaktyvi prieiga: [žiūrėta 2020-02-05] [http://www.bernardinai.lt/straipsnis/2019-10-08-vyskupas-k-kevalas-turetume-kalbeti-apie-geroves-o-ne-apie-globos-valstybe/177585?fbclid=IwAR38RnSpOFnFdvAse017tc3XPgU16V5ayVe3E4OcNdJZ\\_UVFyvjWvgRPsek](http://www.bernardinai.lt/straipsnis/2019-10-08-vyskupas-k-kevalas-turetume-kalbeti-apie-geroves-o-ne-apie-globos-valstybe/177585?fbclid=IwAR38RnSpOFnFdvAse017tc3XPgU16V5ayVe3E4OcNdJZ_UVFyvjWvgRPsek).

- 350) *La fraternité dans le droit constitutionnel français*. Interaktyvi prieiga: [žiūrėta 2018-03-01] <https://www.conseil-constitutionnel.fr/la-fraternite-dans-le-droit-constitutionnel-francais>;
- 351) Lietuvos laisvosios rinkos institutas. Didinami vaiko pinigai sukuria pajamų spąstus; papildomas GPM tarifas mažina investicinį patrauklumą: pozicija. 2019. Interaktyvi prieiga : žiūrėta [2020-01-02]: <https://www.llri.lt/naujienos/ekonomine-politika/34309/lrinka>
- 352) LONG, George. *Obligations*. Interaktyvi prieiga: [žiūrėta 2019-09-21]: [https://penelope.uchicago.edu/Thayer/E/Roman/Texts/secondary/SMIGRA\\*/Obligations.html](https://penelope.uchicago.edu/Thayer/E/Roman/Texts/secondary/SMIGRA*/Obligations.html)
- 353) 1791 m. gegužės 3 d. Konstitucija. Vertė ir sudarė E. Raila. Vilnius: *Vilniaus dailės akademijos leidykla*, 2001.
- 354) *L'Esprit des journaux, françois et étrangers*, tome XII. Paris: Chez la veuve Valade. Décembre 1784.
- 355) Socialinės įtraukties didinimo 2014–2020 m. veiksmų planas. Patvirtinta Lietuvos Respublikos socialinės apsaugos ir darbo ministro 2013 m. spalio 22 d. įsakymu Nr. A1-588.

### III. Publikacijos

7. “Socialinės (gerovės) valstybės modelio raida ir įtaka socialinės apsaugos teisių garantijoms bei teisiniam reguliavimui Prancūzijoje”.  
*ISSN 2424-6050 (Online), ISSN 1392-1274 (Print). Teisė, 2019, 111.*
8. “How much and to whom does free education cost? Human right based on solidarity”.  
*ISSN 2601-8640 (Online), ISSN 2601-8632 (Print). European Journal of Social Sciences, May-August 2020, Volume 3, Issue 2.*
9. „Future of the State – Welfare State? Lithuania’s path“.  
*ISBN 978-609-07-0573-5 (Online). The Future decade of EU Law, Vilnius University, 2020.*

### IV. Pranešimai tarptautinėse konferencijose

10. “The compatibility of professional and family life – one of the tasks of the welfare (social) state” *tarptautinėje darbo ir socialinės apsaugos teisės konferencijoje “In search of sustainable employment: Discussing the challenges and addressing the opportunities of labor and social security laws in a national and international perspective” Antverpene, Belgijoje, 2019.*
11. “How much and to whom does free education cost? Human right based on solidarity” *tarptautinėje socialinių mokslų konferencijoje Amsterdame, Olandijoje, 2020.*
12. „Le principe de la solidarité aux États-providence: les exemples juridiques de France et Lituanie“ *kasmetinėje Université Paris Nanterre doktorantų konferencijoje Paryžiuje, Prancūzijoje 2020.*